

Importante initiative de la diplomatie américaine

Washington propose de conclure un traité avec la Communauté européenne

La doctrine Baker

Le discours prononcé mardi 12 décembre à Berlin par M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, est assuré de faire date. Une semaine après le président Bush à Bruxelles, mais d'une manière beaucoup plus précise et structurée, le chef de la diplomatie américaine vient en effet d'exposer ce qui à toutes les chances de passer à l'histoire sous le nom de « doctrine Baker ». Il s'agit tout simplement de l'ébauche de ce nouvel équilibre européen dont chacun ressent la nécessité mais que l'accélération des événements rend difficile à imaginer.

Quelques idées fortes ressortent du texte de M. Baker, et la plupart - c'est fondamental - figurent d'une manière ou d'une autre dans la déclaration consacrée à la situation en Europe publiée samedi dernier par les Douze à Strasbourg. La première, c'est que la division de l'Allemagne doit être surmontée parallèlement à celle de l'Europe. Le processus doit être pacifique, progressif et respectueux des rôles et des responsabilités des quatre puissances victorieuses, désignées pour rappeler l'indivisibilité de la frontière germano-polonaise, un principe essentiel que le chancelier Kohl se refuse toujours à affirmer d'une façon claire et nette.

La M. Baker - après M. Bush - va plus loin que les Douze, c'est lorsqu'il précise qu'une Allemagne réunifiée, sous quelque forme que ce soit, devra rester ancrée dans l'OTAN. La pitié sera un peu amère pour M. Gorbatchev, mais le secrétaire d'Etat l'admet tout de suite en évoquant la transformation de l'alliance - une idée chère au numéro un soviétique - en un organisme tout autant chargé de coopération économique et politique avec l'Est et de vérification des accords de désarmement à venir que de stratégie militaire.

Autre concession demandée à M. Gorbatchev - mais elle ne devrait pas lui être trop difficile à accepter dans quelques mois : que le principe d'élections libres et secrètes soit rajouté aux accords d'Helsinki en tant que premier droit de l'homme conditionnant le respect de tous les autres.

MAIS la véritable nouveauté dans l'intervention de M. Baker, c'est la reconnaissance et l'exaltation du rôle qu'il souhaite voir jouer à la Communauté européenne. Qui aurait cru qu'un haut dirigeant américain reprocherait presque un jour aux Douze de ne pas aller assez loin, assez vite ? Nous sommes loin des malentendus transatlantiques d'antan, des arrière-pensées d'un Kissinger et des ignorances de la réalité d'un Reagan.

C'est bien la première fois que Washington propose à l'Europe d'établir des rapports d'égalité - sous forme d'un traité avec la CEE ou sous toute autre forme, a dit M. Baker - et reconnaît solennellement aux Douze une responsabilité principale dans l'élaboration du nouvel ordre européen. Ils se doivent de répondre, même si le nouveau langage américain ne peut que peiner M. Thatcher. Depuis quelques semaines, l'administration Bush prouve enfin qu'elle peut avoir une vision de l'avenir.

M 0147 - 12140 - 4,50 F



3790147004500 12140

Dans le discours qu'il a prononcé mardi 12 décembre à Berlin-Ouest, avant de s'entretenir à Potsdam avec le premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a présenté le schéma d'une « nouvelle architecture européenne » et d'un « nouvel atlantisme », proposant un renforcement des liens entre les Etats-Unis et la CEE, « sous la forme d'un traité ou sous une autre forme ».

BERLIN-EST
de notre envoyé spécial

Les Etats-Unis ont apporté, mardi 12 décembre, leur appui au gouvernement est-allemand pour que le processus de réformes engagé en RDA - « progrès de manière stable et pacifique » - « C'est le signal politique que nous lançons en étant ici aujourd'hui », a indiqué le secrétaire d'Etat, M. James Baker, à l'issue d'une rencontre surprise d'une heure avec le premier ministre est-allemand,

M. Hans Modrow, au Grand Hôtel de Potsdam.

La venue du chef de la diplomatie américaine « en territoire est-allemand » n'avait été annoncée que quelques heures auparavant, alors que M. Baker était déjà à Berlin-Ouest où il était venu souligner la volonté des Etats-Unis de voir posée la question de l'avenir de l'Allemagne dans un cadre européen.

HENRI DE BRESSON
Lire la suite page 6

Une rencontre avec l'ancien chancelier Willy Brandt

« Les gens de RDA veulent l'abolition des barrières artificielles, mais ils veulent être respectés »

page 6

Un entretien avec M. Charles Millon

« Il faut proposer aux immigrés un véritable contrat »

M. Michel Rocard devait proposer au conseil des ministres du mercredi 13 décembre, l'adoption d'un décret portant création d'un haut conseil à l'intégration, composé de neuf membres. La création de ce conseil fait partie des mesures sur la politique d'intégration des immigrés qui avaient été présentées par le premier ministre, avec la mise en place d'un comité interministériel et la création d'un secrétariat général chargé de coordonner l'action des administrations. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Charles Millon, président du groupe UDF, estime qu'il faut « proposer aux immigrés un véritable contrat ».

« Le RPR dégage un référendum sur le droit de vote des étrangers aux élections locales. Etes-vous favorable à cette initiative ? »

« Cette initiative serait justifiable si le gouvernement voulait forcer la main des Français en faisant passer un texte au Parlement. Tel n'est pas le cas. C'est pourquoi je pense qu'il n'est pas nécessaire de poser cette question aux Français, alors que l'on sait par avance que la majorité d'entre eux est opposée aux droits de vote des étrangers. Un tel référendum ne serait, dès lors, qu'une opération tactique. Je ne souhaite pas que l'on fasse ce genre d'opération sur l'immigration qui est un problème trop grave et trop important. Ce droit de vote des étrangers, M. Mitterrand l'a trop utilisé depuis 1983 comme un levier électoral pour que l'on marche sur ses brisées. »

« Etes-vous personnellement favorable au droit de vote pour favoriser l'intégration des étrangers ? »

« J'y suis défavorable pour une raison simple : dans la tradition française, citoyenneté et nationalité sont indissolublement liées. »

Propos recueillis par
DANIEL CARTON
et ROBERT SOLÉ
Lire la suite page 10

Transition sans passion au Chili

Le candidat de la démocratie chrétienne et de la gauche non communiste, M. Aylwin, reste favori pour l'élection présidentielle du 14 décembre

SANTIAGO-DU-CHILI
de nos envoyés spéciaux

Sous un soleil de printemps austral, Santiago devrait être saisi par la fièvre électorale. Pour la première fois depuis vingt ans, les électeurs chiliens vont choisir leur président. On aurait pu s'attendre à ce que règne un climat de liesse et à assister à un combat politique acharné. Or la réalité déçoit. Comme si tout avait déjà eu lieu. Comme si, au soir du plébiscite perdu par le général Pinochet l'an dernier (1), la page avait déjà été tournée. Certes les avenues de Santiago sont décorées de banderoles inhabituelles, et sur le paseo Ahumada, en plein centre, les stands des trois prétendants se côtoient et rivalisent d'ingéniosité pour proposer, à l'effigie

de leur candidat, billets de banque factices, briquets ou autres gadgets. La presse et la télévision consacrent aussi une large place à la campagne en multipliant interviews, portraits et face-à-face.

Mais les récents déboires du football national, interdit de Coupe du monde en 1994 (à la suite d'un incident lors d'une rencontre au Brésil), n'en sont pas oubliés pour autant, loin de là. Pour tenter de lutter contre un relatif désintérêt, les candidats multiplient les achats d'espaces publicitaires. Les slogans de campagne ont gagné - en simplicité. Avec « Gana la gente » (victoire pour les gens), M. Patricio Aylwin, le candidat démocrate-chrétien, soutenu par

l'ensemble de l'opposition - communistes compris - annonce une victoire presque assurée. L'ancien ministre des finances du général Pinochet, M. Hernan Buchi, a trouvé plus affûté, en proclamant : « Que se différencie ». Nul besoin de lui demander « différent » de qui... Le troisième homme, M. Francisco Javier Errazuriz, brasseur d'affaires saisi par la politique, joue les empêcheurs de voter en rond en se présentant comme le candidat du « centro-centro ».

GILLES BAUDIN
et DENIS HAUTIN-GURIAUT
Lire la suite page 3

(1) Lors du plébiscite organisé par le régime, le 5 octobre 1988, 54 % des électeurs s'étaient prononcés contre le maintien au pouvoir, pour huit ans, du général Augusto Pinochet.

Vifs remous sur les marchés des changes

La force du mark entraîne une chute du dollar

Les événements à l'Est, comme le haut niveau des taux d'intérêt par l'Allemagne fédérale, favorisent une forte hausse de la devise allemande sur les marchés des changes. Mardi 12 décembre, à New-York, puis mercredi 13 en Asie, le deutschemark s'est envolé, aux dépens du dollar.

Dans la tourmente, la devise américaine était tombée de 6 F français à 5,81 F, avant de remonter à Paris, mercredi matin, à 5,88 F.

Une mini-tempête en provenance d'Asie a balayé les marchés des changes dans la nuit de mardi 12 décembre au mercredi 13. Les détenteurs de capitaux d'Extrême-Orient se sont précipités sur les placements en deutschemark, quittant le yen et le dollar. Conséquence, le cours de la devise allemande s'est envolé, ceux des monnaies japonaises et américaines s'effondrant.

Ainsi, en moins de vingt-quatre heures, le dollar est tombé de 1,76 deutschemark à 1,70 deutschemark et de 6 francs à 5,81 francs, avant de remonter un peu, mercredi dans la journée, en Europe, à 5,88 francs français.

L'ampleur du mouvement indique que les milieux financiers internationaux font désormais confiance à une Allemagne

qui a retrouvé de nombreux atouts. Les changements opérés à l'Est devraient renforcer sa puissance économique. Les taux d'intérêt proposés en RFA, en hausse au cours des dernières semaines, constituent également un facteur favorable pour le deutschemark.

Pour l'instant, cette envolée du mark n'a pas encore trop affecté le système monétaire européen. Le mark flirte néanmoins depuis plusieurs jours autour de 3,42 francs français à Paris. Il n'est plus qu'à 1 centime de son cours plafond de 3,43 francs. M. Bérégovoy, le ministre français de l'économie, exclut toujours toute modification de parité entre le franc et le mark.

Lire nos informations
page 37 - section D

Police en alerte à Paris

Dans la crainte de nouveaux attentats

page 48 - section D

Laïcité :

la circulaire Jospin

Le projet de texte élaboré après l'affaire des « foulards » islamiques a été approuvé par le Conseil supérieur de l'éducation nationale

page 14 - section B

Entreprises publiques

Dans son rapport, le Haut Conseil du secteur public demande que l'Europe « clarifie » le rôle des sociétés nationalisées

page 37 - section D

Les missions

d'A 2 et de FR 3

Un entretien avec M. Philippe Guillaume

page 13 - section B

CAMPUS

Des capitaines pour la distribution

La grande distribution a besoin de diplômés de haut niveau pour gérer ses établissements, mais leur intégration ne va pas sans difficultés

pages 15 à 17 - section B

Une sélection d'annonces immobilières se trouve pages 42 à 44 - section D

Sur le vif - et le sommaire complet se trouvent page 48 - section D

Le comité central du PCF



Lire page 11 l'article d'Olivier Biffaud : « M. Krasucki souhaite que le débat se développe à l'intérieur du parti »

CHRISTIAN WEBER

Vivre en R.D.A.

Pourquoi je reste !



Un témoignage sur la vie quotidienne en R.D.A.

Un livre indispensable pour comprendre les bouleversements actuels.

Collection « L'histoire à vif »
124 pages 85 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 ml. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 30 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,35 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 160 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 \$; Portugal, 140 esc. ; République, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 F. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (other), 2 \$.

DÉBATS

France

Sur nos institutions

par Vauban

UNE réflexion sur les institutions est-elle d'actualité ? Faut-il envisager une réforme de la Constitution ou tout au moins énoncer les problèmes que soulèvent nos institutions, ne serait-ce que pour ouvrir un débat ? On pourrait en douter, si l'on considère le consensus dont les institutions de la V^e République paraissent bénéficier dans l'opinion publique. Dans la classe politique, ce n'est que timidement que certaines voix s'élèvent pour déplorer la faiblesse du Parlement par rapport à l'exécutif.

Pourquoi n'a-t-on repris le flambeau de Pierre Mendès France. Quant à François Mitterrand, il semble plus à l'aise encore que ses prédécesseurs dans les habits et le rôle de président-monarque. Le Parti communiste lui-même s'est fait une raison d'institutions qui lui ont longtemps permis de maintenir son score et ses troupes en éveil. Aujourd'hui, il a d'autres soucis.

Bref, le « coup d'Etat permanent » semble ne plus effrayer personne. Si le monarque est même devenu Dieu par la grâce des réalisateurs du « Babette Show », la France entière s'en distrait mais ne s'en indigne pas. Être tout à la fois Dieu, Père et Tonton, n'est pas sûr que cela n'explique pas pour partie le score de 54 % atteint par François Mitterrand en 1988.

Au demeurant, les institutions semblent bien fonctionner. Elles assurent une forte stabilité de l'exécutif, avec, pour conséquences directes, la continuité et l'efficacité. Finies les crises gouvernementales en cascade, cauchemar de la IV^e République, dont l'image continue de se dégrader au fur et à mesure qu'on s'en éloigne et qu'on perd de vue ce qui a été réalisé entre 1946 et 1958. On oublie aussi, fort opportunément, l'alliance objective des communistes et des gaullistes dans la politique du pire, notamment pour faire échouer toutes les initiatives courageuses prises dans le processus de décolonisation et de construction européenne.

Une alternance sans heurts

Elaborée pour assurer le maintien au pouvoir d'une majorité gaulliste-droite modérée, la Constitution s'est au surplus parfaitement prouvée à l'alternance, qui s'est opérée sans heurts et fonctionné maintenant au profit du Parti socialiste. (...)

Enfin, il faut reconnaître que les craintes exprimées par certains de voir s'instaurer un régime autoritaire portant atteinte aux libertés ne se sont pas réalisées. On peut même parler aujourd'hui d'une démocratie « apaisée » ou, si l'on préfère, de « consensus » ou encore de gouvernement « pépère ».

Pourtant, le présidentisme à la française a-t-il toutes les vertus qu'on lui prête, avec un unanimisme auquel semblent s'être ralliés ceux-là mêmes, qui en ont le plus critiqué certains aspects ? N'a-t-il pas des effets pervers ? (...)

Ce sont bien les questions que l'on peut se poser en observant les crises qui, sporadiquement et sans avertissement, secouent plus ou moins gravement la société et le paysage politiques et la société française. Ne peut-on y voir une façon pour les citoyens, et même une partie de la classe politique, de manifester en forme d'exutoire ce que les mécanismes institutionnels ne permettent pas d'exprimer normalement ? Peut-on dire, comme il est fréquent de le faire, que le recul de la part faite aux idéologies dans la pensée et la gestion politiques a permis à la France de regagner le rang des démocraties parlementaires apaisées ?

Tout d'abord, il convient de noter que tous ceux qui exercent un pouvoir dans notre pays le tiennent en fait du président de la République, qui dépend plus ou moins de sa personne. Non seulement le président désigne le premier ministre, avec une latitude de choix beaucoup plus vaste que dans toute autre démocratie parlementaire, mais il peut, de surcroît, mettre fin unilatéralement aux fonctions de son gouvernement, même si celui-ci a toujours la confiance du Parlement. C'est là un usage tout à fait dérogatoire au système parlementaire auquel se réfère pourtant formellement notre Constitution.

Cela étant, c'est surtout l'article 49-3 qui donne à l'exécutif des prérogatives tout à fait exceptionnelles en permettant au gouvernement de faire adopter des projets de loi sans majorité. Paradoxalement et contrairement aux apparences, cette disposition réduit encore la marge de manœuvre du premier ministre. L'usage du 49-3 étant soumis à l'autorisation du conseil des ministres, c'est en fait le président de la République qui peut, à son gré, contraindre le premier ministre à soumettre au Parlement un projet qui ne recueillerait pas la majorité et ce n'est pas une hypothèse d'école — ou au contraire lui refuser cette facilité.

Voilà donc un premier ministre bien ficelé par le président qui le nomme, le renvoie, et peut aussi le contraindre à agir ou l'en empêcher. Quand on sait que par ailleurs chaque secteur de compétence est couvert par un conseiller du président, qui s'arroge souvent le droit de déléguer sa propre sentence au nom de celui-ci, il est remarquable que les premiers ministres aient pu affirmer leur personnalité alors qu'ils n'ignorent pas que, pour eux, trop bien réussir c'est déjà se condamner. (...)

Un parcours difficile pour les « présidentiables »

Quant aux autres personnages-clés de l'Etat, leur situation n'est guère différente. Le tiers des membres du Conseil constitutionnel et du CSA, aussi bien que les présidents des entreprises nationalisées ou les directeurs d'administration centrale ont conscience de devoir au président de la République ou à son entourage leur nomination, leur renouvellement, leur éviction. Il est vrai que le système paline parfois : on l'a vu avec la nomination du président d'Antenne 2-FR 3. Le pouvoir n'en est pas encore revenu, et on peut penser que cette expérience servira de leçon pour éviter que de tels errements ne se renouvelent.

L'extension du secteur public amplifie ce phénomène, avec les conséquences qu'il comporte pour la gestion des entreprises concernées.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que toutes les carrières politiques s'organisent autour d'une perspective présidentielle ? Ainsi, d'ores et déjà, s'annoncent les candidats, non seulement pour 1995, mais également pour 2002, voire 2009. (...)

Pour les « présidentiables » — et tous ceux qui veulent retenir l'attention doivent se faire passer pour tels — le parcours n'est pas facile. Il faut à la fois devenir le candidat de son parti, et façonner son image à travers les médias de façon à pouvoir rassembler, le moment venu, une majorité de Français. Exercice périlleux si l'on songe qu'aucun parti n'est normalement majoritaire et que seul le scrutin majoritaire à un tour pourrait imposer un bipartisme correspondant à ce schéma.

Après le calvaire des alliances avec le PC, on peut penser que le Parti socialiste va se trouver confronté au problème de la montée des Verts. L'exemple allemand montre que les alliances entre SPD et Grünen sont moins simples qu'il n'y paraît, même si, symboliquement, elles n'ont pas l'effet de repousser que comportent pour la droite les alliances avec le Front national.

L'exemple anglais montre par ailleurs que l'on n'échappe pas à l'urgence d'un centre lorsque les deux grands partis se radicalisent à droite et à gauche.

Le général de Gaulle bénéficiait effectivement d'une légitimité historique et d'un soutien populaire qui transcendaient les clivages politiques et dépassaient l'audience du seul mouvement gaulliste. Cela n'a été le cas d'aucun de ses successeurs. (...)

Paradoxalement, c'est François Mitterrand qui est revenu à la pratique initiale : il a su, avec habileté, user en 1988 de l'idée de consensus et de rassemblement pour recueillir une large majorité, faisant oublier qu'il avait été élu en 1981 sur le programme d'un socialisme de rupture.

Sans doute faisait-il confiance à l'avenir pour obtenir à l'Assemblée sa propre majorité. Faute d'y parvenir, les artifices de l'ouverture ne suffisent pas à cacher les failles du système et à en éviter les diffi-

cultés. Sauf à utiliser l'article 49-3 à répétition, avec les tensions que cela entraîne, le gouvernement, pour faire voter ses projets, doit bien disposer d'une majorité parlementaire. Raymond Barre, avant Michel Rocard, a pu mesurer les problèmes que pose une majorité qui n'a plus d'alliance que le nom.

Certes, la fonction présidentielle permet de faire fonctionner le système. Mais, outre la confusion d'idées qu'entraîne la nécessité de gommer les différences alors qu'elles constituent pourtant une dialectique nécessaire au débat, contrairement à ce que l'on pense, la stabilité n'est pas garante d'efficacité lorsqu'elle repose non sur une majorité stable, mais sur la menace permanente de l'usage du 49-3.

En effet, dans nos démocraties modernes, c'est du dialogue et de la persuasion, et non du « forcing », que l'on peut tirer l'adhésion nécessaire de l'opinion publique. Faute de prendre le temps et les moyens nécessaires, y compris les compromis pour convaincre, le refus se manifeste dans les sondages et l'explosion se produit dans la rue. Les gouvernements sont alors contraints de reculer dans des conditions qui ne peuvent être que préjudiciables au pays.

Si réforme il devait y avoir, en quoi consisterait-elle et par où passerait-elle ? Comment pallier les problèmes qui résultent à l'évidence des blocages qu'entraîne l'omnipotence du président de la République, sans remettre en cause son mode d'élection au suffrage universel auquel l'opinion publique est très largement acquiescente ?

L'exemple du Portugal montre d'ailleurs que l'élection au suffrage universel du président n'oblige pas

tutions et suggérer des aménagements de l'équilibre actuel.

Alors que les plus anciens semblent avoir oublié leurs critiques antérieures, aussi bien parmi les centristes que chez les socialistes, les jeunes font en l'espèce preuve de plus d'audace, et il est permis de penser que ce mouvement va s'accroître.

Quelle durée pour le mandat ?

Le MRG, lors de son récent congrès, a d'ailleurs adopté des propositions tendant à des réformes significatives. Des initiatives ont été prises par Laurent Fabius pour conforter le rôle de l'Assemblée nationale, bien que cette voie ne puisse avoir que des effets limités.

Enfin, comment ne pas souligner que les propositions élaborées au sein de l'opposition pour mettre en place un système de primaires en vue de l'élection présidentielle vont tout à fait à l'encontre de l'esprit de la V^e République, même si elles émanent de gaullistes intégristes ? Une candidature unique ne paraît d'ailleurs concevable que si l'UDF et le RPR fusionnent effectivement, car toute formation politique d'importance a besoin pour demeurer crédible de mobiliser ses troupes à l'occasion de l'élection présidentielle, au moins lors des primaires.

Au demeurant, depuis que le général a tenté à deux reprises de modifier la Constitution de 1958, en 1962 avec le succès que l'on sait, mais en échouant en 1969, le président Pompidou et le président Giscard d'Estaing ne sont pas restés inactifs.

Il suffit de rappeler la tentative de réduction à cinq ans du mandat présidentiel amorcée par le pré-

durée du mandat tolérerait un peu l'omnipotence des présidents (...). Pour autant, cette réforme ne suffirait pas à elle seule à assurer le rééquilibrage institutionnel souhaitable.

La limitation à un seul mandat présidentiel, autre hypothèse évoquée par certains, n'est sans doute pas une réforme à retenir. D'abord, il serait bien arbitraire d'exclure de jure un candidat qui peut apparaître comme le meilleur pour une majorité de citoyens. En outre, l'exercice d'un mandat, sans perspective de renouvellement et donc sans sanction, n'entraînerait-il pas des effets contraires à celui recherché ?

La réflexion semble donc devoir s'orienter en priorité vers un véritable rééquilibrage des pouvoirs.

La fidélité à notre histoire et à nos traditions impliquerait qu'on allât vers un parlementarisme plus authentique, sans pour autant retomber dans les inconvénients du régime d'assemblée. Ce serait sans doute l'approche la plus simple et la plus accessible, parce qu'elle ne bouleverserait pas l'équilibre institutionnel actuel.

Tel pourrait être l'effet de certains aménagements touchant à l'organisation des travaux du Parlement, qu'il s'agisse des dispositions constitutionnelles relatives aux calendriers des sessions ou du règlement intérieur de l'Assemblée, lequel pourrait être modifié de manière que l'ordre du jour fasse une plus grande place aux propositions de loi.

Certaines de ces réformes pourraient avoir une portée réelle (...). Toutefois, le véritable verrou doit disposer le gouvernement et qui constitue une prérogative très spécifique de notre Constitution, comparée aux constitutions étrangères, c'est l'article 49-3.

La suppression, ou plutôt la limitation du recours à cet article au seul vote des lois de finances, possibilité dont le maintien serait indissoluble, réduirait de façon significative les rapports entre l'Assemblée et l'exécutif. En effet, le gouvernement devrait désormais disposer d'une véritable majorité pour soutenir sa politique et faire voter ses projets, alors qu'actuellement il compte sur l'impossibilité pour une opposition divisée de réunir une majorité de renouveau pour le censurer. En outre, l'usage répété du 49-3, même à l'occasion de projets d'une importance limitée, oblige les parlementaires de la majorité tentés de s'abstenir ou d'amender le texte à l'accepter en bloc. Il y a là un coup de force permanent vis-à-vis de l'Assemblée, tout autant à l'égard de la majorité que de l'opposition. Le Parlement, et par là même la démocratie parlementaire y perdent leur image et leur crédibilité. (...)

Pour autant, une telle réforme ne devrait pas faire craindre un retour à la IV^e République, car notre Constitution comporte bien d'autres garanties qui assurent la prééminence et la stabilité de l'exécutif. En effet, nombreuses sont les dispositions formelles de la Constitution ou les pratiques qui fondent la prééminence de l'exécutif. (...)

Ces dispositions ont d'ailleurs donné lieu à des contestations ou des exégèses qui paraissent, aujourd'hui, largement oubliées. La plus notable d'entre elles, qui relève de la pure pratique, est la révocation *ad nutum* du premier ministre, même s'il a, peu de temps auparavant, obtenu la confiance de l'Assemblée (ce fut le cas de Jacques Chaban-Delmas en 1972). Cette pratique est irréversible, car elle se situe dans la logique du mode de désignation du premier ministre par le président de la République.

On connaît bien les arguments pour et contre. Il est intéressant de souligner que le président Pompidou a tenté de réduire ainsi la durée du mandat, sans doute pour des raisons conjoncturelles liées à son état de santé, alors que ni son successeur immédiat, qui s'était prononcé en faveur de cette réduction au cours de sa campagne électorale, ni le président Mitterrand n'ont donné suite à la révision amorcée par Georges Pompidou, bien que cette réforme ait été évoquée à diverses reprises depuis 1981 et qu'elle figure expressément dans le programme commun de la gauche de 1972.

Il est évident que, de façon purement mécanique, la réduction de la

En revanche, ne serait-il pas normal de revenir à une interprétation de l'article 49 de la Constitution plus conforme à son libellé : « Le premier ministre, après délibération du conseil des ministres, engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du gouvernement » ? Compte tenu des pratiques fluctuantes suivies en ce domaine, il serait sans doute difficile, sans une révision formelle de la Constitution, d'imposer un tel engagement. Et pourtant, il y aurait là plus qu'un acte symbolique : la situation minoritaire du gouvernement Rocard le démontre. (...)

Référendum contre Parlement

Reste enfin le référendum. Faut-il, comme beaucoup de responsables politiques le proposent ou s'affirment prêts à l'accepter, ouvrir la voie au référendum d'origine populaire, notamment pour les problèmes de société ? Le Front national, et en ce compris fort bien les raisons, est particulièrement actif en ce domaine, soutenu par certains organes de presse. Outre la méfiance que l'on peut porter à l'égard de telles initiatives, dans des domaines souvent émotionnels, comment ne pas souligner que cette réforme, si elle devait intervenir, ne pourrait qu'affaiblir encore le rôle du Parlement en le déposant plus ou moins de sa compétence dans des domaines qui restent non les seuls mais peut-être les plus importants des enjeux politiques de notre société.

A défaut de pouvoir ainsi infléchir nos institutions dans la voie d'un rééquilibrage parlementaire, force serait de s'orienter vers un régime inspiré du système présidentiel des Etats-Unis, le gouvernement n'étant plus responsable désormais que vis-à-vis du président, le droit de dissolution étant supprimé, la loi étant votée par un Parlement désormais plus maître de ses décisions. Un tel dispositif impliquerait certes, comme aux Etats-Unis, que l'exécutif « négocie » avec le Parlement. Ce serait sans nul doute un progrès de la démocratie, régime où, comme l'a écrit Montesquieu, « il faut que le pouvoir arrête le pouvoir ».

Sans méconnaître les réserves que peut soulever la seule idée d'engager dans une réforme aussi ambitieuse, conduisant à l'adoption d'un système fort éloigné de nos traditions, sans ignorer non plus les difficultés éventuelles de fonctionnement d'un régime présidentiel à l'américaine, notamment le risque de blocage entre le président et le Parlement, il apparaît au moins souhaitable d'ouvrir le débat et d'entamer une réflexion sur les avantages et les inconvénients de ce système, ainsi que sur le mode de scrutin électoral qu'il impliquerait.

En effet, il serait peu opportun d'envisager un éventuel repliage de l'actuelle Constitution, qui ne réduirait pas certaines des difficultés nées de l'ambiguïté d'un régime qui n'est ni parlementaire ni présidentiel, et de la dyarchie de l'exécutif, sans avoir d'abord étudié de façon approfondie un système que d'aucuns considèrent comme le mieux approprié.

L'instauration d'un régime présidentiel pourrait en outre favoriser une véritable rénovation de la vie et des hommes politiques à un moment où manifestement les mécanismes actuels sont usés et ne répondent plus ni aux aspirations de l'opinion ni aux changements de la société.

► Le groupe Vauban rassemble une trentaine de personnalités politiques de l'opposition comme de la majorité.



à une telle concentration des pouvoirs. (...)

Il ne faut pas compter sur les hommes au pouvoir, quels qu'ils soient, pour renoncer à des prérogatives admises par la Constitution et que leurs prédécesseurs ont utilisées. Outre qu'une telle attitude serait interprétée comme une preuve de faiblesse, les habitudes sont vite prises lorsque le modèle préexiste.

Il serait évidemment plus satisfaisant pour l'esprit et plus normal que le président ne décidât pas de tout, y compris des grandes réalisations architecturales. Ce n'est là qu'un exemple : nous y sommes parce qu'il nous renvoie à un passé où la construction des palais et des châteaux était attachée à la volonté du souverain, mais ce n'est là que la partie émergée d'un système que seuls quelques-uns osent braver. (...)

Discrettement, quelques voix dans toutes les formations politiques s'élèvent pour exprimer des doutes sur l'excellence de nos insti-

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Corédacteur en chef : Claude Sèze

Administrateur général : Bernard Wourms

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. MONDIPAR 850572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Juppé 1350

ÉTRANGER

BRÉSIL : le deuxième tour de l'élection présidentielle

L'étonnante remontée de « Lula »

A quelques jours du deuxième tour de l'élection présidentielle, qui aura lieu le 17 décembre, c'est de nouveau le suspense. Alors qu'il était donné battu par tous les sondages, il y a encore une semaine, « Lula » est désormais pratiquement à égalité, dans les intentions de vote, avec son adversaire, M. Fernando Collor. Le candidat du Parti des travailleurs (PT), M. Luiz Inácio da Silva, dit « Lula », a ramonté de sept points en l'espace de quelques jours.

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Que « Lula » gagne, et pour la première fois, le Brésil aura un président d'origine ouvrière, décidé, de surcroît, à faire des réformes qu'aucun chef d'Etat n'a tentées avant lui.

Cette perspective a agité, lundi 11 décembre, les marchés financiers. Elle a provoqué en quelques heures une hausse de 20% du dollar et de l'or, et semé le désarroi dans le camp adverse. M. Collor a annulé les meetings qu'il devait tenir pendant le week-end et s'est enfoncé dans les studios où il enregistre ses programmes télévisés. Après s'être présenté sur le petit écran comme un progressiste, ouvert aux alliances à gauche, il utilise désormais le langage de la droite classique, en assurant que Lula est un terroriste ou un communiste nageur en vigueur en Europe de l'Est. Le drapeau brésilien est devenu son arme principale. Il l'emporte où le carrosse et dit, avec des trémolos dans la voix, qu'il empêchera le drapeau rouge de le remplacer.

Disposant au premier tour d'une bonne avance sur son adversaire (28 % des voix contre 16 %), M. Collor avait maintenu cet avantage. Sa tactique, alors, consistait à rejeter la plupart des appuis conservateurs. Son « non » le plus fâcheux fut au président du syndicat patronal de São Paulo, M. Mario Amato. Je suis le candidat des pauvres, disait-il en substance (il utilisait même l'expression péjorative de *desempregados*, les sans-chemise) et je n'ai rien à voir avec ces gens-là.

Fort du score obtenu dans la fraction la moins instruite, la plus misérable de l'électorat, il prétendait abolir les intermédiaires entre le peuple et lui. La banque, l'industrie — les éléments les plus rétrogrades de l'actuel gouvernement — le soutiennent, certes, mais en catimini. M. Collor a commencé en force sa campagne du deuxième tour, en multipliant les meetings-éclair dans tout le pays. Pendant ce temps-là, Lula a paru patanger. Soucieux de se rallier MM. Leonel Brizola et Mario Covas, les deux candidats de gauche arrivés après lui le 15 novembre, il a dû négocier. Mais les intéressés se sont fait prier, et les pourparlers ont traîné.

Et puis, le dimanche 3 décembre, le virage s'est produit, à l'occasion d'un débat télévisé, le premier qui opposait les deux candidats. Lula, que la rumeur publique présente volontiers comme un primaire, à cause de son physique de prolétaire et de ses erreurs de syntaxe, se révèle alors ce qu'il a toujours été : éloquent, chaleureux, connaissant les problèmes dont il parle (car il en a une expérience concrète), ce qui ne signifie pas que les solutions qu'il propose soient toujours réalistes. A côté de lui, l'homme formé dans les bonnes écoles, héritier d'une famille patricienne qui a produit ministres et gouverneurs, paraît singulièrement creux, sans conviction, tenant un discours préfabriqué.

« République syndicaliste »

La prestation de Lula lui vaut l'adhésion sans restrictions de M. Brizola, son concurrent le plus redoutable du premier tour. Avec les sociaux-démocrates de M. Covas, les choses sont plus compliquées. Ces derniers font des objections « fondamentales » au programme de la coalition Brizola-Lula, dont Lula est le candidat, et qui réunit, à côté du PT, un parti communiste pré-albanais, et un parti socialiste de caractère groupusculaire.

Il y a donc dans ce texte l'ébauche d'une « République syndicaliste », car il suppose souvent l'autorité des travailleurs et des syndicats à celle des pouvoirs constitués. Ils lui reprochent d'inciter à la violence dans les campagnes, en prévoyant l'expropriation des terres qui sont

l'objet d'un conflit, et de traiter la dette extérieure d'une façon simpliste, péjorative, en déclarant qu'elle ne doit pas être payée.

Devant ces arguments, les dirigeants du PT, d'abord, se sont raidis : la réforme agraire et la redistribution de la dette, ont-ils dit, sont des points intangibles de notre projet. Puis, ils ont assoupli leur position, et proposé au parti social-démocrate (PSDB) et au parti travailliste (PDT) de M. Brizola la coresponsabilité dans le gouvernement qu'ils formeraient. Lula se dit prêt à négocier la plupart des points litigieux, d'abord pour gagner l'élection, ensuite pour avoir une majorité de gouvernement. Certains membres de son entourage se montrent plus circonspects : ils trouvent que les tendances droitières, ou opportunistes, sont très fortes au sein du PSDB, et que les questions de programme lui servent de prétexte pour ne pas se rallier.

Les changements proposés par le PT sont-ils trop radicaux ? José Dirceu, secrétaire général du parti, estime qu'il y a surtout « une peur des réformes et qu'il faut la surmonter ». « Depuis quinze ans, ajoute-t-il, notre système économique ne satisfait pas les besoins d'emploi. Il doit donc être modifié. On critique notre projet de réforme agraire. Mais nous proposons simplement de réaliser ce que l'Europe a fait au dix-neuvième siècle ».

Le conseiller économique de Lula, M. Aloisio Mercadante, donne une idée saisissante de la concentration foncière brésilienne, en disant : « Un pour cent des propriétaires terriens possède l'équivalent du Nord-est. Dix-huit entreprises agricoles ont une superficie égale à celle de l'Italie. Mais trois millions de paysans doivent se contenter de 2,2% du territoire national ».

Ces chiffres, et bien d'autres, montrent l'ampleur de la tâche qui attend le prochain président. Après avoir bataillé pendant trois semaines, Lula est sorti du ghetto où voulaient l'enfermer ses adversaires. Il a réussi à convaincre MM. Brizola et Covas de monter à la tribune avec lui, dans des meetings où fleurissent des slogans sur l'« unité de la gauche » qu'on a souvent entendus ailleurs, mais qui, ici, ont presque en parfum d'indébit.

CHARLES VANHECKE

CHILI : le scrutin du 14 décembre

Transition sans passion

Suite de la première page

Cette « sortie de dictature » donne lieu à un recensement généralisé. La droite, pour des raisons évidentes, cherche à retrouver une « virginité démocratique ». Une nécessité qui se traduit par un programme tenant compte des droits de l'homme : « Plus jamais d'actes de personnes autorisées ou assassinées », affirme M. Buchi. Le père du « miracle économique » insiste sur les bons résultats obtenus en matière d'inflation (22 % cette année), de croissance (8 %), et d'emploi, avec un taux de chômage d'environ 10 %. Il ne cache pas autant par le déficit de sa politique sociale qu'il en fait état : « un million d'emplois ». Mais, anticipant sur leur probable échec, les milieux conservateurs préparent en fait leur réinsertion dans le jeu parlementaire.

Cicatrices du passé

Les partis d'opposition ont, pour leur part, conçu un mariage de raison. La démocratie chrétienne, comme la gauche, y trouve son compte. La première espère ainsi obtenir de ses alliés qu'il préchent la patience et la modération dans les milieux populaires face aux demandes sociales insatisfaites depuis trop longtemps. Les socialistes souhaitent, eux, faire oublier l'échec de l'Union populaire avant le « coup » du général Pinochet : « notre République de Weimar », dit un ministre de l'époque, même s'ils doivent pour cela faire élire l'homme qui s'opposait — de la présidence du Sénat — à Salvador Allende. Pour les communistes, au dire de leur secrétaire général Volodia Teitelboim, il s'agit de « ne pas mettre en danger le processus de démocratisation » et de « n'être ni parti de gouvernement ni parti d'opposition ».

Cette modération de la classe politique n'est pas unanimement partagée. Les cicatrices du passé — celles de l'Unité populaire ou de la dictature — ne sont pas encore complètement refermées. Ainsi le rassemblement pour la clôture de la campagne de M. Buchi a-t-il donné lieu, lundi 11 décembre, à quelques incidents, lorsque ses partisans ont été provoqués par des groupes de jeunes d'extrême gauche. L'espace d'une soirée, une trentaine de personnes ont été blessées lors de spondanées affrontements avec les forces de police. Les deux candidats « continuistes », que les sondages (2) donnent perdants dès le premier tour, ne répugnent pas eux-mêmes à des attaques verbales à l'encontre du favori. M. Hernan Buchi dénonce « la collusion entre démocrates chrétiens et socialistes », ce qui ne prive pas de faire siffler à maintes reprises par la foule le nom de M. Aylwin.

M. Francisco Javier Errazuriz, lui, n'épargne personne, moins encore son rival de droite, et, en un saisissant raccourci historique, renvoie tout le monde des à dos : « La démocratie chrétienne a ouvert la porte à Allende, qui a fait le lit de Pinochet, lequel a permis aujourd'hui à la gauche d'accéder au pouvoir aux côtés d'Aylwin. (...) Ainsi parle « Fra-Fra », surnom dû à un bégaiement juvénile qu'il attribue à la vitesse excessive de sa pensée. Il a adopté comme slogan : « Asses de bla-bla, votes Fra-Fra ».

Le général oublié ?

Ignorant ces attaques, M. Aylwin oppose « la force tranquille ». Devant cinq cent mille personnes rassemblées dimanche au parc O'Higgins — c'est de très loin la plus grosse manifestation de la campagne, — le candidat de l'opposition a prêché la « réconciliation nationale ». Il n'a pas exclu les forces armées, dont l'évocation a toutefois provoqué des huées, bien vite étouffées, — à la sollicitation de l'armée — par des applaudissements. Ce fut la seule fausse note d'un rassemblement par ailleurs exemplaire, placé sous le signe de l'unité, l'étendard bien de la démocratie chrétienne se mêlant aux drapeaux rouges.

On en oublierait presque le général Pinochet. Après son échec au plébiscite, ces élections générales marquent la fin de la première phase de transition. L'une des inconnues demeure la composition du futur Parlement. C'est par lui et par lui, seul — à la majorité des

deux tiers, — que la Constitution, adoptée en 1980, peut être amendée. L'autre incertitude concerne les trois mois d'intergouvernement entre les

armées, en raison de la participation de certains de leurs membres aux multiples violations des droits de l'homme et de l'ambiguïté qui subsiste quant à leur futur rôle institutionnel. Le général Pinochet a d'ores et déjà assuré la promotion, au sein du haut commandement de l'armée, d'anciens responsables de l'appareil répressif du régime. Un remaniement qui prend la forme d'une mise en garde.

Lors d'une conférence de presse, M. Aylwin a pour sa part réaffirmé le rôle prépondérant qui — s'il est



Élections du 14 décembre et la passation des pouvoirs, le 14 mars.

Des négociations entre le pouvoir et les représentants de la Concertation ont cependant commencé. Ainsi la désignation du nouveau directeur de la Banque centrale, jouissant d'une complète autonomie, s'est-elle faite l'objet d'un compromis. Ce premier pas laisse entrevoir, d'après l'opposition elle-même, de possibles accords dans des domaines très divers. Il ne faudrait pas pour autant négliger les nombreuses poches de résistance à la démocratisation.

Les points les plus sensibles touchent, bien évidemment, les forces

du — lui revient de droit et « le devoir d'obéissance des militaires ». Après la fête tranquille et démocratique d'un Noël inespéré, s'annonce pour le nouveau gouvernement, au mois de mars prochain, l'épreuve du feu. Noël au balcon, Pâques au tison.

GILLES BAUDIN
et DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(2) La plupart des enquêtes d'opinion s'accordent pour donner la victoire à M. Aylwin, avec 53 %, contre 30 % à M. Buchi et 15 % à M. Errazuriz.

COSTA-RICA : la fin du sommet sur l'Amérique centrale

La guérilla salvadorienne fait les frais d'un accord avec le Nicaragua

Les présidents des cinq pays d'Amérique centrale (Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador), réunis depuis dimanche dans la capitale costaricienne, sont parvenus mardi 12 décembre à un accord qui donne un nouveau souffle au plan de paix pour la région.

SAN-JOSE (Costa-Rica)

de notre correspondant en Amérique centrale

Le document intitulé « Déclaration de San José de Coromoto » (du nom du lieu exact de la rencontre) condamne « énergiquement les actions armées et terroristes menées par les forces irrégulières dans la région », appuie le gouvernement salvadorien issu d'un « processus démocratique » et lance un appel « véhément » à la guérilla salvadorienne pour qu'elle « cesse immédiatement les hostilités et reprenne le dialogue ».

Triomphe pour le président salvadorien, M. Alfredo Cristiani, amertume pour son collègue nicaraguayen, le commandant Daniel Ortega, et journée de deuil pour le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) qui est le principal perdant de ce « sommet extraordinaire » convoqué à la suite de l'offensive générale déclenchée le 11 novembre par la guérilla au Salvador. En signant un document extrêmement dur à l'égard du FMLN, M. Ortega confirme le tournant radical décidé récemment par la direction nationale du Front sandiniste de libération nationale, instance suprême du pouvoir à Managua (le Monde du 30 novembre). Cette décision est due aux pressions exercées par l'Union soviétique (principal partenaire économi-

que du Nicaragua), qui reproche à ses alliés sandinistes et cubains de mettre en danger la détente avec Washington, notamment en aidant la guérilla salvadorienne.

Etat de choc

Le commandement général du FMLN, basé à Managua, où il dispose encore d'un important appui, a réagi très vite en publiant un communiqué sévère dans lequel les rebelles rejettent « avec indignation » cet accord qui « ne contribue pas à la recherche d'une solution négociée ». « Le FMLN, ajoute le communiqué, ne peut être démobilisé par des accords entre des gouvernements, car nous sommes une force légitime bénéficiaire d'un appui populaire et nous faisons face depuis dix ans à une énorme machine de guerre financée par les Etats-Unis ».

Les militants sandinistes et les partisans du régime nicaraguayen dans la région sont en état de choc. Ils ne comprennent pas comment le président Ortega a pu appuyer

un texte qui demande la « démobilisation du FMLN » et appuie le président Cristiani, que Managua accuse encore la veille de diriger un gouvernement « néo-nazi ». L'incrédulité a atteint son comble quand il est apparu évident que le Nicaragua n'avait rien obtenu en échange de ces importantes concessions, si ce n'est la répétition d'engagements précédents en faveur de la démobilisation de la guérilla anti-sandiniste, la Contra. Mais celle-ci refuse de déposer les armes avant les élections générales du 25 février.

Dans l'espoir de convaincre les contestataires de leur démobilisation qui doit rester « volontaire », Managua offre de prolonger la période d'inscriptions électorales pour ceux qui rentreront au Nicaragua avant le scrutin. En contrepartie, les présidents d'Amérique centrale ont inclus un appel à la « Résistance nationale » (nom officiel de la Contra) pour qu'elle « cesse toute action contre le processus électoral et la population civile ».

BERTRAND DE LA GRANGE

d'incidents violents, l'armée paraguayenne a ouvert le feu sur des grévistes de l'usine hydroélectrique d'Itaipu où deux mille cinq cents ouvriers sont en grève depuis quinze jours. — (AFP.)

ÉTATS-UNIS : la reine de l'hôtelerie new-yorkaise condamnée à quatre ans de prison. — Leona Helmsley, la reine de l'hôtelerie new-yorkaise, vite devenue pour son arrogance la bête noire des médias, a été condamnée, mardi 12 décembre, à quatre ans de prison, trois ans de mise à l'épreuve et 7,5 millions de dollars d'amende fiscale. M^{me} Helmsley, soixante-neuf ans, avait escroqué 1,2 million de dollars au fisc. — (AFP.)

PARAGUAY : l'armée tire sur des grévistes (deux morts, dix blessés). — Deux ouvriers ont été tués et dix autres blessés, mardi 12 décembre, lorsque, à la suite

BERNARD HOLZER

FREDERIC LENOIR

LES RISQUES DE LA SOLIDARITÉ

Entretiens sur le C.C.F.D.

Fayard

242 p.
cacher photos
85 F

Bernard Holzer dresse un tableau complet et passionnant, à l'échelle de la planète, du développement, de ses enjeux et des défis à relever.

Serge Lafitte, Témoignage Chrétien

Je ne pense pas qu'aucune ONG française ait déjà bénéficié d'une radiographie aussi complète. Il s'agit d'un ouvrage de grande qualité, car il a l'intelligence de la générosité.

Alain des Mazery, Croissance des Jeunes nations

FAYARD

ASIE

HONGKONG : le rapatriement forcé de Vietnamiens

Washington demande à Londres de mettre fin à l'opération

Jugeant « inacceptable » le rapatriement forcé de 51 « boat people », un porte-parole de la Maison Blanche a demandé, mardi 12 décembre, à Londres de suspendre cette opération qui pourrait affecter plus de quarante mille Vietnamiens réfugiés à Hongkong. « Le rapatriement forcé est inacceptable tant que la situation ne sera pas améliorée au Vietnam », a notamment déclaré M. Martin Fitzwater.

A Londres, le secrétaire au Foreign Office a aussitôt rétorqué que « les Américains sont restés affrayés par la guerre du Vietnam et parce qu'il ont eu peur ». M. Douglas Hurd a ajouté, dans un entretien télévisé, que les États-Unis avaient une « attitude très

brusque » à l'égard des demandeurs d'asile d'Amérique centrale. M. Hurd a cependant ajouté que les opérations seraient suspendues pendant une semaine et que deux observateurs britanniques seraient envoyés en janvier au Vietnam pour s'informer du sort du premier groupe de rapatriés, dont Hanot a garanti la sécurité.

Aux Communes, bravant le tollé provoqué par l'expulsion des réfugiés vietnamiens, M. Thatcher a réaffirmé que les rapatriements forcés se poursuivraient. « Il est parfaitement correct de renvoyer dans leur pays des immigrés clandestins, sinon on sombre dans le chaos international », a dit le premier ministre britannique. M. Neil

Kimock, s'exprimant au nom de l'opposition travailliste, avait auparavant demandé comment on pouvait justifier « un tel raid de policiers armés, en pleine nuit, contre des femmes et des enfants et leur renvoi, contre leur gré, dans le pays qu'ils avaient fui ». Amnesty international a, pour sa part, qualifié de « cynique et inutile » l'opération qui a officiellement coûté l'équivalent de 153 millions de francs.

A Hanot, où la presse étrangère n'a pas été convoquée pour assister au débarquement des anciens réfugiés, aussitôt transférés discrètement dans un camp de transit, un communiqué du ministère vietnamien des affaires étrangères a réitéré que « le recours à la force est

contraire aux traditions humanitaires et aux des conséquences imprévisibles », avant d'ajouter que le Vietnam était toujours disposé à négocier « une solution satisfaisante pour les deux parties et acceptable pour l'opinion internationale ».

Mardi, quelque trois mille « boat people » ont manifesté pendant deux heures et dans le calme dans le camp de Heilingchau contre le rapatriement de leurs compatriotes. Ils ont tenu un porte-parole officiel. Les pilotes de la Cathay Pacific Airways, la compagnie aérienne chargée du rapatriement, auraient demandé à leur direction de ne pas être contraints de participer à ce genre d'opération. — (AFP.)

Plus de quatorze millions de réfugiés

Les moyens du HCR sont de plus en plus limités

Le rapatriement forcé de cinquante et un boat-people vietnamiens, en majorité des femmes et des enfants, opéré dans le silence du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) souligne la dégradation de la situation des demandeurs d'asile à l'heure de l'entrée en fonction du nouveau haut-commissaire, M. Horvald Stoltenberg.

GENÈVE

de notre correspondant

Alors que le nombre de réfugiés dans le monde s'élève à plus de quatorze millions, les pays d'accueil sont de plus en plus réticents, sinon franchement hostiles à les recevoir. L'Europe s'organise pour mieux cadenasser ses frontières, tandis que l'on apprend à Genève, entre autres, que la Malaisie rejette à la mer bon nombre de boat-people.

Le HCR dispose, pourtant, d'une division intitulée « Droit des

réfugiés et doctrine », composée d'une trentaine de fonctionnaires — sous la direction d'un Syrien, M. Gassan Arnaout — dont la principale raison d'être est d'assurer la protection des réfugiés et de faire respecter la Convention de 1951 sur le statut des réfugiés (qui interdit tout rapatriement non volontaire). Mais, selon le HCR, les boat-people rapatriés contre leur gré ne sont pas de « vrais » réfugiés, c'est-à-dire pas politiques mais économiques.

D'autre part, la situation financière du HCR s'aggrave : non seulement le déficit de 90 millions de dollars n'a pu être comblé, mais 40 autres millions ont été « empruntés » sur le budget de 1990, considéré lui-même comme trop maigre. Les pays donateurs ne cachent même plus leur lassitude devant le problème des réfugiés, pour lequel ils n'entrevoient aucune solution satisfaisante. Ils ont maintenant d'autres priorités sur le plan humanitaire : la lutte contre la drogue, le sida et la pollution, ainsi que, depuis peu, l'aide — pas uniquement humanitaire — aux pays d'Europe au HCR de l'Est.

Leurs contributions, toutes volontaires, s'en ressentent.

Ces pays ne seraient donc pas fâchés de voir affaibli le HCR, dont le nombre d'opérations et de mises en œuvre de solutions durables s'est accru sous la direction du précédent haut-commissaire, M. Jean-Pierre Hocké, à qui le reproche d'avoir donné la priorité aux besoins des réfugiés, sans prendre en compte les possibilités financières dont il pouvait disposer. Le HCR a été contraint d'opérer des coupes importantes dans son programme d'assistance.

Au Pakistan, les réfugiés afghans ne reçoivent plus, ces dernières semaines, suffisamment de denrées alimentaires et les tentes, déjà usées, prennent l'eau, n'ont pas pu être remplacées. En Afrique, où la famine est loin d'avoir été jugulée, la diminution de l'assistance risque de mettre en péril la survie même des réfugiés.

Dans ces conditions, comment le successeur de M. Hocké, dont on dit, dans les milieux diplomatiques de Genève, le plus grand bien, pourra-t-il faire face à une situation financière qui paraît sans issue ?

disposera, cependant, du soutien des pays nordiques, toujours très actifs, ainsi que de celui du secrétaire général de l'ONU, qui l'a nommé.

En dépit de taches d'ombre, le HCR a, à son actif, de remarquables réussites, tel le rapatriement de quarante-deux mille Namibiens à temps pour que ces derniers puissent participer aux premières élections qui ont eu lieu dans leur pays, ce qui a été considéré comme une prouesse. Un des derniers succès du HCR a été la mise en œuvre, malgré d'énormes difficultés, de solutions durables, favorables à la fois aux réfugiés et à leur environnement, dans la Corne de l'Afrique.

Mais, aujourd'hui, on sent un vide, caractérisé par l'absence de tout représentant du HCR pendant l'expulsion des cinquante et un réfugiés vietnamiens de Hongkong. Le HCR n'a apparemment plus aucune prise sur le sort de dizaines de milliers d'autres « réfugiés de la mer » menacés de rapatriement forcé par M. Thatcher.

ISABELLE VICHMAC

EUROPE

URSS : le refus des députés d'abolir le rôle dirigeant du PC

La victoire tactique de M. Gorbatchev

Le refus du Soviet suprême d'ouvrir un débat à sa présente session sur l'abolition du rôle dirigeant du Parti communiste est une victoire pour M. Gorbatchev, qui souhaitait ajourner l'examen de cette question. Mais cette victoire, avec d'autres remportées par le chef du parti sur les réformateurs radicaux, lui coûte en popularité.

MOSCOU

de notre correspondant

Sûr de lui, très sûr de lui comme toujours, M. Gorbatchev a ouvert, mardi 12 décembre, la deuxième session du Congrès des députés du peuple sur une victoire attendue.

Dès l'ouverture des débats, M. Lauristin, professeur de sociologie à l'Université de Tartu, fils d'un communiste d'avant-guerre et grande figure du nationalisme estonien, monte à l'assaut. Il faut, dit-il, ouvrir une discussion publique sur l'article 6 de la Constitution afin que tout le pays puisse en débattre et que le Soviet suprême puisse ensuite adopter une loi sur « les partis ».

L'article 6, c'est celui qui garantit le rôle dirigeant du parti, pour l'instant, unique, Evgueni Evtchenko, flévoeux chanteur du khrouchtchevisme et poète blanchi de la perestroïka, appelle M. Lauristin. Le parti, explique-t-il, se doit d'accepter ce débat, car il y va de « son prestige et de son autorité » et que de « nombreux communistes et premiers secrétaires » sont favorables à l'abrogation de cet article.

L'ombre

du multipartisme

C'est un autre Balte, M. Klautsen, député de Riga, qui lance la contre-attaque conservatrice. Très applaudi par le Congrès, il déclare qu'accepter ce débat aujourd'hui signifierait « dire oui aux forces qui ne veulent qu'attaquer le parti » et que les députés devraient plutôt condamner ceux de leur collègue qui ont appelé à faire grève contre le maintien du rôle dirigeant.

C'est essentiellement M. Sakharov qui est visé là. Mais lorsque l'académicien monte à la tribune, ce n'est pas pour dire la même chose que M. Lauristin, membre pourtant, comme lui, du « groupe inter-régional » des députés les plus radicaux. Ce que propose le prix Nobel de la paix, c'est que le congrès mette à son ordre du jour non pas un simple débat sur l'article 6, mais son abrogation immédiate. Il y a divergence tactique dans la minorité et M. Gorbatchev ne manque pas de le souligner : « Si vous n'avez pas assez travaillé à la réunion du groupe inter-régional, je ne peux que vous souhaiter de travailler un peu mieux (car si) vous ne savez pas comment réaliser vos propositions (il y a peu de chances) pour que nous les sachions nous ».

Étonnant instant. Le ton de M. Gorbatchev est à l'extrême limite de l'agressivité. Visiblement, la querelle ouverte dans laquelle M. Sakharov s'est lancé contre lui l'irrite. Il en veut au député qu'il a fait libérer et dont il aurait espéré qu'il joue, député, un jeu d'opposant-partenaire. Cela se sent au ton de sa voix. C'est presque gênant tant M. Sakharov est, lui, un homme vieux, fatigué, demandant plus de respect. Et pourtant, ce secrétaire général qui s'oppose à l'abrogation de l'article 6 officialise l'existence du groupe inter-régional et de ses réunions.

En lui souhaitant ironiquement de « mieux travailler », il reconnaît en effet devant les caméras de télévision qu'un vrai Parlement ne se conçoit pas sans groupes parlementaires. Il y a six mois encore, cela n'allait pas de soi, car qui dit groupes parlementaires dit partis au pluriel.

L'ombre du multipartisme plane déjà sur le Congrès et, réitérant son

opposition à l'abrogation, M. Gorbatchev emploie déjà les arguments qu'il utilisera, dans quelques mois, devant le congrès du parti pour s'y déclarer favorable. « S'il est nécessaire, dit-il, de changer certains paragraphes et articles, il nous faudra le faire (...) cela concerne aussi l'article 6 (mais) ce n'est pas cet article qui détermine la situation de notre parti. Il ne figurerait pas dans les trois Constitutions précédentes, ce qui n'empêchait pas le parti d'exister (...) ».

Bref, puisqu'on pouvait avoir le stalinisme sans l'article 6 et la perestroïka avec l'article 6, il n'y a pas plus de raison de se hâter de le supprimer aujourd'hui qu'il n'y en aurait demain de le maintenir. Et puis demain — mais cela M. Gorbatchev ne peut même pas le sous-entendre — l'actuel appareil du parti aura été éliminé à la faveur des élections locales et de celle des députés au congrès du parti. Demain, cela se fera tout seul alors qu'aujourd'hui il y faudrait une bataille — totalement superflue.

On passe au vote. Dans plusieurs travées, la machine à voter — technologie occidentale de pointe — ne fonctionne pas. On additionne décomptes électroniques et manuels : 839 voix pour le débat, 1 138 contre. L'opposition a perdu puisque, dès lors qu'elle pousse M. Gorbatchev du côté des conservateurs, le marais qui suit le secrétaire général vote aussi avec les conservateurs, lesquels apparaissent ainsi beaucoup plus forts qu'ils ne le sont en réalité.

En Amérique, cela s'appelle « se tirer dans la pied ». C'est déjà ce que les radicaux avaient fait, et sur une bataille d'ordre du jour aussi, lors de l'ouverture de la première session au printemps dernier. Balbutiante, la politique est encore beaucoup conçue en URSS comme art du témoignage sacrificiel, non comme art de savoir réaliser ce que l'on croit juste.

L'opposition sera donc battue aussi sur toutes les autres propositions de modification de l'ordre du jour. M. Gorbatchev est fort, très fort, mais le problème pour lui est que cette partie de la population favorable au changement et dont il aimerait faire sa base ne comprend rigoureusement rien à son jeu. Précisément parce qu'ils témoignent au lieu de pousser des pions, ce sont les radicaux qu'elle aime. Et plus l'intransigeance des radicaux fait voter M. Gorbatchev avec les conservateurs, plus le secrétaire général perd de sa popularité dans le parti du mouvement, sans en gagner dans le parti de l'ordre.

Ce mercredi, le Congrès devait entendre un rapport du premier ministre, M. Ryjkov, sur la situation économique et les mesures à prendre.

BERNARD GUETTA

Le professeur Lortas-Jacob ne pourra se rendre auprès de Sergueï Kouznetsov. — L'association Reporters sans frontières a annoncé, mardi 12 décembre, que le consulat d'URSS l'avait informé « du refus des autorités d'accorder au professeur Lortas-Jacob, traumatologue à Paris, le visa qu'il réclame pour se rendre au chevet du journaliste Sergueï Kouznetsov ». (Le Monde du 7 décembre).

Correspondant de la revue Glasnost, Sergueï Kouznetsov a été arrêté le 18 octobre dernier et poursuivi une grève de la faim qui l'a considérablement affaibli.

« Le séjour du professeur Lortas-Jacob en Union soviétique n'est pas nécessaire », a indiqué le consulat à Paris à une responsable de RSF à Montpellier, sans autre commentaire.

Reporters sans frontières avait, rappelle-t-on, demandé au traumatologue parisien de se rendre dans ce pays pour examiner le journaliste qui est « parrainé » par la station de radio France Inter et la section russe de Radio-France internationale.

CHINE

Des opposants tibétains condamnés à de lourdes peines

Dix-sept opposants tibétains, pour la plupart des religieux, ont été condamnés à de lourdes peines de prison pour « séparatisme » fin novembre à Lhassa, a rapporté, mardi 12 décembre, le *Quotidien du Tibet*. Onze « criminels » se sont vu infliger des peines de cinq à dix-neuf ans de détention, notamment pour avoir rédigé et distribué des tracts réclamant l'indépendance du Tibet ou informé des étrangers sur la situation sur le Toit du monde.

D'autre part, le *Quotidien du peuple* a violemment pris à partie, mardi, le gouvernement norvégien, accusé de « soutenir » le dalaï-lama. « Les relations sino-norvégiennes vont se détériorer », a prédit l'organe du PCC. La veille, Pékin avait officiellement protesté contre l'attribution au chef spirituel tibétain du Prix Nobel de la paix.

Enfin, aux États-Unis, alors que la querelle fait rage entre le Congrès et la Maison Blanche, au lendemain de l'envoi à Pékin d'émissaires par M. Bush (le Monde du 13 décembre), le porte-parole de la présidence a annoncé que les sanctions commerciales contre la Chine « pour des exportations ordinaires » — pourraient être levées. « Aucune décision n'a été prise, mais c'est possible », a-t-il ajouté. Washington avait imposé des sanctions commerciales contre la Chine au lendemain des massacres de la place Tiananmen. — (AFP, AP.)

(Publicité)

MAROC : SOS UNIVERSITÉ

L'enseignement supérieur du royaume traverse une crise aiguë, aux conséquences incalculables : symptômes, diagnostics et pronostics.

Dans le numéro de Décembre d'Arènes en kiosques et en librairie 78, rue Joffroy 75017 Paris Tél. : 46.22.14.14

OCÉAN INDIEN

COMORES : pour hâter le départ des mercenaires

La France accentue sa pression militaire

Quatre navires de guerre français ont appareillé de Mayotte en direction des Comores. Ces manœuvres d'intimidation visent à hâter le départ des mercenaires européens.

MORONI

de notre envoyé spécial

Le « colonel » Bob Denard l'a admis implicitement : il va quitter les Comores car il ne peut pas rivaliser contre « deux super-puissances », à savoir la France et l'Afrique du Sud. Isolé sur l'île de la Grande Comore — car coupé de la population, qui souhaite son départ — le vieux mercenaire sait pertinemment que ses jours sont comptés. Lui, Mustapha M'Madjiou, le mercenaire converti à l'islam et devenu citoyen comorien, a compris que les six cent cinquante hommes de la garde présidentielle (GP) ne pouvaient rien contre l'armée française rassemblée à Mayotte ni contre son ancien allié sud-africain, qui a jugé qu'il était dorénavant plus embarrassant qu'utile.

Partir ? D'accord, a priori, mais quand et à quelles conditions ? Telles sont les questions auxquelles le sursitaire à cheveux blancs, à l'allure assagie, portant lunettes et sabatines, n'a pas répondu au cours d'une nouvelle conférence de presse, réunie mardi 12 décembre. Ce qu'il veut, c'est s'en aller « la tête haute », après tout ce que lui et ses hommes « ont accompli ». « C'est une question d'honneur, a-t-il répété, pas une question d'argent. Je ne veux pas partir comme si on était des criminels. J'en ai marre de faire figure d'assassin ».

Cette conférence de presse, il l'avait convoquée pour dire ce qui s'est passé dans la nuit du 26 au 27 novembre, au cours de laquelle le président Ahmed Abdallah a été tué de cinq balles. Ce meurtre, Bob Denard l'a mis sur le compte de l'un des gardes du corps du chef de l'Etat, le sergent Jaffar. Un accident dû, selon lui, « à la panique et à l'affole-

ment », lors de l'attaque du palais présidentiel par deux groupes de militaires rebelles « dans le but, a-t-il ajouté, n'était pas clairement défini ». Ce malheureux sergent, à peine sorti de son sommeil, aurait tiré sur celui qu'il était chargé de protéger, avant de succomber à son tour sous les balles d'un capitaine de la GP. Bob Denard n'a pas été révoqué. Bob Denard a décidé de rompre le duel national de quarante jours parce qu'il se sent accusé, et que, d'après lui, les autorités locales sont incapables de faire la lumière sur ce tragique accident. Il espère que l'enquête déterminera toutes les responsabilités dans cette affaire qui a laissé le pays dans la confusion et l'incertitude. Depuis cette « méprise regrettable », si l'on en croit ce chef mercenaire en quête de respectabilité, les Comores vivent au ralenti. Les écoles sont fermées, l'opposition se tait, et Radio-Cocodiers distille une rumeur : la GP a interdit les manifestations, et les quelque vingt-cinq mercenaires blancs cherchent à assurer leurs arrières.

Sainte-alliance

Ces mercenaires vont devoir plier bagage en raison de l'hostilité presque unanime de la population. Pour la première fois, après onze ans d'autocratie, des inscriptions sont apparues sur les murs de Moroni au début de la semaine : « Pas de pardon aux voleurs du régime Abdallah », ou encore : « Onze ans de pillages, de trahisons, de mépris. Dehors la GP ! ».

L'assassinat du président que Bob Denard et sa bande avaient remis en selle en 1978 avec la bénédiction de la France, après le douloureux passage au pouvoir, pendant trois ans, d'Ali Solila, a réveillé les rancunes. La GP parait encore dans les rues à bord de canons équipés de mitrailleuses. Mais la population aspire à de véritables élections quatorze ans après l'indépendance du pays, et non pas à ce simulacre de référendum qui, le 5 novembre, avait permis au défunt président de conduire pour six

nouvelles années les destinées du pays, ainsi que ses affaires, qu'il avait de plus en plus tendance à confondre avec celles de l'Etat.

Qui sera en mesure de remplacer la victime d'un assassinat controversé ? La question est pour l'instant secondaire, d'autant que le vide politique est patent. Aucune personnalité n'émerge du trop-plein de candidats prêts à se disputer les dépouilles d'un régime qui a entraîné le pays au bord de l'abîme politique et économique.

Par le truchement d'une complicité jugée il n'y a pas si longtemps impensable, l'ancienne puissance coloniale, par l'intermédiaire de son gouvernement socialiste, et le nouveau régime sud-africain ont formé une sainte-alliance contre les « affreux ». Les deux Etats marchent de la main dans la main pour se débarrasser de ceux qui sont aujourd'hui rendus responsables de tous les maux, après en avoir utilisé, l'un comme l'autre, les services.

Bob Denard et ses hommes n'ont pas senti le vent tourner, trop douilletement installés qu'ils étaient dans ce cocon insulaire. Aujourd'hui, leur position est devenue intenable : une retraite honorable est tout ce qui leur reste à négocier. Apparemment, la France ne semble pas prête à leur accorder un repit la tête haute, notamment une sorte d'amnistie pour les méfaits commis, tout particulièrement lors du coup d'Etat raté au Bénin en janvier 1977, méfaits pour lesquels Bob Denard fait l'objet de poursuites judiciaires en France. L'Afrique du Sud, de son côté, est disposée à offrir un soutien logistique, c'est-à-dire une évacuation via Protoria.

La flotte française a appareillé mercredi matin 13 décembre, de Mayotte. Elle vise, en direction de l'île de la Grande Comore. Ses quatre navires vont mouiller, dans un premier temps, à 40 milles au large de Moroni pour tenter d'intimider les mercenaires, qui, dans cette partie de pocker, ne disposent plus de carte majeure.

MICHEL BOLE-RICHARD

Jaffar

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : un accroc dans la « douce révolution »

Les communistes et l'opposition ne sont plus d'accord sur le mode d'élection du futur président

L'accord qui semblait se dessiner entre l'opposition et les communistes pour la désignation d'un candidat unique à la présidence de l'Etat est actuellement mis en cause. Les représentants du PC suggèrent désormais une élection retardée, au suffrage universel et pour laquelle s'affronteraient plusieurs candidats.

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

Comme un grain de sable dans une belle mécanique, un sérieux problème de procédure est venu troubler le ciel de la « douce révolution » tchécoslovaque, mardi 12 décembre, au moment où elle s'appretait à entrer dans sa seconde phase : l'élection par les députés d'un président de la République non communiste, qui ne devait être autre que Vaclav Havel.

Un accord préliminaire conclu la semaine dernière, au cours de la table ronde réunissant toutes les forces politiques, sur l'opportunité de présenter un seul candidat à l'élection présidentielle, qui serait de nationalité tchèque et non membre d'un parti politique, a apparemment été rompu. Les représentants du Parti communiste (PCT) ont en effet introduit au cours de nouvelles négociations, lundi et mardi, deux éléments qui viennent fausser les calculs du Forum civique : la proposition, d'une part, que le président soit élu non plus par le Parlement, mais au suffrage universel direct ; et la nécessité de présenter à l'élection non plus un candidat unique, après la fois par le PCT et par le Forum, mais au moins deux candidats.

Selon M. Vasil Mohorita, membre du bureau politique du PCT, les deux côtés sont convenus mardi que le délai de deux semaines prévu par la Constitution pour l'élection d'un nouveau chef de l'Etat était, dans les conditions présentes, trop bref, et l'hypothèse a été soulevée de modifier la Constitution afin de permettre un délai de quarante-cinq à soixante jours.

M. Mohorita a justifié l'introduction de la proposition d'une élection directe par « une forte pression populaire » en faveur d'un tel mode d'élection ; l'idée émane en fait d'une élite réformatrice récemment créée au sein du PCT, le Forum démocratique des communistes, qui a invoqué la composition actuelle de l'Assemblée fédérale, jugée totalement non représentative. Si l'on en juge par la lecture de la presse ces derniers jours ou par les affichettes et textes en tous genres qui sont le nouveau mode d'expression des Pragois sur les murs, rien ne permettrait pourtant de déceler quelque formidable poussée populaire en ce sens... Mais la proposition a en tout cas été formulée mardi à l'Assemblée fédérale, au nom du groupe parlementaire communiste - qui représente plus de 80 % des élus - par un député qui a suggéré qu'un projet de loi modifiant la constitution soit adopté dès la semaine prochaine, afin de permettre l'élection directe du chef de l'Etat par le peuple dans un délai d'un mois.

Tensions superficielles

M. Mohorita a également fait valoir, pour justifier cette initiative, qu'à la suite de la campagne de révocation des députés menée actuellement par les électeurs dans plusieurs circonscriptions il existait une possibilité que la condition de la présence d'au moins trois cinquièmes des députés pour élire le président ne soit matériellement pas satisfaite. « L'enjeu [des négociations] est très important, a-t-il commenté, très tendu, devant la presse. La Tchécoslovaquie a déjà surmonté une crise gouvernementale, elle est maintenant plus ou moins confrontée à une crise constitutionnelle ».

Le Forum civique, s'il ne s'est pas encore prononcé sur l'éventuelle extension du délai dans lequel doit avoir lieu la consultation,

a bien, en revanche, rejeté l'idée d'une élection au suffrage universel direct comme « dangereuse pour la démocratie » car potentiellement génératrice de tensions superficielles à l'heure actuelle. Son porte-parole s'est défendu de s'y opposer sous prétexte qu'un tel mode de scrutin défavoriserait M. Vaclav Havel, très peu connu en dehors de Prague et Bratislava, mais il est clair que ce mouvement vieux d'à peine trois semaines, peu implanté dans les campagnes et dans certaines provinces, aurait du mal à faire élire maintenant M. Havel au suffrage universel. Le Forum civique se trouve donc dans la position extrêmement inconfortable d'avoir à défendre, au nom de la stabilité, les pouvoirs d'un Parlement non démocratique totalement discrédité, mais qu'il sait qu'il ne peut pas raisonnablement songer à renouveler par des élections libres avant quelques mois. Tout est allé trop vite.

Une hase en plein désarroi

Or, même s'il est vraisemblable que l'élection directe de l'intellectuel pragois Vaclav Havel ne serait pas assurée, sa non-élection sous la pression des communistes risquerait de jeter à nouveau le peuple de Prague dans la rue. Le centre-ville a été couvert, en l'espace de vingt-quatre heures, de photos du drapeau tchèque au-dessus du slogan « Havel au château », et, mardi, pendant que s'écoulaient l'Assemblée, quelques centaines d'étudiants faisaient le siège du Parlement pour soutenir sa candidature, appuyés sans discontinuer par les klaxons des milliers de voitures qui passaient. Toute la journée, des gens ont signé dans la rue des pétitions pour l'élection du candidat du Forum civique, qui a aussi reçu le soutien du nouveau Parti social-démocrate, des étudiants en grève, du mouvement des communistes exclus après 1968, Obroda... Le quotidien *Lidova Demokracie* a même publié, mardi, une lettre de M. Ota Sik, l'économiste du « printemps de Prague », aujourd'hui exilé à Zurich, demandant à M. Alexandre Dubcek de se retirer en faveur de Havel. La candidature de Dubcek est apparemment proposée par l'Assemblée nationale slovaque, tandis que le rival le plus sérieux de M. Havel, M. Cestmir Cisar, ancien responsable du PC en 1968, est proposé par les Jeunesses communistes (SSM). Exclu du PC pendant la normalisation, Cisar n'est « ni communiste ni démocrate », comme le proclame un slogan rue Narodni. Une candidature de l'ancien premier ministre Adam Sedláček semble avoir peu de chances.

Le Forum civique pourrait en fait avoir surestimé la capacité du Parti communiste à se tenir à une ligne cohérente de négociations, en pensant que la direction du PCT imposerait automatiquement à ses députés d'être Havel - qui aurait entre autres attributions, celle de commandant en chef des armées. Mais la direction du parti paraît totalement désorientée, son secrétaire général, M. Karel Urbánek, est pratiquement absent du débat actuel et, à une semaine du congrès extraordinaire, les cellules de base sont en plein désarroi. Un sondage officiel rendu public mardi accordait 78 % de confiance populaire au Forum civique, contre 16 % au PCT.

Le Parlement, quant à lui, est également livré à des débats et attitudes très contradictoires. Après avoir élu mardi à sa tête un sans-parti, M. Kukral, en remplacement du « communiste compromis », comme l'on dit désormais, M. Alois Indra, il a contraint l'ancien chef du PCT, M. Milos Jakes, déjà exclu du parti, à abandonner ses fonctions de député. Refusant de porter la responsabilité de la répression policière du 17 novembre, dont l'Assemblée discutait, M. Jakes a, dans un discours très terne, estimé qu'il servait de « bouc émissaire ». « Je crains, a-t-il dit, un retour aux procès des années 50 ».

SYLVIE KAUFFMANN

RDA : les poursuites contre d'anciens dirigeants

Les autorités judiciaires doivent convaincre l'opinion de leur détermination

De nombreux anciens dirigeants de la RDA sont aujourd'hui inculpés pour abus de pouvoir et corruption. Les autorités judiciaires, issues elle aussi de l'ancien régime, doivent convaincre l'opinion publique de leur détermination à faire toute la lumière. Elles seront « assistées » par de nombreuses commissions d'enquête.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

C'est aux petites choses que l'on voit parfois la fin de l'ordre ancien. Le 11 décembre, le Parlement de la RDA a décidé de supprimer aux hauts dirigeants du Parti communiste (SED), le droit de posséder ou de porter des armes à feu. Il n'a pas été révélé combien d'entre eux se permettaient cette coquetterie de révolutionnaire, mais il demeure certain qu'il y a encore quelques semaines personne n'aurait pu penser à en dresser la statistique et le pouvoir de posséder une arme, interdit au commun des citoyens, apparaissait comme l'un des privilèges naturels de la haute nomenklatura.

Pour autant, ce n'est pas ce privilège-là qui vaut à un échelonné du SED d'être, depuis le 8 décembre, inculpé d'abus de pouvoir, de détournement de fonds publics, d'enrichissement personnel et de corruption. Inculpés donc, M. Erich Honecker, ancien premier secrétaire du parti et ancien chef de l'Etat, Willi Stoph, ex-premier ministre, Erich Mielke, général et dernier patron de la STASI, la redoutée police politique du régime. Inculpés aussi : Günter Mittag, ancien ministre de l'Economie, Harry Tisch, ancien

chef des syndicats. Inculpés enfin, Günter Kleiber, Werner Krulikowski et Hermann Axen, tous membres de l'ancien bureau politique du SED, ainsi que les premiers secrétaires du parti à Erfurt, Suhl et Neubrandenburg. Aux termes de la loi, les inculpés risquent d'un an à dix ans de prison.

Une détermination apparente

Tous ont été placés en détention, à l'exception de MM. Eric Honecker et Hermann Axen. Le premier, âgé de soixante-dix-sept ans, est pudiquement décrit par les services du parquet comme « psychologiquement trop atteint » pour supporter la détention. Quant au second, il est hospitalisé à Moscou, où il vient de subir une opération des yeux. « Nous croyons qu'il rentrera bientôt dans son pays », nous a déclaré l'un des porte-parole du procureur général de la RDA chargé des poursuites, mais si tel n'était pas le cas nous ferions jouer le traité d'entraide judiciaire que nous avons signé avec l'URSS, et nous demanderions son extradition ».

Cette détermination apparente cache pourtant mal l'embarras d'une autorité judiciaire qui réagit comme si elle avait dans la main non pas des dossiers mais autant de pommes de terre brûlantes. Sous la pression de centaines de milliers de manifestants convaincus a priori de la corruption de leurs anciens dirigeants, il a bien fallu engager des poursuites. Mais, pour avoir été longtemps la garniture juridique d'un pouvoir qui ne s'embarassait guère du droit, les services du parquet général de la RDA font l'objet d'une solide méfiance, d'autant qu'il s'agit cette fois de poursuivre ceux auxquels hier encore ils obéissaient aveuglément. Première victime de ce sentiment massif, le procureur d'Etat, M. Günter

Wendland, a été récemment démissionner, accusé de ne pas manifester assez de zèle dans sa nouvelle tâche, et a été remplacé, au pied levé par M. Harri Harland.

A ce dernier incombe donc la délicate mission de persuader l'opinion que la lenteur des investigations ne provient pas de la mauvaise volonté de ses services, mais de la seule nécessité de recueillir des preuves irréfutables. Peine perdue : le Parlement, dont les membres partagent les mêmes préjugés que la majorité de la population, vient de décider la création d'une commission d'enquête qui aura des pouvoirs d'investigation étendus. Une autre commission d'enquête est en cours de constitution elle sera placée sous l'autorité du premier ministre, M. Hans Modrow, et aura les mêmes objectifs que la précédente. Il faut encore mentionner celle que la nouvelle direction du Parti communiste a mise sur pied, celle organisée par la direction centrale des syndicats, et ne pas oublier les commissions locales qui se sont constituées un peu partout en province à l'initiative des comités de citoyens aiguillonnés par les folles rumeurs qui ont gratifié les anciens cadres du parti des pires turpitudes.

«Facilités»

Un numéro de téléphone a été mis à la disposition du public pour recueillir toute information susceptible d'aider la justice. Quarante à cinquante appels parviennent chaque jour. Pour montrer sa bonne volonté, le procureur d'Etat a été obligé de faire savoir que chaque information est minutieusement vérifiée par les fonctionnaires de police judiciaire travaillant sous ses ordres. Mais, pour l'instant, les autorités refusent de trop s'étendre sur la nature des preuves recueillies, concédant seulement que les inculpés ont pu bénéficier de

« facilités » - maisons, ameublement, voitures, fournitures diverses, achetés en Occident grâce à des devises dont il faudra déterminer l'exacte provenance.

La tâche du parquet est d'autant plus délicate qu'il lui faut, pour la première fois de son histoire, définir en termes juridiques les privilèges de la nomenklatura et en déduire une éventuelle incrimination. Un débat presque philosophique dans une société fondée sur les privilèges sans contrôle, dont certains étaient précédemment protégés par une partie du haut appareil judiciaire.

Un seul inculpé semble pour le moment devoir échapper à ce débat. Ancien secrétaire d'Etat et habile homme d'affaires international, M. Alexander Schalck-Golodkowski est apparu à la « une » des journaux lorsque fut découvert près de Rostock, dans une entreprise de commerce d'appareillage électrique, un dépôt clandestin d'armes et de munitions. Avec la bénédiction du bureau politique et contre devises fortes, M. Schalck-Golodkowski en assurait la vente dans plusieurs pays. L'enquête devra déterminer si le produit de ce commerce était destiné au financement de quelque sombre activité des services allemands ou au confort de quelques hauts dirigeants, voir aux deux. M. Schalck-Golodkowski, qui, dans un premier temps, avait pris la fuite, s'est finalement rendu aux autorités de Berlin-Ouest, qui l'ont mis en détention dans l'attente d'une éventuelle mesure d'extradition. Du fond de sa cellule, il a déjà fait savoir que s'il devait être livré aux autorités de Berlin-Est il craignait de ne pouvoir bénéficier d'un procès équitable. Lui non plus ne croit pas à l'indépendance de la justice de la RDA.

GEORGES MARION

EN BREF

■ BULGARIE : Dix morts dans un accident de chemin de fer. Dix personnes sont mortes et vingt-sept ont été blessées dans l'accident de chemin de fer qui s'est produit mardi 12 décembre dans la gare de Roman, localité du nord-ouest de la Bulgarie située à une centaine de kilomètres de Sofia. Le train express assurant la liaison Sofia-Varna (sur les bords de la mer Noire) a déraillé en raison de sa vitesse excessive. (AFP)

■ POLOGNE : Lech Walesa réclame des « pleins pouvoirs » pour le gouvernement. Le président de Solidarité, Lech Walesa, s'est prononcé mardi 12 décembre pour l'octroi des « pleins pouvoirs » au gouvernement, afin d'accélérer la mise en place des réformes alors que les Polonais sont de plus en plus « impatients » face à la dégradation de leurs conditions de vie. Lech Walesa estime que ces « pleins pouvoirs » doivent, notamment, concerner les secteurs de la reconstruction de l'économie, des formes de propriété, de la dénationalisation du secteur d'Etat et du secteur des coopératives, du système bancaire ainsi que ceux de la fiscalité et de la comptabilité, ainsi que la modification des structures d'Etat y compris les assemblées locales. (AFP)

■ ROUMANIE : libération du journaliste Nestor Popescu. Le journaliste roumain Nestor Popescu, membre de l'Eglise baptiste a été libéré le 22 novembre dernier et a pu quitter la Roumanie avec sa femme et ses deux enfants à destination de l'Italie, a-t-on appris mardi 12 décembre dans les milieux militants pour les droits de l'homme. M. Popescu, ancien employé de la société Studiul Animal-Film à Bucarest, licencié en raison de ses engagements religieux, avait été arrêté le 21 août 1987 et interné dans la clinique psychiatrique de Ploana-Mare, dans le sud-ouest du pays.

Amnesty International a soutenu à plusieurs reprises depuis 1980 que des abus médicaux étaient commis dans cette clinique. (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

« Il y a encore quelques aéroports que KLM ne dessert pas... »

« Oh... nul n'est parfait, vous savez! »

Compagnie aérienne réellement internationale, KLM dessert 142 aéroports dans le monde entier.

Nos nouvelles destinations incluent Ottawa, Halifax, Malmö et Venise. Pour organiser votre prochain déplacement, faites appel à votre agent de voyage, ou adressez-vous à l'un des 336 bureaux KLM qui jalonnent le monde.

Partout où vous nous contacterez, vous retrouverez toujours un service fiable, ponctuel, accueillant et attentif.

Venez. Voyez. Et volez.

The Reliable Airline **KLM**
Royal Dutch Airlines

LE DÉBAT SUR LA RÉUNIFICATION ALLEMANDE ET L'AVENIR DE L'EUROPE

Un entretien avec l'ancien chancelier Willy Brandt

« Les gens de RDA veulent l'abolition des barrières artificielles, mais ils veulent être respectés »

A la veille du congrès du Parti social-démocrate, où il doit prononcer un discours sur la question allemande, l'ancien chancelier Willy Brandt, soixante-seize ans, a accordé un entretien aux représentants à Bonn de trois grands journaux européens : *Süddeutsche Zeitung*, *Financial Times* et *le Monde*. M. Willy Brandt sera à nouveau candidat aux prochaines élections au Bundestag, et il entend bien user de son prestige, qui reste grand dans les deux parties de l'Allemagne, pour influer sur le cours des événements.

« Vous avez sans doute vu les affiches que fait coller la CDU avec le slogan : « Nous sommes un peuple. » Qu'en pensez-vous ? »

« Les avis peuvent diverger sur le fait que les partis utilisent des choses qui vont de soi comme slogan. Mais je n'ai rien à dire contre celui-ci, car je ressens les choses de cette façon. Quand je vois le flot des gens qui, à Berlin, vont à la rencontre des uns des autres, quand je rencontre mes compatriotes en RDA, je ne peux que constater que, au bout du compte, il y a là un peuple qui existe, même si de notables différences séparent les Saxons des Mecklembourgeois, ou les Bavirois des gens du Holstein.

« Vous avez récemment parlé avec le chancelier Kohl de son plan en dix points pour l'unité de l'Allemagne. Où se situent vos divergences ? »

J'ai dit que, en fait, je ne trouvais rien à redire aux dix points du chancelier. Je ne peux que constater qu'ils ne contiennent que des choses qui me semblent aller de soi. C'est pourquoi je me suis d'autant plus étonné qu'ils aient attiré l'attention. Certes, toute cette affaire était un peu trop centrée sur les relations publiques, et on aurait pu sans dommage faire un peu plus intervenir la diplomatie et le ministre des affaires étrangères.

« Ne pensez-vous pas qu'il manque un onzième point, celui concernant la frontière occidentale de la Pologne ? »

« Un défaut important de l'action du chancelier et du gouver-

nement a été d'engager cette discussion avec deux flancs découverts : la mise de côté, pour des raisons électorales, de la question de la frontière occidentale de la Pologne, et l'impression créée chez les autres que la République fédérale ne serait pas aussi décidée qu'auparavant à faire avancer la construction européenne et l'union monétaire. Et cela dans des circonstances où le gouvernement avait la chance inouïe de pouvoir dire que les deux principales forces politiques de pays, les partis de la coalition et la social-démocratie, sont d'accord sur la politique européenne, sur l'idée que la Communauté ne doit pas stagner, et que sa construction doit avancer sur la base des accords conclus.

« Estimez-vous judicieux que le chancelier n'ait pas consulté les alliés occidentaux avant de présenter son plan ? »

« Je peux très bien comprendre qu'il ait pensé que cela n'était pas nécessaire. Vous avez affaire à des alliés qui, tant que cela ne coûtait rien, auraient signé tous les jours des textes affirmant que l'Allemagne doit surmonter sa division si ou le leur avait demandé. Kohl a évoqué quelque chose de beaucoup plus modeste et ne pensait pas que cela pouvait susciter des résistances. Voilà la situation, et j'essaie de l'expliquer psychologiquement de son point de vue... »

« Un sous-ensemble »

« On parle de structures confédérales, de communauté contractuelle, de fédération, entre les deux Allemagnes. Quelle formule vous paraît-elle la plus pertinente ? »

« D'une manière générale, on peut dire que le processus que nous vivons actuellement est celui d'un rapprochement entre des parties de l'Europe. L'Allemagne est un sous-ensemble important. S'il en est ainsi, il est bien naturel que les Allemands s'interrogent sur les moyens appropriés de leur coopération, sans que les autres y soient forcément opposés. Je n'ai rien contre la notion de « communauté contractuelle » évoquée par le premier ministre de RDA Hans Modrow, ou contre les « structures confédérales » proposées par le chancelier Kohl. J'ai, pour ma part, tenté d'introduire un mot générique, *Bund* (fédération-NDLR),

car j'estime que c'est toujours mieux de se passer de vocabulaire d'origine étrangère. J'ai employé cette expression « une sorte de fédération allemande » en pleine connaissance du fait que la fédération allemande du dix-neuvième siècle se composait d'États jouissant d'une large indépendance.

« Quelles conditions doivent être remplies pour que cette fédération existe et à quelle échéance ? »

« D'abord, pourquoi devrais-je me torturer les méninges sur tous les sujets qui viendront en leur temps à l'ordre du jour ? Cependant, il serait déraisonnable et irréaliste d'exiger des Allemands qu'ils attendent l'an 2000 et après la mise en place de structures pour rapprocher toutes les parties de l'Europe pour parvenir à un plus grand unité nationale. Ce serait le meilleur moyen de favoriser un nationalisme qui n'a pas terriblement de points d'ancrage. Il faut bien voir que quarante-cinq ans ont passé ce n'est pas rien. La génération qui arrive maintenant à l'âge adulte peut devenir plus impatiente, parce qu'elle se sent personnellement moins responsable de ce que l'Allemagne a commis dans le monde. Et je conseillerai à certains de ceux qui, à l'Est comme à l'Ouest, ont vu au chapitre de ne pas négliger les sentiments de ces nouvelles générations qui arrivent aujourd'hui à maturité dans les deux États allemands.

« Les nouvelles générations peuvent avoir de nouvelles craintes vis-à-vis des Allemands, celles de l'établissement d'une Allemagne trop puissante au cœur de l'Europe... »

« Voilà la question de la taille critique de l'Allemagne. Le Bon Dieu, on qui vous voulez, a conçu les choses de telle façon que nous vivions là où nous vivons. Je ne vois pas de différence de principe entre soixante-cinq millions de personnes et quatre-vingt millions. Si l'on pouvait faire abstraction du poids de l'histoire, ce qui n'est pas possible, je dirais que le seul argument consistant à dire que quinze millions de plus changent tout n'est vraiment pas décisif.

« Mais la puissance économique... »

« On doit en tirer la conclusion de faire avancer avec détermination l'intégration économique européenne. Celui qui a peur du deuschemark doit faire en sorte

que l'écu se renforce. Il n'est pas nécessaire d'en convaincre le président Mitterrand, mais il faut le dire au premier ministre britannique. Il faut rendre l'Europe plus forte dans toutes ses dimensions. Comment peut-on s'imaginer une construction pour les deux États allemands tant que les alliances militaires existent, avec des formes



différentes ici et là-bas d'intégration sur le plan de la défense et de la sécurité ? Le fait que des troupes étrangères se trouvent sur le territoire de l'un et l'autre État plaide en faveur d'une coopération sans unité étatique, bien que, en principe, il soit théoriquement possible que sur le sol d'un État puissent être stationnées des troupes d'autres puissances.

« L'unité à la base »

« Pensez-vous que les habitants de la RDA souhaitent fortement une fédération ou quelque chose qui aille plus loin vers l'unité ? »

« L'unité à la base, c'est une chose qui n'est pas du tout liée à des structures étatiques ou quasi étatiques. Les gens à Berlin, le 9 et 10 novembre, étaient tout simplement heureux de pouvoir à nouveau se rendre visite. La plupart d'entre eux se fichent totalement de la forme institutionnelle que prendra cette vie en commun. La réponse à votre question n'est

cependant pas si simple. J'ai remarqué deux sortes de sentiments chez les gens de RDA. D'une part, ils veulent l'abolition des barrières artificielles. Mais, d'autre part, ils veulent être respectés. Une conscience de soi s'est développée en RDA. Ils ne veulent pas que l'on méprise ce qu'ils ont construit dans des circonstances beaucoup plus difficiles qu'en République fédérale.

« La RDA se trouve actuellement dans un profond état de crise morale et politique. Le SED a-t-il une nouvelle direction. Croyez-vous que ce parti a une chance de survie ? »

« Personne ne peut vraiment prédire ce qu'il restera du parti qui dominait jusqu'à l'État, appelé SED. M. Modrow a dit que 20% des voix seraient un joli résultat pour ce parti. Il a dit, également, qu'il espérait participer comme *junior partner* à un futur gouvernement de coalition. Nous verrons cela en mai. Et puis, je n'ai pas envie de me ronger les sangs pour les communistes de RDA, tout en prenant au sérieux les évolutions en cours. Mais j'éprouve un profond malaise en observant la manière dont ils prennent congé du passé. La chasse aux bons émissaires telle qu'elle est actuellement pratiquée par ceux qui étaient aussi impliqués me paraît une forme répugnante de règlement de comptes politiques.

« Notre Ostpolitik »

« Certains vous reprochent aujourd'hui d'être allé trop loin dans le passé dans votre coopération avec le SED, d'avoir ainsi conforté une dictature stalinienne... »

« Cela n'est pas sérieux. Si je devais renvoyer l'ascenseur, ce que je ne souhaite pas, je demanderais à qui a déroulé le tapis rouge pour M. Honecker et qui est allé avec lui dans les chasses d'État, qui a chassé l'ours et le loup ces dernières années avec les dirigeants des pays de l'Est. Qui, aussi, a entretenu des contacts avec des gens qui sont aujourd'hui sous les verrous accusés de trafic de devises. Mais je n'ai aucun goût pour ce genre de règlement de comptes.

« Vous-même n'êtes pas chasseur ? »

« Non, pêcheur. Mais de quoi s'agit-il dans notre Ostpolitik ? Elle dépendait de trois facteurs.

Elle consistait d'abord à faire en sorte que les conséquences inhérentes de la division soient adossées. On devait pour cela tenir compte des réalités, qu'on les approuve ou non. Ensuite, nous avons, par notre politique des traités, aboli des tensions avec des partenaires qui étaient là ; nous ne pouvions en choisir d'autres. Enfin, en faisant cela nous avons ouvert la porte au processus d'Helsinki. Mais j'ajoute : ce n'est pas nous qui avons inventé Gorbatchev ni qui avons pu avoir une influence décisive sur le fait que les deux super-puissances ont reconnu à un moment donné qu'elles ne pouvaient plus continuer à dépenser autant d'argent pour l'armement.

Mais l'Ostpolitik, c'est quelque chose qui est derrière nous. Nous sommes dans une nouvelle phase qui va beaucoup plus loin. Pour ce qui concerne l'URSS, M. Gorbatchev a sûrement remarqué qu'il n'y a plus part de manifestations d'hostilité contre les troupes soviétiques en RDA. Et pourtant, elles sont là en nombre, 370 000 hommes environ. J'irais même plus loin : lorsque l'on écrit l'histoire de cette dernière période, le 9 octobre devra être signalé comme un grand jour de l'amitié germano-soviétique, car ce jour-là de hauts officiers soviétiques ont fait en sorte qu'un bain de sang à Leipzig ait été évité. Les Allemands se souviendront de ceux qui ont empêché de graves dérapages...

« Vous voulez dire que les Soviétiques ont eu une influence plus grande sur le cours des événements que les dirigeants de la RDA ? »

« Je crois que oui. Je ne veux pas dire par là que Gorbatchev a donné un ordre direct. La direction soviétique a fait savoir qu'elle ne voulait pas être impliquée dans des actions qui se termineraient mal pour les deux pays. Mais il faut savoir que dans les États-majors de l'armée est-allemande il y a en permanence plusieurs dizaines d'officiers [soviétiques] de haut rang. Aucune opération d'importance de cette armée ne peut leur échapper. Quand un général astucieux dit : « Vous pouvez faire ce que vous voulez, mais nos troupes et nos chars resteront dans leurs casernes », cela mérite de faire date.

Propos recueillis par LUC ROSENZWEIG

Europe, Allemagne, pays baltes : la diplomatie italienne ne manque pas d'idées

ROME

de notre correspondant

Et si les pays baltes, avec lesquels M. Gorbatchev semble avoir quelques ennuis, étaient représentés, en tant que tels, aux Nations unies ? C'est une « idée personnelle » du premier ministre italien, M. Giulio Andreotti, dans un entretien publié, mardi 12 décembre, par le *Stampa* de Turin. « Ce pourrait être une solution » aux revendications séparatistes de ces républiques. « Après tout, rappelle le chef du gouvernement italien, pour disposer d'un plus grand nombre de voix à l'ONU après la guerre, l'URSS avait demandé [et obtenu] la représentation autonome de l'Ukraine et de la Mongolie. Dans le nouveau climat [en URSS], ne pourrait-on faire de même avec les pays baltes ? »

Quel que soit son devenir, cette nouvelle contribution italienne au grand débat sur l'avenir de l'Europe vient rappeler à quel point la diplomatie transalpine, entrée dans la cour des grands avec la visite en Italie de M. Gorbatchev, a changé de braquet. Finies la modestie des moyens, qui ont marqué les querelles dernières années. Plan Marshall pour les pays de l'Est, aide d'urgence aux populations d'Union soviétique « menacées de famine », accord de coopération quadrangulaire signé le mois dernier à Budapest avec la Hongrie, l'Autriche et la Yougoslavie, etc. : désormais, les

idées fusent de toutes parts, quelquefois en ordre dispersé.

Dernière en date : celle émise, mardi soir, dans un entretien à bâtons rompus avec *le Monde*, par M. Gianni de Michelis, le ministre des affaires étrangères. « Pourquoi, demande M. de Michelis, nos amis allemands n'envisagent-ils pas, comme étape intermédiaire, une sorte de traité de coopération régionale qui engloberait non seulement la RDA, mais aussi la Pologne et la Tchécoslovaquie ? Ne serait-ce pas une manière de résoudre, indirectement, le problème des frontières ? »

M. de Michelis, socialiste, et M. Andreotti, démocrate-chrétien, n'appréhendent pas tout à fait de la même façon tous les problèmes posés, notamment par la réunification allemande.

« Non », affirme M. Andreotti, Michail Gorbatchev ne lui a pas expressément demandé de veiller à ce que le mot « autodétermination » soit absent de la déclaration finale du dernier conseil européen de Strasbourg (1). Reste que le premier ministre confirme indirectement avoir bataillé pour que ce « concept qui a une signification bien précise (...) et qui risque d'exciter des tendances séparatistes en Europe — pensez à la Yougoslavie — ne soit pas retenu ». M. Andreotti a perdu car le dangereux petit mot figure bel et bien dans la déclaration (*le Monde* du 10-11 décembre). Même désarmé, c'est-à-dire suivi de l'annonce des conditions

dans lesquelles pourrait s'exercer le droit des Allemands à l'autodétermination, ce concept « préoccupe » encore le chef du gouvernement italien et il ne le cache pas.

« Mais non », affirme pour sa part le chef de la diplomatie, si l'Italie s'est battue à Strasbourg contre la proposition de textes des Allemands, ce n'est pas à cause de l'expression « autodétermination », mais à cause de celle de « peuple allemand » qui pouvait « englober toutes les populations allemandes, y compris celles qui vivent à l'extérieur des frontières » de la RFA et de la RDA.

Allez donc savoir ! La différence de style entre les deux hommes est telle, qu'à l'observer un Français a parfois l'impression de revivre la cohabitation Mitterrand-Chirac à la puissance 10 ! Dans le fond, cependant, ils sont d'accord. Avant la réunification — inévitable selon M. de Michelis — et avant d'augmenter éventuellement le nombre des pays membres de la CEE, il y a deux préconditions à remplir : réussir l'intégration « verticale » de l'Europe communautaire à Douze et simultanément, réussir le désarmement à la conférence de Vienne. A Paris, finalement, on dit à peu près la même chose, mais d'une seule voix.

PATRICE CLAUDE

(1) Au sommet européen de Strasbourg, les Italiens se sont opposés à un projet de texte proposé par la RFA sur l'unité allemande, cherchant notamment à remplacer la mention qui y était faite du droit du « peuple allemand » à l'autodétermination par une autre formule.

Washington propose de conclure un traité avec la CEE

Suite de la première page

La rencontre entre M. Baker et Modrow avait été préparée la veille par l'ambassadeur des États-Unis à Berlin-Est et les Soviétiques en avaient été informés. C'est la première rencontre entre un premier ministre est-allemand et un dirigeant occidental depuis le début des événements d'Europe de l'Est ; c'est aussi la première fois qu'un aussi haut représentant américain se rend en RDA. Le geste de M. Baker traduit bien l'agitation des partenaires des deux Allemagnes devant le risque d'un dérapage de la situation en RDA. Le secrétaire d'État américain a été aussi loin qu'il le pouvait dans son appui au premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, sur qui reposent actuellement en grande partie les chances de stabilisation dans son pays.

« Nous voulons que les Allemands de l'Est soient conscients de l'appui sur lequel ils peuvent compter aux États-Unis pour leur processus de réforme. Nous voulons aussi montrer combien nous espérons que ce processus sera pacifique, combien nous sommes intéressés à ce que cela progresse d'une manière stable », a déclaré M. Baker au cours d'une brève allocution improvisée à l'issue de son entretien, avant d'aller rencontrer des représentants de l'Eglise protestante est-allemande. « J'ai dit à M. Modrow, a précisé M. Baker, que nous étions satisfaits que la table ronde ait fixé la date du 6 mai pour des élections démocratiques, et de voir qu'ils sont décidés à aller de l'avant pour réformer leur économie... »

Le chef de la diplomatie américaine avait rencontré le matin

même à Berlin-Ouest le chancelier Helmut Kohl, puis le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, en compagnie duquel il est allé voir le point de passage ouvert dans le mur de la Forsthaus. Devant le Tour-Berlin invité dans un des grands hôtels de la ville, il a ensuite prononcé une allocution dans laquelle il a souligné que les changements en cours à l'Est étaient source de grands espoirs, mais également comme « toute nouvelle époque » de « différentes inquiétudes ». « Si l'Ouest devait abandonner ses habitudes de coopération que nous avons construites au cours des quatre décennies passées, ces inquiétudes pourraient se transformer en problèmes », a-t-il lancé.

Renforcer

la coopération économique entre l'Est et l'Ouest

M. Baker a aussi plaidé pour un renforcement de l'intégration européenne et pour le développement des liens entre la CEE et les États-Unis qui pourraient aller jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité atlantique : « Nous proposons que les États-Unis et la CEE travaillent ensemble pour établir, que ce soit sous la forme d'un traité ou sous une autre forme, un ensemble renforcé de liens institutionnels et économiques », a-t-il affirmé. « La sécurité de l'Amérique, politique, militaire et économique, demeure liée à celle de l'Europe », a-t-il poursuivi en soulignant que l'URSS reconnaît aux États-Unis « la nécessité d'un rôle actif en Europe ».

La future Europe suppose également une adaptation du rôle de l'OTAN. Celle-ci « doit devenir le forum où les nations occidentales coopèrent pour négocier, mettre en œuvre, vérifier et élargir les accords entre l'Est et l'Ouest ».

Enfin, M. Baker a suggéré que, parallèlement aux négociations en cours sur le désarmement conventionnel en Europe, on utilise le cadre de la CSCE pour renforcer la coopération économique entre l'Est et l'Ouest.

« L'objectif d'une unification allemande », M. Baker a souligné qu'il devait s'inscrire « dans le contexte de la poursuite de l'engagement de l'Allemagne dans l'OTAN et dans une Communauté européenne de plus en plus intégrée, en tenant compte du rôle légal et des responsabilités des puissances alliées ». Enfin, il a réaffirmé sa question des frontières le soutien des États-Unis aux principes d'Helsinki.

Jamais aucun gouvernement américain ne s'était engagé à ce point auparavant dans son soutien à la Communauté européenne. Cette expérience a réussi, a-t-il dit, parce que la vision de ses fondateurs a dépassé les considérations purement matérielles ; parce qu'elle a eu comme objectif supérieur de surmonter les frontières politiques aussi bien qu'économiques, pour construire une Europe unifiée.

Parmi les personnalités invitées à assister à son allocution figuraient les ambassadeurs des quatre puissances garantes du statut de Berlin, y compris donc l'ambassadeur soviétique à Berlin-Est. Par cette présence, l'URSS a une nouvelle fois souligné l'importance qu'elle attache à sa coopération avec les trois puissances occidentales pour éviter que le processus de réformes en Allemagne de l'Est et la question allemande n'échappent à tout contrôle.

HENRI DE BRESSON

*Le 13 novembre 1989
les chiffres ont pris la parole.*

Palmarès



LES ECUS OR

DE L'IMAGE FINANCIÈRE INTERNATIONALE

Le 13 novembre 1989, dans les salons du CFCE

Hélène AHRWEILER,
Erik BELFRAGE, E.S. BROWNING,
Paul FABRA, André FONTAINE,
René KERREMANS, Ralph ODENDALL,
René RICOL, Régis ROUSSELLE
membres du jury des ECUS OR, présidé par
Jacques de FOUCHIER, ont,
parmi les entreprises pré-sélectionnées:

BSN

CGE

Crédit National

PSA

Rhône Poulenc

Saint-Gobain

Société Générale

décerné en collaboration avec le CFCE, le MOCI
et FRANCE INFO:

le Grand Prix ECUS OR de l'Image Financière Internationale à:

Saint-Gobain

le Prix ECUS OR de l'Image Financière Internationale à:

BSN et PSA

CFCE



LE MOCI

*Le 15 décembre 1989
dans la rubrique Monde Affaires
dossier épargne-placements.*

Principaux thèmes :

La révolution tranquille des SICAV françaises.

La dangereuse euphorie des SCPI en 1989.

Le bilan des SICAV à court terme. PEP.

Les instants
les plus exotiques
ne sont pas
les plus chers

LA REUNION
3 900 F

MARRAKECH 1 160 F
TUNIS 1 200 F
TENERIFE 1 320 F
DAKAR 2 150 F
ANTILLES** 2 750 F
SAN FRANCISCO 3 000 F
CAYENNE 3 480 F
NAIROBI 3 690 F
PAPEETE 6 500 F
NOUMEA 7 800 F

VOLS ALLER-RETOUR AU DÉPART DE PARIS. PRIX À PARTIR DE
* AU DÉPART DE PARIS ET MARSEILLE.
** AU DÉPART DE PARIS, NANTES ET TOULOUSE.

NOUVELLES
FRONTIÈRES

5 AV. DE L'OPERA 42 73 10 64 - 42 60 36 37
36 15 NF

EUROPE 93



Session parlementaire à Strasbourg

Les députés veulent être associés à l'élaboration de l'union économique et monétaire

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, et M^{me} Edith Cresson, ministre des affaires européennes, ont dressé, mardi 12 décembre, devant les parlementaires européens réunis en session à Strasbourg, le bilan de la présidence française de la Communauté et celui du sommet européen des 8 et 9 décembre. Les députés ont jugé ce bilan positif, mais ils ont aussi exprimé leur souci d'être étroitement associés aux prochaines phases de la construction européenne.

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

Un sommet « historique », une présidence française « exceptionnelle », l'engagement d'un processus « irréversible ». A l'heure du bilan, mardi 12 septembre, trois jours après le conseil européen de Strasbourg, Parlement, Commission et conseil européens se disputaient les qualificatifs élogieux et les commentaires optimistes. « L'Histoire inscrira un jour que la construction européenne a reçu un grand élan à Strasbourg », concluait M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères. Comment allons-nous être associés à

ce grand élan ? lui répondirent en substance et en chœur les parlementaires.

Le traité de Rome va être révisé en vue de l'union économique et monétaire ; les députés européens ne veulent pas être exclus du processus. Ils réclament à la fois la possibilité de participer aux travaux de la conférence intergouvernementale et un accroissement de leurs pouvoirs au terme de ces travaux. « Nous ne voulons pas d'une conférence qui aurait été préparée dans les chancelleries », lance un socialiste italien, M. Vincenzo Mattina.

Le 23 novembre dernier, le Parlement européen avait adopté à une large majorité une résolution dans laquelle il se proposait, notamment, d'organiser début 1990 une pré-conférence tripartite réunissant le Parlement, la Commission et le conseil européen. Cette « conférence interinstitutionnelle préparatoire » aurait pour objectif de faire des propositions concrètes sur la réforme du traité.

Lors du conseil européen, le chancelier ouest-allemand, M. Kohl, avait laissé entendre qu'il faisait siennes les préoccupations des parlementaires européens. Mais, pour l'instant, le conseil (les douze gouvernements) n'a pas adopté de position commune. Dans sa déclaration finale, le conseil européen des 8 et 9 décembre soulignait « la

nécessité de veiller au bon respect du contrôle démocratique de chacun des Etats membres », et demandait que l'union économique et monétaire « respecte cette exigence démocratique », dans la perspective de la prochaine législature du Parlement européen qui commencera en 1994.

Ces précautions de langage sont révélatrices. Pour l'instant, aucune procédure n'a été arrêtée quant à la manière d'associer les élus aux travaux de la conférence intergouvernementale. Mais les gouvernements ont pris conscience de l'ampleur que prend le débat sur le déficit démocratique de la Communauté : ils ont choisi de ne pas ignorer les élus.

Faut-il, pour parvenir à l'union européenne, tenir une ou deux conférences intergouvernementales, c'est-à-dire dissocier les aspects techniques soulevés par l'union économique et monétaire des aspects institutionnels ? M. Mitterrand s'est déjà prononcé en faveur de l'organisation de deux conférences distinctes. Mardi matin, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, est allé dans le même sens en précisant que ces deux conférences pourraient être simultanées ou se succéder à un ou deux ans d'intervalle. M. Giscard d'Estaing, président du groupe libéral, a proposé que ces conférences aient lieu « en continu ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

AFRIQUE

LIBYE

Les bouderies du colonel Kadhafi

C'est devenu une habitude, une sorte de routine : avant chaque conférence où il est susceptible de paraître, le colonel Mouammar Kadhafi se fait désirer, mobilisant la diplomatie arabe, toute à la dure et ingrate tâche de le supplier de ne pas bouter. La conférence euro-arabe de Paris, prévue pour les 21 et 22 décembre à l'initiative de M. François Mitterrand, ne saurait échapper à la « règle » : de l'avis général, le doute sur la participation de la Libye devrait subsister jusqu'au jour même de l'ouverture de cette conférence.

Après une succession d'attaques contre le projet français, assorties de menaces contre les pays arabes qui oseraient se faire représenter au Centre international des conférences de l'avenue Kléber, le colonel Kadhafi a dignement renoncé — provisoirement ? — aux arguments du président Hosni Moubarak.

A l'occasion d'une visite de ce dernier à Tripoli, mardi 12 décembre, il a laissé entendre par le ministre égyptien de l'information, M. Safwat el Chérif, la participation libyenne à la conférence euro-arabe. La violence des critiques du « guide de la révolution » à l'encontre de Paris, qui sont allées crescendo au cours des dernières semaines — il est allé jusqu'à dénoncer une « campagne d'oppression menée en France contre les musulmans » — contribue, toutefois, à entretenir le doute sur la décision finale du colonel.

Y. H.

□ SOUDAN : un médecin prisonnier condamné à mort. — Un des dirigeants « prisonniers » de la grève des médecins qui a duré une semaine et a pris fin dimanche dernier, le docteur Mamoun Hussein, a été condamné à mort, et un autre, le docteur Sayed Abdallah, à quinze ans de prison ferme. Le président de la Cour martiale a reconnu aux deux condamnés le droit d'interjeter appel. Selon les milieux exilés de Londres, cependant, le docteur Mamoun Hussein aurait été torturé et serait mort.

La libre circulation des personnes

La Belgique et les Pays-Bas rechignent à signer la nouvelle convention de Schengen

AMSTERDAM

de notre correspondant

Les gouvernements belge et néerlandais n'avaient encore pris aucune décision mardi 12 décembre quant à la signature ou non de la convention complémentaire de Schengen, en principe prévue pour vendredi.

L'annonce, par le Grand-Duché de Luxembourg, de son refus définitif de l'article prévoyant une coopération internationale accrue entre les administrations chargées de la répression de la fraude fiscale est prise très au sérieux par Bruxelles et La Haye, qui semblent y trouver une nouvelle raison de tergiverser. Les deux pays donnent l'impression de chercher un prétexte pour faire passer à l'arrière-plan les sérieuses réticences de leur majorité gouvernementale respective.

« La position du Luxembourg crée une situation nouvelle », a notamment déclaré le ministre belge de l'Intérieur, M. Louis Tobback, opposé à la signature de la convention, quelques heures après que le comité des relations extérieures se fut achevé sur un constat de désaccord au sein de la coalition dirigée par M. Martens, le Parti socialiste flamand et la Volksunie demandant que des lois relatives à la protection de la vie privée et au contrôle juridictionnel des activités de la police soient votées préalablement à l'entrée en vigueur de la convention de Schengen. Le cabinet belge doit arrêter sa position jeudi.

La décision de La Haye sera également de dernière minute. « Elle dépend du résultat des négociations que nous avons engagées afin d'apporter un certain nombre de modifications au texte », a indiqué M. Piet Dankert, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, après s'être entretenu avec les commissions parlementaires de la justice et des affaires européennes. Au cours de cette réunion, les porte-parole des partis chrétien-démocrate et socialiste, membres de la coalition gouvernementale, ont fait savoir que leur formation refuserait de ratifier la convention telle qu'elle est actuellement rédigée.

Les critiques du Parlement, mécontents du secret qui a entouré les discussions intergouvernementales depuis 1986, portent essentiellement sur l'absence d'une harmonisation des politiques nationales à l'égard des demandeurs d'asile et sur le risque d'une utilisation arbitraire des données policières et judiciaires du système informatisé d'échange d'informations (SIS) prévu par la convention.

Le gouvernement néerlandais, pour sa part, souhaite le maintien de l'article rejeté par le Luxembourg sur la lutte contre la fraude fiscale et voudrait que la République fédérale d'Allemagne s'engage à un renforcement du contrôle de sa frontière avec la RDA, par laquelle pourraient passer les réfugiés du tiers-monde atterrissant à Berlin-Est.

CHRISTIAN CHARTIER

ERNST WEISSFELD

Quelle Allemagne pour la France ?

«... A lire pour mieux comprendre l'Allemagne telle qu'elle est, et non telle que l'on se l'imagina. »

Dominique Audibert
LE POINT

1989
248 pages
99 F

ARMAND COLIN



JAN 160 1350

Un débat à l'Assemblée nationale sur la construction européenne et l'évolution des pays de l'Est

L'opposition manifeste ses divisions

Le gouvernement a fait, mardi 12 décembre, à l'Assemblée nationale, une déclaration sur les perspectives de la Communauté européenne après le conseil européen de Strasbourg. Le débat s'est déroulé en présence de M. Roland

Dumas, ministre des affaires étrangères, de M^{me} Edith Cresson, ministre des affaires européennes, et de M. Jacques Poilthier, ministre de la coopération. Le gouvernement n'a pas subi, comme il l'avait fait au Sénat il y a quel-

ques semaines, faire suivre cette déclaration d'un vote. De nombreux députés ont assisté à ce débat : MM. Jacques Chirac, Jacques Chaban-Delmas, Alain Juppé, Michel Noir, Bernard Pons, pour le RPR, étaient notamment présents,

comme MM. François Léotard, Michel d'Ornano, Alain Madelin pour l'UDF, Pierre Méhaignerie ou Bernard Bosson pour l'UDC. En revanche, aucun « éléphant » du groupe socialiste ne s'est déplacé.

Souvent accusés de ne se soucier que de questions de politique intérieure, voire de sujets strictement politiques, les députés manifestent, depuis plusieurs mois, leur intérêt pour les questions internationales, tout particulièrement, et pour les évolutions accélérées à l'Est. Débats au sein des groupes, voyages et missions sur place, consultations données en Pologne par des présidents français de commissions parlementaires, voyage à Moscou de M^{me} Rita Süssmuth, présidente du Bundestag, et de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, l'activité diplomatique et internationale du Parlement français est donc plus intense qu'il n'y paraît.

Toutefois plusieurs députés se sont exprimés mardi pour regretter vivement d'être si peu consultés, informés et écoutés par le gouvernement et la présidence de la République, en cette période d'activité européenne soutenue. Le Parlement européen apparaît à certains plus proche que l'Assemblée nationale de la réalité du moment. Le choix récent de l'ancien chef de l'Etat, M. Valéry Giscard d'Estaing, d'abandonner le Palais-Bourbon pour le Parlement de Strasbourg est perçu aujourd'hui par des élus nationaux hier sceptiques quant à cette décision comme une option judicieuse.

Le débat de mardi était donc très attendu. Le bilan du sommet européen de Strasbourg, sur le fond de question allemande, en a constitué l'essentiel. Ce bilan est, pour M. Dumas, très positif pour le ministre Bernard Bosson, globalement positif pour le RPR Jacques Chirac, complètement décevant pour le communiste Alain Bocquet, carrément négatif.

La présidence française a bien mérité de l'Europe, ceux qui ont agi en votre nom éprouvent la douce satisfaction de devoir accomplir et de part tenus, a déclaré le ministre des affaires étrangères. Ni M. Chirac ni M. Léotard ont partagé cette satisfaction. Ils ont refusé de se

laisser aller à la « douce euphorie ambieuse ».

M. Dumas a estimé que Strasbourg marquera une étape « importante, décisive pour la construction européenne ». Il a jugé que le scepticisme de certains, à propos de la future union économique et monétaire, était sans fondement et que le conseil européen avait engagé dans ce sens, un « processus irréversible ». Il a insisté sur le fait que la conférence intergouvernementale, qui se tiendra avant la fin de 1990, sous présidence italienne, aura à se prononcer sur les pouvoirs transférés de souveraineté, mais également sur des modifications institutionnelles « qui impliqueront, à terme, l'union économique et monétaire ».

A propos de la « charte sociale » (signée par onze des douze parlements nationaux), le ministre rappelle qu'il s'agit d'une première étape « essentielle » aux yeux de la France — avec deux objectifs : affirmer la primauté d'un modèle social européen ; montrer que la réalisation du marché intérieur n'entraîne pas une quelconque érosion des droits des travailleurs, par le jeu de la libre concurrence incontrôlée.

Face aux évolutions à l'Est, le ministre a insisté sur ce qu'il a appelé « le binôme indissociable » : le renforcement communautaire et l'ouverture sur l'extérieur. Quant à la question allemande, elle doit être abordée dans l'esprit défini par le chef de l'Etat, dimanche, sur Antenne 2 : droit à l'autodétermination des Allemands — c'est la voie démocratique —, a-t-il souligné. « Il est naturel et légitime que les Allemands cherchent à progresser dans la voie de l'unification », a affirmé, quant à lui, M. Jacques Chirac.

L'opposition a défendu, au cours du débat, des positions sensiblement différentes. Cartes, M. Bosson (UDC) s'est montré critique sur certains points, comme M. Jacques Chirac, dont il fut le ministre des Affaires européennes de 1986 à 1988. Mais son bilan de la présidence française depuis six mois fut à l'opposé de celui tracé par le président du RPR. L'intergroupe UDF-UDC-RPR, qui s'est réuni mardi après-midi, s'était déjà fait l'écho de ces divergences, qui traversent tous les partis de l'opposition. C'est ainsi que M. Alain Juppé a estimé, au cours de cette réunion de l'intergroupe, qu'il fallait revenir à une coopération politique entre Etats et a renvoyé à leurs chères études ceux qui songent encore à une Europe intégrée sur le plan politique.

En revanche, soutenu par M. Jacques Chaban-Delmas et par M. Michel d'Ornano, le président de l'UDC, M. Pierre Méhaignerie, avait insisté sur le fait qu'il n'y aurait pas d'union monétaire et économique sans transferts de souveraineté (ce qui fait hurler M. Pierre Mazeaud, RPR), et qu'il

fallait les accepter pour faire avancer l'Europe, tout en veillant à ce qu'il y ait un contrôle politique et parlementaire des décisions prises par la Commission.

M. Chirac : « La France perd son temps »

A la tribune, M. Jacques Chirac a reproché au gouvernement d'être immobilisme. « A force de donner du temps au temps, la France perd son temps », M. Bernard Bosson n'était pas loin de penser la même chose, en expliquant que la politique gouvernementale au niveau national ne préparait pas suffisamment la France à l'Europe. Mais le député communiste a introduit un distinguo — « artificiel », selon M. Dumas — entre la politique européenne du gouvernement, « intra-muros », en quelque sorte, et la politique européenne extérieure. « Les Européens conviennent que nous sommes tous heureux de constater que la France, si faiblesse au plan national, a su être à la hauteur de ses partenaires et de la Commission sur le plan européen », a affirmé M. Bosson. Un coup de chapeau à M. Mitterrand, qui a fait dresser les cheveux de tous les RPR.

L'Europe sociale ? Pour M. Chirac, la charte sociale issue du congrès de Strasbourg changera « strictement l'ordre de la situation des travailleurs français ». M. Bosson, lui, s'est félicité de l'accord sur cette charte minimum et s'est étonné « des critiques d'insuffisance » formulées par certains. Frissons sur les bancs RPR.

L'union économique et monétaire ? « Aucune convergence n'a été réalisée à Strasbourg », expliqua M. Chirac. « Nous n'avons aucune certitude sur son fonctionnement. Echauffé, j'ajoute, nous ne devons pas nous laisser aller à une Allemagne plus forte (et notamment plus forte de son unité retrouvée), mais en disant également qu'il y a une Europe plus forte ».

M. Vauzelle (PS) contre les « technocrates » de Bruxelles

Le président de la commission des affaires étrangères, M. Michel Vauzelle, a estimé que la Communauté européenne avait vocation à être une union démocratique, comme le rappelle le préambule de l'Acte unique. « Pourtant elle souffre depuis sa création d'un déficit démocratique. En effet, le processus de décision demeure technocratique, bien qu'il procède du suffrage universel. Le Parlement européen n'a pas les attributions qu'on reconnaît en général à un Parlement. Quant aux Parlements nationaux, ils n'ont pas, dans la plupart des Etats mem-

bre, les moyens de contrôler efficacement la politique européenne. Cette situation dure depuis la signature du traité de Rome. Elle était inacceptable. Elle devient aujourd'hui inadmissible. La mise en œuvre de l'Acte unique affecte en effet des pans entiers de nos législations nationales. Et si l'objectif des Douze est bien l'union européenne, celle-ci aura nécessairement un contenu politique. Les décisions prises à Strasbourg ancreront un processus en ce sens. Il importe, dans ces conditions, de donner une véritable base parlementaire à la démocratie européenne », a affirmé M. Vauzelle, en exprimant un point de vue que partageait nombre de députés, quelle que soit leur étiquette.

Pour le groupe communiste, M. Alain Bocquet (PCF Nord) a prononcé un discours à tonalité anti-allemande. « En franchissant une étape de plus dans la soumission aux exigences de l'Allemagne fédérale avec ce marché de dupes relatif à la volonté de réunification allemande imposé par M. Kohl et l'Union économique monétaire, François Mitterrand a consacré le rôle de leader de la RFA, qui domine l'Europe économique et militairement. C'est grave, c'est dangereux. » Le député communiste a de nouveau dénoncé « le refus de désarmer » de la France, et a accusé M. Mitterrand, « ressassant son projet de défense européenne », de lier la France « à une Allemagne dominatrice ».

Enfin, répondant au député socialiste André Bellon (Alpes-de-Haute-Provence), qui s'inquiétait de la façon dont la charte sociale serait mise en place, M. Dumas a précisé que pas moins de quarante-cinq mesures concrètes (directives, décisions, recommandations, règlements, etc.) seront prises prochainement dans des domaines comme l'aménagement du temps de travail, le rapprochement des législations sur les licenciements collectifs, l'insertion des travailleurs migrants, la condition de vie des travailleurs frontaliers, etc.

M. Dumas affirme le caractère « définitif » de la frontière occidentale de la Pologne

M. Roland Dumas a notamment déclaré, mardi 12 décembre, à l'Assemblée nationale :

« Pour la première fois depuis la fin de la guerre, [il] droit à l'autodétermination du peuple allemand peut cesser d'être théorique et devenir réel pour autant que la marche vers la liberté, la paix et la solidarité ne soit pas contrariée. Nul ne doit ni ne peut mettre en doute, sur ce point, la position de la France.

« On peut comprendre l'insistance et l'ardeur de ceux qui vivent depuis près de cinquante ans avec l'espoir de se retrouver. Mais brûler les étapes reviendrait à faire prendre à l'Europe des risques inconsidérés. L'acte formel d'autodétermination doit être reconnu par tous comme une étape réelle possible à un moment donné par les progrès réalisés en Europe et susceptible de comporter des solutions évolutives en harmonie avec le

devenir de la coopération entre tous les pays européens.

« Rien ne serait plus dangereux que d'écarter aujourd'hui certaines réalités : l'existence de deux Etats allemands, reconnus internationalement et appartenant à des alliances différentes ; l'existence d'accords internationaux ; les principes strictement acceptés par tous à Helsinki (notamment le respect de l'intégrité territoriale des Etats et des frontières existantes). Pour la France, il y a plus : il faut que soit affirmé sans réserve le caractère définitif de la frontière occidentale de la Pologne.

« Tout cela doit être pris en compte, de même qu'il nous revient de reconnaître la nature particulière des rapports entre les deux Etats allemands. Nous souhaitons que ces rapports se développent au nom d'une solidarité à laquelle la Communauté dans son ensemble contribuera. »



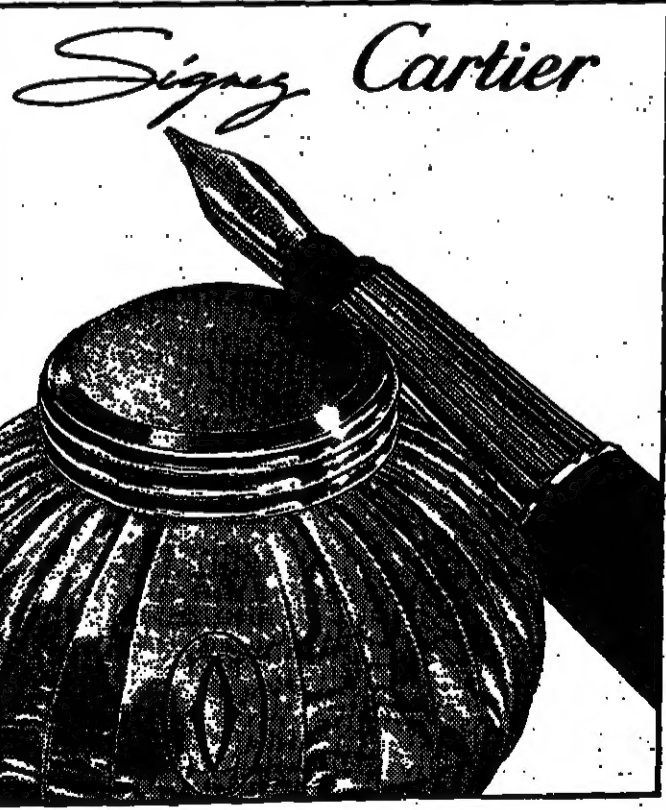
CAPEL
se met en quatre
pour les
doublemètres

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Strasbourg Paris 19
• 28, boulevard Malesherbes Paris 18
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

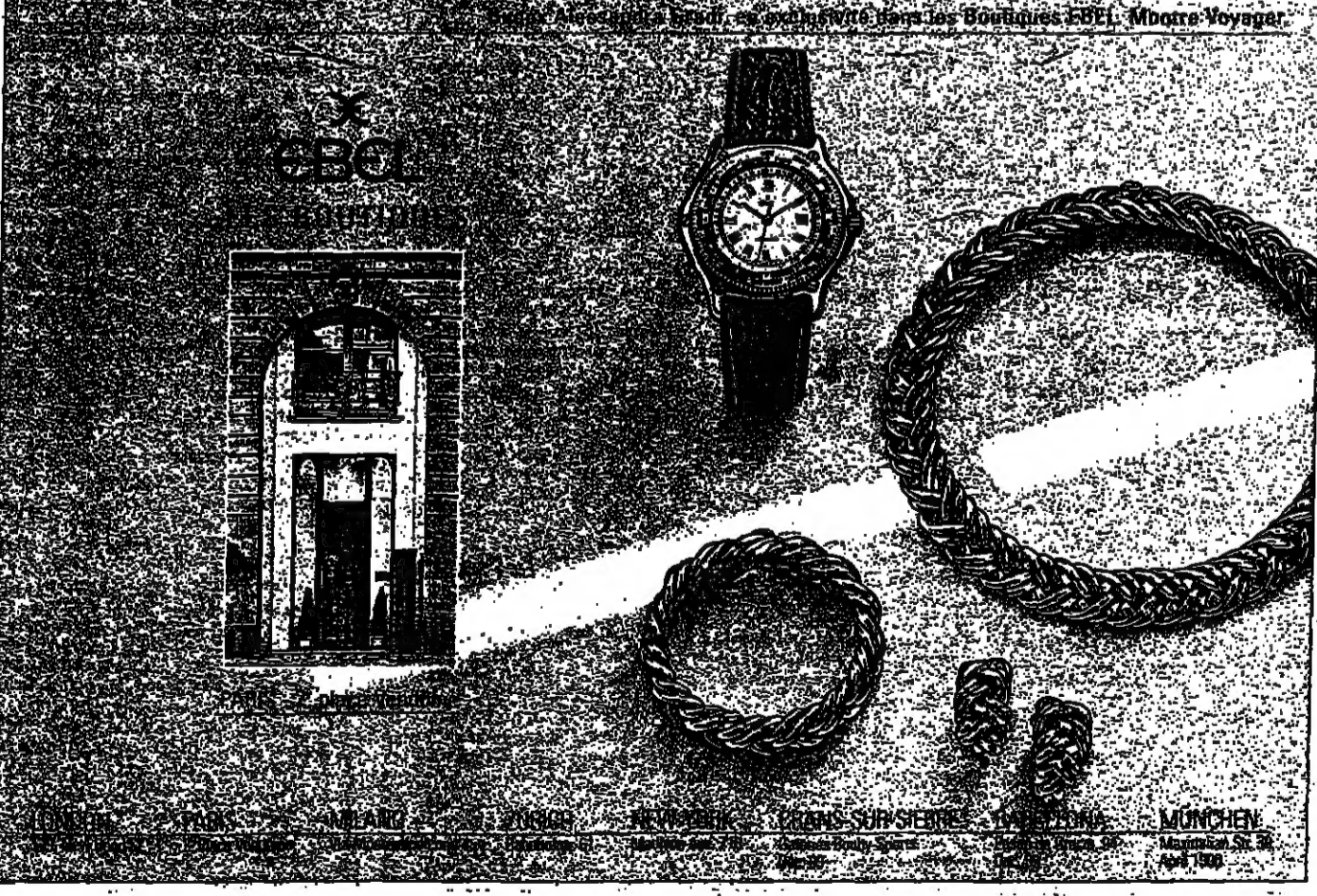


CAPEL habille
en long
comme en large

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Strasbourg Paris 19
• 28, boulevard Malesherbes Paris 18
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg



Signez Cartier



PARIS : 74, boulevard de Strasbourg, 19 - 28, boulevard Malesherbes, 18 - Centre Com. Maine-Montparnasse, 15 - 13, rue de la République, 69001 Lyon - 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

POLITIQUE

Le rejet d'une proposition sur le référendum d'initiative populaire

L'échec de M. Pasqua

Les sénateurs ont examiné, mardi, deux projets de loi. Au premier, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, la majorité sénatoriale a opposé la question préalable, par 224 voix contre 92 (66 PS, 16 PC et 9 RDE-MRG et 1 centriste, M. Louis Jung). La

« Il » est de retour. On avait eu, certes, l'occasion de le voir flâner par instants dans l'hémicycle à l'occasion de la fin de la discussion budgétaire, mais M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, n'a vraiment fait sa rentrée qu'au cours de la séance du mardi 12 décembre. Absent du Palais du Luxembourg, après la rédaction du président Alain Fohrer, pendant la majeure partie de la session, il s'est rappelé au bon souvenir de ses collègues au début de l'après-midi, une motion demandant la discussion immédiate d'une proposition de loi instituant un référendum d'initiative populaire.

Ce faisant, M. Pasqua créait un petit précédent. Non pas que cette procédure, prévue à l'article 30 du règlement du Sénat, soit inédite. Elle a été déjà utilisée, en effet, à sept reprises depuis 1959. Mais pour la première fois une discussion immédiate était demandée sans accord préalable de la commission concernée (en l'occurrence celle des lois) et avec l'avis défavorable du gouvernement (1).

Selon le règlement, la discussion ouverte en fin de séance n'a pas à porter que sur la forme. En fait il s'en fut guère question dans le *manu a mano* qui mit aux prises l'ancien ministre de l'Intérieur et M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS Territoire de Belfort) qui s'exprimait contre la motion. L'un et l'autre, très en verve, amusèrent leurs auditeurs respectifs pendant un bon moment grâce au jeu des citations.

Pour appuyer sa thèse (« les abstentionnistes croissants et renouvelés (...) prouvent qu'il existe un décalage entre l'opinion publique et la classe politique (...) il importe que nos concitoyens puissent s'exprimer directement et de leur propre initiative sur les grands problèmes du temps »), M. Pasqua rappela les déclarations favorables

même majorité a ensuite adopté, après l'avis de sa substance, le projet de loi portant amnistie des infractions commises en Nouvelle-Calédonie. L'événement de la séance a cependant été l'examen et le rejet d'une motion présentée par M. Pasqua (RPR Hauts-de-Seine) tendant à

au référendum d'initiative populaire d'une kyrielle de responsables politiques : M. Antoine Wacziarg, M. Simone Vell, M. Jacques Chirac, M. Pierre Méhaignerie, et pour faire bon poids, MM. Laurent Fabius et Valéry Giscard d'Estaing. Avec gourmandise, pour embarrasser les sénateurs socialistes, M. Pasqua fit même référence à un courrier personnel du président de la République, daté du mois de juin dernier, en réponse à une lettre qu'il lui avait adressée en mars, dans lequel M. François Mitterrand estimait « qu'il serait bon de réfléchir aux modalités du référendum d'initiative populaire ».

Mais à citation et demi. M. Dreyfus-Schmidt, pour desservir l'étréme de M. Pasqua, répondit à ce florilège en évoquant MM. André Rossinat, Bruno Durieux, François Léotard et « last but not least », entraînant une terrible « bronca » autour de M. Maurice Schumann (RPR Nord), de l'Académie, M. Josselin de Rohan (RPR Morbihan), soi-même, présent dans l'hémicycle, qui tous soulignaient « l'utilisation abusive ou dangereuse de ce genre de référence » surtout à propos de l'immigration.

Commentant, mardi 12 décembre, sur RTL, l'intervention télévisée de M. François Mitterrand, M. Raymond Barre a constaté « une nette évolution de la pensée du pouvoir socialiste » sur la politique d'immigration.

« Il semblerait, a relevé l'ancien premier ministre, qu'il faille un certain temps de réaction pour que les problèmes soient perçus et pour que les positions soient prises (...) ». Ce qui est grave, c'est que depuis plusieurs années, les Français ont le sentiment qu'il n'y a pas de politique à l'égard de l'immigration. M. Barre s'est prononcé pour « une véritable politi-

que d'insertion ». « Ce qui m'a frappé dans l'intervention du président de la République, a-t-il ajouté, c'est non seulement le changement de pied, mais également la grande incertitude, la grande confusion sur les moyens à mettre en œuvre en ce qui concerne la politique d'insertion et d'intégration. Ce n'est pas par hasard, huit mesures qu'on va régler ces problèmes, c'est en répondant à trois questions : premièrement, que fait-on pour les jeunes immigrés à l'école et pour leur formation ? Que fait-on pour les immigrés qui n'ont pas de qualification profes-

sionnelle et qui de ce fait sont utilisés pour le travail clandestin ? Enfin, que fait-on pour le logement des immigrés ? ».

M. Barre a encore expliqué qu'aujourd'hui le problème n'était pas celui du vote des immigrés, et qu'il voulait se dispenser sur le sujet de « toute politique politique ». « Ce dont nous manquons, a-t-il conclu, ce sont le pays en train de partir, c'est qu'au moment où de graves problèmes se posent pour la France comme pour l'Europe, nous sommes une destination pour des problèmes de cinquième ordre, pour des problèmes de courants ici ou là. »

De fait, la majorité sénatoriale se fracturait une nouvelle fois au moment du vote. La motion n'était

définie que par les sénateurs RPR complètement isolés, soutenus seulement par trois sénateurs RDE. Les républicains et indépendants, ainsi que huit RDE et trois centristes s'abstenirent. Une majorité de sénateurs centristes et de l'ensemble des socialistes et des communistes repoussèrent l'offensive de M. Pasqua. Ce dernier, dans les coulisses, se montrait en apparence fort peu affecté par ce nouvel accord dans les relations entre les formations de la majorité sénatoriale. « Sur cette question, l'ambiguïté est levée », faisait-il remarquer. Une conférence de presse organisée au pied levé, mercredi matin, devant d'ailleurs lui donner l'occasion de « tirer les leçons » de la séance de la veille.

(1) Le règlement précise que lorsque une discussion immédiate est demandée sans l'accord préalable de la commission compétente, celle-ci demande s'il est communiqué au Sénat que si elle est signée par trente membres, dont la présence doit être constatée par appel nominal. Il n'est statué qu'après la fin de l'examen des projets de propositions inscrits en priorité à l'ordre du jour.

Les propos de M. Mitterrand n'ont pas convaincu M. Barre

Commentant, mardi 12 décembre, sur RTL, l'intervention télévisée de M. François Mitterrand, M. Raymond Barre a constaté « une nette évolution de la pensée du pouvoir socialiste » sur la politique d'immigration.

« Il semblerait, a relevé l'ancien premier ministre, qu'il faille un certain temps de réaction pour que les problèmes soient perçus et pour que les positions soient prises (...) ». Ce qui est grave, c'est que depuis plusieurs années, les Français ont le sentiment qu'il n'y a pas de politique à l'égard de l'immigration. M. Barre s'est prononcé pour « une véritable politi-

que d'insertion ». « Ce qui m'a frappé dans l'intervention du président de la République, a-t-il ajouté, c'est non seulement le changement de pied, mais également la grande incertitude, la grande confusion sur les moyens à mettre en œuvre en ce qui concerne la politique d'insertion et d'intégration. Ce n'est pas par hasard, huit mesures qu'on va régler ces problèmes, c'est en répondant à trois questions : premièrement, que fait-on pour les jeunes immigrés à l'école et pour leur formation ? Que fait-on pour les immigrés qui n'ont pas de qualification profes-

sionnelle et qui de ce fait sont utilisés pour le travail clandestin ? Enfin, que fait-on pour le logement des immigrés ? ».

M. Barre a encore expliqué qu'aujourd'hui le problème n'était pas celui du vote des immigrés, et qu'il voulait se dispenser sur le sujet de « toute politique politique ». « Ce dont nous manquons, a-t-il conclu, ce sont le pays en train de partir, c'est qu'au moment où de graves problèmes se posent pour la France comme pour l'Europe, nous sommes une destination pour des problèmes de cinquième ordre, pour des problèmes de courants ici ou là. »

De fait, la majorité sénatoriale se fracturait une nouvelle fois au moment du vote. La motion n'était

Le Sénat refuse l'amnistie totale en Nouvelle-Calédonie

Si M. Dick Ukeiwé avait été là...

Le Sénat a repoussé, mardi soir 12 décembre, le projet de loi visant à amnistier totalement les infractions survenues en Nouvelle-Calédonie avant le 20 août 1988, date de la signature des accords de la loi Oudinot qui ont parachevé les accords de Matignon. Par 214 voix contre 96, la majorité sénatoriale a adopté un amendement déposé par le rapporteur de la commission des lois, M. Etienne Dailly (Seine-et-Marne, Gauche démocratique), afin de supprimer l'article premier du texte adopté en première lecture par

l'Assemblée nationale (le Monde du 30 novembre) et de voter ainsi — provisoirement — le projet gouvernemental de son contenu. Cette suppression a été approuvée par tous les sénateurs RPR — à l'exception du sénateur de Nouvelle-Calédonie, M. Dick Ukeiwé, qui n'a pas pris part au vote, — par les centristes — à l'exception de MM. André Bohl (Moselle), Louis Jung (Bas-Rhin), Daniel Millaud (Polynésie française), Louis Virapoulle (la Réunion), qui ont voté contre l'amendement de M. Roger Lise (Martinique),

qui s'est abstenu, et de MM. André Diligent (Nord) et Claude Mont (Loire), qui n'ont pas pris part au vote, — par le groupe UDF — à l'exception de M. Jean-Marie Girault (Calvados), qui s'est abstenu, et de M. Jacques Larché (Seine-et-Marne), qui n'a pas pris part au vote — et par la moitié des membres du groupe du Rassemblement démocratique et européen. Tous les socialistes et tous les communistes ont soutenu la position du gouvernement en votant contre cet amendement de suppression.

comprendre, avec l'air de celui qui en sait plus qu'il ne dit, qu'il n'y avait « conseil » à M. Ukeiwé de « rester à Strasbourg » pour siéger au Parlement européen, M. Roger Lise, au nom du groupe RPR, a mollement contesté cette insinuation, et la majorité sénatoriale, emmenée par le rapporteur de la commission des lois, M. Etienne Dailly (Seine-et-Marne, Gauche démocratique) a donc pu, sans mauvaise conscience apparente, livrer au gouvernement, avec un succès garanti d'avance, le même combat « hexagonal » que les députés de l'opposition deux semaines auparavant à l'Assemblée nationale.

A une nuance près, toutefois : M. Dailly n'a pas repris à son compte le procès en inconstitutionnalité instruit contre le projet de loi, au nom des députés RPR, par M. Pierre Mazeaud (Haute-Savoie). Il a reconnu au gouvernement le droit de modifier par une loi ordinaire la loi référendaire du 9 novembre 1988 qui avait exclu du champ de l'amnistie en Nouvelle-Calédonie ceux qui par leur action directe et personnelle ont été les auteurs principaux du crime d'assassinat. « Il a souligné que, sur ce point, l'argumentation contraire de M. Mazeaud ne reposait, à son avis, sur aucun fondement juridique. »

Pour le reste, M. Dailly s'est posé en commandeur de la vérité et de la justice. Il a jugé, lui aussi, que le gouvernement avait pour le moins menti par omission aux Français au moment du référendum du 6 novembre 1988. Il lui a reproché

d'« entraver la recherche de la vérité sur quinze crimes d'assassinat commis sur le territoire », de « frustrer les familles des victimes auxquelles cette vérité a été promise », de donner ainsi « aux forces de l'ordre le sentiment que la République fait peu de cas de leurs vies » et de « se défaire sur le Parlement », alors que si la justice suivait son cours normal le président de la République pourrait ensuite user de son droit de grâce pour passer l'éponge sur tout ce qui s'est passé en Nouvelle-Calédonie au cours de ces dernières années. M. Jacques Habert (non inscrit), représentant les Français établis hors de France, et M. Paul Masson (Loiret), au nom du RPR, ont surenchérit avec véhémence en soutenant, eux aussi, que si les Français avaient su, tout après l'affaire d'Ouvéa, que l'amnistie allait être accordée, ils n'auraient pas voté « oui » au référendum de 1988. M. Dailly s'est réitéré, à ce que l'on dit, à ce sujet « dans les chaumières briardes... ».

La France déclare la paix...

Si M. Ukeiwé avait été là, il aurait pu opposer à cette référence franco-française la volonté de tourner définitivement la page, exprimée à la quasi-unanimité dans les cas calédoniens. Il aurait pu témoigner aussi que tous ces arguments contredisaient la soif de paix manifestée par les signataires des accords de Matignon, dont il était. Peut-être même serait-il allé, dans un accès de franchise, jusqu'à rappeler aux uns et aux autres qu'il y a

parfois quelque incongruité, pour ne pas dire quelque indécence, à se dire, aujourd'hui, en métropole, dans le plus de la justice, quand, hier, sur place, la justice était ouvertement bâfonnée sans que les mêmes ne s'en émeuvent.

Le ministre de la Justice, M. Pierre Arpaillange, invite la majorité sénatoriale à ne pas contrarier « la dynamique de pacification ». Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, souligne que le gouvernement voulait, justement, éviter « les procès, la réouverture des dossiers, la répétition des faits, leur publicité renouvelée, les blessures renouvelées, les affrontements verbaux recommencés ». — qu'impliquerait la logique de M. Dailly — pour ne pas ranimer « un passé douloureux ». M. Jean-Luc Bécarrat (PC, Pas-de-Calais) s'éleva contre « les indignations sélectives ou sectaires ». « N'oublions pas que, pour décoloniser, il faut parfois que le droit s'efface devant les exigences du terrain », affirma M. Albert Ramassamy (PS, la Réunion). « Avec l'amnistie, ajouta M. Jean-Luc Mélenchon (PS, Essonne), la France déclare la paix à la Nouvelle-Calédonie, conformément à la volonté du peuple français. Cessions de répit aux morts ! Signons une nouvelle fois, à notre tour, les accords de Matignon ! ». « C'est trop souvent qu'on passionne, ici, les débats par souci de politique intérieure », observa M. Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort). Ils ne furent pas entendus. La Nouvelle-Calédonie non plus.

ALAIN ROLLAT

Un entretien avec M. Millon

Suite de la première page

Il est nécessaire d'associer les résidents étrangers à un certain nombre de décisions en créant par exemple des conseils consultatifs pour les problèmes de la vie quotidienne. Peut-être faudrait-il les rendre obligatoires dans certaines communes à forte présence étrangère.

— Comment faut-il traiter aujourd'hui le problème de l'immigration ?

Je suis parlementaire depuis 1978. Je n'ai jamais eu l'occasion de participer à un vrai débat parlementaire sur l'immigration. Il faut l'organiser afin de permettre la mise en œuvre d'un projet national par-delà tous les clivages partisans.

— Sans attendre ce débat, quelles sont les mesures urgentes que vous préconisez ?

Il faut proposer aux immigrés un véritable contrat. La grande générosité de la France, c'est d'offrir deux chemins aux immigrés : soit l'insertion, soit l'aide au retour. Le drame serait de les placer sur une voie sans issue ; ils nous ont

apporte de mauvaises réponses ?

— M. Le Pen est le résultat d'une exaspération, de l'attitude de certains hommes politiques qui n'ont pas voulu prendre la mesure du problème de l'immigration.

— La droite n'a-t-elle pas aussi des reproches à se faire ?

— Permettez-moi une observation : je constate que, dès 1975, Valéry Giscard d'Estaing a créé un secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés et que le Front national est apparu sur le terrain électoral en 1983, deux ans après l'élection de François Mitterrand.

— Souhaitiez-vous un ministère de l'intégration ?

Non. Je suis très satisfait de voir le premier ministre prendre lui-même en charge ces dossiers, car, ne nous y trompons pas, ce sera l'un des enjeux essentiels de la politique intérieure française dans les années à venir. Le premier ministre sera jugé sur sa capacité à gérer ce problème-là. Je regrette cependant qu'il ait fallu un événement électoral — Dreux — pour que le gouvernement prenne la dimension politique de l'immigration. En réalité, les socialistes viennent de se rendre compte que leur propre électoral était en train de les désapprouver.

Donner des pouvoirs aux maires

— M. Mitterrand a réaffirmé avec force la nécessité de lutter contre l'immigration clandestine. L'approuvez-vous ?

— Je suis content que M. Mitterrand ait fait son « chemin de Damas ». Il aura mis dix ans à prendre la mesure de ce problème. La régularisation des clandestins opérée en 1981-1982 a été une catastrophe, car elle a laissé croire, par la suite, qu'ils pourraient toujours régulariser leur situation. Entre 1981 et 1986, la gauche a démolit tout un édifice qui avait été patiemment construit avec les lois Bonnet-Stolery.

— Ne faut-il pas s'en prendre aux personnes qui emploient des clandestins, comme l'a indiqué le président de la République ?

— Certes, car il n'y aurait pas d'employés clandestins s'il n'y avait pas d'employeurs clandestins. C'est d'ailleurs tout le problème du travail au noir qui s'est posé et il serait utile de s'interroger sur les causes de développement de cette économie parallèle et sur les moyens fiscaux et sociaux susceptibles d'en limiter l'expansion. Quoi qu'il en soit, il est indispensable d'effectuer des contrôles stricts aux frontières et à l'intérieur du pays si l'on veut tarir cet afflux de travailleurs clandestins. Je crois d'ailleurs que les maires ont un rôle à jouer en cette matière, car mieux que quiconque, ils connaissent la population de leur agglomération.

— La décentralisation n'est-elle pas, au contraire, une source d'injustice, avec des communes qui ferment leur porte aux immigrés, et d'autres qui en portent tout le poids ?

— Arrêtons de poser toujours le problème en termes de circonscriptions administratives. Arrêtons de reconstruire le monde. Donnons aux maires des pouvoirs significatifs pour faciliter l'intégration en matière de logement, d'éducation, de culture. Au lieu de centraliser tous les fonds entre les mains d'un organisme national tel que le FAS (Fonds d'action sociale), ne serait-il pas plus efficace de conclure avec les communes des contrats locaux d'insertion aux termes desquels la municipalité prendrait en charge le logement, l'action sociale, l'animation culturelle et, bien sûr, le soutien éducatif ?

— Ne faut-il pas considérer l'école comme le moyen d'intégration par excellence ?

— Certainement. C'est la raison pour laquelle je suis favorable à ce que, dans le cadre de l'école primaire, des cours de soutien puissent être dispensés aux jeunes immigrés qui ne profitent pas de l'environnement culturel des écoles françaises. De même, je crois qu'il faudrait s'interroger sur la rénovation de l'internat à compter de la sixième : c'est un système de scolarité qui pourrait compenser les handicaps liés à l'environnement social et familial des jeunes immigrés en milieu urbain.

— De qui vous sentez-vous le plus proche en matière d'immigration ? De Charles Pasqua ou d'Harlem Désir ?

— La politique d'immigration ne se réduit ni à des chartes, ni à des concertations. Elle ne doit pas succomber sous le poids du spectacle et des symboles. Elle doit résulter d'une volonté et d'un contrat.

Propos recueillis par DANIEL CARTON et ROBERT SOLÉ



apporté leur labeur, nous devons les aider, soit à s'intégrer, soit à se réinsérer dans leur pays d'origine. A cette fin, nous devons leur proposer un véritable contrat. Mais, reconnaissons-le, si pour préparer le retour, la France a un interlocuteur avec les pays d'origine, il n'en est pas de même pour favoriser l'intégration. C'est pourquoi je souhaite — pour ce qui concerne les immigrés musulmans — la constitution d'une fédération musulmane de France ».

— C'est bien ce que propose le ministre de l'Intérieur.

— Je l'approuve. Nous sommes un Etat laïque. Nous devons pouvoir négocier avec les religions. Il faut proposer un contrat aux immigrés en leur demandant de respecter notre culture, nos valeurs, notre droit. La France a toujours été un creuset. L'identité de la France, c'est sa capacité assimilatrice. D'ailleurs, l'une des choses qui me choque le plus est que, par ses propositions, le Front national va à l'encontre de l'identité nationale.

— Assimiler ou intégrer ?

— Ne jouons pas sur les mots. L'objectif final est de réussir l'intégration. Nous avons eu le faire avec les Italiens, les Polonais, les Espagnols, les Portugais... La France n'est pas une société multiculturelle, c'est une communauté. Cela ne l'empêche pas de respecter la culture de chacun dans la mesure où celle-ci ne va pas à l'encontre du droit français.

Un islam à la française

— L'islam est-il compatible avec le droit français ?

— Disons qu'il faut un islam à la française, un islam moderniste, un islam respectueux des Droits de l'homme et de la laïcité, un islam qui distingue le spirituel et le temporel, un islam qui admet l'égalité entre homme et femme. A cet égard, il me paraît urgent qu'une commission d'experts balaise l'arsenal juridique français pour en éliminer toutes les dispositions contraires à nos principes généraux. J'en veux pour preuve que la polygamie a bénéficié d'une tolérance de fait dans les regroupements familiaux et dans l'octroi des prestations sociales.

— Etes-vous favorable à la construction de mosquées ?

— Je suis favorable à la liberté de conscience, donc à tous les lieux de culte. Mais ceux-ci doivent remplir deux conditions : ne pas bénéficier de fonds publics et ne pas être financés par des pays étrangers qui auraient de la sorte un droit de regard sur l'exercice du culte. Enfin, il serait souhaitable que l'architecture des lieux de culte s'intègre dans l'environnement urbain.

— Dites-vous que M. Le Pen a posé de vraies questions et

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES DROITS DES TRAVAILLEURS A L'HEURE EUROPEENNE

Avec notamment des articles de : Jean AUROUX, Claude CHEYSSON, Edith CRESSON, Yves JOUFFA.

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, rue du Docteur, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (90 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

La réunion d'Krasnicki souhaite q
l'intérieur du

Les socialistes font pre
le gouvernement pour la
travail précaire

POLITIQUE

La réunion du comité central

M. Krasucki souhaite que le débat se développe à l'intérieur du Parti communiste

Le comité central du PCF a ouvert une session de trois jours, mercredi 13 décembre, à Paris, par un rapport de M. Paul Laurent sur la situation politique et sociale. La réunion qui devait se dérouler en l'absence de M. Georges Marchais, devait être aussi consacrée au projet constitutionnel du parti présenté par M. Anicet Le Pors et au rapport de M. Maxime Gremetz sur la situation internationale.

M. André Lajoinie, qui a l'oreille du secrétaire général, avait prévu, mardi 12 décembre, dans les couloirs de l'Assemblée nationale : « Je ne pense pas » que M. Georges Marchais pourra participer à la réunion du comité central, avait dit, en substance, le président du groupe communiste. « Je pense qu'il se reposera », avait-il ajouté en précisant toutefois que cela relevait de la « propre décision » de l'intéressé. M. Lajoinie avait vu juste.

L'Humanité du mercredi 13 décembre indique que le numéro 1 du PCF a quitté, mardi, l'hôpital Lariboisière à Paris après y avoir été admis dimanche matin en raison d'une arythmie cardiaque et que son médecin, le professeur Robert Slama, « lui a demandé de se reposer jusqu'à la fin de la semaine ». L'organe central du Parti communiste précise que « Georges Marchais reprendra donc normalement son activité lundi prochain ».

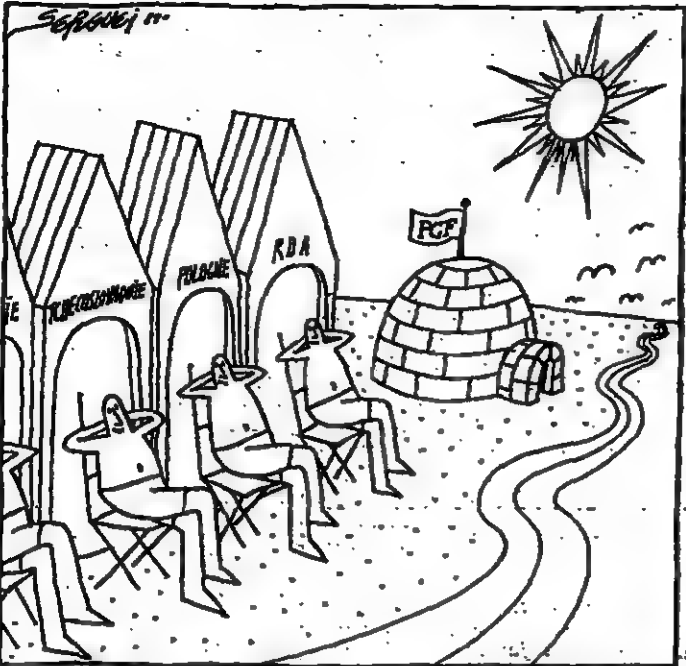
Le secrétaire général ne sera absent que physiquement de cette session, tout comme M. Charles Fiterman, convalescent à la suite d'un grave accident de voiture au retour de la Fête de l'Humanité en septembre. A l'évidence, l'ombre de ces deux personnalités du parti planera sous le dôme de la place du Colonel-Fabien.

Cette session du Comité central se déroule, en effet, dans une curieuse ambiance d'incertitude tant externe qu'interne. La chute des régimes communistes dans les pays de l'Est provoque un grand trouble dans les rangs du PCF (le Monde du 13 décembre) et la direction tente, par divers moyens, de contraindre un mécontentement larvé qui se développe depuis la dernière réunion du « CC ». M. Fiterman et Le Pors y avaient fait, par écrit pour le premier et de vive voix pour le second, des interventions critiquant impli-

citement M. Marchais. La majorité des membres du bureau politique, M. Lajoinie en tête, avaient cloué les deux hérétiques au pilori, prônant ainsi la défense de la politique du secrétaire général. Quelques-uns d'entre eux s'étaient montrés beaucoup plus circonspects.

A la raideur de M. Lajoinie — le secrétaire à l'organisation,

tion conduits par MM. Louis Vianet et Michel Warcholak qui ont un fort ascendant sur quelques « timides ». Si la CGT est encore le premier syndicat de France, elle est loin — tout comme le PCF — d'avoir le nombre d'adhérents qu'elle annonce. Le chiffre d'un demi-million circule même à la porte de Montreuil. Il n'empêche que M. Krasucki n'est pas « monté au créneau » contre M. Fiterman



M. Jean-Claude Gayssot, dauphin présumé de M. Marchais, colle à cette ligne — s'oppose le pragmatisme de dirigeants comme MM. Guy Hermer et Henri Krasucki. Ancien « patron » des intellectuels, le premier est resté très en retrait dans le débat interne au parti depuis sa disgrâce qui avait manqué lui être fatale au dernier congrès en décembre 1987.

Travail de sape

M. Hermer n'a plus grand-chose à perdre... mais à part la direction de l'hebdomadaire Révolution où il n'est pas rare de voir s'exprimer deux lignes : la sienne et celle de la rédaction en chef en prise directe avec le secrétaire général du PCF.

Le cas de M. Krasucki est plus complexe. Le secrétaire général de la CGT est en butte au travail de sape des « durs » de la confédéra-

et Le Pors devant le comité central. Mieux, il s'est fait, en quelque sorte, leur avocat devant le bureau politique.

Le « BP » s'est réuni deux fois la semaine dernière. Mardi 5 décembre, cette instance a adopté le rapport de M. Le Pors et une fois de plus M. Lajoinie s'est distingué par son intransigeance. Vendredi, le bureau politique aurait siégé pendant plus de dix heures pour examiner les rapports de MM. Laurent et Gremetz. A cette occasion, M. Krasucki, s'opposant ainsi à M. Marchais qui était présent, aurait fait comprendre qu'il ne voyait aucune raison de clore un débat dont M. Fiterman demande l'ouverture et qu'il n'était pas pressé d'attendre des réponses définitives aux questions qui sont posées. La répétition, devant le comité central, d'une telle argumentation aurait une portée qu'il est encore impossible de mesurer.

OLIVIER BIFFAUD

Un débat au PCF sur « Religions et révolutions »

Anticléricalisme et main tendue

« Chassez le naturel, il revient au galop ! » M. Francis Lazard aurait pu se faire amèrement cette remarque mardi 12 décembre à la Mutualité. La directrice de l'Institut de recherches marxistes, membre du bureau politique du PCF, souhaitait vérifier, dans le cadre des soirées de réflexion proposées par cet institut, la popularité du dialogue que conduit, bon gré mal gré, depuis de longues années le parti avec l'Église, à l'occasion d'une grande effluence, avec les croyants. Le moment était bien choisi : « panthéonisation » d'un prêtre révolutionnaire, affaire du voile laïcité, scandale des intégristes, rencontre Jean-Paul II-Gorbatchev, assassinat de six jésuites au Salvador, etc.

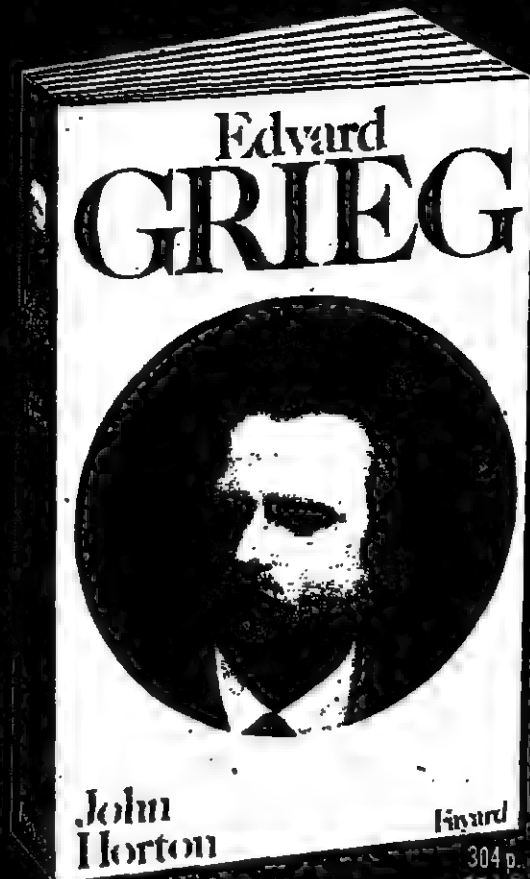
Dès les premières questions sur « Religions et révolutions », de vieux réflexes anticléricals, apparemment pas démodés au PCF, se firent jour dans l'assistance forte de trois cents personnes environ. « La contre-révolution dans l'Église, c'est pire que l'intégrisme, lance un vieux militant. Ce n'est pas un hasard si on a élu un Polonais comme pape, si on a nommé un Polonais comme archevêque de Paris, si on a donné un prix Nobel au Polonais Walesa. Il y a des failles dans nos rangs et la contre-révolution catholique se précipite dedans. » Plusieurs interventions ont dénoncé l'attitude du « haut clergé français », la remontée des intégrismes religieux de toute nature, le renforcement des « sorcelleries » en tout genre. Un jour participant à ce débat d'actualité des religions, car elles défendent toutes, dit-il, « un ordre social conservateur ».

Devant cette bordée de critiques, le Père Claude Cesbron, secrétaire général adjoint de l'épiscopat français, a dû pointer la dérive du cardinal Lustiger, « qui a tout de même le droit d'être traité de Français », et il s'est élevé contre « tout amalgame entre l'intégrisme catholique et les évêques de France ». On a même vu M. Lazard obéir, cette fois, de défendre l'archevêque de Paris, pour tenter de convaincre son auditoire que les religions ne sont pas aussi réactionnaires que le disent les médias et que les militants communistes ont toujours besoin de l'appoint des croyants dans les luttes sociales. Et inversement.

H. T.

GRIEG

une grande figure du romantisme musical



John Horton révèle ici tous les aspects de la personne riche et attachante de l'auteur de Peer Gynt et rend compte de la valeur exacte d'une œuvre encore trop méconnue en France.

La Musique
FAYARD

(Publicité)

Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ « LES ANNONCES » EN FOND DE COMMERCE que vous trouverez tous les lieux les toutes dernières offres. En vente parcou 6,20 F et 36, rue de Metz, 75011 PARIS. Tél.: (1) 48.85.36.38.

A l'Assemblée nationale

Les socialistes font pression sur le gouvernement pour la réforme du travail précaire

Le groupe socialiste ne veut pas attendre la session parlementaire du printemps prochain pour lancer la réforme du travail précaire et du travail temporaire. Cette réforme fait actuellement l'objet d'un projet de loi gouvernemental et d'une proposition de loi socialiste.

Au cours de son point de presse hebdomadaire, mardi 12 décembre, M. Louis Mermaz a déclaré que son groupe souhaitait l'inscription de ces deux textes à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée, d'ici à la fin de la session d'automne.

Répondant indirectement à M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, qui avait lancé, depuis la tribune de l'Assemblée, lundi 11 décembre, un appel à la négociation avec le CNPF « sur la base du projet de loi », afin de « préparer l'intervention du législateur », M. Mermaz a indiqué que l'Assemblée ne saurait être « le photographe d'une situation de fait ».

« Notre inquiétude », a déclaré M. Mermaz, est que pendant l'intersession il y ait des conversations entre les partenaires et que s'instaure une espèce d'équilibre moyen que le Parlement n'aurait plus qu'à entériner. Le président du groupe socialiste souhaite, au contraire, inscrire « d'abord les

évolutions dans la loi » et fixer un « cadre aux négociations ».

Au ministère chargé des relations avec le Parlement, on indiquait, mardi, qu'il ne serait pas « raisonnable » de charger la fin de session et de « faire du forcing » sur ce projet et cette proposition de loi. Le gouvernement n'entend donc pas revenir sur sa volonté de renvoyer le débat sur le travail précaire à la session de printemps, d'autant que la préparation du congrès du PS pourrait rendre difficiles les discussions sur ce sujet.

La proposition de loi du groupe va, en effet, plus loin que le projet gouvernemental dans la limitation du recours au travail temporaire et les sanctions pénales prévues en cas d'utilisation abusive de contrats à durée déterminée par les employeurs.

Les mêmes raisons ont conduit le gouvernement à renoncer à son projet de session parlementaire extraordinaire en janvier, qui avait été un moment évoqué pour examiner les textes « sociaux ». Outre l'hostilité du président de la République, seul habilité à convoquer le Parlement en session extraordinaire, on ne cachait pas, à Matignon, la crainte de voir le débat sur le travail précaire tourner à l'affrontement entre groupe socialiste et gouvernement, à deux mois du congrès de Rennes.



Les deux premières monnaies officielles des XVI^{es} Jeux Olympiques d'Albertville et de la Savoie

Ces pièces de collection, en OR ou en ARGENT, contribueront au succès des Jeux Olympiques d'hiver et au rayonnement du sport dans le monde. UNE PREMIÈRE dans l'histoire monétaire française : chaque pièce en OR porte une valeur faciale de 500 F. La valeur faciale de la pièce en ARGENT est de 100 F. Devenez le possesseur privilégié des premières monnaies officielles olympiques. Chaque pièce en OR est vendue 3 000 F, chaque pièce en ARGENT, 250 F. Les autres pièces de la série seront disponibles, 2 par 2, tous les 6 mois.



Vous pouvez vous procurer les pièces :

- à la Monnaie de Paris : Galerie de vente, 2, rue Guénégaud, PARIS 6^e;
- à l'Etablissement Monétaire, Voie Romaine, PESSAC (Gironde), dans les agences du Crédit Lyonnais;
- à La Poste, dans tous les bureaux, à la Trésorerie Générale au chef-lieu de chaque département.

Vente par correspondance : Monnaie de Paris, 11, quai de Conti, 75270 PARIS Cedex 06. Minitel : 36 14, code MODEPA.

Je désire recevoir gratuitement votre dépliant sur les 2 premières pièces olympiques en Or ou en Argent (écrire en capitales).

La MONNAIE DE PARIS, 11, quai de Conti, 75270 PARIS Cedex 06.

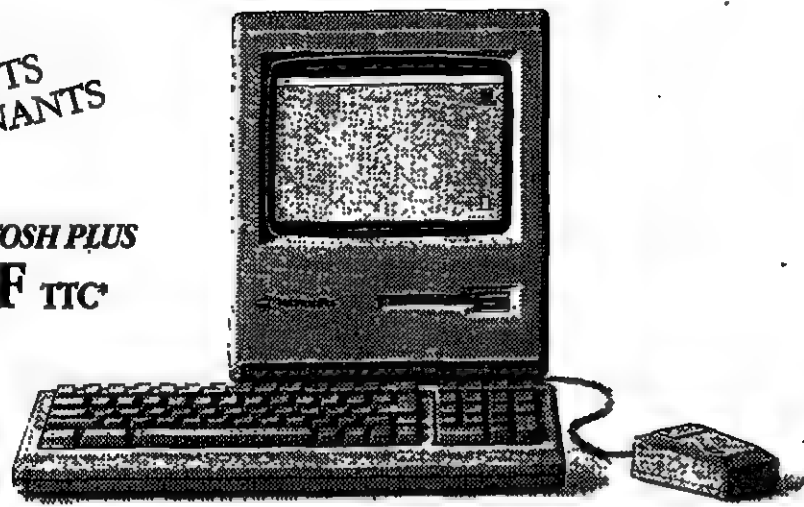
NOM _____
PRENOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____

VOICI PLEIN DE BONNES RAISONS DE NE PAS SE FAIRE RACKETTER PAR LE PERE NOEL

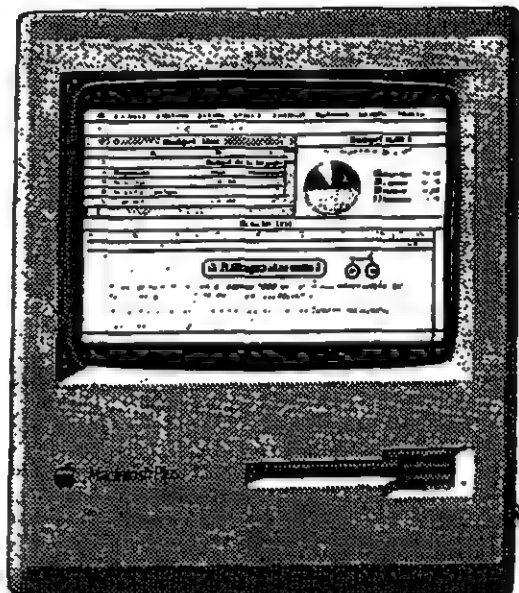
OFFRES SPECIALES

ETUDIANTS
ET ENSEIGNANTS

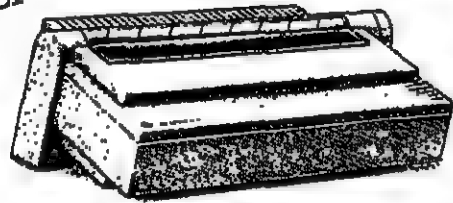
LE MACINTOSH PLUS
8990 F TTC*



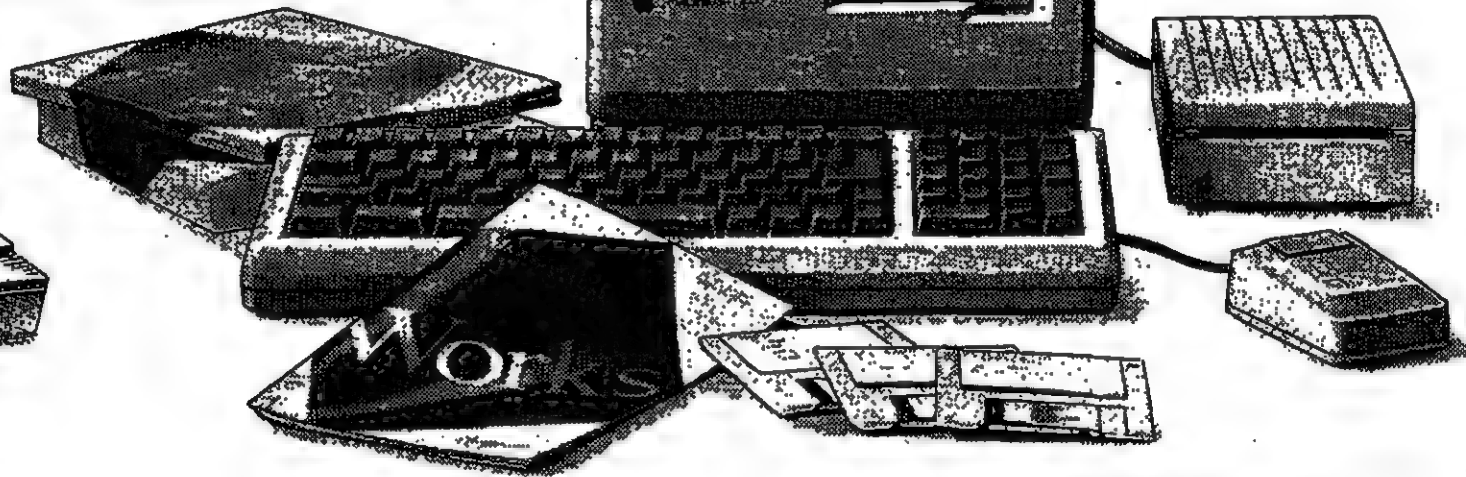
LE MACINTOSH PLUS
+
WORKS DE
MICROSOFT®
+
LECTEUR EXTERNE
DE DISQUETTES
12990 F TTC*
(10950 F HT)



ETUDIANTS
ET ENSEIGNANTS



L'IMPRIMANTE IMAGE WRITER II
4000 F TTC*



*OFFRES VALABLES JUSQU'AU 31.12.89

... Et vous en découvrirez beaucoup d'autres sur l'ensemble de la gamme Apple en nous rendant visite dès aujourd'hui, 26 rue du Renard, face à Beaubourg. En effet, International Computer a fermement décidé de rompre avec cette tradition bizarre qui veut que, chaque année au moment de Noël, les prix se mettent à grimper au ciel et au fur et à mesure que le traîneau

de papa Noël approche. Grâce à des promotions extraordinaires, IC espère vous offrir un Noël très économique, donc forcément plus joyeux que d'habitude. Car s'offrir Apple en bénéficiant de telles conditions, ça c'est vraiment Noël! Appelez-nous vite.

(1) 42 72 26 26



APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS
APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS

+ IC MARSEILLE SA 64 ET 94 AVENUE DU PRADO 13006 MARSEILLE TEL 91 37 25 03

14 La circulaire de M. Joseph sur la loi
Les révisions des programmes de la télévision

18 Le procès d'un journaliste à la télévision
L'attaque de la presse écrite et la télévision

19 à 22 Le Forum des associations
à la Grande Halle de La Villette

La réforme des chaînes de télévision publiques

« Il faut rebâtir la maison à partir de ses fondations »

nous déclare M. Philippe Guillaume, PDG d'A 2 et de FR 3

L'audiovisuel public serait-il en panne ? Chaque jour apporte son lot d'épisodes spectaculaires ou tragiques. Ici, la réforme de l'information sur A 2 cailloute ; là, Richard Vain, appelé à FR 3 par son ami Jean-Marie Cavada, directeur de l'antenne, est formellement prié par le directeur général de la chaîne, M. Dominique Alday, de quitter les lieux. D'ailleurs, les personnes s'interrogent. Incrédule, le téléspectateur ne voit aucune émission nouvelle à l'antenne.

Quatre mois après une nomination accueillie de façon fiévreuse, trois mois après la désignation de directeurs généraux considérés comme un succès tactique, le PDG d'Antenne 2 et de FR 3, M. Philippe Guillaume semble marquer le pas. Son discours et sa pratique pourtant ne dévient pas. Malgré les aléas — qui le touchent et le fragilisent sans doute plus qu'il ne le montre, — il applique obstinément sa méthode, faite de concertation et de pédagogie, pour réaliser ce qu'il considère comme sa mission première : faire des chaînes publiques des entreprises ; inventer une télévision de service public qui ne soit pas un décalage des chaînes commerciales.

— Mais l'impétuosité, voire l'inquiétude vont croissant dans les chaînes.

— Il y a des impatiences légitimes, et que je partage. D'autres qui le sont moins, exacerbées par des tentatives de déstabilisation. En réalité, le délai, qui peut paraître long à certains, n'apparaît d'ailleurs court et tient à la méthode choisie : d'abord déterminer et faire partager nos objectifs à ceux qui seront chargés de les mettre en œuvre ; ensuite mettre en place une organisation permettant de servir ces objectifs sur plusieurs années ; enfin définir avec précision les fonctions et choisir les personnes les plus appropriées pour les remplir, en tenant compte exclusivement de leurs compétences techniques, gestionnaires et artistiques. Tout cela exige du temps, puisque nous nous faisons un point d'honneur à rencontrer toutes les personnes concernées. Un changement important dans un univers qui avait l'habitude de voir chaque transition s'accompagner de purges et d'ouvertures de placards.

— Il y a tout de même eu des départs.

— Bien sûr. Et il y en aura d'autres, au niveau de l'organisation et au niveau des grilles. Mais pas massivement ni systématiquement. On ne peut pas vouloir à la fois une grille nouvelle, une prise de décision répondant à des objectifs définis par le législateur et le faire avec les mêmes émissions, les mêmes animateurs.

— Il n'y a pas que dans les chaînes que l'on observe des signes d'impatience. Les producteurs privés ne savent pas encore sur quel pied danser.

— D'abord, il ne nous vient pas à l'esprit de confondre les intérêts essentiels de la production française, pour laquelle les chaînes publiques doivent avoir un rôle moteur, éminent, et les intérêts particuliers de certains producteurs.

— Nous avons sur ce point une responsabilité essentielle. Elle implique que nous soyons aussi attentifs à une rémunération convenable des auteurs — nous avons pris les contacts indispensables avec leur société — et que nous menions une réflexion sur les possibilités d'emploi offertes aux professions partenaires (artistes, interprètes, réalisateurs).

— Cela implique aussi des rendez-vous sur nos antennes. FR 3 prévoit donc tous les jeudis soir une case spéciale pour accueillir les premiers courts-métrages et Antenne 2, comme l'a souligné Eve Ruggieri, réserve la fin de la soirée du dimanche à la première expression de tous les nouveaux talents. D'autre part, le bureau de création mis en place autour de Marcel Julian a pour vocation naturelle d'accueillir tous les projets et de constituer les ateliers de rédaction indispensables.

— Quant à Dominique Alday, elle a le souci particulier de per-

mettre aux unités de création et de production des régions de s'exprimer en participant au programme national de FR 3.

— Mais n'avez-vous pas pris du retard sur les nouvelles grilles de programmes ?

— Le calendrier annoncé fin septembre a été respecté scrupuleusement, étape après étape, puis nous en sommes, comme prévu, à la désignation des équipes des programmes et de l'information avant la mise en œuvre, le 8 janvier, des grilles de 1990. Une tâche considérable, et pour laquelle nous nous sommes fixés trois règles simples : d'abord la complémentarité absolue entre les deux grilles à tout moment de la journée ; ensuite des rendez-vous fixes, des carrefours permettant aux téléspecta-

teurs de passer d'une grille à l'autre ; enfin le respect absolu des horaires.

— On aurait pu imaginer donner des satisfactions immédiates en bouleversant telle ou telle émission ou en faisant appel à des personnalités venues de l'extérieur. Mais la mission qui nous a été confiée n'est pas de changer hâtivement la peinture des volets de la maison TV publique, mais de la rebâtir à partir de ses fondations ; nous sommes là pour trois ans !

— A quel attribuez-vous vos difficultés à faire comprendre vos objectifs et votre méthode ?

— Peut-être d'abord aux relations sociales archaïques qui gouvernent les deux chaînes. Nous essayons de mettre en place des relations sociales fondées d'une part sur une négociation programmatique ; d'autre part sur une concertation en profondeur. C'est un exercice difficile auquel les cadres ne sont pas préparés.

— Ensuite à notre très mauvaise communication interne. A vrai dire, elle n'est pas nulle, elle est négative, et je pèse mes mots. D'ailleurs, elle est incroyable que cela puisse paraître, aucune des deux entreprises ne possède de service remplissant cette fonction ! Une situation pour le moins préoccupante, en particulier à FR 3, où les difficultés sont amplifiées par la

distance et où la seule communication interne, pour l'instant, est la motion syndicale !

— Quel est le rôle du président commun ?

— Le même que celui de n'importe quelle société ! Il définit les principes essentiels du mode de fonctionnement des chaînes en accord avec les deux directeurs généraux, les laisse agir et intervient que lorsque ceux-ci l'estiment utile. Et c'est bien ainsi que nous travaillons. Dominique Alday et Jean-Michel Gaillard occupent pleinement leur fonction ; nos rapports sont transparents et harmonieux. Dans cette responsabilité partagée figure au premier chef le choix des collaborateurs essentiels. Je cherche et ne trouve pas d'exemple de responsables que

— à l'égard du gouvernement. En revanche, subsistent des réflexes témoignent non pas d'une contradiction, mais d'un décalage entre l'intention affichée de laisser gérer Antenne 2 et FR 3 comme des entreprises — rude apprentissage pour nous — et certaines velléités d'intervention. Des velléités qui, souvent, sont moins le fait des ministres que de ce qu'il est convenu d'appeler leur entourage.

— Avez-vous ressenti l'obligation de diffuser la Sept comme un outcase ?

— Pas du tout ! Le gouvernement doit à la fois gérer un dossier industriel — le satellite TDF1 — et un projet européen — la chaîne culturelle. Dans le cadre général de sa politique de communication, M. Tassac a donc souhaité que FR 3 héberge certains programmes de la Sept sous une forme clairement identifiée, malgré nos réserves et celles de nos personnels. Et ce n'est pas choquant, s'agissant d'un choix fondamental. Dès lors qu'une instruction de ce type est donnée, les dirigeants d'une entreprise publique doivent en être solidaires sans état d'âme.

— Autre débat avec le gouvernement : la règle publicitaire commune.

— Ce dernier n'est pas de même nature ; il est né des remaniements faits par la loi sur la presse en 1981 et de la publicité sur les chaînes publiques. Aujourd'hui, ces discussions théologiques ont cessé, le Parlement nous a fixé des objectifs de recettes publicitaires et le responsable chargé de la mise en synergie des deux règles sera choisi, en accord avec le ministre de tutelle, à la fin du mois. Avec la

mise en place des nouvelles grilles de programmes, nous envisageons maintenant la création de produits nouveaux, comme le couplage entre les deux chaînes.

— Antenne 2 n'atteindra pas ses objectifs de recettes publicitaires en 1990. Si cette menace devait se reproduire l'an prochain, envisageriez-vous d'augmenter le volume de publicité sur FR 3 ?

— Le législateur a voulu les deux chaînes indépendantes l'une de l'autre ; cela exclut toute forme de vases communicants. Mais je refuse de m'inscrire dans une logique récessive pour Antenne 2. D'abord, parce que la simple coordination des programmes nous fera gagner des parts d'audience ; ensuite, parce que nous ne rééditerons pas la lourde erreur commise cette année avec la très importante baisse des tarifs décidée par la régie.

— Cela dit, on peut se demander s'il ne sera pas nécessaire, à terme, de rééquilibrer les parts respectives de redevance et de publicité entre les deux chaînes ; augmenter les recettes de redevance d'Antenne 2 et celles de publicité de FR 3.

— Le Parlement ne fixe plus, pour les chaînes publiques, de plafond de recettes publicitaires, mais de simples objectifs. Pourriez-vous les dépasser ?

— Il ne nous est pas interdit d'avoir des ambitions plus grandes. Nous les avons !

Propos recueillis par ANNICK COJEAN et PIERRE-ANGEL GAY



M. Philippe Guillaume, PDG d'A 2 et de FR 3

La succession mouvementée de Christine Ockrent

Claude Sérinon — contrairement à ce que nous indiquions dans nos éditions du 13 décembre — ne présentera pas le « 20 heures » d'Antenne 2. « Trop exigeant », a jugé la direction, devant les conditions posées par la « star », quelques heures seulement avant la présentation officielle d'une réforme en chantier depuis plusieurs semaines.

Claude Sérinon voulait, selon ses interlocuteurs, imposer ses choix et son équipe, bref se comporter en véritable patron du journal télévisé. Des exigences contraires à l'esprit du séminaire des journalistes à Dijon, dont le directeur général de la chaîne, Jean-Michel Gaillard, se fait l'interprète en constatant qu'il y a eu à Antenne 2 un transfert formidable de pouvoir vers les présentateurs au détriment de la rédaction.

alors que ceux-ci doivent « se mettre au service de l'information ».

Le directeur général de la chaîne a donc tranché brutalement et a choisi de garder Hervé Claude — qui présentait jusqu'ici le « 20 heures », en alternance avec Christine Ockrent, — en liaison avec le nouvel état-major de l'information : M. Claude Carré et ses quatre adjoints, Claude Manuel, Marcel Trillet, Paul Nahon et Betty Durot. Vite retourné, l'ami Ockrent par ce coup de théâtre n'a toutefois pas entamé la satisfaction globale des journalistes devant une réforme — un magazine hebdomadaire à 20 h 30, quatre autres émissions thématiques — répondant par ailleurs à de très anciennes revendications.

châtelet
THEATRE MUSICAL DE PARIS

Ballett 4 dernières
Frankfurt
William Forsythe

16 déc. 20h30 - 17 déc. 15h
Impressing the Czar

14 et 15 décembre 20h30
Die Befragung
des Robert Scott
Enemy in the Figure
Pretty Ugly (Amanda Miller)

FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA RECHERCHE 40.28.28.40

Stars à la trappe

« Il me paraissait incertain, alors que le service public s'était mobilisé sans compter pour la réussite du Téléthon, de risquer de décourager les donateurs avec une émission polémique. » Alors que les promesses des auditeurs ne sont pas encore transmises en chèques, la directrice des programmes d'Antenne 2, Eve Ruggieri justifie par la prudence la suppression in extremis de l'émission « Stars à la barre » du mardi 12 décembre, consacrée à la « Charité business ». La disparition définitive de l'émission produite par Catherine Berna et Thierry Ardisson est sans doute pour bientôt. Eve Ruggieri ne cachant guère son peu de goût pour les débats animés par Daniel Bilelian depuis octobre 1988. En bon « grognard » de la chaîne, ce dernier ne veut pas

commenter la décision. Parmi les invités présents — Bernard Kouchner, Anne-Aymone Giscard d'Estaing, Odette Ventura, etc. — certains s'étonnent pourtant d'une telle déprogrammation.

Pour Lionel Ringuet, l'ironique directeur de Rolling Stone, la violence affichée de « ne pas décourager les généreux Téléthoniens » est « caricaturale de l'état de déinformation actuel » sur les finances des associations. Quant à Annie Simon, de l'association Terre des hommes, elle regrette l'occasion une fois de plus manquée d'aborder les problèmes de fond — et de fonds — de l'appel public aux dons. La dernière grande émission traitant du sujet ne date-t-elle pas de 1986, et l'initiative de... Michel

Polo ? Souvent confuse et rassemblée, toujours irritante, « Stars à la barre » était-elle pourtant si dangereuse pour le moral des donateurs ? Se supprime-t-elle à la demande des donateurs ? Les soupçons sur la transparence du business de la charité, même si Eve Ruggieri annonce pour le 5 janvier une émission détaillant l'utilisation des fonds du Téléthon, comme l'an dernier.

Comme remplacement, Antenne 2 a programmé une émission contre laquelle les associations de bégues avaient protesté. Elle s'appelle « Bafouilleurs », avec un grand B, même si un minuscule s'appliquerait mieux aux méthodes de la chaîne.

M.-C. L.

ÉDUCATION

Priorité au dialogue, mais possibilité de sanctions

La circulaire de M. Jospin sur la laïcité est largement approuvée par le Conseil supérieur

Le Conseil supérieur de l'éducation nationale (CSEN), où siègent l'ensemble des organisations représentatives des enseignants, des personnels et des parents d'élèves, a adopté, mardi 12 décembre, à la quasi unanimité la circulaire sur la laïcité préparée par M. Lionel Jospin pour répondre aux conflits nés du port du foulard islamique dans quelques établissements scolaires (le Monde du 8 décembre).

De la gauche à la droite, la plupart des syndicats d'enseignants, de la FEN au SNALEC-CSEN, et toutes les fédérations de parents de l'enseignement public et privé ont approuvé le texte qui a été amendé

par le ministre pour tenir compte de leurs propositions. Seuls Force ouvrière et l'Union nationale inter-universitaire (UNI, extrême droite) ont voté contre, la CFTC et la CGT s'abstenant, et le Syndicat national de l'enseignement chrétien (SNEC-CFTC) refusant de prendre part au vote. La circulaire, qui a été immédiatement diffusée aux recteurs, à destination des directeurs d'école et chefs d'établissements scolaires, sera publiée au Bulletin officiel de l'éducation nationale du 20 décembre.

La philosophie générale du texte — priorité au dialogue, mais fer-

met et sanctions possibles, si les obligations de laïcité et d'assiduité sont enfreintes — n'a pas été modifiée, mais M. Jospin a négocié des amendements qui lui ont permis d'emporter l'adhésion des syndicats réticents. C'est ainsi que l'obligation de « neutralité » des enseignants rappelle de manière appuyée dans la version primitive, et qui était apparue dans les versions ultérieures, « une neutralité acceptée et contrainte », a été gommée et remplacée par la notion de « laïcité ». Quant à la FEN, elle se satisfait de la référence à la « liberté d'expression reconnue aux élèves », et de l'annonce de

futurs décrets sur les droits des lycéens.

La circulaire affirme plus nettement le rôle des équipes éducatives dans la recherche du dialogue, et rappelle que « le conseil de discipline n'est pas un tribunal mais une instance éducative ». « Il y a eu ces dernières semaines beaucoup de débats, de passions, d'arrière-pensées », conclut le ministre de l'éducation nationale, mardi soir. Il était nécessaire qu'il y ait aujourd'hui accord de la communauté éducative. Cela ne donne que plus de poids à cette circulaire.

Les principaux extraits

Voici les principaux extraits de la circulaire : « La laïcité, principe constitutionnel de la République, est un des fondements de l'école publique. À l'école comme ailleurs, les croyances religieuses de chacun sont affaire de conscience individuelle et relèvent donc de la liberté. Mais à l'école, où se retrouvent tous les jeunes sans aucune discrimination, l'exercice de la liberté de conscience, dans le respect du pluralisme et de la neutralité du service public, impose que l'ensemble de la communauté éducative vive à l'abri de toute pression idéologique ou religieuse (...).

Lorsqu'un conflit surgit à propos du port des signes religieux, vous devez, vous, vous inspirer chaque fois de l'état d'esprit suivant. Le dialogue doit être immédiatement engagé avec le jeune et ses parents afin que, dans l'intérêt de l'élève et le souci du bon fonctionnement de l'école, il soit ramené au port de ces signes. Vous devez consacrer à ce dialogue toute votre capacité de conviction et votre disponibilité. Bien des problèmes pourront en effet être résolus par le dialogue, l'action continue des chefs d'établissement et des équipes éducatives et par la pratique quotidienne des enseignants. Si, au terme d'un délai raisonnable, le conflit persiste, alors il vous incombe de faire en sorte que, dans le respect des principes rappelés par le Conseil d'État, les règles de laïcité de l'école soient pleinement appliquées, selon les procédures de droit (...).

Ainsi, les élèves doivent se garder de toute marque ostentatoire, vestimentaire ou autre, tendant à

promouvoir une croyance religieuse. Sont à proscrire tous les comportements de prosélytisme qui, au-delà des simples convictions religieuses et qui visent à convaincre les autres élèves ou les autres membres de la communauté éducative et à leur servir d'exemple. Les observations et considérations qui précèdent doivent s'appliquer dans les mêmes conditions aux signes et comportements de nature et de portée politiques.

Sont aussi à proscrire tous les signes qui, en appelant à une discrimination selon les opinions politiques, philosophiques, religieuses, les valeurs et les lois de notre société démocratique.

Le caractère démonstratif des vêtements ou des signes portés peut notamment s'apprécier en fonction de l'attitude et des propos des élèves et des parents.

Les vêtements des élèves ne doivent en aucun cas empêcher l'accomplissement normal des exercices inhérents à l'éducation physique et sportive ou aux travaux pratiques ou d'ateliers organisés en certaines matières. De même, on a interdiction de porter des vêtements susceptibles de gêner la conduite de la classe et le bon déroulement de l'activité pédagogique.

Des sanctions

Ces principes s'imposent à tous. Les écoles ou les établissements peuvent introduire dans leur règlement intérieur des dispositions destinées à en assurer l'application.

En cas de manquement à ces principes et dispositions, et pour

parvenir à la solution des conflits, le directeur d'école, le chef d'établissement ou l'équipe éducative, auront d'abord recours à la persuasion plutôt qu'à la contrainte en appréciant la situation concrète et son contexte.

Les conditions de ce dialogue, la difficulté des appréciations à formuler pour peser sur les chefs d'établissement et les équipes éducatives d'importantes responsabilités. Elles peuvent les exposer à des pressions, voire à des menaces. Dans ce cas, l'entente exercée par tous les moyens et sans délai les pouvoirs de protection des fonctionnaires que me reconnaît le statut général de la fonction publique. En particulier, je diligenterai les actions juridictionnelles appropriées.

Une action disciplinaire peut être engagée. Il appartient aux autorités détentrices du pouvoir disciplinaire d'apprécier si le port d'un signe religieux par un élève ou le comportement de celui-ci dans les lieux affectés à l'enseignement public constitue une faute de nature à justifier une sanction. Je rappelle que le conseil d'administration n'est pas un tribunal mais une instance éducative (...).

Aucune atteinte ne doit être portée aux activités d'enseignement, au contenu des programmes et à l'obligation d'assiduité des élèves. La liberté d'expression

reconnue aux élèves ne saurait contrevenir à ces obligations (...).

Les élèves doivent suivre tous les enseignements correspondant à leur niveau de scolarité. Ces enseignements sont définis dans leurs contenus et dans leurs horaires par voie réglementaire. Dès lors, un élève ne peut en aucun cas refuser d'étudier certaines parties du programme de sa classe ni se dispenser de l'assistance à certaines cours. L'ampleur du temps en vigueur dans l'établissement s'impose aux élèves.

Le manquement à ces obligations entraîne des sanctions (...).

En conséquence, dans l'exercice de leurs fonctions, les enseignants, du fait de l'exemple qu'ils donnent explicitement ou implicitement à leurs élèves, doivent impérativement éviter toute marque distinctive de nature philosophique, religieuse ou politique qui porte atteinte à la liberté de conscience des enfants ainsi qu'à leur rôle éducatif reconnu aux familles. L'enseignant qui contrevenirait à cette règle commettait une faute grave. A raison du trouble apporté au fonctionnement de l'établissement, il serait susceptible d'être immédiatement suspendu dans l'attente d'une action disciplinaire (...).

Ces règles de laïcité et de neutralité sont inscrites dans la mission même de l'école publique. Je sais combien les personnels de l'enseignement public y sont attachés. Ils en font partie intégrante. Pour ce motif, je tiens à leur renouveler mon soutien. Ensemble il nous appartient de faire vivre et comprendre l'idéal de la laïcité.

PARIS

L'examen du budget

Relèvement controversé des impôts locaux de la capitale

Le Conseil de Paris examine, mercredi 13 et jeudi 14 décembre, le projet du budget de la Ville dont le montant dépasse 21 milliards de francs. Plus encore que sur les grands choix prioritaires, la bataille entre les élus de la majorité rassemblée autour de M. Jacques Chirac et ceux de l'opposition de gauche porte sur les conséquences de nouvelles règles fiscales imposées par le gouvernement à la capitale comme aux autres communes de France.

Le maire de Paris fulmine : pour la première fois depuis plusieurs années consécutives, il relève les impôts locaux des Parisiens. Contraint et forcé, explique-t-il.

M. Jacques Chirac s'était attaché à ne pas accroître la pression fiscale sur ses administrés et il n'y réussissait pas si mal. Par rapport aux habitants de la plupart des grandes villes françaises, les Parisiens paient peu d'impôts. Parce que la capitale est bien gérée, disent les amis de M. Chirac. Parce que les sièges des grandes sociétés, la multiplicité des entreprises, le volume des transactions immobilières lui apportent des ressources confortables, et parce que l'État prend une part appréciable des charges d'entretien du patrimoine, rétroquant leurs dépenses.

Et voilà que cette année, en présentant le projet d'un budget qui dépasse celui de plusieurs ministères — l'Industrie et l'Aménagement du territoire par exemple — le maire de la capitale a dû annoncer un relèvement de 4,9 % de la taxe d'habitation en 1990. Le comble est montré du doigt : c'est le gouvernement.

M. Chirac accuse

Rien d'étonnant : « Je ne comprends pas comment se débrouillent les socialistes », ironise M. Chirac. Avec eux, il y a un phénomène d'évaporation de l'argent : il leur fond dans les mains. Pour appuyer sa démonstration, le maire dresse l'inventaire des mesures que le gouvernement est « sur le point de prendre » et qui « pénaliseraient gravement les Parisiens ». La DGF d'abord, ou dotation globale de fonctionnement. C'est la contribu-

Justice fiscale

Deuxième accusée : la création d'une taxe annexée à la taxe d'habitation. Elle touche les logements dont la valeur locative atteint ou dépasse 30 000 F par an. C'est-à-dire 70 % du parc parisien. Les habitants de résidences principales à Paris verront ainsi leur taxe d'habitation majorée de 2,4 % et ceux occupant une résidence secondaire de 14 à 20 %. Commentaire des élus socialistes : cette surtaxe est « une contribution de solidarité » ; elle s'appliquera à tous les Français et permettra l'extension totale de la taxe d'habitation pour les ménages les plus modestes, ceux qui ne paient pas d'impôt sur le revenu. « C'est cette politique de justice fiscale que critique M. Chirac ».

Pour le reste du budget, c'est-à-dire l'essentiel, les investissements progresseront de 12 % sur l'année précédente : 3,074 milliards de francs, au lieu de 2,7. Priorité affirmée aux achats de terrains pour aménager et construire des logements, ainsi qu'à la mise en valeur de l'est de Paris. La voirie voit sa dotation croître de 17 %. Mais on ne sait pas encore où seront construites les cinq mille places de stationnement souterrain prévues par le plan de circulation adopté en octobre dernier.

CHARLES VIAL

RELIGIONS

Départ à la retraite du cardinal Willebrands
Mgr Cassidy devient le responsable des questions oecuméniques du Saint-Siège

ROME

de notre correspondant

Le pape a nommé, mardi 12 décembre, Mgr Edward Cassidy, qui occupait depuis dix-huit ans le poste de substitut du secrétaire d'État (numéro 3 de la Curie), à la tête du Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens, en remplacement du cardinal Johannes Willebrands, démissionnaire.

La tâche de Mgr Cassidy, qui devait être élevé lui aussi à la dignité de cardinal, sera, dans un premier temps, de renforcer le dialogue avec l'Eglise russe orthodoxe en vue de régler notamment le problème des cinq millions de catholiques d'Ukraine, dits de rite oriental.

De nationalité australienne, Mgr Cassidy est âgé de soixante-cinq ans. Sa promotion pourrait présager une très prochaine mise à la retraite du cardinal Casaroli, secrétaire d'État.

Après avoir été en poste en Inde, à Taipei, en Irlande, au Salvador, en Argentine, en Afrique méridionale, etc. Mgr Cassidy faisait notamment partie de la délégation vaticane qui s'était rendue en juin dernier pour préparer la visite de M. Gorbatchev.

P.C.

Le Père Pierre Duprey nommé évêque. — Le pape a confirmé dans ses fonctions le Père Pierre Duprey, secrétaire au conseil pontifical pour l'unité des chrétiens, collaborateur le plus proche du cardinal Willebrands. Né en 1922 à Croix (Nord), ordonné en 1950, membre de la congrégation missionnaire des Pères Blancs, le Père Duprey a été nommé évêque, mardi 12 décembre, par Jean-Paul II.

BICENTENAIRE

Les révolutionnaires de la tolérance

Au Panthéon, l'hommage à Condorcet, à Monge et à l'abbé Grégoire a marqué la fin des cérémonies anniversaires de la Révolution

Etait-ce le temps, lourd de promesses de neige ? La clarté blanche des façades sous les projecteurs ? Ou encore autre chose, un écho, un invisible mais entêtant rappel ? L'entrée au Panthéon, mardi 12 décembre, de Condorcet, de Monge et de l'abbé Grégoire, ces trois « intellectuels de la Révolution », ne fut jamais tout à fait écho, une heure durant, l'atmosphère du Bicentenaire, ni même ces retrouvailles solennelles et un peu olympiennes de la République avec les meilleurs de ses chers disparus.

Une phrase du député-curé, une phrase de Grégoire, deux fois lue sur l'esplanade, tira vers l'Est cette messe nationale et laïque : « Alors la liberté, planant sur toute l'Europe, visitera ses domaines : cette partie du globe ne contiendra plus ni forteresses, ni frontières, ni peuples étrangers ». Cette heure sonnait avant clôture du Bicentenaire, et personne ne l'aurait purifié, cet écho encore, quand battaient les tambours des Droits de l'homme et des peuples du monde sur les Champs-Élysées. Aux noms de grands hommes, lancés par les haut-parleurs, à Condorcet, Monge et Grégoire, héros célébrés, à Jaurès et Jean Moulin, se mêlèrent naturellement ceux de villes étrangères, « domaines » aujourd'hui visités par la liberté. Prague, Berlin, Moscou, Budapest, Sofia, et même, plus douloureusement, Santiago-du-Chili et Pékin.

Lorsqu'un ordre se décomposait (...) lorsque tout se précipite et se radicalise, 1789 rendit ! », déclara

M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, en accueillant les trois humanistes de la Révolution, aux côtés du chef de l'État, sur les marches de l'esplanade. « Le Parlement fantôme des hommes libres » entrebâillait ses portes à plus de monde que prévu. Il n'était plus nécessaire de rappeler l'héritage. Celui-ci imposait, ailleurs, son actualité. « Qui est pu imaginer, demanda encore M. Lang, lorsque s'ouvraient en janvier les fêtes du Bicentenaire que 1989 verrait la Révolution en marche sur toutes les routes du globe ? »

Carrefour du monde

Et puisque ce Panthéon, illuminé dans la nuit, devenait carrefour du monde, puisque l'écho était si net, la cérémonie, sur place, se devait de laisser leur place aux absents. Elle fut donc sobre, dépouillée à l'extrême. Plus que courte, pour respecter les impératifs du direct d'Antenne 2 : presque neutre, afin que l'hommage national à trois Français n'éloigne pas le rappel européen. Consciente pour tous aussi, puisque ni l'opposition ni l'Eglise de France n'avaient gagné les sièges désignés — et laissés vides — sur les deux estrades du parvis. A 19 heures, M. François Mitterrand remonta la rue Soufflot, accueilli par le pre-

mier ministre, et s'inclina devant le drapeau de la Garde républicaine. En haut, sur l'esplanade, attendaient le gouvernement, le bonaparte apostolique, bien sûr, sa rangée, et les descendants de Condorcet.

Le président de la République prit place, sur la dernière marche, dans une petite cage de verre qui le protégeait du froid. Commença l'hommage, réduit à une idée simple, avant le discours du ministre de la culture : précédée et suivie par cent tambours de toutes les armées, avançant rue Soufflot une grande toile carrée, peinte par Dorothée Groland, dorée et blanche au centre avec les noms des trois révolutionnaires barrés de tricolore. Ce drap portait en cercle l'inscription gravée au fronton du Panthéon : « Aux grands hommes, la Patrie reconnaissante ». Cette peinture mobile gagnait la place, portée à l'avant, par des élèves du lycée Condorcet de Paris, sur ses côtés, par des normaliens et des polytechniciens, à l'arrière, par des femmes de l'île de Gorée, au Sépaul. Monge enseigna à Polytechnique, et lorsqu'il mourut, en 1818, seuls d'anciens étudiants allèrent se recueillir sur sa tombe. L'abbé Grégoire et Condorcet défendirent toute une vie la nécessité d'abolir l'esclavage. M. Lang avait raison : l'esclavage parlait pour les trois. Leur souci d'égalité entre les hommes et les femmes, les Noirs et les Blancs.

Le premier centenaire avait eu besoin d'envoyer au Panthéon des héros d'action, Lazare Carnot, La

Tour d'Auvergne, Marceau et Baudin, le Bicentenaire préféra les humanistes. « Des hommes sans haine », qui refusèrent de voter la mort de Louis XVI par opposition à la peine capitale. « Trois éveillés d'avenir », savants, pacifistes convaincus, réconciliateurs parmi les revanchards, amis des juifs, des protestants, des Noirs et des femmes. Trois justes, héros de cette République du savoir que le chef de l'État voudrait pour exemple en cette époque de paix.

L'opposition et l'Eglise absentes

L'opposition et l'Eglise de France avaient dédaigné l'hommage. Le discours de Jack Lang se voulait généreux pour tous. Mais, malgré lui, l'héritage de Condorcet, de Monge et de l'abbé Grégoire servait l'idée que les présents, mardi, se fût de la République. Condorcet sur l'instruction, publique, « mais sans porter atteinte aux droits des parents », Grégoire et la défense du patrimoine national, précurseur des Grands Travaux. Monge et la religion de la pédagogie. Grégoire encore, pour une Eglise de la tolérance. Leur combat pour les juifs, à tous trois. Leur souci d'égalité entre les hommes et les femmes, les Noirs et les Blancs.

Jusqu'à la xénophobie ambiante, qui trouva, selon le ministre de la culture, un écho dans les écrits de

Grégoire : « La noblesse de la peau est reléguée par la raison dans les archives de la sottise ». Ces vertus méritaient bien d'entrer au Panthéon, afin que soit abolie « la racine dans les os ». L'hommage rendu butait à chaque mot sur les valeurs du septennat, et sur quelques enjeux de 1989. Après la France, très vite, parce que l'heure du journal de 20 heures approchait, et que le froid humide du Quartier latin pénétrait les invités, M. Lang associa à ces trois récipiendaires de l'immortalité nationale deux autres révolutionnaires, Vaclav Havel et Sakharov, parce que l'Est, décidément, avait singulièrement dévié ce Bicentenaire.

La grande toile carrée se replia alors pour pénétrer dans l'enceinte éclairée de bougies. Le drap alla recouvrir trois catafalques alignés dans la nef. Grégoire avait la croix qu'il avait réclamée avant sa mort. Chacun son épitaphe, pour Monge, la devise de Polytechnique — Pour la patrie, les sciences et la gloire — pour Condorcet, sa célèbre répétition : « Quelle est la première règle de la politique ? C'est d'être juste. La deuxième ? C'est d'être juste. La troisième ? D'être juste ». Pour l'abbé, rejeté par l'Eglise, cette prière : « O Dieu, fais-moi miséricorde et pardonnez à mes ennemis ». François Mitterrand resta seul dans la nef, dans l'axe de la porte, bien visible de la rue, où les élèves de Condorcet et d'autres lycées parisiens rendaient un hommage bruyant à leur seule jeunesse.

PHILIPPE BOGGO

Des ca
pour la di

C

Pénurie en Grande-Bret

Le Monde CAMPUS

Des capitaines pour la distribution

La grande distribution a besoin de diplômés de haut niveau pour gérer ses établissements. Mais leur intégration ne va pas sans difficulté, dans une profession qui n'était pas habituée à ce type de recrutement

COMMENT recruter la grande distribution ? Tel est le défi auquel la grande distribution française se trouve confrontée aujourd'hui. Situation inconfortable : elle doit, d'un côté, pour résister efficacement à la concurrence nationale et internationale, modifier les procédures d'intégration des cadres afin d'attirer des diplômés des meilleures écoles de commerce et, de l'autre, comme le note Daniel Tixier, titulaire de la chaire des produits de grande consommation de l'ESSEC, « protéger l'encadrement existant et le parc de gens installés ». Un exercice de haute voltige.

« L'univers de la grande distribution va en se complexifiant, note Annie Moutier, consultant chez Hieldrick and Struggles. Cela concerne aussi bien l'offre de produits que l'organisation humaine et l'environnement technologique et concurrentiel. Il est vrai qu'on ne gère pas un hypermarché qui aligne plus de 70 000 références comme une épicerie, ni un groupe de 40 000 salariés comme une PME. Devenue une véritable industrie, la grande distribution a besoin de capitaines.

Petite révolution : Casino propose dorénavant aux diplômés d'une dizaine de grandes écoles (HEC, ESSEC, ESCP, X) une filière d'intégration spéciale et la perspective de gagner 300 000 F au bout de trois ans. Ces VIP, qui refusent d'être jugés sur des critères qui ne valorisent pas leurs qualités, suivront d'abord un tronc commun de cinq semaines avec les bacs + 2, bacs + 3, puis se verront confier des missions faisant appel à leurs capacités d'abstraction. Il pourra s'agir par exemple d'analyser les points forts et faibles de la concurrence sur une zone donnée, la politique de rémunération des agents de maîtrise dans la production... Enfin, ils acquerront les procédures opératoires nécessaires à l'intégration d'un poste.

Annoucé haut et fort par Armand Mella, directeur des ressources humaines du groupe, cette décision a créé des remous à l'intérieur de l'entreprise. « Jusqu'à présent, tous les postes étaient occupés par des gens qui nous avaient connus comme chef de rayon, confie M. Roux, chef du service de gestion des ressources humaines de Casino. Alors, quand on a dit que ça ne serait plus la règle... » Même si la mesure ne concerne, sur trois cents recrutés, que trois ou quatre

personnes par an, son principe est l'annonce d'un réel changement. « Traditionnellement, la grande distribution offrait à des gens courageux des possibilités de rattrapages sociaux, confirme Daniel Tixier. Dès lors qu'elle introduit des diplômés dans le circuit, elle prend le risque de casser le système de promotion interne. Une transition difficile à gérer.

Les autres sociétés ménagent le chèvire et le chon. Officiellement, elles se déclarent pour un partage des compétences. Pour Francis Mathieu, directeur général adjoint de Promodès en charge des ressources humaines, « le mélange à des postes de niveau comparable, de bac + 2 — plus praticiens — et de bac + 4 — plus théoriciens — paraît la clé du succès. A condition que l'alchimie se fasse, que la sauce prenne. » Sur ce point — peut-être le plus délicat — la direction est de règle. Impossible de savoir comment cohabitent, concrètement, les différents profils. « S'ils sont bien managés par une hiérarchie de talents, les choses se passent bien », affirme Maurice Beate, directeur des ressources humaines d'Auchan, qui ajoute, lyrique : « Nos salariés savent que travailler avec quelqu'un de plus fort que soi rend meilleur. » Reste à convaincre les grosses têtes de l'intérêt, pour eux, de se frotter au vulgaire pecun...

Améliorer l'image

Or, de ce point de vue, beaucoup reste à faire. L'image de la grande distribution demeure médiocre auprès des étudiants. Continuent à faire tanguer, au printemps dernier, grâce à un concours généralement doté (un séjour à l'étranger tous frais payés), 500 candidatures de jeunes de niveau bac à bac + 5. Malgré les affiches disposées dans les 300 écoles de commerce, l'UT et universités, elle n'a reçu que 130 réponses, soit 1 % seulement des élèves des écoles de commerce entrant aujourd'hui dans la distribution, commente Jean-Marc de Préneuf, de la Fondation de la distribution, qui forme des techniciens aux métiers du secteur.

Un constat qui a conduit les sociétés à intensifier leurs relations avec les établissements. Carrefour et Promodès subventionnent la chaire de produits de grande consommation de l'ESSEC. Le

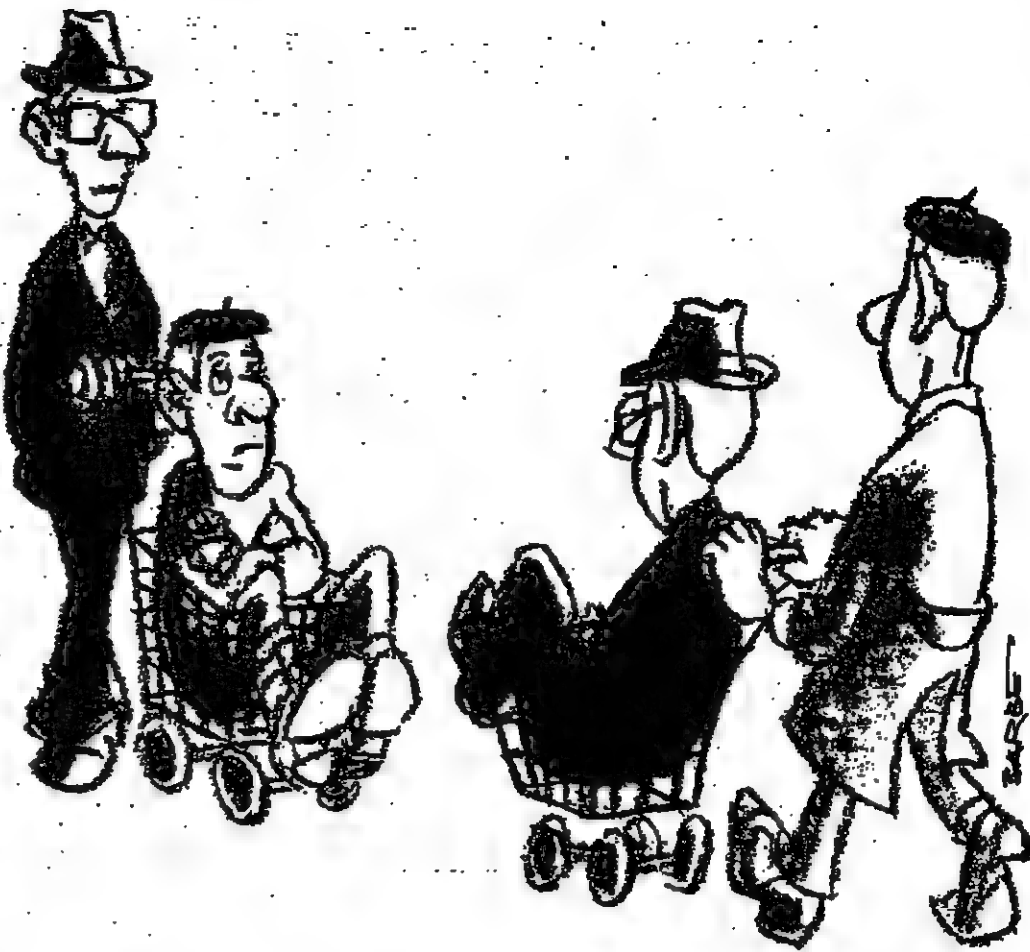
magasin Auchan de Cergy-Pontoise a des relations directes avec la même école. Toutes participent, en outre, aux forums organisés par les ESCAR. Une organisation lourde qui coûte cher. Toujours soucieuses de ne pas brusquer les esprits, les entreprises affirment que leur souci, en l'occurrence, n'est pas de recruter, mais d'« améliorer leur image ». Ce que conteste Daniel Tixier, qui estime qu'« elles viennent à l'ESSEC avec l'espoir de réaliser, à moyen ou à long terme, des embauches ».

Pourtant, à part Casino, aucune d'entre elles n'a accepté pour l'instant, officiellement du moins, de modifier ses procédures d'intégration et le niveau de ses rémunérations. Deux verrous qui bloquent, d'après Daniel Tixier, avec la lourdeur des horaires de travail (la présence effective va bien au-delà des trente-neuf heures légales), les candidatures de l'élite des étudiants.

Poussées par la nécessité, certaines sociétés seraient prêtes, cependant, à négocier, dans la limite, des procédures d'intégration accélérées et des sur-salaires. « J'essaie également de convaincre mes étudiants que la distribution peut leur offrir des perspectives de carrière intéressantes », confie Daniel Tixier. Jusque-là, elles entraînent massivement dans les équipes marketing des producteurs. Mais un réajustement est en cours, qui ne se fait pas en leur faveur.

Passée la période probatoire, les sociétés offrent, il est vrai, à leur personnel des perspectives d'évolution rapides et motivantes. 64,7 % des directeurs de magasin ont moins de quatre ans, et leur rémunération annuelle oscille entre 350 000 et 1 million de francs pour un responsable de branche (qui supervise plusieurs hypers). Une raison nécessaire, aux yeux des étudiants, mais pas suffisante. Surprotections, les jeunes diplômés français apprécient peu la réalité crue des hypermarchés. « Un jeune qui aime chez Promodès qu'il ne travaille dans un environnement intéressant, au contact de gens intelligents, constate Daniel Tixier. Dans un hyper de province, même à un poste de direction, c'est la grande déception... » Il reste, de toute évidence, beaucoup de chemin à parcourir.

CATHERINE COROLLER (Zélig)



Le culte du terrain

Du concret ! Tel est le mot d'ordre du « centre de management » de Carrefour, pour qui le premier devoir est d'être près du terrain et de la clientèle

UNE brochure de jeunes cadres en costume-cravate, les yeux rieurs sur un étalage de pots de confiture, écouant un témoignage sur l'art et le métier de vendre plus en « facilitant l'achat du client ». Derrière la baie vitrée, la piscine reflète l'azur méditerranéen, les oliviers frémissent sous le mistral. Nous sommes au « centre de management » que la société Carrefour a créé pour ses cadres, au sein de la technopole de Sophia-Antipolis, dans l'arrière-pays niçois. Le bâtiment au crépi saumon, construit autour d'un patio, respire la lumière.

L'Institut Marcel-Fournier, du nom du fondateur du premier groupe français de distribution (1), a été créé en 1987 pour lutter contre la « déperdition de la culture Carrefour » que risquait d'entraîner la brutale croissance de la société après le rachat des hypermarchés Coop. Trop fier du succès des recettes maison pour continuer de confier à des organismes extérieurs la totalité de la formation continue de son encadrement, Carrefour a décidé de bâtir ses propres formations. Résultat : en 1988, chacun de ses 72 directeurs et 500 chefs de secteur (épicerie, bazar, produits frais...) a suivi une ou plusieurs des courtes sessions (deux jours) proposées par l'Institut. Pas de grande dissertation sur le management ou le marketing, mais du concret, immédiatement transférable

dans les magasins. Pour améliorer leur technique de présentation des produits, les cadres en formation font une visite dans un Carrefour, interrogent la clientèle sur ses habitudes d'achat et visitent plusieurs hypermarchés concurrents ; puis ils exposent leurs conclusions devant leurs collègues. Un ancien du stage explique comment il a réinvesti les savoirs acquis sur le terrain. « Le terrain », tel est en effet le leitmotiv presque obsessionnel de la maison. « Les gens de Carrefour sont terre à terre. Nous avons conçu des formations basiques pour ne pas être taxés d'intellectualisme », indique M. Gabriel Binetti, le solide Savoyard qui dirige l'Institut Marcel-Fournier. L'emblème de l'établissement est l'hélicoptère de Léonard de Vinci, pré-

figuration de l'hélicoptère, qui permet à la fois d'analyser les problèmes de haut et de redescendre au ras des pâquerettes quand c'est nécessaire.

« Tout est fondé sur la confiance dans les hommes les plus proches du client », souligne M. Jean-Luc Chéreau, directeur des ressources humaines.

PHILIPPE BERNARD
Lire la suite page 17

(1) Carrefour a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 52 milliards de francs. La société emploie 25 000 salariés dans ses 72 magasins en France. A l'étranger, elle compte en outre 48 grandes surfaces employant 20 000 personnes, en Espagne, au Brésil, en Argentine, aux États-Unis et à Taiwan.

Quand on a moins de 25 ans, on a envie de changer la vie. On a le droit de changer d'avis.

Avec un bac + 4 ou 5, universitaire (de préférence scientifique) ou ingénieur, on a envie de bâtir un avenir. Au CAM, vous pourrez entrer de plain-pied dans l'univers des technologies de demain. En un an, nous vous apprendrons un vrai métier. Celui d'informaticien(ne). Très vite, au sein d'une équipe de projet, vous aurez les moyens de créer, réaliser et faire avancer l'informatique bancaire, financière et d'assurances du Groupe Caisse des dépôts. Tout en gagnant plus de 10.000 F chaque mois. Envoyez lettre de motivation + CV au CAM - Anne-Marie Baile 4, rue Berthollet 94110 Arcueil.



L'informatique du Groupe Caisse des dépôts et consignations

Pénurie en Grande-Bretagne...

« Recruteurs 200 graduates (1) de toutes disciplines. » Publiée par la chaîne de super et hypermarchés alimentaires Sainsbury dans l'un des principaux journaux d'offres d'emplois pour étudiants, l'annonce sonne comme un SOS. « A cause de la pénurie de jeunes diplômés, le marché de l'emploi est très tendu en Grande-Bretagne », note Margaret Ellis, directrice des ressources humaines de cette entreprise, qui ajoute que, « traditionnellement, la distribution n'attire guère les jeunes diplômés ».

Les salaires offerts aux aspirants cadres sont moins attractifs que dans le secteur tertiaire ou l'industrie : 100 000 F par an au maximum en magasin, 130 000 au siège. Pourtant, le secteur de la grande distribution est florissant. Marks & Spencer, qui est implanté dans neuf villes d'Europe et aux États-Unis, fait partie des dix premières entreprises britanniques en termes de capitalisation boursière.

Pragmatiques, certaines sociétés ont donc décidé de flatter les jeunes diplômés. Afin de gagner la réputation d'un employeur qui donne à son personnel la possibilité de continuer à se former — une image extrêmement utile dans un pays où les étudiants arrivent très jeunes sur le marché du travail, vers vingt et un ou vingt-deux ans — Sainsbury s'est associée au Stock Exchange et à l'American Express, et a demandé à la City University de Londres de lui créer un diplôme sur mesure baptisé « consortium MBA ». Les cours durent deux années à temps partiel et sont assurés par les enseignants de l'université. Ils rassemblent un groupe de vingt-quatre étudiants salariés originaires des trois entreprises. « Il est trop tôt pour que nous puissions mesurer l'impact de cette mesure, confie Margaret Ellis. Ce que nous pouvons dire pour l'instant, c'est que notre première promotion a fait le plein. »

C. C.

(1) Titulaire d'un bachelier, premier diplômé de l'enseignement supérieur.

... et en Allemagne fédérale

Comme cela a été longtemps le cas en France, la grande distribution en Allemagne n'a pas l'habitude de recruter des « super-diplômés ». Des groupes comme Plaza (COOP) ou Asko (Hypers) Messa, Continent ou supermarchés Bazar et Realkauf) préfèrent jusqu'à présent promouvoir comme directeurs de magasin des hommes de terrain formés aux pratiques « maison ». Les responsables de ces hypers, dont la taille est variable (jusqu'à 5 000 mètres carrés) ont en général l'équivalent d'un BEP commerce. Ils doivent leur poste à leur ambition personnelle et surtout à leur assiduité aux séminaires de formation interne. Chaque groupe assure la promotion de ses cadres par un programme qui lui est propre. Cette formation permanente constitue un avantage de taille pour les chaînes de distribution : leur expérience n'étant pas facilement reconnue par un concurrent, les directeurs de magasin restent fidèles à leur employeur.

La syndicat du commerce et des assurances dénonce ces formations qui donnent « en orage » les salariés et qui, surtout, restent insuffisantes. « Les dirigeants des filiales manquent de connaissances en droit du travail et des entreprises (...). En raison de leurs difficultés à gérer stocks et personnel, ils sont souvent secondés par des spécialistes embauchés par le groupe », note un rapport de ce syndicat.

Des lacunes dont les distributeurs commencent à prendre conscience. Ils s'intéressent aujourd'hui de près aux diplômés des quatre écoles de commerce privées situées près de Dortmund, Cologne, Mayence et Berlin, et qui n'ont existé que depuis environ cinq ans. « Nous apprécions leurs connaissances en matière de gestion des ressources humaines et surtout leur formation pratique ».

Signe d'une évolution sensible : le responsable du personnel d'Asko regrette même que ces nouveaux diplômés ne soient pas plus nombreux. Les étudiants des filières universitaires choisissent en effet plutôt l'industrie ou l'administration.

MARIE LUGNSLAND

CAMPUS

COURRIER

Le « prestige »
des vétérinaires

Le syndicat des membres du corps enseignant des quatre écoles vétérinaires (Maison-Alfort, Lyon, Nantes et Toulouse) a été « désagréablement surpris » par certains propos tenus par M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, dans l'interview qu'il nous a accordée, ainsi que par les conclusions du rapport de M. Jacques Poly qui préconise le regroupement des écoles vétérinaires et agronomiques de la région parisienne dans un « institut des sciences et techniques du vivant » (le Monde du 10 novembre). Ce syndicat écrit notamment :

« Est-il réaliste d'affirmer de façon péremptoire que des grandes écoles forment, chaque année, plus de cinq cents professionnels, qui, jusqu'à présent, n'ont eu aucune difficulté majeure à se placer sur le marché du travail, sont en état de crise ? C'est pourtant ce que font, chaque année, les quatre écoles nationales vétérinaires, qui vendraient rassurer leur ministre en lui affirmant qu'elles ne ressentent ni crise d'identité ni crise de compétence. Elles ressentent tout au plus un malaise qui tient à l'état anémique dans lequel les entretiennent leur administration de tutelle depuis de nombreuses années : victimes d'un ratio enseignant-étudiant ridicule-ment bas (1/9) par rapport aux

normes CEE préconisées pour la formation des vétérinaires (1/4) ; victimes d'un ratio personnel enseignant-personnel ATOS également déplorable ; victimes de l'absence quasi totale de dotation budgétaire pour la recherche émanant de leur ministère de tutelle, elles s'apprêtent néanmoins à aborder la refonte du statut d'enseignant (passage au statut d'enseignant-chercheur) et appellent de tous leurs vœux une réforme de l'enseignement vétérinaire (la création d'un troisième cycle vétérinaire en particulier) qui, jusqu'à présent, a stagné dans les cartons de l'administration.

Elles entendent assumer ces deux mutations avec succès et aimeraient être assurées que le passionnant projet qui leur est aujourd'hui proposé par M. le ministre sera agréablement, outre du « prestige », des moyens matériels et humains qui ne leur ont pas été accordés depuis des décennies (...).

Le « prestige » doit se mesurer à l'aune de celui d'établissements européens comparables et être reconnu par eux : il serait, dans l'état actuel de pénurie qui règne dans les ENV et, sans doute, dans d'autres établissements d'enseignement supérieur agricole, doublement et difficile à faire reconnaître.

Le syndicat des membres du corps enseignant des ENV est éga-

lement très inquiet de l'aspect centralisateur et exclusiviste « parisien » que le rapport Poly confère au projet de réforme de l'enseignement supérieur agricole : que deviennent alors, pour la partie vétérinaire, les trois établissements provinciaux qui, au même titre que l'école de Maison-Alfort, forment des professionnels bénéficiant d'un même et unique diplôme national de docteur vétérinaire ? N'ont-ils pas droit au « prestige » que seul recueillerait l'établissement parisien ?

Par ailleurs, dans les deux articles du Monde, les modalités de recrutement des enseignants vétérinaires sont gravement mises en cause ; nous reconnaissons volontiers à Jacques Poly le droit de considérer nos concours de recrutement, basés sur de longues et lourdes épreuves scientifiques et pédagogiques, comme « surannés » mais nous lui déconseillons celui de les affaiblir « sous-traités » ; ce qualificatif, désobligeant et générateur de doute quant à l'honnêteté de leur déroulement, s'accorde mal à des concours de recrutement officiellement annoncés au Journal officiel, dont les jurys, nommés par le ministre de l'Agriculture, comprennent des membres extérieurs au monde de l'enseignement vétérinaire et dont les épreuves sont publiques. Notre syndicat aimerait être assuré que les concours de recrutement reposent « sur un examen approfondi des dossiers » (c'est bien la moindre des précautions !) prévus dans le rapport de M. Poly bénéficieront de la même transparence.

Enfin, dans son projet, M. le ministre souhaite attirer des enseignants-chercheurs étrangers « américains, par exemple » ; il y parviendra certainement en leur donnant les moyens (en personnel, techniques, crédits d'investissement et de fonctionnement) que ceux-ci sont habitués à trouver dans leur pays (par pitié, nous n'évoquerons pas la question des salaires) ; placés dans de telles conditions, les hommes en place ne feraient-ils pas aussi bien que leurs collègues étrangers ?

Les stages de la semaine

PERSONNEL

Lieu : Eure. Date : décembre. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 3. Mission : description de postes et participation à leur notation. 13 558.

Lieu : Plailly. Date : avril. Durée : 7 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 3. Mission : participation à la procédure de sélection et embauche des vacataires le week-end. 13 557.

MARKETING

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : de 3 000 F à 6 000 F/mois selon profil. Profil : bac + 2 min. Mission : gestion de commandes. Actions marketing. Suivi commercial. 14 623.

Lieu : Viroflay. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : participation à des études de marché. 14 622.

Lieu : Levallois-Perret. Date : décembre. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F/mois. Profil : bac + 2. Mission : télémarketing. 14 621.

Lieu : Pantin. Date : immédiat. Durée : de 1 à 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois et plus selon résultats. Profil : bac + 2. Mission : marketing. 14 620.

Lieu : Neuilly. Date : tous les 2 mois. Durée : 2 mois. Ind. : 2 000 F/mois. Profil : bac. Mission : communication de groupe. Etudes sur sujets pointus. 14 619.

Lieu : Nanterre-la Défense. Date : décembre. Durée : 1 mois. Ind. : carte orange. Profil : bac + 2. Mission : étude des intervenants extérieurs de la communication. 14 617.

Lieu : Argenteuil. Date : décembre. Durée : 1 mois/embauche éventuelle. Ind. : à négocier. Profil : bac + 3. Mission : travaux sur projets dans une PME spécialisée en bases de données relationnelles Oracle et Ingres. 13 610.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : de 2 à 3 mois/embauche éventuelle. Ind. : à définir selon profil. Profil : bac + 2. Mission : assistance de direction pour production films et distribution arts et essais. 13 609.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à négocier. Profil : bac + 1. Mission : commercial (travaux de relance téléphonique, écriture). 15 607.

VENTE

Lieu : Brest. Finistère. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : vente d'espaces de publicité et communication de différents produits dans une société en création. Vente sur dossier sur le terrain. 16 601.

Lieu : Les Yvelines. Date : immédiat. Durée : 3 mois temps partiel. Ind. : 31 93 F/heure. Profil : bac + 1. Mission : gestion et maintenance de finisier en hypermarché. 16 602.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 10 % du CA. Profil : bac. Mission : attaché commercial pour vente de produits enfants en boutique. 16 599.

INFORMATIQUE

Lieu : Paris. Date : décembre. Durée : de 6 à 7 mois. Ind. : selon compétence. Profil : bac + 2. Mission : programmation digitale et gestionnaire. 17 659.

Lieu : Asnières. Date : immédiat. Durée : de 2 à 3 mois. Ind. : % prime et remboursement des frais. Profil : bac + 2. Mission : promotion d'un centre. Formation assurée. 17 658.

Lieu : Asnières. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : 120 F/heure. Profil : bac + 2. Mission : recherche. Programmation. 17 657.

COMMUNICATION

Lieu : Paris. Date : février. Durée : 6 mois. Ind. : de 2 000 F à 2 500 F/mois. Profil : bac + 3. Mission : assistance aux activités. Important travail de lecture et page de la presse. 18 624.

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 3 mois. Profil : bac + 4. Mission : relations intérieures gestionnaires. 18 623.

Lieu : Puteaux. Date : janvier. Durée : 3 mois min. Ind. : 1 500 F/mois. Profil : bac + 3. Mission : assistance à la gestion d'événements divers (spectacles, manifestations...). Elaboration d'un dossier de régie. 18 622.

Lieu : Fontainebleau. Date : indéterminée. Durée : de 2 à 4 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 4. Mission : participation, au sein d'un groupe de travail, à l'élaboration d'une charte relative à la documentation destinée au public. 18 621.

DROIT

Lieu : Paris. Date : janvier. Durée : 1 mois. Ind. : de 4 000 F à 5 000 F/mois. Profil : bac + 4. Mission : étude sur l'assiette de la taxe professionnelle. Détermination des immobilisations à retenir pour la détermination de la valeur locative. 23 544.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : de 1 à 3 mois/embauche éventuelle. Ind. : à négocier. Profil : bac + 2. Mission : constitution de sociétés. Tenue des assemblées. Formation possible. 23 543.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à négocier. Profil : bac + 5. Mission : études sur la loi Malraux.

SECRETARIAT

Lieu : Cergy-Pontoise. Date : immédiat. Durée : année scolaire. Ind. : 60 % du SMIC. Profil : bac + 3. Mission : secrétariat et standard. 24 580.

Lieu : Nantes. Date : décembre. Durée : 2 mois. Ind. : selon niveau et qualité du stage. Profil : bac + 1. Mission : secrétariat et travaux marketing. 24 579.

et de nombreux autres stages

sur minitel

3615 JOBSTAGE

ou au

47-35-43-43

CDTE : 110, av. Aristide-Briand, 92120 Montrouge.

Le Monde CAMPUS

LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS

l'actualité sociale,
culturelle et pratique

TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

...à a highly regarded graduate school
of Business 99... *International Herald Tribune 24.11.89*

...une école qui bouge...le Groupe joue à fond...
la carte européenne 99... *Le Point 9.10.89*

...die Hochschule für künftige Manager;
die durch ihre europäische Schulung 99... *Die Welt 16.07.88*

...en tête...pour la rapidité de son expansion 99...
Le Monde 30.11.89

...che regge il confronto con le migliori
"Business schools" europee e americane 99...
Il Giornale 10.07.89

...les spécialistes du recrutement soulignent
la qualité croissante de ses jeunes diplômés 99...
L'Expansion 21.09.89



Groupe ESC Lyon

LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

90 professeurs et chercheurs permanents animent le Groupe ESC Lyon.

Outre un important Centre de Recherche en Gestion (IRE), un Centre de Formation Continue (le CDM basé à Paris et à Lyon), un Centre des Entrepreneurs, le Groupe ESC Lyon propose :

4 programmes d'enseignement supérieur de management :

■ L'ESG Lyon (École Supérieure de Commerce de Lyon). Admission sur concours Classes Préparatoires en 1^{re} année. Admission directe en 2^{ème} année pour les candidats français et étrangers titulaires d'une licence, maîtrise, diplôme IEP ou diplôme étranger équivalent.

■ Le GESMA : MBA européen : MBA bilingue (français-anglais) en 1 an, pour diplômés de Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de l'Université, de préférence avec expérience professionnelle.

■ Les MASTERS : MS Management des Entreprises de Services, MS Management de la Technologie, MS Ingénierie Financière, MS Marketing Industriel. Formations spécialisées en 1 an, pour diplômés de Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de gestion ou titulaires d'un DEA ou DESS.

■ Les programmes DOCTORAUX : (avec les Universités LYON 2 et LYON III) : Doctorat Sciences de Gestion, Doctorat de Gestion Socio-économique des Entreprises et des Organisations.

Renseignements et inscriptions :
Service Admissions
Groupe ESC Lyon
23, avenue Guy de Collongue
BP 174
69132 Ecully Cedex
TEL : 72 20 25 25

Sortir du carré.

Dépassez les schémas acquis
et vivez à plein l'international.



L'Ecole de Management Européen forme les cadres réactifs qu'attendent aujourd'hui les entreprises : des responsables qui face aux mutations sont capables de gérer les ruptures, de faire face aux situations imprévues et de "sortir du carré" des habitudes. D'où l'importance donnée à la personnalité et à la curiosité, dès le concours d'entrée où la sélection prend en compte le potentiel créatif des candidats. Et tout au long des études, l'ouverture sur l'international est totale : séminaires européens, une année complète dans une université étrangère, 3 langues vivantes, présence permanente à l'Ecole d'intervenants et d'étudiants étrangers. Trois filières de spécialisation sont proposées aux élèves : vente-marketing, logistique-production, comptabilité-finances. Avec l'opportunité de bénéficier d'un bon bilinguisme européen, dans une ville chaleureuse où l'art de vivre est un talent !

ECOLE DE MANAGEMENT EUROPEEN
STRASBOURG

47, AVENUE DE LA FORÊT NOIRE 67000 STRASBOURG TEL. 88 41 77 40

groupe iec

TROIS

Ecole E

INSA

ESSEC

Semaine

CAMPUS

REVUES

Géographie

Trois conceptions de la flexibilité

Sil le taylorisme correspondait à une séparation poussée entre les concepteurs et les exécutants, le fordisme a marqué les années 50 et 60 par un certain « effort d'incorporation du savoir-faire collectif dans le dispositif technique », pour reprendre la définition qu'en donne Alain Lipietz. Ce qui a surtout marqué l'après-guerre de 1940, ce fut la correspondance entre une production de masse croissante et une consommation de masse croissante, dans un contexte de plein emploi. Les salaires étaient indexés sur la productivité, le syndicalisme poussait en mesure de négocier des conventions collectives avec le patronat, et le rôle économique et social de l'Etat s'élargissait.

Le chômage industriel a tout remis en question dans les années 70, et, depuis le livre de Pire et Sabot sur « la seconde bifurcation industrielle », en 1984, on a pris l'habitude de qualifier cette nouvelle période par la « flexibilité ». Le terme est toutefois ambigu, parce que tout le monde ne lui donne pas le même sens. Selon Danièle Leborgne et Alain Lipietz, les milieux patronaux ont souvent vu la « flexibilité de l'emploi », comme moyen de remettre en cause « l'excess de rigidité » du contrat de travail de type fordiste.

Les économistes parlent plutôt, quant à eux, de « flexibilité des équipements ». L'électronique ouvre la possibilité théorique de changer le mode opératoire des machines standardisées : on peut dès lors envisager plusieurs séries courtes à l'intérieur

d'un éventail de produits différenciés, visant des marchés segmentés. La production peut démentir une production « de masse » (la flexibilité ne suppose pas la fin des économies d'échelle), mais elle n'est plus rigoureusement homogène : l'objectif est de produire un ensemble d'objets pouvant être rapidement modifiés, dans le cadre d'un type de produit donné.

Dans le dernier numéro des *Transactions* de l'Institut des géographes britanniques, Erika Schoenberger cherche à traduire géographiquement cette notion de « flexibilité », en tentant « d'aller plus loin que les constations classiques sur l'avènement de l'ère de l'électronique ». L'ancienne division du travail à l'intérieur de la firme pouvait prendre la forme d'une « désintégration spatiale » entre les divers établissements, alors que les nouvelles techniques offrent la possibilité d'une « flexibilité de l'organisation industrielle », grâce à la gestion assistée par ordinateur des flux d'informations et de produits, à la conception modulaire des produits, et au montage par sous-ensembles.

David Harvey et Allen Scott estiment ainsi, dans les *Cahiers de géographie du Québec*, que « l'accumulation flexible », se traduit, au niveau géographique, « par l'abandon par le capital des anciennes régions de production », au profit d'une installation dans de nouvelles régions de croissance des hautes technologies : la « troisième Italie », le *Synbel* américain, les complexes électroniques d'Asie du Sud-Est. Alain Lipietz distingue, lui, une voie « néo-

taylorienne », où les sous-traitants, dépourvus d'autonomie, sont décalés, alors que les tâches de conception s'accumulent dans les noyaux urbains métropolitains, et un modèle « californien », où s'organise une certaine intégration territoriale entre les donneurs d'ordre et un réseau de sous-traitants à haute qualification technique — mais, là encore, il est vrai, dans un contexte général de très forte urbanisation.

Mario Gerlier résume au contraire, dans le numéro des *Transactions*, où il s'oppose à E. Schoenberger, l'idée d'un lien quelconque entre la flexibilité des méthodes de production et la réorganisation spatiale : il y a belle lurette que coexistent, selon lui, « des formes de production flexibles et non flexibles ». Rien ne permet d'affirmer que les nouvelles technologies soient nécessairement flexibles : l'accroissement de la flexibilité dans un certain nombre de domaines ne démontre pas l'immensité de la flexibilité partout, non plus que l'idée que la flexibilité serait la solution des problèmes du capitalisme. La standardisation continuera de dominer dans de nombreux secteurs. On ne dispose d'ailleurs d'aucun critère scientifique permettant de déterminer le nombre des firmes « flexibles », leur part dans l'emploi, dans les ventes, ou dans les investissements.

Pour Gerlier, malgré les progrès des transports et des télécommunications, la distance géographique restera toujours un problème concret : « Il n'est pas possible de décentraliser les productions industrielles dans les coins plus reculés de la Terre, en

ignorant les coûts d'organisation et de coordination des flux d'informations et de marchandises sur de longues distances. En effet, à mesure qu'on accélère les flux, la demande pour des transmissions encore plus rapides s'accroît ».

Il semble bien que ce soit plus sur le plan de la géographie sociale que de la géographie économique que le concept de « flexibilité » trouve sa pertinence. Comme le rappelle Alain Lipietz, les politiques de flexibilité laissent à l'écart de vastes secteurs sociaux et conduisent à la constitution d'un cercle fermé de travailleurs qualifiés dans les pays les plus avancés techniquement, la *yeomen democracy* déjà décrite par Pire et Sabot.

YVES GUERMOND

► Danièle Leborgne et Alain Lipietz : « Deux stratégies sociales dans la production des nouveaux espaces économiques », *Cahiers de CEPREMAP* (Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquées à la planification), n° 8911.

► Erika Schoenberger : « Thinking about flexibility », *Transactions, Institut of British Geographers*, vol. 14, n° 1, 1989.

► Mario Gerlier : « Reconstructing flexibility? A reply to Schoenberger », *ibid.*

► David Harvey et Allen Scott : « La pratique de la géographie humaine : théorie et spécificité empirique dans le passage du fordisme à l'accumulation flexible », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 32, n° 87.

Le culte du terrain

Suivre de la page 15

Les 3 000 chefs de rayon et de secteur font leur propre marketing : ils choisissent eux-mêmes leur marchandise, en fonction de la clientèle qu'ils côtoient quotidiennement. Cette vision essentiellement pragmatique du commerce semble l'une des principales causes de la mauvaise image de marque de la « grande distribution » chez les diplômés des écoles de commerce. Les étudiants qui rêvent de « management » et de « finances internationales » s'imaginent mal débattant entre les rayons de lésive d'une vaste « usine à consommer » implantée au bord d'une autoroute.

Si Carrefour semble l'entreprise de ce secteur la moins mal vue des étudiants (2), elle n'est pas prête pour autant à leur vendre son âme. Diplômés d'une grande école ou pas, les « stagiaires-cadres » embauchés par la société gagnent à peine 10 000 F par mois et sont d'abord envoyés dans un magasin. Ils en « font » l'ouverture à 5 heures du matin et y vendent des yaourts pendant quelque temps. « Pour diriger les autres, il faut avoir fait leur travail, même très provisoirement », confirme M. Chéreau, lui-même ancien d'une « sup de co ».

La priorité traditionnellement donnée à la promotion interne demeure. Aucun des responsables de magasin n'affiche un niveau supérieur à bac + 4, alors qu'une majorité des caissières possède le bac, et parfois plus. Mais la nécessité d'injecter du sang neuf plus diplômé n'est pas nulle. Carrefour s'intéresse donc de près au public des étudiants des filières commerciales. Dans certaines régions, il prend en stage des élèves de STS ou d'IUT qui sont ainsi testés et coulés dans le moule maison avant

d'être éventuellement embauchés comme « stagiaires-cadres », une formule créée en 1984.

Comme Eurosarché, Auchan ou Conn, Carrefour fréquente désormais les « forums » des écoles. Elle a même décidé de passer chaque année un accord avec l'une d'elles pour animer des cours et redorer son blason auprès des étudiants. Cette politique inaugurée en 1988-1989 avec l'ESSEC a déjà porté ses fruits : deux étudiants ont succombé aux charmes de la « grande distribution ». Ils vont, eux aussi, débiter comme « stagiaires-cadres », mais devraient grimper l'échelle des salaires à un rythme accéléré.

La société compte aussi séduire les étudiants avec la possibilité de carrières internationales dans ses magasins à l'étranger. Mais Carrefour hésite encore à faire confiance aux femmes : 2 seulement de ses 72 magasins français ont une directrice. Le discours ambiant consiste, pour l'essentiel, à louer l'efficacité et la disponibilité des jeunes femmes célibataires, pour regretter que « ça se gâte, lorsqu'elles trouvent un homme ». Balançant entre le souci de préserver la « philosophie Carrefour » et la nécessité d'élever le niveau de qualification de ses cadres, le géant des « hypers » semble bien privilégier le premier. Au siège de la société, à Evry, on ne travaille que 50 personnes — décentralisation oblige — on dit ignorer jusqu'au profil de formation précis des directeurs de magasin en fonctions. « L'important, répète-t-on, c'est qu'ils réussissent ».

PHILIPPE BERNARD

(2) Mais loin derrière la FNAC et le Printemps, selon un sondage SOFRES (Le Monde-Campus du 20 janvier 1989).

LIVRES

Droit du travail et de la Sécurité sociale cours et applications corrigées

par Christian Villain et Michel Pavon

Contrat de travail, représentation syndicale dans l'entreprise, congés payés, hygiène et sécurité, indemnisation du chômage, protection sociale. Cet ouvrage expose de manière claire et concise le droit du travail et de la sécurité sociale. Chaque chapitre est complété par une série de cas concrets et d'exercices pratiques, avec leurs solutions. A l'attention notamment des étudiants préparant un BTS ou un DUT, et de ceux qui suivent une formation continue.

► Dunod, 256 p., 75 F.

Rapports de stages et mémoires

par Bruno Camus

Professeur à l'Ecole supérieure de commerce de Marseille, l'auteur présente les méthodes permettant de préparer, de réaliser, et d'exploiter, les mémoires et rapports de stage imposés aux étudiants de l'enseignement supérieur. Les vingt principes à retenir sont résumés à la fin de cet exposé synthétique. ► Les Editions d'Organisation, collection Method' Sup, 77 p., 59 F.

TROIS ANS - TROIS PAYS

Paris-Oxford-Berlin ou Oxford-Madrid-Paris



Ecole Européenne des Affaires

108, bd Malesherbes, 75017 - Tél. : (1) 47-54-65-00

Chambre de commerce et d'Industrie de Paris

INSAM



INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES ET DU MANAGEMENT

- ☐ 4 ans de formation internationale au management
- ☐ Études à Paris, États-Unis, Europe
- ☐ Admission : 1^{re} année : bac + concours
- ☐ 2^e année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS)

ESLSA : FONDÉE EN 1949, RECONNUE PAR L'ÉTAT. DIPLOMÉE VISE PAR L'ÉTAT. 1, rue Bougainville, 75007 PARIS. Tél. (1) 45.66.58.58. Établissement privé d'enseignement supérieur



Emploi et Ressources Humaines :

IAE de Lyon vous donne le souffle Européen

FORMATION PERMANENTE

Les enjeux de notre formation

La gestion de l'emploi et des ressources humaines est bouleversée par les nouvelles normes de la Stratégie Européenne. La formation donnée par IAE de Lyon depuis 1989 est la première qui vous permette de faire face aux conséquences Sociales, Economiques et Juridiques de l'ouverture de nos frontières.

Les points forts de notre formation

Etude comparative des pratiques de gestion sociale en Europe (Droit social, rémunération, formation, qualification etc.)
Interventions de haut niveau venant de différents pays.
Voyage d'étude à l'étranger.
Diplôme de fin de cycle.

Modalités

Séminaire sur 1 an à raison de 2 journées consécutives par mois.
Réalisation de projets d'échanges intra-européens.
Début de la formation : 13 Mars 90.

Pour information ou inscription appelez le (1) 72.72.21.54. Attention nos bureaux sont fermés du 23.12.89 au 04.01.90

Désire recevoir une documentation

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ Tél. _____

Société _____ Fonction _____



FORMATION PERMANENTE

Université Lyon 3 - 15 quai Claude Bernard - 69239 LYON Cedex 02.

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1990 : 14, 15, 16 mars 1990.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 janvier 1990.
- Documentation et dossier d'inscription : ESSEC-Admissions BP 105

95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. : (1) 34-43-30-00
ESSEC, Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat.

LA BOURSE

LES STAGES

N'OUBLIEZ PAS!

DATE LIMITE D'ENVOI DE VOS BULLETINS
RÉPONSES A LA BOURSE AUX STAGES
LE 20 DÉCEMBRE 1989

A LA BOURSE AUX STAGES
DU MONDE CAMPUS
BP 152 - 93261 LES LILAS

CACHET DE LA POSTE FAISANT FOI

LA BONNE DIRECTION

ÉCOLE D'ADMINISTRATION & DIRECTION DES AFFAIRES

Options	Admissions	4 ^e Année
Administration	Septembre 1990	Septembre 1990
Commerce	Septembre 1990	Septembre 1990
Marketing	Septembre 1990	Septembre 1990
Communication	Septembre 1990	Septembre 1990
Management	Septembre 1990	Septembre 1990
Finance	Septembre 1990	Septembre 1990
Logistique	Septembre 1990	Septembre 1990
Production	Septembre 1990	Septembre 1990
Recherche & Développement	Septembre 1990	Septembre 1990

Déposer notre documentation

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Vous enverrez _____

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Devant la cour d'assises spéciale de Paris

Le procès d'un terroriste à gages

La cour d'assises de Paris, spécialement composée de magistrats, consacre à partir de mercredi 13 décembre trois journées de débats pour juger Habib Maamar, un Tunisien de vingt-sept ans, accusé d'être l'auteur de deux attentats commis à Paris.

A 9 h 30, le 23 février 1985, Leonardo Rochas, contremaître du magasin Marks et Spencer du boulevard Haussmann, à Paris, ouvre les portes de l'établissement devant l'entrée du 8, rue des Mathurins. L'employé remarque un sac publicitaire en plastique et, avec un agent de sécurité, il décide de fouiller le sac. Le vigile n'a que le temps d'apercevoir quelques fils avant l'explosion. Il est 9 h 32, dix-sept personnes sont blessées, dont Leonardo Rochas, qui succombera à ses blessures, et M. Pierre Lafont,

un passant, gravement blessé aux yeux et aux tympans (*Le Monde* du 26 février 1985). Un an plus tard, l'enquête n'a pas permis de retrouver la trace des terroristes. On sait seulement que l'explosif devait être composé d'environ 300 grammes d'un mélange d'origine tchécoslovaque connu sous le nom de scintex.

Il faudra une circonstance insolite pour que les enquêteurs arrêtent Maamar. En mai 1986, sa compagnie, Souad Aissani, vingt-

sept ans, se présente au commissariat de police de Nancy et fait de si étranges révélations que les fonctionnaires sont d'abord dubitatifs. Son ami, incarcéré à la prison de la ville pour violation de domicile, serait un terroriste. Elle raconte un voyage à Londres, à Noël 1983, durant lequel son ami Maamar lui aurait confié avoir déposé une bombe devant les magasins Marks et Spencer (*Le Monde* du 14 mai 1986). Elle évoque un meurtre à Athènes, un attentat à Istanbul, parle d'une organisation palesti-

enne dénommée « Groupe du 15 mai » et indique le nom de celui qui donne des ordres — en fournissant même son numéro de téléphone à Bagdad — un certain Abou Ibrahim.

Un spécialiste des explosifs

Interrogé, Habib Maamar confirme qu'il a été recruté en 1982 par le « Groupe du 15 mai ». Peu motivé idéologiquement, malgré une « formation » à Bagdad où il sera principalement question de manier des explosifs, Maamar aurait surtout été un agent rémunéré. 500 dollars pour photographier l'agence d'El Al à Ankara, 200 dollars pour les prises de vue d'établissements parisiens liés à Israël et 3000 dollars pour poser une bombe aux magasins Marks et Spencer de Londres. Maamar n'était pas payé très cher, ce qui n'empêchait pas son employeur d'être très exigeant. Selon ses aveux, c'est par crainte de représailles et à la suite de menaces sur sa propre vie qu'il avait fini par placer une bombe dans des conditions susceptibles de faire des victimes, obéissant ainsi à des consignes strictes du « Groupe du 15 mai ».

Le responsable de cette organisation, Hysaya Umar, alias Abou Ibrahim, cinquante-neuf ans, de nationalité irakienne, est connu comme un spécialiste des explosifs, qui possède une technique très efficace de camouflage des charges. Il serait l'inventeur d'un procédé consistant à tapisser des valises avec une substance explosive indétectable par les systèmes classiques utilisés dans les aéroports. Son nom sera certainement évoqué tout au long du procès. Mais si un mandat d'arrêt a été délivré contre lui, personne ne semble savoir où se trouve cet artificier que certains spécialistes du terrorisme international soupçonnent d'être à l'origine de l'attentat commis le 19 septembre dernier contre un DC-10 de la compagnie LTA.

Maamar est donc seul à répondre des actes terroristes. Sa maladresse, libre sous contrôle judiciaire, ne comparait que pour des délits connexes : détention d'explosifs, recel de malfaiteurs et non-dénonciation de crimes.

MAURICE PEYROT

Si six interpellations au Pays basque... Agissant sur commission rogatoire du juge Jean-Claude Vuillemin chargé à Paris de l'instruction d'affaires de terrorisme, les policiers ont interpellé, mardi 12 décembre, six personnes dans différents locaux du Pays basque français. Ces six personnes, dont les identités n'ont pas été communiquées et qui appartiendraient à la mouvance de l'organisation clandestine Iperretarrak, ont été placées en garde à vue dans les locaux de la police judiciaire à Bayonne.

DÉFENSE

Collision en vol de deux Mirage-2000 en Méditerranée. Deux intercepteurs de défense aérienne Mirage-2000-RDI de la base d'Orange (Vaucluse) se sont accrochés en vol, mardi 12 décembre, lors d'une mission d'entraînement au tir aérien à partir du centre d'instruction de Solenzara (Haute-Corse). Les deux pilotes ont été repêchés sains et saufs en Méditerranée, à une centaine de kilomètres de la base de Solenzara.

Mort du musicologue Paul Collier

Le musicologue belge Paul Collier est mort lundi 11 décembre à Bruxelles. Il était âgé de quatre-vingt-dix-huit ans.

[Interprète et critique musical, Paul Collier a prouvé durant toute sa carrière que l'on pouvait être des deux côtés de la barrière. Né à Boom (Belgique), le 8 juin 1891, il était de ces hommes aux talents multiples, solidement implantés dans la vie musicale de son pays, mais regardant toujours plus loin au-delà de frontières que tant d'autres s'étaient à édifier : il a été l'ami de Francis Poulenc et d'Alban Berg, d'Erik Satie et de Stravinsky. Passé le temps de ses études, il fonda en 1921 la société des concerts Pro Arte avec comme but avoué de faire découvrir la musique contemporaine à ses compatriotes ; dans le même temps, il s'attacha à faire redécouvrir la musique ancienne aux auditeurs de la radio belge dont il dirigea les services musicaux pendant seize ans. Il laisse de nombreux écrits qui font autorité sur la musique.]

N'oubliez pas votre culture, n'imposez pas vos lectures ! Laissez-le lire de choisir... offrez-lui un CHEQUE-LIRE une façon d'offrir des livres en France.

SPORTS

VOILE : la course autour du monde en solitaire

Que le veilleur gagne !

Titouan Lamazou était toujours en tête du Vendée Globe Challenge, mercredi 13 décembre, à quelque 550 milles au sud des îles du Cap-Vert. Après dix-sept jours de mer, les treize navigateurs solitaires se sont adaptés à leur nouvelle vie rythmée par les manœuvres, la navigation et de courtes tranches de sommeil.

réveiller pour répondre à une alarme. Nous lui avons appris les deux premières des cinq phases qui correspondent à des techniques de relaxation. Il doit se concentrer successivement sur les différentes parties de son corps à partir de la tête, ressentir la chaleur de ses muscles, le poids des organes. Généralement, il s'endort avant d'arriver à ses mains.

Un système d'air pulsé

Pour un navigateur solitaire, le sommeil est souvent brusqué et perturbé. « Je suis à la disposition du bateau », dit Philippe Jeantot. L'époque des alarmes que l'on programme pour une durée déterminée est révolue. Le vainqueur des deux premiers BOC Challenge, l'autre course autour du monde en solitaire en quatre étapes, avait mis au point un système d'alarmes réglant à une évolution des différents paramètres de progression du bateau : vitesse, direction ou vitesse du vent, etc. Ces systèmes se sont généralisés dans le Vendée Globe Challenge mais le skipper de Crédit-Agricole, toujours en panne d'électronique, en est réduit à monter toutes les heures sur le pont.

Dans les conditions de temps changeantes, les solitaires prennent généralement leur semi-repos devant la table à cartes, à proximité des postes de commandes. Titouan Lamazou, Philippe Poupon (Fleury-Michon), Pierre Folleant (TBS-Charante-Maritime), Jean-Yves Terlain (UAP-1992), ont aménagé des banquettes en forme de V très évadées sur lesquelles ils peuvent s'allonger. Philippe Jeantot a opté pour un siège inclinable de Renault 21 turbo.

Tous disposent d'une et parfois de deux vraies couchettes, mais beaucoup doivent envier Philippe Poupon. « Je n'ai fait aucune concession sur le confort », dit-il. Souffrir pour être bon n'a jamais été ma philosophie ». Pour lutter contre l'humidité, le skipper de Fleury-Michon dispose d'un système d'air pulsé. Reprenant une habitude de son « maître », Eric Tabarly, il a emporté des draps et, de sa couchette, il peut garder un œil sur le pont grâce à un contravideo portable relié, à la commande, aux trois caméras extérieures.

« La vie à bord doit être un mode de vie et non de survie », affirme Philippe Jeantot. On doit arriver moins fatigué après une course autour du monde où il faut de l'endurance et de la résistance, qu'après une transatlantique qui est devenue un sprint prolongé.

GÉRARD ALBOUY

LES POSITIONS

mercredi 13 décembre

1. Titouan Lamazou (Ecuireuil-d'Aquitaine), à 19 952 milles de l'arrivée ; 2. Philippe Poupon (Fleury-Michon), à 84 milles ; 3. Alain Gantier (Général-Concorde), à 89 milles ; 4. Lotek Peyron (Lado-Poch), à 140 ; 5. Pierre Folleant (TBS-Charante-Maritime), à 181 ; 6. Jean-Luc Van den Heede (36-16-Mer), à 288 ; 7. Boris Rod (Ginkor), à 303 ; 8. Philippe Jeantot (Crédit-Agricole), à 378 ; 9. Pierre Carpentier (Nouvel-Obs), à 436 ; 10. Guy Barnaud (O-Key), à 475 ; 11. Mike Plant (Duracell), à 528 ; 12. Jean-Yves Terlain (UAP-1992), à 534 ; 13. Jean-François Costa (Cacharel), à 1 132.

Les résultats

BASKET-BALL

Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe (Poules de quarts de finale, deuxième tour)

Séoul b. *Mülhausen 82-81

SKI ALPIN

COUPE DU MONDE

Super-géant hommes de Seefeld (Autriche)

1. P. Zurbiggen (Sui.), 1 min 37 s 28 ; 2. L.-B. Eriksson (Sue.), 1 min 37 s 50 ; 3. F. Picot (Fra.), 1 min 37 s 55 ; 4. L. Alphand (Fra.), 1 min 38 s 74 ; 5. J.-L. Crétet (Fra.), 1 min 39 s 12.

Lauréat de la dernière coupe du monde, le Luxembourgeois Marc Girardelli a fait une chute le 12 décembre au cours du super-géant de Seefeld. Transporté à l'hôpital de la station, il ne souffrait d'aucune fracture mais serait indisponible pendant au moins deux semaines. Le champion olympique italien Alberto Tomba qui s'était fracturé une cheville à Val-d'Isère ne pourra lui reprendre la compétition qu'à la fin janvier.

CULTURE

Mozart au cinquante-deuxième étage

Un Peter Sellars assagi, pour des « Noces de Figaro » au second degré, plaisantes et cruelles, à Bobigny

Troisième des opéras de Mozart montés par Peter Sellars, les *Noces de Figaro* sont bien moins choquants que *Don Giovanni* (le *Monde* du 15 novembre). Le metteur en scène américain, admirateur éperdu de Stravinsky, s'est sans doute un peu assagi, mais aussi, sa transposition dans un milieu ultra-cossu, au cinquante-deuxième étage de la Trump Tower, 5^e avenue, à New-York, ne changeait pas radicalement les rapports entre les personnages mozartiens.

Il s'ensuit une lecture au second degré, plaisante, qui réjouit surtout ceux qui connaissent les *Noces* par le bout du doigt, comme en témoignent les gloussements de plaisir d'une première très parisienne en cette joyeuse Maison de la culture de Bobigny : Chérubin en joueur de hockey, Bartolo le professeur d'italien, Don Curzio devenu un avocat international avec son talkie-walkie, et Basilio un gigolo un peu équivoque, Figaro le portier ou le livreur de l'immeuble, qui lance, menaçant, au téléphone son *Se vuol ballare*, quelle jouissance pour des blasés, comme une bande dessinée sur *Carmen* ou la Tétralogie !

Tout cela n'est pas précisément poétique, mais, passées les apparences, on reconnaît une interprétation mozartienne assez traditionnelle, très assagie cependant du côté de la cruauté et du drame, comme dans *Don Giovanni*. La

scène du cabinet où s'est enfoncé Chérubin est presque aussi terrifiante que le deuxième acte de *Lulu*. Et, bien entendu, la sensualité de Chérubin débordante avec toutes ses partenaires féminines, notamment la Contesse qui ne donne pas sa langue au chat, pas plus que le Comte remontant très haut ses caresses sur les cuisses de Suzanne. Quant à Figaro, il se venge d'avance sur son maître (dans le *Non più andré*) en le bombardant avec le contenu de sa poubelle et des œufs pourris.

Mais il y a une indéfinissable invention, souvent charmante ou gaminie, dans les mouvements et les gestes, la féerie du final naît peu à peu, et l'on jouit des surprenants mais beaux décors d'Adrienne Lobel, ces merveilleux paysages qu'on voit des tours de New-York sur les gratte-ciel et au loin la mer, avec de superbes éclairages de James Ingalls virant tout au long de la journée.

Sans être de tout premier plan, les chanteurs ont de réelles qualités mozartiennes, en particulier la belle Contesse de Jayne West, la Suzanne pétillante de Jeanne Ommerté, le Chérubin gavoche de Janice Felty, le Comte de James Maddalena, un véritable ogre, ou le Figaro assez déprimé de Sanford Sylvan ; et les silhouettes inattendues des seconds rôles sont joliment croqués.

Le Northern Sinfonia de Newcastle reste assez banal sous la direction débonnaire de Craig Smith.

JACQUES LONCHAMPT
Prochaines représentations à la Maison de la Culture de Bobigny, les 12, 14, 17, 19, 21 et 23 décembre, à 20 heures.

Mort du musicologue Paul Collier

Le musicologue belge Paul Collier est mort lundi 11 décembre à Bruxelles. Il était âgé de quatre-vingt-dix-huit ans.

[Interprète et critique musical, Paul Collier a prouvé durant toute sa carrière que l'on pouvait être des deux côtés de la barrière. Né à Boom (Belgique), le 8 juin 1891, il était de ces hommes aux talents multiples, solidement implantés dans la vie musicale de son pays, mais regardant toujours plus loin au-delà de frontières que tant d'autres s'étaient à édifier : il a été l'ami de Francis Poulenc et d'Alban Berg, d'Erik Satie et de Stravinsky. Passé le temps de ses études, il fonda en 1921 la société des concerts Pro Arte avec comme but avoué de faire découvrir la musique contemporaine à ses compatriotes ; dans le même temps, il s'attacha à faire redécouvrir la musique ancienne aux auditeurs de la radio belge dont il dirigea les services musicaux pendant seize ans. Il laisse de nombreux écrits qui font autorité sur la musique.]

Un forum sol

Le CDDJ s'adap

CREDIT COOPERATIF

ASSOCIATIONS

Un forum sous le signe de l'Europe et de la jeunesse

Professionnels et responsables d'associations
se retrouvent à la Grande Halle de La Villette du 14 au 16 décembre

Le monde associatif fait petit à petit éclater l'image négative lui collant à la peau, celle d'un dinosaure solitaire enkystré dans des rentes à vie et désespérément satisfait de lui-même. Il s'interroge sur les objectifs qu'il poursuit, décline plus souvent bénévolement avec compétence, s'informe, et apprend à travailler à plusieurs. Depuis quelque temps, colloques, forums, rencontres... se multiplient et témoignent de cette avidité soudaine à réfléchir et se perfectionner.

Dès sa création en 1987 le Forum national des services aux associations a connu un vif succès. Cette année, ses organisateurs : Juris-associations et SA2-services aux associations,

auxquels s'est joint le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, récidivent, du 14 au 16 décembre, à la Grande Halle de La Villette. Le principe est toujours le même : créer des lieux de rencontres entre responsables d'associations et spécialistes proposant des services aux associations et à l'économie sociale en général, que ce soit dans le domaine juridique, informatique, la gestion, l'édition ou l'assurance... et permettre aux associations de mieux se faire connaître.

Cette année encore les visiteurs pourront participer à de nombreux ateliers de travail ou à des débats sur des thèmes d'actualité. Mais cette

fois, le forum est surtout placé sous le signe de l'Europe et de la jeunesse. De nombreux spécialistes étrangers (juristes, économistes, présidents d'association...) ont été invités pour faire part de leurs expériences dans leur pays et répondre aux questions du public. Ils exposeront les grandes lignes des dispositifs juridiques concernant les associations dans les différents Etats européens et débattront de l'avenir du statut européen pour les associations actuellement à l'étude.

Les échéances européennes ne seront pas sans conséquences sur le monde associatif, mais il est encore difficile de cerner les contours de ce qui bougera. Premier sujet d'inquiétude :

l'argent, condition sine qua non du bon fonctionnement d'une association quelle qu'elle soit. Le forum propose une réflexion tant sur les relations contractuelles associations-collectivités locales que sur les collectes de fonds et sur la concurrence entre les associations et les activités économiques dans l'Europe de 1993.

Il sera surtout question des jeunes le samedi afin justement que ceux-ci, premiers concernés, puissent venir. Il leur sera proposé de débattre de la mobilité à travers l'Europe, de l'insertion professionnelle et sociale, ainsi que des loisirs.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Le CIDJ s'adapte à la demande

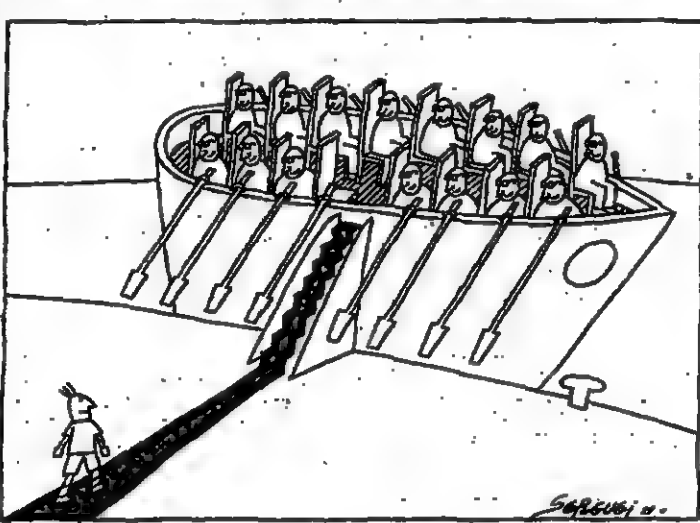
Près de 3 000 jeunes par jour reçus à Paris
et dans les vingt-cinq centres répartis sur le territoire

L'ORS de l'ouverture, en 1969, du Centre d'information jeunesse à Paris, des esprits sceptiques doutaient de son avenir, et cela surtout à cause de son implantation au 101, quai Branly. Un quartier peu fréquenté par les jeunes et relativement mal desservi par le métro. Vingt ans plus tard, le CIDJ vit toujours, et vit bien. Il accueille en moyenne trois mille jeunes par jour, soit environ un million de personnes par an (la moitié vient de Paris intra muros, l'autre moitié de la banlieue). Et il a tissé un réseau de vingt-cinq plus petits centres d'information jeunesse répartis sur tout l'Hexagone et certains départements d'outre-mer.

La raison de ce succès tient certainement à la grande capacité d'adaptation du CIDJ aux demandes des jeunes. Que cela concerne l'accueil, les services ou la documentation. Le but du centre est de fournir tous les renseignements que peuvent souhaiter les jeunes, quels que soient les domaines (formation, loisirs, juridique, etc.). Personne ne doit partir sans avoir obtenu une réponse, une adresse, un numéro de téléphone où il sera possible de continuer les recherches.

Conçu comme un espace de liberté, le visiteur n'a pas l'impression d'être accaparé dès son arrivée. Dans le hall, des bornes mini-son sont mises à sa disposition pour son auto-évaluation. Les documentalistes qui rédigent les centaines de fiches dont dispose le centre assurent également l'accueil et sont répartis en trois secteurs : formation-métier-emploi, vie quotidienne-vie sociale, loisirs-sports-vacances-étrangers.

Six représentants de l'ANPE s'occupent des problèmes d'emploi (temporaire ou permanent), et il existe même à côté des conseillers d'orientation un bureau de la Sécurité sociale. A l'étage, une im-



sante documentation est laissée à la libre consultation du public.

L'ensemble a été conçu de façon que chacun se sente libre. « Nous sommes attentifs à la demande mais en même temps nous ne racolons pas les jeunes qui entrent dans nos locaux. S'ils veulent faire leurs recherches seuls, ils le peuvent, nous ne leur demandons rien. Au contraire, tout est fait pour faciliter leur autonomie », explique M^{me} Claude Gorin, responsable des relations publiques.

Si, il y a vingt ans, la demande portait beaucoup sur les activités extrascolaires (loisirs et sports), il n'en est plus de même aujourd'hui. La préoccupation actuelle est plutôt l'emploi. Plus des deux cinquièmes des questions portent sur la formation, les diplômes, le métier. Le CIDJ aide des associations qui aident, gratuitement, les jeunes à rédiger leur curriculum vitae et leurs lettres de candidature. Elles organisent également deux fois par mois des séances de simulation d'entretien pour embauche.

Il y a bien sûr des thèmes à la mode. C'était le cas de l'informatique il y a quelques années. Actuellement l'intérêt s'est déplacé vers les métiers de la communication. Il y a un an et demi, le CIDJ a donc organisé trois jours sur ce thème. A la fois pour répondre à la demande mais aussi pour faire un point de la situation : mettre en garde les jeunes contre le manque de débouchés à la télévision ou à la radio par exemple, et au contraire diriger les jeunes vocations vers les médias très spécialisés (science, technique...) où l'on recherche encore des recrues.

Compte tenu des perspectives européennes, le CIDJ élargit ses documents et ses informations à l'Europe. Il est à l'origine de la création de l'Association européenne pour l'information et le conseil des jeunes (ERYICA), dont il assure la présidence.

CH. CH.

Centre d'information et de documentation jeunesse, 101, quai Branly, 75740 Paris Cedex 18. Tél. : 45-67-35-85.

Les mordus lâchent prise

L'UCPA se conforme aux souhaits des adolescents
vis-à-vis des loisirs sportifs

A la demande des jeunes quant aux loisirs sportifs évolue continuellement.

Alors que de nouvelles pratiques apparaissent, que des méthodes d'appréhension de l'air et l'eau révolutionnent les techniques habituelles, les jeunes se montrent à la fois moteurs et consommateurs de ces façons de s'épanouir. L'Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA), qui fréquentent chaque année quelque 300 000 jeunes de quinze à trente ans, est bien placée pour observer les changements qui se produisent au fil des générations.

Le chalet de bois et de pierre à belle allure dans le vieux village de Val-d'Isère. Solide bâtisse, chaude maison qui s'ouvre sur un lieu de rencontre, de convivialité. Entre le bar et la cheminée, Michel Groppier, directeur du centre UCPA, parle des modifications apportées à l'architecture des lieux. « Nous évoluons, comme les jeunes que nous accueillons », résume le maître de céans, avec un geste large qui semble désigner les locaux à l'air de rez-de-chaussée comme les chambres des étages.

La rénovation des centres anciens comme la construction de nouveaux ont répondu à des critères qui n'avaient pas cours à l'époque où de joyeux campeurs barbus fréquentaient l'association. Fini le temps des dortoirs, terminée l'époque des corvées de cuisine, la restauration en continu comme l'individualisation des sanitaires ont modifié les modes de vie dans les chalets.

« Il faut savoir s'adapter, sans perdre les valeurs fondamentales qui fondent notre raison d'être », explique-t-on rue de la Glacière, siège de l'UCPA. « Pour des jeunes des années 90, le séf fait partie du mode de vie, explique Michel Groppier, on mange à son heure et à son rythme, comme on le fait le

reste de l'année au lycée ou au restaurant d'entreprise ».

Une façon de justifier la disparition du test de ski obligatoire ou les tableaux par niveaux. Dans l'enseignement du ski beaucoup de choses ont changé. L'UCPA occupe d'ailleurs une place importante dans cette évolution ; raison de plus pour que l'association prenne en compte les modifications de comportement de ses stagiaires. Le nombre de débutants a diminué alors que celui des stagiaires dit « moyens » a augmenté. En conséquence, la demande n'est plus la même. Comme l'école modifie ses programmes, une association doit savoir imaginer des méthodes nouvelles.

SERGE BOLLOCH
Lire la suite page 20

(Publicité)

SANS VOUS LE RMI NE SERAIT QU'UNE LOI

Pour les exclus, le RMI est un droit à l'insertion. Vous êtes au cœur du dispositif afin que ce droit devienne une réalité pour chacun. C'est vous qui connaissez leurs vrais besoins, c'est vous qui inventez des idées et des solutions toujours nouvelles. C'est vous qui avez la capacité de prise de parole, de propositions d'actions d'insertion, et d'accompagnement social. Agissez, grâce au dispositif des Activités d'Intérêt Général.

CREEZ DES POSTES D'ACTIVITES D'INTERET GENERAL

L'A.I.G. facilite l'insertion en développant vos activités :

- L'accueil est d'une durée de trois mois à un an, éventuellement renouvelable,
- La durée mensuelle maximum est de 120 heures,
- L'association verse une indemnité de 250 à 750 F par mois, sans charges sociales,
- Une convention est signée avec le Préfet et le Président du conseil général.

Renseignez-vous sur le Programme départemental d'insertion et les activités d'intérêt général :

- A la préfecture
- Au conseil Général
- A la direction départementale du Travail et de l'Emploi.

OUVRONS LA PORTE A CEUX QUI SONT DEHORS

un stand RMI sera installé
Au forum des Associations

Délégation Interministérielle au RMI
Ministère de la Solidarité
de la Santé
et de la Protection Sociale

Associations

POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE
VOTRE BANQUE COOPERATIVE ET VOTRE ASSURANCE MUTUELLE

vous invitent au 3^e Forum National des Associations sur le stand E 202/203 et vous proposent :

- d'assister à la première démonstration publique de COOPACOMPTA : tenue de votre comptabilité par minitel (dépendances/recettes, budget, gestion analytique, bilan)
- de prendre connaissance des produits de crédit, de placement et d'assurance spécifiques aux associations
- de participer au débat organisé le 15 décembre à partir de 9 h sur le thème : « la responsabilité personnelle des dirigeants d'associations ».

CREDIT COOPERATIF
(UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE)

BP 211 92002 Nanterre Cedex
Tél. : (1) 47.24.87.32

SMACL
Société mutuelle
d'assurance
des collectivités,
locales
et des associations

SMACL - 79031 Niort Cedex
Tél. (N° de France) : (1) 46.04.03.45

ASSOCIATIONS

Des « mères-béquilles »

Une opération de partenariat pour la construction du dixième village d'enfants.
Une expérience originale de mécénat humanitaire

Une expérience originale de mécénat humanitaire sera présentée au Forum des associations, vendredi 15 décembre à 18 h 45. Il s'agit de l'opération de partenariat entre l'association SOS-Villages d'enfants et la société Lego, qui s'offre d'aider à la construction du dixième village en France.

ORIENTÉE depuis sa création vers l'accueil de fratries en mal de parents, l'association SOS-Villages d'enfants compte actuellement neuf villages en France. Au centre du dispositif, la « mère-SOS » élève les enfants jusqu'à leur majorité. Autrefois maman à part entière, elle a tendance à devenir aujourd'hui une professionnelle particulièrement engagée dans un « travail » de chaque instant : amener des enfants à l'âge adulte.

Plaisir, petite commune-dortoir des Yvelines, se reconstruit sous l'effet des premiers gels. Plaisir, le neuvième et dernier-né des villages d'enfants-SOS de France : il a tout juste deux ans. Danièle, trente-sept ans, est la première. Quand elle est arrivée, en novembre 1987, les dernières maisons du lotissement n'étaient pas encore toutes construites. Il a fallu acheter les meubles, faire face aux pannes du chauffage et de la machine à laver : les enfants seraient là dans quinze jours. Six frères et sœurs, âgés alors de deux à neuf ans. « Je suis passée de célibataire vivant seule à six enfants, en une journée ! » se souvient-elle, rieuse.

Ancien professeur de comptabilité, Danièle a d'abord travaillé auprès de handicapés mentaux avant de choisir son actuel « métier » : mère-SOS, selon la terminologie des villages d'enfants. Cette structure, créée en Autriche après la deuxième guerre mondiale et mise en place en France depuis

1956, s'occupe d'enfants en difficultés familiales. Orphelins, abandonnés ou séparés de leur famille, ils sont confiés à l'association par les DDASS ou les juges pour enfants. Premier objectif des villages : maintenir ensemble les frères et sœurs. Elle s'est donc spécialisée dans l'accueil des grandes fratries (de quatre à huit). Pour les recevoir, une femme, qui fait office de mère et les élève jusqu'à la majorité du dernier. Plus qu'un emploi, c'est pour la mère-SOS un engagement de dix à quinze ans en moyenne. Elle sera, pour les enfants, à la fois le pilier d'une vie nouvelle et un gage sans pareil de sécurité.

Danièle, elle, voulait à tout prix être avec des enfants mais se trouvait trop vieille pour en avoir « à elle ». Le mot « dévouement » la fait grincer et l'appellation « mère-

SOS » elle-même la bérise. « Je ne suis pas une sainte. On ne fait pas ça par hasard, on le fait aussi pour nous. C'est tellement enrichissant. Même si on se fait bouffer, même si on n'a pas le temps de s'occuper de chacun autant qu'on le voudrait, on a quand même l'impression de les aider... » En acceptant d'être avec les enfants vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pour un salaire brut de 5 800 F par mois (auxquels s'ajoute, il est vrai, un budget logement, nourriture et équipement d'environ 11 000 F par mois pour une maisonnée de sept), Danièle savait qu'elle donnerait une grande part d'elle-même. Elle a choisi en connaissance de cause, et ne regrette rien, malgré les moments difficiles.

« On se fait prier, c'est sûr. On arrive avec des idées, on sait que ce ne sont pas nos enfants... Et puis

on s'attache trop à eux. Avant, on ne se rend pas compte à quel point on peut s'impliquer avec des enfants auprès desquels on vit au quotidien. » Toute l'ambiguïté d'une profession qui demande à la fois un contrôle et un soutien aux mères-SOS, selon les mots d'Antoine Bouguin, responsable du village de Plaisir. Une aide en continu, qui leur permet de mieux affronter les (multiples) problèmes.

Un travail d'équipe

L'équilibre est délicat et toujours menacé. Pour le maintenir, les responsables des villages-SOS insistent sur la « professionnalisation » croissante du personnel. Les chefs de famille reçoivent l'assistance d'une aide familiale (périodes de vacances, soirées) et d'un éducateur (devoirs scolaires).

Et surtout, le « village » — petits groupes de maisons dispersées dans le lotissement — s'organise autour

d'une équipe, patronnée par un directeur. L'avantage de la structure est qu'elle apporte, à travers réunions, discussions et intervention d'un(e) psychologue, « à la fois un contrôle et un soutien aux mères-SOS », selon les mots d'Antoine Bouguin, responsable du village de Plaisir. Une aide en continu, qui leur permet de mieux affronter les (multiples) problèmes.

Première difficulté que rencontre la mère-SOS : les rapports avec les parents naturels. « Nous avons un rôle de tampon à jouer en cas de conflit », explique Antoine Bouguin. Car il est vrai que, bien souvent, les parents font tout le contraire de ce que nous faisons. Danièle se rappelle encore les premiers week-ends que les enfants ont passés dans leur famille. Ils en revenaient plus agressifs que jamais. Depuis, les choses se sont arrangées. Mais il faut sans cesse composer avec l'incompréhension, les rancœurs, voire une franche hostilité.

D'autant que l'évolution actuelle (avec, entre autres, la diminution progressive du nombre d'orphelins) a poussé l'association à travailler de plus en plus en direction des parents et avec eux. A Plaisir, cette nouvelle philosophie a déjà cours. « Nous essayons de valoriser les parents aux yeux des enfants. Parce qu'ils continuent à les aimer et qu'il n'est ni possible ni bon de s'opposer à leur amour. Et pour que notre travail soit vraiment complet, il faut aider l'enfant à comprendre son passé. »

Contrairement à ce qu'ont connu les anciens villages, Danièle — cela fait partie du contrat et de ses convictions — se fait appeler par son prénom. Volonté de ne pas embrouiller des enfants déjà perturbés par une histoire difficile. Un net changement par rapport à la « maman » qui a élevé Catherine — orpheline de mère à sept ans, vingt-six ans aujourd'hui — à Marange, en Lorraine. « C'était notre mère et ça l'est toujours. Ce qui s'est passé

avant, on n'en a jamais entendu parler à la maison. La page était tournée. » Aujourd'hui, plus question de couper l'enfant de ses racines. Même si le travail de la mère-SOS s'en trouve encore compliqué.

Autre « révolution » en cours : l'entrée progressive des hommes dans le sérial. A Carros, près de Nice, deux couples sont déjà installés pour prendre en charge deux fratries. Et à Plaisir, y a-t-il un problème de manque d'hommes ? « A quel âge devez-vous ? », s'exclame le directeur du village. Seul élément masculin de la communauté (l'éducateur n'a pas encore pris ses fonctions), il accueillera avec joie un couple dans l'une de ses dix maisons.

Des hommes dans le sérial

L'idée fait son chemin mais ne va pas sans poser quelques problèmes de recrutement. Sans être salarié du village (« il faudrait quelqu'un à l'extérieur », précise le directeur), le mari de la mère-SOS devra lui aussi s'engager dans l'aventure... avec toutes les contraintes qu'elle implique. Et puis les réticences existent, dans un petit monde qui doit le succès de sa mission aux femmes. L'introduction des maris pourrait bouleverser un dispositif qui a fait ses preuves et qui a pour cœur la mère-SOS. « Petit à petit, poussés de l'extérieur, nous évoluons sur ce point », constate Hélène Zozaya, directrice psychopédagogique, chargée de recruter les candidates au rôle de mère de substitution. C'est vrai que la culture d'hommes se fait ressentir, surtout au moment de l'adolescence. Mais nous sommes des béquilles, on ne peut pas tout remplacer. Danièle, dans sa maison qui sent le linge propre et le fer à repasser, remplace ce qu'elle peut. Avec parfois, au fond de ses yeux marqués, comme un regret de ne pouvoir faire plus encore.

JUDITH RUEFF

Les mordus lâchent prise

Suite de la page 19

L'entretien individuel permet ainsi de conseiller à chaque participant le type de cours qui lui convient, la pratique sur les pistes facilite les ajustements souvent nécessaires.

« Le temps n'est plus où les activités étaient quasiment imposées à des mordus venus pour en baver », résume Jean-Claude Meyran, directeur des activités à l'UCPA. Le jeune qui s'inscrit pour un séjour où il espère s'amuser beaucoup et en plus pratiquer une activité physique a peu de points communs avec la passionnée qui souhaite améliorer sa glisse en surf.

« Nous sommes tenus de proposer une palette suffisamment large

pour que chacun trouve le centre et l'activité qui répondent à son envie », souligne le directeur des activités.

Une enquête effectuée il y a deux ans parmi les stagiaires des centres nautiques a montré que leurs motivations étaient parfois éloignées. A côté des « perfectionnistes » exigeants sur la compétence de l'encadrement sportif et des « purs et durs » parvenus des sensations fortes, elle révèle l'existence d'une autre tendance, que les sociologues ont baptisée les « vacanciers », qui privilégient la douceur de vivre et le sport à petite dose. « On peut estimer qu'il existe en réalité deux grandes catégories de stagiaires », résume Jean-Claude Meyran. D'un côté les amateurs de sports et de l'autre les amateurs de sports vacances.

Tout en reconnaissant que la division est un peu arbitraire, le directeur des activités estime qu'elle recoupe bien les différents profils des jeunes qui s'adressent à l'UCPA. Selon lui la deuxième catégorie connaît même un certain développement. « Ce qui rend notre tâche plus difficile car il faut bonifier l'enseignement de type scolaire et privilégier les activités à mi-temps ».

Services à la carte

Il explique aussi que la gamme des activités proposées doit continuellement évoluer et se renouveler. Prenant l'exemple de la voile, il souligne que le catamaran ou le funboard offrent la possibilité aux amateurs de vitesse de se donner quelques frissons alors que l'apprentissage de la planche à voile possède toujours ses adeptes.

Dans les centres de montagne, l'UCPA propose des stages de « ski découverte » et d'autres baptêmes « ski passion », les termes suffisant pour guider les éventuels deman-

LES ASSOCIATIONS

- Tome 1 : Guide comptable
- Tome 2 : Nomenclatures comptables
- Tome 3 : Guide de contrôle

par l'Ordre des experts comptables et la Compagnie des commissaires aux comptes

780 F TTC franco

« Editions comptables Malherbes »
103, boulevard Malherbes
75008 Paris

LA COLLECTION DES GUIDES PRATIQUES DE JURIS-ASSOCIATIONS



3000 pages de savoir-faire pour mieux gérer et développer votre association

- | | |
|--|--|
| 1. COMMENT CREER UN SPONSOR MODE D'EMPLOI 88 p., 120 F. | 5. MARKETING ET COMMUNICATION DES ASSOCIATIONS 320 p., dont 20 de photos, 240 F. |
| 2. GUIDE COMPTABLE DES ASSOCIATIONS NOUVEAU PLAN COMPTABLE 320 p., 200 F. | 6. L'ASSOCIATION EST UN MEDIA MANUEL PRATIQUE DES TECHNIQUES DE COMMUNICATION ECRITE ET AUDIOVISUELLE 320 p., 200 F. |
| 3. GUIDE FISCAL DES ASSOCIATIONS 48 p., 80 F. | 7. EDITER UNE REVUE GUIDE PRATIQUE DE LA PRESSE ASSOCIATIVE 400 p., 240 F. |
| 4. GUIDE DE L'ASSOCIATION EMPLOYEUR LES COLLABORATEURS OCCASIONNELS ET PERMANENTS 48 p., 90 F. | 8. 2 000 ADRESSES UTILES POUR VOTRE ASSOCIATION 300 p., 150 F. |

Ces ouvrages, rédigés par des professionnels spécialistes des organismes sans but lucratif, sont disponibles :
• soit en librairie.
• soit par correspondance à JURIS-ASSOCIATIONS, 12, quai André-Lassagne, 69001 LYON (frais de port en sus : 18 F par ouvrage)

ASSINFO
Pour être bien informé :
le service télématique conçu
par le C.N.A.V.A. avec le concours
du Crédit Lyonnais



- Comment créer et faire fonctionner votre association
- Les solutions bancaires pour bien la gérer
- Petites annonces et actualités associatives

Renseignez-vous
dans toutes les agences du Crédit Lyonnais
ou sur minitel 36 15 code Assinfo

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI

ASSOCIATIONS

« Il faut que les associations accordent plus de responsabilités aux jeunes »

estime M. Roger Bambuck

« **L**a convention des droits de l'enfant, dans son article 15, demande aux Etats signataires d'accorder, aux enfants la liberté d'association. En France, des personnalités, faisant une interprétation large de cet article, estiment qu'il est temps de donner à l'enfant de plus amples responsabilités et qu'il faudrait même lui permettre de présider des associations. Qu'en pensez-vous ? »

« Il y a là un vrai sujet de réflexion, et d'ailleurs la garde des sceaux et moi-même étudions un projet de loi allant dans ce sens. Actuellement, un jeune peut adhérer facilement à une association puisqu'il ne demande rien de plus qu'une autorisation tacite de ses parents. En revanche, il sera tenu à l'écart des décisions jusqu'à sa majorité. On en arrive à cette situation bizarre de clubs affichant plusieurs centaines d'adhérents mais n'ayant qu'une vingtaine de votants lors des assemblées générales. C'est le cas surtout des associations sportives. Le problème est différent avec les associations de jeunesse et d'éducation populaire, dont le champ d'activité est beaucoup plus large et qui accueillent plus d'adultes. »

« Les questions qui se posent sont de savoir si les mineurs doivent avoir accès à tous les postes de responsabilité ou seulement à quelques-uns, comme par exemple un conseil d'administration, si cela doit s'appliquer à tous les types

d'associations, et, bien sûr, quel est l'âge minimal imposé. »

« Les jeunes réclament de plus en plus d'autonomie et que l'on prenne mieux en compte leurs idées. La société évolue d'ailleurs dans cette direction. Lors des divorces, par exemple, les juges écoutent aujourd'hui plus facilement les adolescents qu'hier. Le succès des conseils municipaux d'enfants doit nous servir de référence. Les jeunes qui y participent font preuve d'un tel sens des responsabilités et d'un tel enthousiasme que beaucoup d'adultes apprennent à leurs côtés. Nous devons cependant veiller à ce qu'il n'y ait pas de démission de la part des adultes et une trop grande responsabilisation des côtés des enfants. »

A l'origine de la Carte Jeune

« Où en êtes-vous dans vos travaux ? »

« Les administrations du ministère de la justice et du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports travaillent ensemble à partir de plusieurs éléments, dont la convention des droits de l'enfant et le rapport du Conseil économique et social. Elles procèdent à des consultations auprès des associations car sans elles rien évidemment ne peut se faire. Celles-ci pourraient d'ailleurs déjà sauter le pas en imaginant un système permettant de prendre en compte les souhaits des jeunes et en leur accordant plus de responsabilités. »

« Malheureusement, on constate dans ce domaine que, quand les associations sont prêtes, les institutions ne le sont pas, et vice versa. Il

faudrait arriver à vibrer en phase pour pouvoir évoluer. J'espère que l'échéance de 1993, qui nous oblige à rechercher une harmonie sur les droits des jeunes et la vie associative, nous aidera à avancer. »

« De quelle façon prenez-vous part à la construction de l'Europe des jeunes ? »

« Nous sommes le ministère le plus en prise avec la construction de l'Europe. Nous touchons à tous les domaines qui ne sont pas purement économiques. La circulation des jeunes, c'est de notre ressort. La France a d'ailleurs été à l'origine de la Carte Jeune, qui devient le passeport culturel de la jeunesse européenne. Les échanges des jeunes, c'est encore de notre ressort. (L'Office franco-allemand pour la jeunesse, par exemple, est placé sous notre responsabilité.) Nous voulons favoriser la mobilité de la jeunesse et faire en sorte qu'elle vive bien. Pour cela, nous nous attachons à améliorer la connaissance des jeunes sur l'Europe en développant les réseaux d'information. Il faudrait étendre les CIDI (centres d'information et de documentation jeunesse) et en ouvrir un dans chaque capitale d'Europe. »

« Mais l'Europe des jeunes, c'est aussi vaincre tous les facteurs d'exclusion et lutter contre toutes les situations d'échec. Il s'agit là d'un défi que tous les ministères de la jeunesse réunis récemment à Paris ont décidé de relever. Nous allons nous retrouver pour construire ensemble des programmes qui prendront en compte ces jeunes aujourd'hui en marge. »

Propos recueillis par CHRISTIANE CHOMBEAU

Les cinquante ans de la CIMADE

La CIMADE (comité inter-mouvements auprès des évacués) a cinquante ans. Que de chemin parcouru depuis 1939 par ce mouvement d'entraide humanitaire fondé par de jeunes protestants regroupés autour du pasteur Mario Boegner et de M^{lle} Suzanne de Dietrich, pour venir en aide aux personnes déplacées d'Alsace et de Lorraine ! Le comité prend sa véritable dimension quelques mois plus tard grâce à Madeleine Barrot. Et les premières équipes de la CIMADE vivent en 1940 avec les internés, pour la plupart juifs ou réfugiés d'Allemagne, dans les camps de Gurs (Pyrénées-Atlantiques) et de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales).

Déjà, la CIMADE sera toujours sur le pont. Après la seconde guerre mondiale, le mouvement auquel appartiennent des centaines de militants, majoritairement protestants mais aussi catholiques et orthodoxes, participe à l'accueil des réfugiés des pays de l'Est. La CIMADE sera également présente dans les centres de regroupement en Algérie et soutiendra la résistance algérienne et marocitaine à la présence portugaise en Afrique.

« Solidaire », elle le sera encore en 1981 en s'opposant à l'expulsion de jeunes béars à Lyon, en soutenant en 1983 le mouvement pour l'égalité et contre le racisme et en 1988 en participant à la campagne pour la défense du droit d'asile. L'action de Jean-Marie Tiboce ne l'a pas laissée indifférente et, récemment, elle s'est intéressée

aux réfugiés chinois. Une solidarité engagée, qui s'est traduite en 1987 par l'accueil de 7 200 demandeurs d'asile, l'hébergement de 120 personnes, la visite de 3 200 Africains ou Asiatiques dans les centres de rétention, en instance de reconduction à la frontière.

Le droit d'asile en question

Le mouvement a étudié cinquante projets de développement dans trente pays du tiers-monde. Son budget annuel est de 45 millions de francs (15 millions de subventions et 30 millions « récoltés » auprès de 100 000 donateurs). Telle est la CIMADE aujourd'hui. Et demain ? « C'est l'Europe avec toutes les questions non résolues autour des thèmes de l'immigration, des réfugiés, des relations avec les peuples du Sud et ceux de l'Est », affirme M^{lle} Geneviève Jacques, secrétaire générale de la CIMADE, qui regrette un « dérapage » à propos du droit d'asile.

« Les dispositifs prévus pour les réfugiés se grippent, les délais s'allongent et surtout la suspicion s'installe face aux nouveaux demandeurs d'asile, dans les mentalités de l'administration comme dans celles de l'opinion publique », estime M^{lle} Jacques, qui déplore « la remise en cause de facto du droit d'asile par le détournement des dispositifs de protection de leur vocation première, qui est de protéger les réfugiés

et non pas de protéger la France de l'arrivée des réfugiés ». Bref, la CIMADE condamne le « discours de fermeture » des frontières, qui a des « effets aussi graves ».

M. Michel Rocard, qui participait à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette à une réunion organisée pour célébrer ce cinquantième anniversaire, ne partage pas tout à fait ce point de vue. Au cours de son allocution, il a notamment déclaré : « N'y a-t-il pas aujourd'hui un certain détournement du droit d'asile qui, s'il n'y est pas porté remède, finira par menacer l'existence de ce droit lui-même ? » Et le premier ministre de préciser : « De 18 000 demandes en 1980, nous sommes passés à 28 000 en 1988, puis à 34 000 en 1989 pour atteindre un quasi-doublement en un an avec 60 000 demandes en 1989. S'étonnera-t-on alors que la proportion de rejets soit passée en douze ans de 4,67 % en 1976 à plus de 65 % en 1988 ? »

M. Rocard a conclu : « Nous avons signé la convention de Genève de 1951 sur le statut des réfugiés. Elle demeure notre référence. Il s'agit d'accueillir les personnes persécutées pour leur opinion et leurs engagements notamment politiques, et elles seules. » Le débat est ouvert. La CIMADE entend bien le poursuivre.

JEAN PERRIN

► CIMADE : 178, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél. : 45-50-34-43.

L'Europe associative existe

Français, Allemands et Belges construisent ensemble des villages de vacances.

« **L**e tourisme associatif ne manque pas d'imaginer. On le croyait essouffé et en arrière de la main par rapport à ses confrères commerciaux qui sautent les frontières pour s'associer et tirer les plus grands profits de formules nouvelles de loisirs. Voilà qu'il parvient l'Europe de villages de vacances. »

L'idée est née vers 1974 dans la tête d'André Guignand, alors président de l'association VVF (Villages vacances familles). La plaie du tourisme est son caractère saisonnier.

Cela donne un tel afflux de vacanciers que les lits ne suffisent plus pour accueillir la foule. Première conséquence : VVF refuse 50 000 familles chaque année faute de place. Deuxième inconvénient : les villages ne se remplissent correctement que quatre mois sur douze, et leurs comptes d'exploitation en sont obérés. André Guignand est donc allé voir l'association belge Loisirs et vacances pour lui proposer une coopération en bonne et due forme : « Vos populations laborieuses belges ne trouveront pas de lits dans nos villages parce que les familles françaises s'y bousculent déjà, leur a-t-il déclaré. Allons au-delà du simple échange de clientèle et construisons ensemble un village qui accueillera à parts égales Français et Belges. »

Il a fallu huit ans pour réussir cet eurovillage du cap d'Agde. L'Etat belge voulait bien prêter des fonds, mais à la condition que Loisirs et vacances soit propriétaire du terrain où était prévu le village. Or VVF n'est jamais propriétaire du moindre terrain. Le Trésor français répugnait à autoriser l'investissement de fonds belges sur le territoire national. Un décret de 1939 a été abrogé pour permettre l'entrée d'étrangers dans une association française.

Un taux de remplissage en augmentation

Les 820 lits de l'eurovillage du cap d'Agde ont accueilli leurs premiers vacanciers en 1982. La majorité du personnel est française, le directeur est belge ainsi que, pendant l'été, une partie des animateurs. Et ça marche ! Le taux de remplissage du village est supérieur de 10 % à celui des installations classiques de VVF parce que les calendriers des vacances belge et française ne coïncident pas. Chaque association dispose de la moitié des places, mais quand l'une ne remplit pas son contingent, elle cède son reliquat à l'autre.

Pourquoi ne pas généraliser une bonne intuition ? André Guignand s'est tourné vers ses amis alle-

mands du mouvement Deutsch Europäischer Familienferienwerk (Vacances familles Allemagne Europe), qui ont accepté d'apporter 30 %, soit 4,5 millions de Deutschmarks (15,3 millions de francs), pour rebâtir un village de vacances de 82 logements et 410 lits à Obernai, en Alsace. L'Etat de Bade-Wurtemberg et le ministère fédéral de la famille apporteront leur écot, de même que les Belges de Loisirs et vacances qui ont promis 3 millions de francs.

Une charte de qualité

Voilà que l'on s'apprête à sauter d'autres frontières. VVF mettra, à son tour, 3 millions de francs dans l'eurovillage que Loisirs et vacances construira au centre de Bruxelles pour les syndicalistes et les responsables d'organisations familiales venus pour des réunions communautaires, mais aussi pour les familles françaises, allemandes ou belges qui visiteront la capitale du royaume. Le nom de baptême de cet hôtel d'un nouveau genre sera Le Carrefour européen du tourisme.

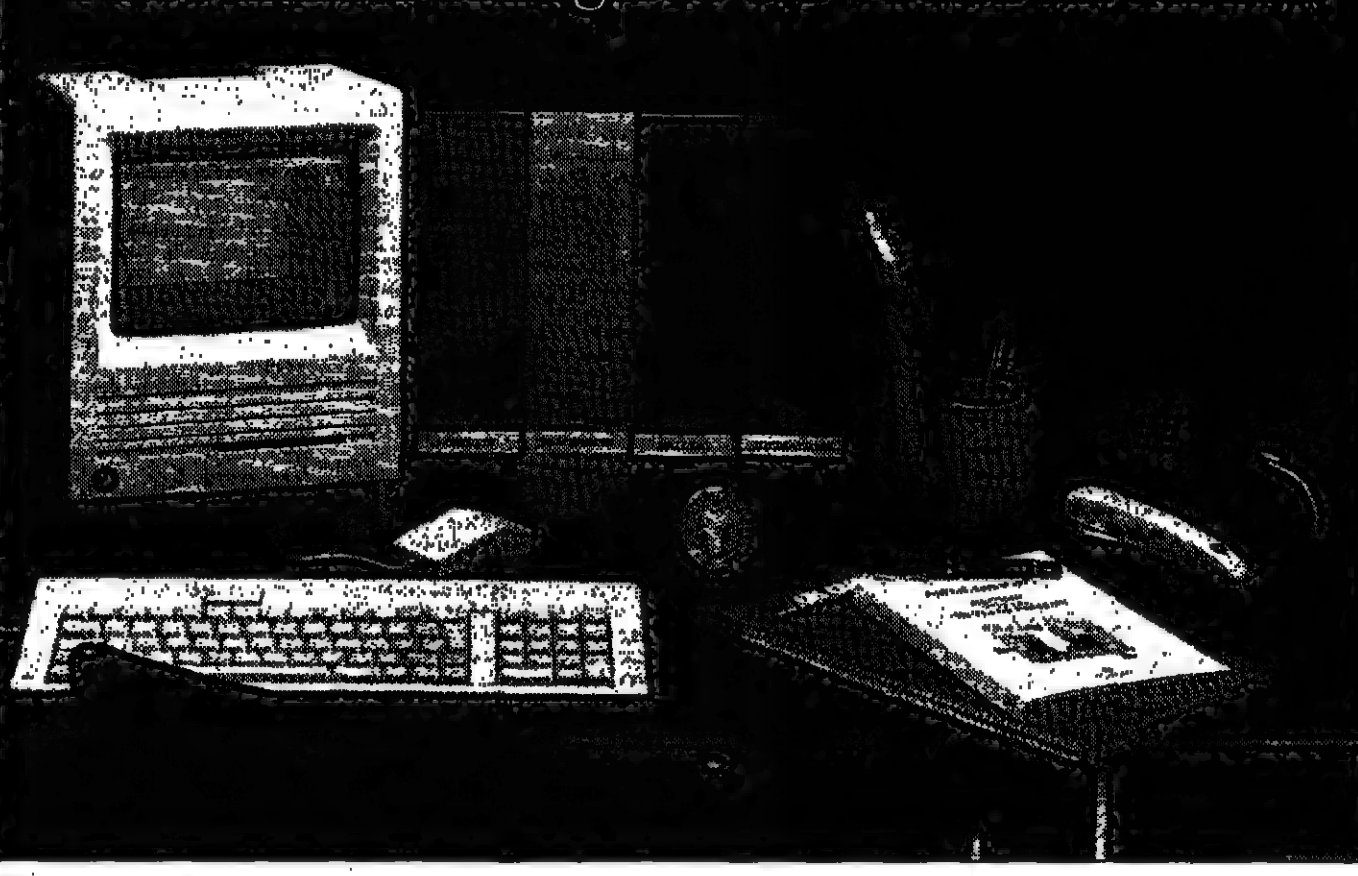
En Italie, sept eurovillages sont programmés sur la côte sud et en Sardaigne par quatre partenaires : Inсад, la société d'Etat chargée du développement touristique du Mezzogiorno ; Etsi service, organisme de loisirs proche de la centrale syndicale CISL, et, à nouveau, le français VVF et le belge Loisirs et vacances. En Espagne et en Ardèche, ce sont deux eurovillages, de 80 studios chacun et financés à 30 % sur des fonds européens, que la communauté autonome de Murcie et le département de l'Ardèche sont convenus de construire et de gérer ensemble avec le concours de VVF et du belge Gezinsvakantie Familietours.

Pour parachever l'édifice, un groupement européen d'intérêt économique a été mis en place, le 17 octobre dernier, à Strasbourg. Sous la présidence d'André Guignand, ce groupement sera chargé de promouvoir le tourisme social et les eurovillages. Une charte garantit le label : un eurovillage reçoit au moins 20 % de clientèle étrangère ; il favorise les rencontres de jeunes ; ses studios, bien insonorisés, comportent au moins 25 mètres carrés pour deux personnes.

Avec cette formule, le tourisme associatif européen a trouvé non seulement le moyen de rapprocher des peuples de la CEE grâce aux vacances, mais aussi une astuce pour s'entraider au moment où les gouvernements n'accordent plus au tourisme d'Etat social qu'une attention discrète.

ALAIN FAUJAS

Association bien gérée est vouée au succès.



Vous êtes gestionnaire d'une association. La Caisse d'Épargne Écureuil peut vous aider à la gérer, à la financer et à la développer comme une véritable entreprise.

Grâce à sa vocation et à son expérience du milieu associatif et de l'économie sociale, l'Ami Financier vous propose, en plus du compte-chèques Écureuil et de la Carte Bleue, plusieurs services réellement adaptés aux préoccupations spécifiques des associations dont :

— Le Livret A "Spécial Associations" : ses intérêts déduits et son plafond cinq fois supérieur à celui des particuliers permettent de rentabiliser les disponibilités temporaires.

— Les Crédits-Relais de l'Écureuil : ils couvrent des besoins momentanés de trésorerie en finançant sur courte

durée et à un taux privilégié certains retards de recette.

— Les "Prêts Associations Écureuil" : ils financent le développement de votre association grâce aux possibilités de prêts à l'équipement et à l'investissement, à court, moyen et long terme.

— La gamme complète de placements : SICAV Associations, SICAV de trésorerie, SICAV long terme, FCP.

Avec l'Écureuil, votre association deviendra rapidement un succès. Demandez dès maintenant, à votre Caisse d'Épargne, la brochure de l'Ami Financier "Spécial Associations".

L'Ami Financier
Caisse d'Épargne Écureuil

C.I.C.O.S.
Centre d'information et de
communication sociale

est une association créée pour :

- aider les associations dans leur vie quotidienne,
- favoriser les échanges et rencontres entre associations,
- veiller sur la vie et l'évolution des associations.

Propose des informations :

- Un bulletin de liaison, des stages de formation pour les membres des associations. Présent au forum des Associations.

C.I.C.O.S. : 98, rue Rambuteau, 75001 Paris
Tél. : 43-39-47-49

COLLECTE DE FONDS
une stratégie pour les associations

112 pages - 140 F. (hors taxes)

NOUVELLES ÉDITIONS FIDUCIARIES
2 bis, rue de Villiers
92000 Levallois-Perret
Tél. (1) 47 50 10 23

ASSOCIATIONS

Les associations embouchent le porte-voix

Téléthon, campagnes d'affichage, manifestations :
les coups médiatiques se multiplient

POUR la troisième année consécutive, l'opération Téléthon, ce marathon télévisé de trente heures organisé par l'Association française contre la myopathie (AFM), vient de se dérouler sur Antenne 2. Une fois encore, ce grand spectacle doublé d'une compétition de la générosité a fait sortir l'argent des poches. Chacun des Téléthons de 1987 et 1988 avait permis de recueillir 180 millions de francs. Avec 256 millions, celui de 1989 a battu les records précédents.

Il est vrai que l'AFM avait organisé son affaire comme une grande entreprise lance un nouveau produit (1). Pierre Birnbaum, le responsable du Téléthon, est un ancien industriel de quarante-sept ans rompu aux techniques de la commercialisation. Avec ses adjoints — un commando de quatre personnes — il a obtenu des pages d'annonce dans la plupart des quotidiens et des cahiers spéciaux dans deux hebdomadaires, l'*Événement du jeudi* et le *Vie*.

Les cent vingt permanents de l'association et les trente mille adhérents avaient été mobilisés pour que l'opération s'accompagne, sur le terrain, de réunions, de fêtes et d'épreuves sportives. Malgré le travail de ces bénévoles et les tarifs consentis par les patrons de presse, l'opération Téléthon n'est pas gratuite. L'AFM dépense chaque année plus de 2 millions de francs pour l'annoncer, dédommager, Antenne 2, relancer les donateurs et gérer les fonds recueillis. L'investissement reste hautement rentable.

Le lobby aussi

Si elles ne réalisent pas des coups médiatiques aussi spectaculaires, la plupart des grandes associations s'occupent de malades, d'invalides ou de handicapés se lancent à présent dans des campagnes de style publicitaire inimaginables il y a quelques années. Elles semblent avoir compris qu'il serait naïf de tout attendre du fonctionnement de la démocratie représentative alors que les groupes de pression foisonnent. Bravant les tabous, bousculant une opinion dont le modèle est l'individu performant, les « diminués » osent s'affirmer comme tels, les exclus d'hier revendiquent leur place au soleil.

Puisque le faire-avoir exemptait tant que le service, il ne pouvait sans vergogne dans la pénurie des aides promotionnelles éprouvées. L'idée du Téléthon, par exemple, est directement inspirée par un show télévisé et charitable imaginé aux États-Unis, il y a déjà quinze ans, par l'acteur américain Jerry Lewis. Autre concept venu d'outre-Atlantique : celui du lobbying, autrement dit de l'action auprès des parlementaires. Ce n'est pas un hasard si l'Union nationale des associations de parents d'enfants handicapés (UNAPEI) a

organisé son grand rassemblement du 5 octobre 1988 dans les jardins des Tuileries (2). Les vingt mille handicapés et leur famille se trouvaient à quelques enjambées du Palais Bourbon alors en pleine session budgétaire. Résultat : c'est par dizaines que des parlementaires de toutes les formations sont venus, « en voisin », apporter leur soutien à la démonstration. Quelques mois plus tard, au congrès de l'UNAPEI qui se tenait à Brest, Michel Rocard envoyait un message personnel porté par deux membres du gouvernement.

Pen auparavant, le comédien Michel Creton avait montré le chemin. Scandalisé par la situation des handicapés mentaux qui, à vingt ans, sont obligés de quitter les établissements qui les ont jusqu'à accueillis, il avait décidé de faire modifier la réglementation. Affiches, intervention auprès de l'Élysée et du Parlement, conférence de presse, tels furent les leviers de sa campagne. Passant outre aux réticences du secrétariat d'État chargé des handicapés, Michel Creton a finalement obtenu la modification législative qu'il réclamait.

En 1989, c'est l'Union nationale des associations de soins et services à domicile (UNASSAD) qui souhaite faire adopter le principe d'un fonds national d'aide à domicile (3). M. Théo Braun, ministre chargé des personnes âgées, n'est pas convaincu. L'UNASSAD organise une campagne intitulée « Une semaine pour convaincre ». On commence par recueillir 300 000 signatures auprès des retraités. Puis se succèdent les interventions auprès des élus départementaux et régionaux, un déjeuner-débat avec des parlementaires, des messages sur les panneaux électroniques de Paris et la distribution de dossiers à la presse. L'affaire, cette fois, ne débouche pas, mais l'UNASSAD a bien l'intention de revenir à la charge l'an prochain avec des moyens renforcés.

Se faire connaître, telle est aussi l'ambition de la Fédération nationale des handicapés du travail et des handicapés (FNATH), qui juge sa notoriété par trop modeste (4). Il s'agit donc de recruter des jeunes et de faire grimper le nombre des adhérents de 300 000 à 600 000. Pour y parvenir, la fédération vient de lancer une campagne baptisée ELAN (engagement local, ambition nationale), qui est présentée comme « l'une des plus importantes actions de sensibilisation conduite en France sur le handicap, l'accident et la prévention ».

Un tintamarre coûteux

Les militants de base sont chargés d'organiser 30 000 réunions pour lesquelles on leur fournit le kit du parfait propagandiste : affichettes, clip vidéo, tableaux explicatifs et dossiers de presse. Le tout soutenu par un affichage national et la publication de messages dans l'*Événement du jeudi*. Conçue par une agence de relations publiques et financée à 30 % par le Crédit lyonnais, la campagne coûtera 2 millions de francs.

Ce tintamarre agace les adhérents et les élus-majors des autres mouvements qui, pour ne pas être oubliés, sont quasiment obligés de renoncer à la discrétion. Ainsi l'Association française des paralysés (AFP) a demandé à une agence de communication comment il fallait s'y prendre pour faire parler d'elle et récolter de l'argent (5). En mai 1989, voici l'opération Passeport pour la vie, qui consistait à vendre des carreaux de santé (aux normes européennes) pour la modique somme de 10 francs.

L'affaire, soutenue par les Kivans clubs et le Syndicat des pharmaciens, avait été annoncée par cinq mille affiches et des encarts dans la presse. Pour mesurer l'impact, elle s'est terminée, comme il se doit, par une enquête d'opinion. L'ensemble de la campagne a coûté 5,5 millions de francs, mais elle en a rapporté 8 millions, mille articles de presse

et quelques points de notoriété supplémentaires. Encouragée par ce demi-succès, l'AFP s'engagera, l'an prochain, dans une opération de recrutement de manière à étoffer les bataillons de ses soixante-dix mille adhérents.

Dans cette course médiatique, le mouvement le plus imaginatif et le plus entreprenant reste, sans doute, la puissante UNAPEI déjà nommée. On y est passé quasiment sans transition du ghetto silencieux aux grandes manœuvres en rase campagne. C'est une équipe de nouveaux dirigeants arrivée au pouvoir en 1987 — notamment la présidente, M^{me} Bernadette Wahl, et son directeur, M. Patrick Gobet — qui a décidé cette révolution culturelle : faire admettre que les handicapés mentaux sont des personnes à part entière, ne sollicitant pas la commisération mais leur place dans la société.

Pas toujours des succès

Pour en convaincre à la fois leurs soixante mille adhérents et la France entière, ils ont fait appel à des professionnels : publicitaires, dédicataires de sponsors, collecteurs de fonds, producteurs de disques, etc. Leur opération se développe sur plusieurs années : rassemblement aux Tuileries, congrès à grand spectacle, lancement d'un disque, mobilisation d'artistes, affiches aux formules choc comme : « Une autre fois, dites-moi bonjour ! » ou « Vivre ensemble, c'est pas débile ! », spots télévisés, soirée de gala, organisation d'un congrès mondial à Paris en 1990. Le coût total de cette fusée à étages dépassera 13 millions de francs. Selon les premiers son-

dages, l'impact de la campagne étonne les publicitaires eux-mêmes.

Pourtant, les initiatives de l'UNAPEI n'ont pas été que des succès. Témoin ce wagon spécial affrété pour le congrès de Brest, qui, au lieu des vingt journalistes attendus, n'en a transporté que trois. On a frôlé le bide. Ici comme dans d'autres associations, certains militants de base grognent contre les dépenses de promotion jugées excessives. Il est probable que leur rendement va aller décroissant car les campagnes se font concurrence, se neutralisent et obligent à une surenchère de plus en plus coûteuse. Constamment sollicités, les milieux politiques, les médias, les sponsors et l'opinion elle-même ne vont-ils pas se lasser ?

Pour l'instant, M. Michel Gillibert, secrétaire d'État aux handicapés et accidentés de la vie, se dit enchanté du réveil des associations. « Ces campagnes, qui nous changent du style pleurnichard, remuent les mentalités », dit-il. Nous avançons. Il est vrai que le ministre en fauteuil roulant est l'un des plus médiatiques du gouvernement. Il ne peut se plaindre de faire école.

MARC AMBROISE-RENDU

- (1) AFM, 13, place de Rungis, 75013 Paris. Tél. : 45-65-13-00.
- (2) UNAPEI, 15, rue Corneville, 75018 Paris. Tél. : 42-63-84-33.
- (3) UNASSAD, 15, passage Saint-Sébastien, 75011 Paris. Tél. : 43-53-26-25.
- (4) FNATH, 20, rue Tarentaise, 42029 Saint-Etienne. Tél. : (16) 77-33-01-58.
- (5) AFP, 11, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris. Tél. : 43-60-82-40.

fonda

Informons-nous,
associations
nos idées,
proposons et
agissons
ensemble.

Pour une vie associative
utile, innovante, forte,
dynamique et reconnue,
adhérez à la fonda,
abonnez-vous à sa lettre
d'information,
renseignez-vous.

fonda
fondation pour la vie associative
18, rue de Varenne 75007 Paris
tél (1) 45.49.06.58

(Publicité)

ASSOCIC SERVICES
MULTI-SERVICES DES ASSOCIATIONS

Offrez-vous pour 200 F par an :

- la protection juridique du président
- un service SVP loi 1901

assuré par des spécialistes :
juristes, fiscalistes, comptables...

- un support permanent de communication : 3615 code ASSOCIC
- la formation des responsables à la gestion.

Des placements sans risque ni fiscalité :
Portefeuille association,
SICAV ASSOCIC.

Associc Services, Tél. : (1) 42-82-06-02.

Pour votre association, un support de promotion offert sur
retour de ce bulletin-réponse
Associc services, 96, rue de la Victoire, 75009 Paris.

NOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : VILLE :

TÉLÉPHONE :

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS : ☐JURIS
ASSOCIATIONS

LA REVUE
D'ACTUALITÉ
JURIDIQUE
ET PRATIQUE
AU SERVICE DES
ASSOCIATIONS
ET FONDATIONS

7 numéros par an
dont un numéro spécial

ABONNEZ-
VOUS POUR
325 F
seulement

par courrier à :
JURIS ASSOCIATIONS
12, quai A.-Lesseigne
69001 Lyon
Tél. : 78-27-00-38
ou par minitel 36.15 + ASSOC

VOUS DIRIGEZ
UNE ASSOCIATION.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
VOUS AIDE
À LA GÉRER.

Pour répondre aux besoins des dirigeants

d'Associations, la Société Générale a conçu toute une
gamme de produits et services spécifiques. Services qui
faciliteront votre gestion. Services et placements pour
faire fructifier vos disponibilités. Financements variés
et compétitifs.

Aujourd'hui, pour vous fournir une

information plus complète sur tous ces produits,
la Société Générale est présente au 3^e Forum National
des Services aux Associations (Forum 89 Stand B400,
à proximité du village associatif).

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

MÉDECINE

Grâce à un prélèvement sanguin effectué sur la mère

Une nouvelle technique permettrait de déterminer le sexe du fœtus

Une équipe de chercheurs britanniques et italiens annonce, dans le dernier numéro de l'hebdomadaire *The Lancet* (1), la mise au point, à partir d'un simple prélèvement sanguin de la mère, d'une technique permettant de déterminer le sexe du fœtus.

Le travail italo-britannique est, au départ, basé sur le fait que lors d'une grossesse un certain nombre de cellules de l'embryon ou du fœtus passent dans la circulation sanguine de la mère.

Les auteurs de la « communication préliminaire » que vient de publier *The Lancet* ont eu recours à une nouvelle et très prometteuse technique de biologie moléculaire mise au point en 1986 et connue sous le nom de PCR (polymerase chain reaction). Elle permet, schématiquement, de multiplier en quelques heures à des milliers ou à des millions d'exemplaires n'importe quel fragment du patrimoine héréditaire d'une espèce donnée.

Risques et limites

« Cette méthode constitue une profonde révolution en génétique humaine », expliquent dans ces colonnes le professeur Axel Kahn (le *Monde* du 7 décembre 1988). Sans clonage, il est désormais possible en quelques heures d'amplifier tout fragment d'ADN dont on suspecte que la modification pourrait être la cause d'un cancer, d'une maladie génétique ou d'une prédisposition à une maladie (diabète, athérosclérose, etc.).

Il faut donc ajouter, aujourd'hui, à cette liste les cellules qui permettent au fœtus de marquer son « empreinte cellulaire » sur l'organisme maternel qui le porte et lui donne la vie. Les auteurs ont mené leurs études auprès de dix-neuf

femmes dont la grossesse se situait en majorité autour de neuf semaines et dans les autres cas à trente-deux semaines et au-delà.

Ils affirment que, dans tous les cas, leur technique leur a permis de déterminer avec succès le sexe de l'enfant à naître. Soit ils retrouvaient les stigmates biologiques de la présence du chromosome Y dans le sang maternel (ce qui leur faisait conclure au sexe masculin) ; soit ils ne le trouvaient pas et pouvaient, par défaut, conclure à la naissance prochaine d'un bébé du sexe féminin.

Les chercheurs soulignent néanmoins les limites et les risques de cette technique compte tenu notamment des accidents toujours possibles de contamination et d'erreurs.

« A ce stade de la recherche, il convient d'être très prudent, estime pour sa part le professeur André Boué (...). D'abord à cause des difficultés d'interprétation liées à la technique de la PCR. Ensuite, parce qu'on sait que les grossesses antérieures peuvent modifier les conclusions auxquelles on peut aboutir pour une grossesse en cours ».

Si son efficacité était confirmée, cette méthode pourrait utilement compléter celles actuellement mises en œuvre dans les services spécialisés (biopsies placentaires notamment) pour déterminer le sexe du fœtus. Son développement soulèverait aussi l'ensemble des problèmes éthiques liés à la détermination précoce du sexe de l'embryon. Ne risque-t-on pas, d'ailleurs, de voir de plus en plus de couples refuser l'enfant à venir lorsqu'il ne correspond pas à celui qu'on avait, sinon souhaité, du moins imaginé ?

JEAN-YVES NAU.

PARIS EN VISITES

JEUDI 14 DÉCEMBRE

« L'Hôtel de Launay. Evocation de l'histoire de ce lieu », 14 h 30, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Une usine au cœur de Paris, la Monnaie : histoire, architecture, usages », 14 h 30, 11, quai de Conti (Paris-Herit).

« La bibliothèque Forney dans l'ancien hôtel des archevêques de Sens », 15 heures, 1, rue du Faubourg Saint-Martin.

« L'apothéose des Invalides et le laboratoire de Pharmacie », 16 heures, Cour d'honneur des Invalides, statue de Napoléon (Métro Concorde).

« La Sorbonne, histoire de l'université », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Tourisme culturel).

« Rues, maisons du Moyen Âge autour de Saint-Gervais », 14 h 30, Sorbonne-Saint-Gervais (Paris pittoresque et insolite).

« Exposition David au Louvre », 15 heures, entrée Louvre des amis, quai de la Seine (Paris et son histoire).

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de la Chapelle, sous le rhinocéros (Musée d'Orsay).

« Séquence anecdotique sur le Musée de la ville, origine de l'architecture de Versailles », 15 heures, métro Temple (L. Hauser).

« La Conciergerie restaurée. De la salle gothique au cachot de Marie-Antoinette », 14 h 30, 1, quai de l'Hôtel de la Conciergerie.

« Grande rétrospective de Jacques Louis David au Louvre », 15 h 15, sous la Pyramide, local Accueil des groupes (L'Art pour tous).

« Ecole militaire, chef-d'œuvre de Gabriel », 14 h 30, métro Ecole militaire, entrée de la caserne.

« L'art Saint-Gervais, et les Compagnons du devoir », 14 h 30, 44, rue François-Miron, métro Saint-Paul.

« La place de la justice en activité », 14 h 30, devant les grilles du palais (M. Pohl).

« Mythologie africaine et traditions », 10 h 30, Musée des arts africains et océaniques.

« L'art et la science », 10 h 30, Musée de la Ville de Paris.

« L'art et la science », 10 h 30, Musée de la Ville de Paris.

« L'art et la science », 10 h 30, Musée de la Ville de Paris.

« L'art et la science », 10 h 30, Musée de la Ville de Paris.

« L'art et la science », 10 h 30, Musée de la Ville de Paris.

« L'art et la science », 10 h 30, Musée de la Ville de Paris.

« L'art et la science », 10 h 30, Musée de la Ville de Paris.

« L'art et la science », 10 h 30, Musée de la Ville de Paris.

« L'art et la science », 10 h 30, Musée de la Ville de Paris.

« L'art et la science », 10 h 30, Musée de la Ville de Paris.

« L'art et la science », 10 h 30, Musée de la Ville de Paris.

CONFÉRENCES

Fédération nationale des enseignants de Yoga (FNEY), 3, rue Aubriot (11^e), 42-78-03-05, 20 heures : « Le yoga : une philosophie de la vie », par Robert Lissner, philosophe et ingénieur, interprète des grands philosophes anglo-saxons, et disciple de Krishnamurti.

Sorbonne, amphithéâtre Bachelard, 18 h 30 : « L'Épopée chevaleresque : de l'ancien à nos jours », par Paul du Breuil, docteur en philosophie et en histoire des religions.

9, rue de Valenciennes, 20 heures : « Ce qu'il faut enseigner », rencontre avec Jean-Marie Domenach, auteur du livre « Ce qu'il faut enseigner ».

Nelson des élèves, 270, rue Saint-Jacques, 14 h 30 : « La Diaspora : Israël en exil », par Christian Marquet. Quatrième conférence du cycle « Histoire du peuple de la religion d'Israël ».

Institut catholique de Paris, 21, rue d'Assas, salle 21, 18 h 30 : « Les clauses de réserve de propriété : protection des fournisseurs au service de l'entreprise », par André Oudin et Claude Huet, président de chambre au tribunal de commerce de Paris.

Association Sainte-Agnès, 23, rue Oudinot, 10 h 30 : « La culture de la couleur de Gustave Moreau à Miro », 18 heures : « L'art grec : Éros, amour des deux et des hommes » (J. J. J.).

Association Tchernov, 9, rue Gutenberg, 20 h 45 : « Vivre dans la paix : ce qu'en ont dit Sri Aurobindo et M. Guyot, gourou de Fénélon », par Yvon Lemaire.

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 18 h 30 : « Qu'en est-il du soulèvement arabe ? », débat animé par Olivier Morin, auteur des « Dits de Bistram ».

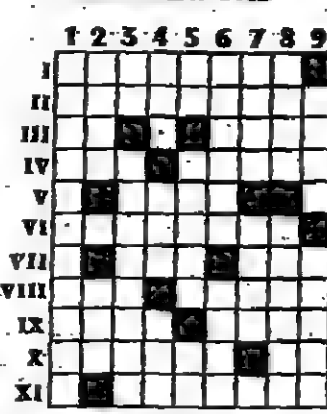
Centre Georges-Pompidou, salle Jean Renoir, 18 h 30 : « Gustave Rodin, poète », débat animé par Borne de Cassole.

« Bâtiment et travaux publics en Europe », Le Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques (BIPE) organise, en liaison avec ses treize partenaires du Groupe européen de prospective pour la construction (Euroconstruct), une journée publique d'études, le vendredi 15 décembre, à l'Hôtel Intercontinental de Paris. Les deux thèmes abordés seront : « La conjoncture du bâtiment et des travaux publics en Europe : 1989-1990 » et « Les conséquences à moyen terme pour le BTP de la reconstruction de l'espace européen ».

« Rens. BIPE, M^{me} Gassiot-Caselles, 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly. Tél. : 46-40-47-00. Frais d'inscription : 2 000 francs ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5152



HORIZONTALEMENT

1. Des logements remplis de...
2. En ville, la hausse des cours...
3. En ville, d'est un article de Paris...
4. Une période lointaine. Une bonne prise...
5. Démontre. On en est accusé quand on cache quelque chose...
6. Une période lointaine. Une bonne prise...
7. Est moins grand que le puma. Qui n'a pas été mis dans le bain...
8. Pas entouré. Dans les Hautes-Pyrénées...
9. Pas imaginaire. Labouré pour la troisième fois.

VERTICALEMENT

1. Faire avec la main des aigles incompréhensibles...
2. Pour une promenade sur l'eau. Sorte d'atome...
3. Qui a tout quitté. Est moins séduisant quand elle est toute nue...
4. Le sujet pend...
5. Démontre. On en est accusé quand on cache quelque chose...
6. Une période lointaine. Une bonne prise...
7. Est moins grand que le puma. Qui n'a pas été mis dans le bain...
8. Pas entouré. Dans les Hautes-Pyrénées...
9. Pas imaginaire. Labouré pour la troisième fois.

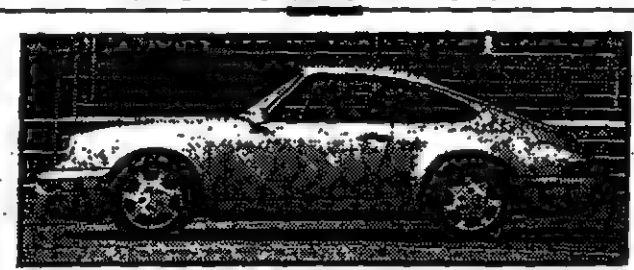
Solution du problème n° 5151

Horizontalement
I. Verpeux. — II. Idole. Pré. — III. Cruelle. — IV. Tse. Lapin. — V. Ut. Venise. — VI. Mi. On. — VII. Inégales. — VIII. Lori. Iris. — IX. Li. Eon. Tu. — X. Erg. Semer. — XI. Seine. Usé.

Verticalement
1. Victorieux. — 2. Adret. Noire. — 3. Roue. Mer. G.I. — 4. Ale. Vigie. — 5. Pelle. Osé. — 6. Lanoire. — 7. Epépine. Mu. — 8. Ur. la. Sites. — 9. Rennes. Sure.

GUY BROUTY

AUTOMOBILE



Porsche Carrera 2 : faisons un rêve

La proximité des fêtes de fin d'année incite au rêve. Aussi est-ce probablement l'époque idéale pour parler de la « nouvelle » Porsche, baptisée Carrera 2. Une 911 directement dérivée de la Carrera 4 à transmission intégrale. Comme l'indique le chiffre 2, il s'agit d'une propulsion sur deux roues — comme toute 911 — celles de l'arrière, entre lesquelles se trouve placé le moteur. Et quel moteur ! 3 litres 6 « boxer » refroidi par air, 250 chevaux... avec 32 mkg de couple (effort de propulsion) à 4 800 tours.

Une belle incitation à faire monter les aiguilles dans les cadrons, quand les circuits l'autorisent. Jusqu'à... 260 kilomètres à l'heure, voire un peu plus. D'autant que le bolide tient le pavé au-delà des espérances, collé à la route sans déviation. Et le tout avec un confort inattendu, sonore notamment, auquel on n'aurait plus guère habitude d'une précision de direction parfaite, malgré l'assistance. Etomant de facilité.

Malgré la familiarité des lignes — les 911 sont fabri-

quées par Porsche depuis vingt-cinq ans — le carénage donne, extérieurement à l'ensemble une silhouette quelque peu exotique et l'arrière n'apparaît pas, sauf à sortir quand la voiture est lancée. Pour la bonne bouche enfin, il faut évoquer la boîte de vitesses à double fonction. Elle permet au pilote (appelons-la comme ça) de sélectionner son rapport, manuellement (sans interrompre la force du moteur) ou par automatisme en suivant une programmation intelligente de la boîte. A vrai dire, il n'y a plus de limite aux choix possibles et cela permet, on s'en doute, d'exploiter la puissance du moteur en toute situation.

Cette merveille mécanique sera en France au début de 1990.

Un petit détail tout de même qui risque de briser le rêve : il faut compter dans les 430 000 francs à 500 000 francs pour espérer jouer avec ce beau joujou d'outre-Rhin.

C. L.

AGENDA

CARNET DU MONDE

Naissances

— Catherine et Pascal DURDAUD ont heureusement annoncé la naissance de leur fille.

Milena.

le 5 décembre 1989, à Paris.

— Anne-Laure et Bruno-Lucien MUSCHETTO ont très heureusement annoncé la naissance de leur fille.

Victoria, Anne, Staline.

à Paris, le 5 décembre 1989.

125, boulevard du Général-Koenig, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Décès

— Sa famille, Et ses amis, ont le deuil de faire part du décès de

M. Michel BOURSRY.

Une messe sera dite en l'église Saint-Pierre de Bédouze-sur-Orge, le dimanche 17 décembre 1989, à 11 h 15.

Que ceux qui ne pourront venir se joignent à nous par la pensée.

— La délegation permanente de la France auprès du GATT a le deuil de faire part du décès de

M. Claude CHAMPAGNEVILLE,

survécu à Genève le 10 décembre 1989.

— M. et M^{me} Guy Letourneur, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Mouraux, Gelly, Vigna et Guillot, font part du décès de

M. Marie-Angéline DANJOUAN, née Mouraux,

survécue le 11 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 15 décembre, à 16 heures, en l'église Saint-Germain de Clichy.

6, rue de la Forêt, 75750 Marol-Marty.

— M. Victor Deloge, M. et M^{me} Pascal Desnais, M. Armand Médina, son frère, ses sœurs, son ami, ont le deuil de faire part du décès de

M. Richard DELOGE,

survécue le 3 décembre 1989, dans sa trente-septième année.

Ses obsèques religieuses seront célébrées le samedi 16 décembre, à 10 h 30, en l'église de Solennes (Nord).

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons pourront être effectués à l'Institut Pasteur.

— Liliane Esnault, Huguette Esnault et Eckhart Vialweg, ont le deuil de faire part du décès de

Paul ESNAULT, combattant volontaire de la Résistance, interné résistant, évadé du convoi,

survécue le 10 décembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière nouveau d'Ivry (Val-de-Marne), le vendredi 15 décembre, à 11 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

76, avenue G.-Gonnet, 94200 Ivry.

— Sa famille, Et ses amis, ont le deuil de faire part du décès de

Hans HARTUNG, membre de l'Institut,

survécue à Antibes, le 7 décembre 1989, et rappelle le souvenir de son épouse,

Anna-Eva BERGMAN,

disparue le 24 juillet 1987.

Selon la volonté testamentaire de Hans Hartung, ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Une cérémonie religieuse sera organisée et annoncée ultérieurement. (Le Monde du 10-11 décembre.)

— On nous prie d'annoncer le décès de

Georges R. MALÉSCOT, colonel (R.R.),

du Centre spécial de l'armée de terre (Saint-Cyr, la Vallée au drapeau),

ancien directeur du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes (CHRAM),

membre de l'Académie des sciences d'outre-mer,

officier de la Légion d'honneur, officier du Centre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945 et des TOE, croix du combattant volontaire 1939-1945

et du combattant volontaire de la Résistance,

survécue dans sa soixante-troisième année, le 10 décembre 1989, à Paris.

Les obsèques auront lieu en l'église d'Erquy (Côte-de-Nord), le jeudi 14 décembre, à 16 heures.

Une messe, dont le date sera précisée, sera célébrée ultérieurement à Versailles.

De la part de M^{me} Georges Maléscot, son épouse,

Anna Maléscot, Dominique et Nicole Maléscot, Claire Maléscot, ses enfants,

Paul, Marc et Véronique, ses petits-enfants,

M. et M^{me} Paul Delafay, M. Yves Maléscot, M^{me} Yvonne Maléscot, M. et M^{me} René Maléscot, ses frères et sœurs,

Leurs enfants et petits-enfants, Et de toute la famille.

37, rue des Bourdonnais, 75005 Versailles.

— Odile Morisset, Et toute la famille, ont le deuil de faire part du décès de

M. René MORISSET, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale,

survécue le 11 décembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Pris pour lui !

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-François-Xavier, à Paris-7, le vendredi 15 décembre, à 15 h 45, suivie de l'inhumation au cimetière Sud-Montparnasse.

14, rue des Fossés-Saint-Marcel, 75005 Paris.

— Le président Et le personnel de la SNECMA, ont le regret de faire part du décès de

M. François PICAUD, directeur juridique de la société.

Selon le souhait de la famille, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

7, rue de la Chapelle, 75009 Paris.

— La famille, Et ses amis, ont le deuil de faire part du décès de

M. Albert REYNAUD, née Marie-Louise Vallée,

survécue le 13 décembre 1989, à 15 heures, en l'église de Neuvy-le-Haut.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Des dons peuvent être adressés à Amnesty International, CCP 30-160-16 U La Source, 4, rue de la Pierre-Lévy, 75011 Paris.

— Collette et Lucien Doris, ses enfants,

Olivier, Claire, Isabelle, Jean-Marie Doris, ses petits-enfants,

M^{me} Thérèse-Vallée, sa sœur,

M^{me} Robert Pons et ses enfants,

ont le deuil de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, de

M^{me} Albert REYNAUD, née Marie-Louise Vallée.

La messe de funérailles sera dite en l'église de Neuvy-le-Haut, le mercredi 13 décembre 1989, à 15 heures, en l'église de Neuvy-le-Haut.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Des dons peuvent être adressés à Amnesty International, CCP 30-160-16 U La Source, 4, rue de la Pierre-Lévy, 75011 Paris.

« La foi, l'espérance et l'amour demeurent tous les trois, mais le plus grand d'entre eux, c'est l'amour. »

8, chemin de Toulouet, 01700 Neyron.

— M^{me} Marie-Claire Sitbon, son épouse,

Jenny, Karine, Erika et Alexandra, ses enfants,

M^{me} Anne-Marie Sitbon, sa mère,

Les familles Hadad, Chaouat et Chelly, ont le deuil de faire part du décès de leur cher et regretté

Richard SITBON.

La levée du corps a eu lieu le mercredi 13 décembre 1989, à 13 h 45, à l'hôpital Avicenne, à Bobigny.

Cet avis tient lieu de faire-part.

42, rue de la Chine, 75020 Paris.

Remerciements

— La communauté juive de l'école Saint-Gervais de Versailles, M^{me} Anne-Marie Goubie, Et toute sa famille, dans l'impossibilité de répondre aux nombreuses marques de sympathie qui leur ont été exprimées lors du rappel à Dieu du

Père Pierre COUBE s.j.,

adressent leurs sincères remerciements.

Communications diverses

Utilisation du droit de pétition

Vous pouvez encore signer la pétition en faveur des « exchus » de l'emploi et du revenu minimum :

a) Jeudi 14 décembre 1989 de 16 heures à 19 heures, au Trocadéro, parvis ou métro, selon météo ;

b) Par courrier : « Je signe la pétition du Centre des droits de l'homme, RP 16, 75622 Paris Cedex 13 ;

c) Par téléphone 24 heures/24 : 45-82-77-77. Provoquez 16 et 1 avant.

Objectif : Pour un résultat positif début 1990.

— Le Club des 101 : « De l'union de la gauche à l'extrême gauche », débat, le mercredi 20 décembre 1989, à 19 h 30, autour des interventions de M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, M. Pierre Faïta, secrétaire à l'organisation du Parti communiste italien, M. Patrick Séva, député du Parti socialiste, et M. Claude Lelièvre, journaliste communiste. Faculté de la Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, place de la Sorbonne, 75005 Paris. Remerciements, tél. : 48-03-00-33.

— Carole Bernard-Lazare : Concert d'œuvres de la compositeur israélienne Tzipi Fleischer avec, en première audition mondiale, *Ballade sur une mort attendue* de Carole, d'après un poème d'Abd-As-Sabir, jeudi 14 décembre, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75005 Paris.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le jeudi 14 décembre, à 15 heures, cabinet 2 (Centre Panthéon). M^{me} Amick Perrot : « L'entre-prise impersonnelle à responsabilité limitée : la société impersonnelle ».

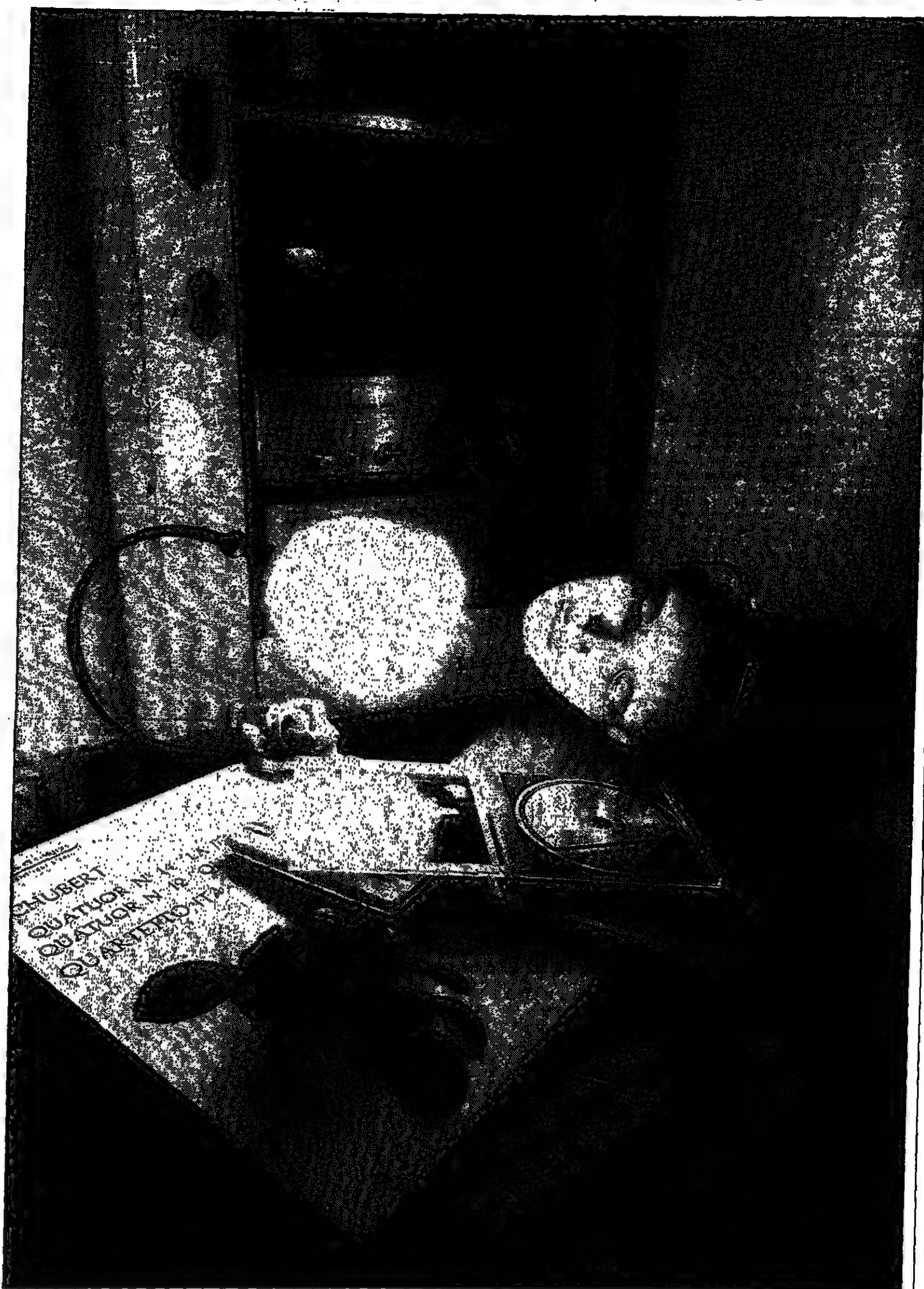
— Université Paris-I, le jeudi 14 décembre, à 14 heures, appartement décanal (Centre Panthéon). M. Ramdane Barbadji : « Le droit administratif en Algérie : mutations et évolutions ».

— Université Paris-II, le vendredi 15 décembre, à 17 h 30, salle des commissions. M. Nasir Al Saba : « Les droits de l'homme dans les pays arabes ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le vendredi 15 décembre, à 9 h 30, salle 308, entrée : 1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas, escalier L. (Sorbonne). M^{me} Christine Marangu : « Recherches sur les figures et les objets en miniature du néolithique récent et du bronze ancien en Chine ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le samedi 16 décembre, à 14 heures, amphithéâtre Georges-Lefebvre, galerie J.-B.-Dumas, 1, rue V.-Cousin, M. Claude Garraud : « Une question d'Etat et de société : violence et criminalité en France, à la fin du Moyen Âge ».

ARTS • SPECTACLES



LES GRANDS DISQUES DE L'ANNÉE

Du soleil dans les oreilles

Lorsqu'il a fait irruption dans notre vie quotidienne, bûni précieux et miroitant, le disque compact nous a émerveillés. « Tant de belle musique sur un si petit objet inaltérable! » — avant d'être victime des suspensions qui accompagnent tout dépassement des techniques. « Où est le ventriloque? » s'écrièrent les scientifiques chemins à qui l'on présentait le premier phonographe. Ils cherchent encore.

Ce son si fidèle, transparent, décrypté dans l'autre invisible d'une machine futuriste, ne pouvait qu'être d'une sidérale froideur, d'une infidélité pernicieuse. Et puis l'on s'est habitué à ce silence, à cet

impalpable qui rapproche les musiciens des auditeurs. On a oublié avec joie le vieux microsillon, sa fragilité congénitale, ces platines tourne-disques aux réglages impossibles, ces diamants si fragiles toujours déglutis par des enfants abandonnés jusqu'à au mange-disque et qui, enfin, avaient accès au grand son. On a redécouvert, comme au premier jour, nos disques préférés — labourés à fond de sillon depuis si longtemps — préservés à tout jamais dans l'infinité petit de la gravure numérique. Et ce fut un raz de marée amplifié par la baisse du prix des

disques et des lecteurs, par leur miniaturisation, par l'avalanche des publications : vingt mille titres ont été déposés cette année au dépôt légal de la Phonothèque nationale, sept mille cinq cents l'avaient été en 1974!

Comment se retrouver, dans cette pile branlante de plus de 100-mètres de hauteur? Les spécialistes du Monde ont trié, écouté, beaucoup éliminé pour retenir les cent cinquante disques qui les ont séduits tout au long de l'année. Un choix égoïste, forcément, mais qu'ils souhaitent partager.

ALAIN LOMPECH

CINÉMA

29

Histoire de films

Histoire d'Europe



Il y avait Irène Pappas, Electre aux cheveux courts, la Grèce éternelle vue par Cacoyannis. Les « éternels du cinéma européen » rassemblent une sélection des meilleurs films du Vieux Continent. France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie... Fellini, Pabst, Carné, Bergman, Losey... Ils nous ont marqués, ils nous ont formés, ils sont notre culture. (Reflets Média Logos, 43-54-42-34.)

THÉÂTRE

30

Antoine Vitez

au Petit Odéon

Antoine Vitez, habitué aux grands espaces scéniques — Chaillot, Cour d'honneur, Comédie-Française — s'installe sur le plateau exigü du Petit Odéon et y crée une pièce de Raymond Lepoutre, *Un transport amoureux*, histoire d'un otage libéré, déposé sur la côte bretonne... Un homme qui ne sait plus trop qui il est. Raymond Lepoutre avait adapté *Hamlet*, pour Antoine Vitez déjà, à Chaillot.

MUSIQUES

31

Paris vaut bien

une messe!



José Carreras a failli mourir de la leucémie — cette terrible maladie qui a fauché, il y a près de quarante ans, Kathleen Ferrier et Dietrich Fischer-Dieskau — et puis il a guéri. Il est revenu sur les scènes du monde entier crier sa foi et son espoir. Il sera au Palais des congrès, le 15 décembre, pour chanter la *Missa criolla*, d'Ariel Ramírez. Ce sera la première fois que le compositeur argentin dirigera à Paris cette œuvre plébiscitée par le public français qui en a acheté un million d'exemplaires en vingt ans.



Chaque mois les éditeurs mettent sur le marché des centaines de disques qui tombent sur le titre du mélomane paralysé devant cette avalanche, devant ce désordre aggravé par la rarefaction des disques. Combien en reste-t-il en France qui soient en mesure de tout présenter, de lutter contre les grandes surfaces (même spécialisées) qui depuis longtemps se contentent d'exposer, de vendre ? Combien reste-t-il de ces amateurs-amoureux devenus professionnels qui faisaient partager leurs enthousiasmes, qui aidaient les plus jeunes à se constituer une discothèque d'honnête homme ? Écouter l'intégralité de cette production relève des travaux d'Hercule, faire son choix, de l'utopie. Autrefois l'amateur

pouvait écouter avant d'acheter, toucher, ouvrir des pochettes, souvent belles et bien faites. Autrefois, le discophile aimait et collectionnait les disques. Les éditeurs géraient leurs catalogues ainsi, amoureusement. L'édition a fait place à l'industrie, la notion de catalogue aux lois du marketing. Le mélomane est devenu consommateur. Nostalgie tempérée par une abondance, une imagination dans la production qui donnent à chacun la possibilité de découvrir œuvres et interprètes nouveaux, de retrouver comme au premier jour ses vieux disques usés d'avoir été tant aimés, ressuscités par le rayon impalpable du laser.

A. L.

Jean-Sébastien Bach

Intégrale des chorals de Leipzig.

Jean Boyer (orgue).

Bach, qui avait écrit dix-sept de ces chorals à Weimar (il avait trente ans), allait y revenir trois ans avant de mourir. Le dix-huitième de ces livres paraît : l'Évangile est la dernière œuvre écrite par le musicien : « Je m'avance devant toi, Seigneur ». Recueil chargé d'émotion, on s'en doute, que Jean Boyer — organiste aussi sérieux que modeste — a choisi d'enregistrer sur l'instrument qui, en quelque sorte, s'imposait : l'orgue construit par Jürgen Ahrend à Porrentruy, en Suisse, copie d'un Sibelmann daté 1730 et sur lequel Bach lui-même aurait fort bien pu jouer ses chorals, près de Leipzig.



Jean Boyer

Jean-Sébastien Bach

Messe en si mineur.

Barbara Schlick, Catherine Petrasz (soprano), Charles Bretz (alto), Howard Crook (ténor), Peter Kooy (basse), Chœur et Orchestre du Collegium Vocale de Gand, Philippe Herreweghe (direction).

Après l'écoute de cette interprétation, on ne pourra plus reprocher aux interprètes à l'ancienne de jouer faux, de remplacer les phrases par des coups d'accordéon, de minimiser la portée des œuvres religieuses de Bach. Dans cette interprétation tout est parfait, la lettre comme l'esprit.

Un coffret de deux disques compacta Virgin VCD 7 80767-2 - Minutage : 1h 48'.



Scott Ross

Jean-Sébastien Bach

Passion selon saint Matthieu.

Peter Peers (l'Évangéliste), Dietrich Fischer-Dieskau (Jésus), Elisabeth Schwarzkopf, Christa Ludwig, Nicolai Gedda, Walter Berry, Chœur et Orchestre Philharmonia, Otto Klemperer (direction).

...Et Walter Legge, a-t-on envie d'ajouter. Comment, en effet, ne pas associer le directeur artistique le plus exigeant de l'histoire du disque à cette réussite éclatante (enregistrée en 1962), qui réconcilie les tenants de l'interprétation sur instruments anciens et les farouches partisans du progrès en art ? Les tempos ont beau être étrangement lents, les articulations peu variées, la masse des chœurs et de l'orchestre trop imposante, Klemperer a beau faire parfois des erreurs de batteur (qui faussent la pulsion rythmique mais qui sont parfaitement adaptées à son choix esthétique), aucun des interprètes qui l'ont suivi (Jochum, Karajan, Harnoncourt, Solti, Schreier, Corboz, Rilling, Richter, Herreweghe) ou précédé (Ramin, Furtwängler, Mengelberg) n'ont pu réunir une distribution vocale aussi adaptée et homogène, aucun chef

n'a su aller si loin dans sa démarche. A classer à côté des Suites pour violoncelle seul, par Pan Casale. Un coffret de trois CD EMI CMS 7 63058-2 - Minutage : 3h 43'.

Bela Bartók

Concertos pour piano et orchestre n° 1, 2 et 3 - Rhapsodie pour piano et orchestre - Concerto pour orchestre. Gábor Andor (piano), RIAS de Berlin, Ferenc Fricsay (direction).

Enregistrés en 1957 (Concerto pour orchestre), 1960 et 1961 (œuvres concertantes), ces interprétations admirées depuis leur publication (à tel point qu'elles n'ont jamais longtemps quitté les catalogues) ont bénéficié lors de leur report sur disques compacts d'un rajustement spectaculaire. Mais là n'est sans doute pas le plus important, car malgré (ou grâce à) un son encore légèrement voilé, ces interprétations n'ont pas cette agressivité typique de bien des interprétations modernes de Bartók et elles s'imposent avant tout par leur liberté rythmique et leur expressivité. Et de ce point de vue, Andor et Fricsay n'ont connu aucune descendance.

Un coffret de deux CD économiques Deutsche Grammophon « Dolomiten » 427 410-2 - Minutage : 138'46'.

Bela Bartók

Musique pour cordes, percussion et cello.

Paul Hindemith

Symphonie « Mathis le poète ».

Orchestre philharmonique de Berlin, Herbert von Karajan (direction).

Enregistrés en 1960 (Musique pour cordes) et en 1957 (Mathis), ces deux interprétations de Karajan n'ont pas pris une ride technique ou musicale. Enregistrés donc avant que Karajan ne devienne Karajan-pilote de jet, Karajan-skipper, Karajan-play-boy, à une époque où d'autres chefs (Markovitch, Fricsay) pouvaient prétendre dépasser dans sa quête de perfection musicale et technique, ces deux chefs-d'œuvre du XX^e siècle sont interprétés avec une précision rythmique, une virtuosité, une aération des plans sonores que le chef ne retrouvera pas dans son remake pour Deutsche Grammophon. Seul Miravinski dans une interprétation de concert assez difficile à trouver (import japonais JVC-Melody) est allé plus loin que le tout jeune patron de Berlin dans le sommet de l'œuvre orchestrale de Bartók.

Un CD économique EMI « Studio » CDM 7832 422 - Minutage : 55'30'.

Ludwig van Beethoven

Concerto pour piano et orchestre n° 3 - Sonate pour piano op. 10 n° 2.

Claudio Arrau (piano), Staatskapelle de Dresde, Colin Davis (direction).

Tout à l'écoute du pianiste, Colin Davis et la Staatskapelle de Dresde lui tiennent un accompagnement de rêve. Et plus encore que dans les autres concertos de cette nouvelle intégrale (la troisième du pianiste), Arrau réussit le prodige de se fondre dans la masse de l'orchestre tout en n'abandonnant pas son rôle de soliste. On trouve des interprétations plus combattives (Richter, Kempff), moins sophistiquées (Haskil, Schnabel,



Colin Davis

Backhaus), mais pas de plus soumissés au chant.

Un CD Philips 422 148-2 - Minutage : 57'.

Ludwig van Beethoven

Sonates pour piano opp. 103, 110 et 111.

Rudolf Serkin (piano).

Enregistrées en octobre 1987, à Vienne, lors d'un concert public, les trois dernières sonates de Beethoven trouvent en Serkin un traducteur d'élection. Ramenant sur le métier des œuvres qu'il joue depuis au moins soixante ans (en 1987, Serkin avait quatre-vingt-quatre ans), le pianiste n'y montre aucune lassitude et atteint cette simplicité essentielle qui est l'apanage des vieux maîtres.

Un CD Deutsche Grammophon 427 498-2 - Minutage : 67'.

Ludwig van Beethoven

Sonates pour piano opp. 83 « Waldstein », 49 n° 1 et 2, 54 et 57 « Appassionata ».

Paul Badura-Skoda (piano-forte John Broadwood, ca 1815).



Paul Badura-Skoda

Une certaine école de pensée, prônant à tout prix le progrès en art et dans la facture instrumentale, se gausse du son des pianos anciens et affirme que Beethoven écrivait pour le piano moderne. Une rue de l'esprit qui ne résiste ni à la pratique ni à l'écoute des disques de Badura-Skoda. Pour redécouvrir les couleurs, les registrations du piano beethovenien. Des couleurs, des timbres que l'on peut retrouver sur le grand Steinway lorsqu'il est joué par un pianiste comme Claudio Arrau qui, lorsqu'il a enregistré la Sonate

« Waldstein » (1963), avait gardé en mémoire les sonorités si caractéristiques des pianos du temps de sa jeunesse (Philips économique 426 068-2). Un CD Astrée ER757 - Minutage : 74'.

Ludwig van Beethoven

Symphonie n° 3 « Héroïque ».

Orchestre du XVIII^e siècle, Frans Brüggen (direction).

Une Symphonie « Héroïque » allégée, débarrassée du poids d'une tradition d'interprétation post-wagnérienne, à la scansion rythmique parfaite, aux tempos vifs, sans pathos ni alanguissement (le défaut majeur du dernier enregistrement d'Herbert von Karajan, chez Deutsche Grammophon). La virtuosité de l'Orchestre du XVIII^e siècle n'a rien à envier à celle d'un orchestre comme celui de Cleveland, avec lequel Christoph von Dohnányi en a enregistré une version finalement assez proche. Ceux qui sont allergiques aux instruments anciens pourront la préférer (Telarc), à moins qu'ils ne choisissent l'interprétation classique, elle aussi remarquablement distillée, de Pierre Monteux qui vient d'être rééditée dans des conditions techniques exceptionnelles — avec, en prime, la répétition du second mouvement, (Philips).

Un CD Philips 422 062-2 - Minutage : 48'16'.

Ludwig van Beethoven

Trente-trois variations sur une valse de Diabelli.

Sviatoslav Richter (piano).

Et si les Diabelli, cette œuvre si savante, n'était qu'un gigantesque écho de rire qu'un malicieux écho porterait de loin en loin jusqu'à la vingtième variation, bouleversant « nocturne », avant d'être bruyé dans une fugue tendue comme un arc ? C'est la thèse défendue par Sviatoslav Richter dans cet enregistrement de concert réalisé à Amsterdam, le 17 juin 1986.

Malgré un piano qui se désaccorde au cours de l'exécution, cette interprétation fait jeu égal avec celles de Serkin (CBS), Schimbel (Pearl) et Pindemacher (Lyrita).

Un CD Philips 422 416-2 - Minutage : 52'20'.

Johannes Brahms

Sonate pour piano en si mineur op. 5.

Nikita Magaloff (piano).

Qui aurait pu imaginer que Nikita Magaloff donnerait une telle ampleur

symphonique à la Troisième Sonate de Brahms ? Enregistré en concert au Festival de Montreux 1988, le maître du piano intime prouve qu'il n'est pas seulement l'interprète privilégié de Chopin et des Russes.

Un CD Montaigne MAG 8921 - Minutage : 50'31'.

Johannes Brahms

Symphonie n° 4 - Ouverture tragique.

Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, Carl Schuricht (direction).

De tous les chefs historiques, Carl Schuricht est sans doute le plus sous-estimé. Ses interprétations vont droit au but, et si elle n'ont pas l'impact émotionnel de celles de Furtwängler, elles réunissent un ensemble de qualités rarement rassemblées chez le même chef. Schuricht bâtit cette Quatrième Symphonie de Brahms avec simplicité et énergie, ses phrases allient précision rythmique et liberté tandis que surgissent des détails souvent enfouis par certains de ses confrères (Karajan, Furtwängler, Jochum) dans l'épaisseur d'une orchestration parfois un peu lourde. La prise de son assez ancienne (1964) est d'une remarquable précision. Un témoignage inestimable de l'art de l'un des chefs d'orchestre qui auront vraiment compté dans ce siècle. La même édition a déjà réédité la Symphonie « Rhénane » par Schuricht, l'interprétation la plus évidente avec celle de Giulini, chez DG, de la symphonie la plus problématique de Schumann.

Un CD économique Adès « Or » 13 278 - Minutage : 51'.

Anton Bruckner

Symphonie n° 4 « Romantique ».

Orchestre philharmonique de Berlin, Eugen Jochum (direction).

Malgré un remake de Jochum avec Deutsche Grammophon (EMI), et des interprétations remarquables d'Inbal, Wand, Klemperer, cette réédition d'une interprétation de 1966 domine toujours la discographie. Seul Karl Böhm (avec la Philharmonie de Vienne, un disque compact économique Decca) peut lui être comparé.

Un CD économique Deutsche Grammophon 427 200-2 - Minutage : 64'37'.

Messiaen

L'une des chances de notre époque est de donner la possibilité aux compositeurs de surveiller l'enregistrement de leurs propres œuvres. D'en authentifier une réalité sonore.

PENDANT longtemps, l'encre et le papier ont été la seule façon de conserver la musique. Mais l'on sait bien que, malgré sa précision, la notation musicale n'est qu'une donnée sur laquelle les interprètes s'appuient pour donner vie aux œuvres. Avant que l'interprétation ne devienne un art autonome, les compositeurs ne ressentent pas le besoin de systématiser les indications de nuances, de phrases, de tempos, puisqu'ils étaient souvent leurs pro-

pres interprètes. Le romantisme naissant, ses états d'âme, ses implications littéraires, son souci du descriptif, — sans oublier l'invention du métronome ! — conduisirent les compositeurs à donner le plus d'indications possibles à leurs futurs exécutants.

Le dix-neuvième siècle fut l'âge d'or des interprètes tout-puissants, des virtuoses transcendents, volant aux compositeurs la place qui leur revenait. Trahisant au besoin, pour satisfaire leur ego — et l'attente du public ! — la lettre des œuvres sur lesquelles ils avaient jeté leur dévolu. Le dix-neuvième siècle fut aussi l'époque qui vit naître les traditions d'interprétation. Le plus souvent une accumulation de tics et d'habitudes dénoncées par les compositeurs eux-mêmes ou par leurs proches. Chopin, qui fut l'un des premiers pianistes de son temps, eut à souffrir plus qu'aucun autre de ses contemporains d'une tradition à laquelle Arthur Schnitzler et Alfred Cortot tentèrent de tordre le cou, un siècle plus tard. De ses interprétations, de celles de Liszt ou de Clara Schumann, il ne nous reste rien. Que des descriptions, des souvenirs émerveillés. Jamais nous ne saurons comment ils jouaient, comment ils souhaitaient qu'on joue leur musique.

édition prior

Les éditions Prior ont le plaisir de vous présenter une collection de disques qui vous permettront de découvrir les œuvres de compositeurs de la plus haute qualité. Cette collection est composée de disques en format CD et de disques en format LP. Les œuvres sont classées par compositeur et par œuvre. Les disques sont disponibles chez tous les libraires et disquaires. Les prix sont indiqués en francs français. Les disques sont disponibles en format CD et de disques en format LP. Les œuvres sont classées par compositeur et par œuvre. Les disques sont disponibles chez tous les libraires et disquaires. Les prix sont indiqués en francs français.

CLASSIQUE

Marc Antoine Charpentier

Canticum ad Beatum Virginem Mariam.

Le Concert des nations, Jordi Savall (direction).

A William Christie, l'élégance, la distinction, à Jordi Savall la vie, l'expression dans l'interprétation de Charpentier. Une œuvre jamais enregistrée (à notre connaissance) qui rassemble quelques duos et trios sublimes. Un CD Astrée E 8713 - Minutage : 74'30.

Marc Antoine Charpentier

Te Deum - Missa Assumpta est Maria - Litanies de la Vierge.

Les Arts florissants, William Christie (direction).

Avec ses rythmes pointés à la française, le célèbre *Te Deum* ne ressemble plus guère à la musique pompéenne de l'Eurovision. Et c'est tant mieux. Un CD Harmonia Mundi HMC 901298 - Minutage : 75'.

Frédéric Chopin

Vingt-quatre Préludes op. 28 - Prélude op. 45 - Trois Impromptus - Fantaisie Impromptu - Dix-neuf valses - Quatre Ballades - Berceuse - Fantaisie en fa mineur - Quatre Scherzos - Vingt et un Nocturnes - Polonaises-Fantaisie.

Claudio Arrau (piano). Claudio Arrau a enregistré cette anthologie entre 1973 et 1984. Son Chopin est douloureux, sans joliesse, fluant de tempos, sinués. A mille lieues des interprétations décaillées, à la mode il y a quelques années encore. Ecoutez quelle densité le pianiste imprime au si bémol qui ouvre le *Seizième Nocturne*, quelle densité harmonique il donne à cette unique note... Le grand art. Un coffret de six CD Philips 422 038 - Minutage : 6 h 20'.

Dimitri Chostakovitch

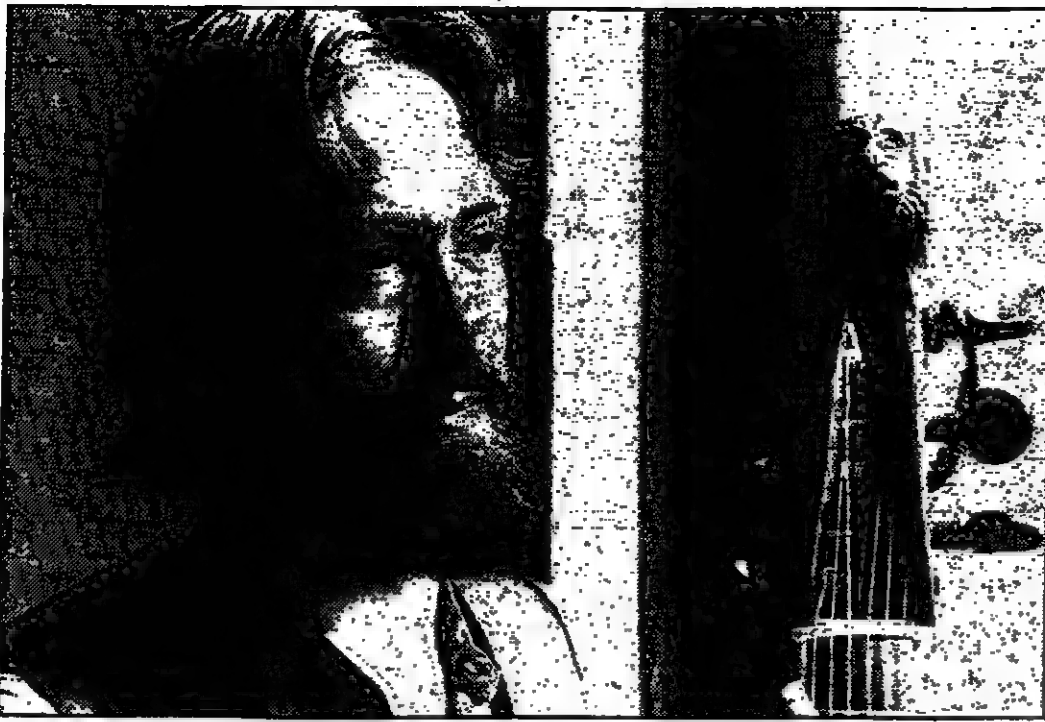
Quatuor à cordes n° 3, 8 et 13.

Quatuor Fitzwilliam. Plutôt qu'à acheter l'intégrale des quinze quatuors de Chostakovitch (une somme intimidante qu'il vaut mieux aborder peu à peu), voici un enregistrement du milieu des années 70 qui présente sous leur meilleur jour trois des plus belles pages de musique de chambre du XXe siècle. Un CD Decca 421 476-2 - Minutage : 72'.

Dimitri Chostakovitch

Symphonie n° 8.

Orchestre philharmonique de Leningrad, Evgeni Mravinski (direction). Créateur de cette *Huitième Symphonie*, en 1943, Evgeni Mravinski l'a enregistrée en public, en 1982. A près de quatre-vingts ans, le chef à la vie de



Jordi Savall.

Philharmonie de Leningrad donne une leçon de direction d'orchestre. La précision des rythmes, l'acuité des phrases, la sonorité compacte qu'il tire de l'orchestre n'ont pas d'équivalent dans la discographie pourtant riche de l'une des grandes symphonies du compositeur soviétique. Un CD Philips 422 442-2 - Minutage : 58'.

Claude Debussy

Préludes pour piano, Livre 2.

Arturo Benedetti-Michelangelo (piano).

Dix ans après avoir enregistré le *Premier Livre des Préludes*, Michelangelo est retourné en studio. En 1988, il joue exactement comme en 1978. Sa sonorité est toujours aussi profondément incarnée dans le clavier, sa maîtrise du jeu de pédales aussi confondante. Un disque parfait. Un CD Deutsche Grammophon 427 381-2 - Minutage : 39'.

John Dowland

Chansons pour ténor et luth.

Nigel Rogers (ténor), Paul O'Dette (luth).

Vingt chansons, vingt chefs-d'œuvre à découvrir par un interprète aussi éminent que pouvait l'être Alfred Deller dans le même répertoire, et pourtant si différent. Une bonne chose : l'éditeur donne le texte des chansons. Un CD Virgin VC 90728-2 - Minutage : 61'.

Antonin Dvorak

Symphonie du Nouveau Monde - Sérénade pour cordes.

Orchestre de la Philharmonie tchèque, Solistes de Prague, Václav Talich (direction).

Enregistrée en 1950 (fort bien), par le père de l'école de direction tchèque, cette interprétation de l'une des plus célèbres symphonies du répertoire passe pour la plus idiomatique jamais enregistrée. Il est vrai que peu d'orchestres ont une sonorité si fraîche, des cordes si joliment réponses. Un CD Economique Supraphon e Great Artists Series n° 11 0290-3 - Minutage : 56'.

Gabriel Fauré

Requiem - Messe des pêcheurs de Venise.

Agnès Mellon (soprano), Peter Kooy (baryton), La Chapelle royale, Petites Chœurs de Saint-Louis, Ensemble Musique oblique, Philippe Herreweghe (direction).

L'esprit qui guide les interprètes baroques (revenir aux manuscrits, oublier les traditions, adapter les moyens techniques aux œuvres) peut s'appliquer à tous les répertoires. Et il est réjouissant de constater que ce courant gagne peu à peu les interprètes traditionnels (d'Herbig à Tite, d'Argerich à Oronco). Ce qui différencie cette version du *Requiem* des autres, c'est qu'Herreweghe a utilisé une copie du matériel d'orchestre corrigé par Fauré lui-même. L'œuvre en devient plus sombre (l'orchestration originale n'utilise que les cordes graves et médianes), moins sûre, vive, alerte, sans pompe. Et puis ce disque, qui réunit anciens (Chapelle royale) et moderne (Musique oblique), prouve que le respect du texte qui anime les « baroques » est de même nature que celui qui est à la base du travail des spécialistes du répertoire contemporain. (Economique.) Un CD Harmonia Mundi 901 282 - Minutage : 58' 15.

Gabriel Fauré

Thème et variations - Nocturnes n° 1, 6, 7, 12 et 13 - Impromptus n° 1 et 5.

Paul Dukas.

Fauré reprochait à certains de ses interprètes de trop souvent le jouer en « abajour ». Un reproche qu'il n'a sûrement jamais fait à Yvonne Lefebvre (qui a joué pour lui dans son jeune âge). Elle souligne la grandeur que se cache dans l'innocent petit, la rectitude d'œuvres dont on ne retient le plus souvent que l'étrangeté du parcours harmonique et les grâces fin de siècle. Un CD Py-Solstice 088 - Minutage : 72'.

Gabriel Fauré

Thème et variations - Berceuse n° 5 - Impromptus n° 2 et 5 - Nocturnes n° 1, 6, 7, 12 et 13.

Vlado Perlemuter (piano).

Le grand maître du piano en France a attendu la fin de sa carrière pour fixer au disque les œuvres de Fauré qu'il chérissait depuis si longtemps. Des années durant, il les a remises sur le pupitre de son piano, cherchant sans cesse à en élucider les mystères. Son disque témoigne d'une grandeur de conception rarement rencontrée (Yvonne Lefebvre mise à part). Un CD Nimbus N 5165 - Minutage : 61'.

Sofia Gubaidulina

Offertorium pour violon et orchestre - Hommage à T. S. Eliot.

Gidon Kremer (violin), Orchestre symphonique de Boston, Charles Dutoit (direction). Solistes instrumentaux.

Des pages d'une suffocante beauté composées par un compositeur soviétique non conformiste. Née en 1931, Gubaidulina était inconnue à l'Ouest avant que Deutsche Grammophon n'enregistre ce disque. Sorte de concerto pour violon, l'*Offertorium* utilise le thème de l'*Offrande musicale* de Bach et ne le galvanise pas. La découverte de l'année. Sans aucun doute, l'un des grands compositeurs de notre temps. Un CD Deutsche Grammophon 427 338-2 - Minutage : 89'.

lise le thème de l'*Offrande musicale* de Bach et ne le galvanise pas. La découverte de l'année. Sans aucun doute, l'un des grands compositeurs de notre temps. Un CD Deutsche Grammophon 427 338-2 - Minutage : 89'.

Edvard Grieg

Peer Gynt.

Barbara Bonney (soprano), Marianne Eklöf (mezzo soprano), Urban Malmberg (baryton), Ensemble vocal Götta Ohlin, Orchestre symphonique de Göteborg, Neeme Järvi (direction).

Les chefs d'orchestre généralement que la suite d'orchestre tire de cette musique de scène. Cette fois encore, l'œuvre n'est pas présentée dans son intégralité (vingt et une pièces sur vingt-six), mais Järvi a tout de même réintégré les chœurs, les solistes vocaux et trois récitatifs. Il dirige avec une vigueur remarquable et inhabituelle chez les interprètes de Grieg. Il ne s'écoute pas, va droit au but. Son style est grandiose. Un CD Deutsche Grammophon 427 328-2 - Minutage : 70' 36.

Joseph Haydn

Sonatas pour piano n° 8, 10, 49 et 52.

Catherine Collard (piano).

Admirée pour ses Schumann inquiets, fiévreux, Catherine Collard s'est récemment tournée vers Haydn. Elle joue ce compositeur avec intelligence, verve (ce qui est aussi le cas de Brandel et de Gould), mais aussi avec une chaleur expressive, une variété de couleurs qui laissent la supériorité des vieux disques de Vladimir Horowitz. Un CD Lyric Ly CD82 WM 330 - Minutage : 80'.

Joseph Haydn

Symphonies n° 26, 52 et 53.

La Petite Bande, Sigiswald Kuijken (direction).

Trois symphonies de Haydn plus que rares sur disque compact, dans une interprétation à la mesure de leurs beautés. L'interprétation de la Petite Bande se signale par son élégance, sa virtuosité et une sorte de gravité qui ne se banalise jamais du col. Et quelle prise de son ! Un CD Virgin VC 90743-2 - Minutage : 62'.

Joseph Haydn

Symphonies n° 101 « l'Héroïque » et 103 « Roulement de tambour ».

Orchestre du XVIIIe siècle, Frans Brüggen (direction).

Deux des symphonies les plus enregistrées de Haydn, des œuvres que l'on pensait connues par cœur et que Brüggen refait avec acuité, faisant surgir des détails occultés ailleurs, même par des chefs comme Solti (Decca) et Harnoncourt (Teldec). Un CD Philips 422 240-2 - Minutage : 80'.

Gustav Mahler

Symphonie n° 3.

Christa Ludwig (mezzo-soprano), New York Choral Artists, Brooklyn Boys Choir, Orchestre philharmonique de New-York, Leonard Bernstein (direction).

Pendant que l'Europe, dominée par les nazis, ne jouait plus Mahler, les chefs d'orchestres juifs exilés retrouvaient

aux Etats-Unis des orchestres et un public convertis de longue date à sa musique. Jeune, Bernstein entendit Bruno Walter, Mitropoulos, Klemperer diriger, et tous les autres. Bien avant que le mode ne s'empare des œuvres du compositeur, il l'a dirigé, enregistré, s'est même pris un temps pour sa « réincarnation ». L'écoute de ce nouvel enregistrement confirme, s'il en était besoin, qu'il en est l'interprète contemporain le plus constamment inspiré. Et Christa Ludwig y donne une leçon de chant noble, lui aussi inspiré. Un coffret de deux CD Deutsche Grammophon 427 328-2 - Minutage : 1h 48'.



Leonard Bernstein

Modest Moussorgski

Les Enfants ou - Soixante mélodies.

Alexandrina Mitcheva (mezzo-soprano), Svetla Proitch (piano).

Surtout célébrée pour ses apparitions à l'Opéra, Mitcheva sait plier sa voix aux exigences de Moussorgski. Il ne faut pas attendre de cette mezzo les corps de génie de Boris Christoff, l'extériorisation dramatique de Galina Vishnevskaya mais un approfondissement musical incomparable, une indurisation du drame bouleversante. Pour ceux qui ne voudraient pas de l'intégrité des mélodies (Boris Christoff, chez EMI), ce disque n'a aucun équivalent. Un CD Pyramide Records 13 484 - Minutage : 73'.

Felix Mendelssohn

Symphonie « Italienne » - Ouverture et musique de scène du Songe d'une nuit d'été.

Orchestre de l'Age des Lumières, Sir Charles Mackerras (direction).

Sans doute n'avait-on jamais entendu de façon si nette ce que Mendelssohn doit à Haydn, à son effacement instrumental, à sa fantaisie. L'Orchestre de l'Age des Lumières est une pléiade dont la virtuosité individuelle et collective est comparable à celle des meilleurs orchestres traditionnels (Cleveland, Dresde, Boston, Chicago, ou Amsterdam), dont la variété de timbres, induite par un rééquilibrage des pupitres en faveur des vents, rajoutait ces deux œuvres célébrissimes entre autres. Aussi indispensable que l'*Italienne* par Toscanini. Un CD Virgin 7 90725-2 - Minutage : 63'.

Wolfgang Amadeus Mozart

Symphonies n° 32, 38 « Prague » et 40.

Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, Josef Krips (direction).

Exilé de Vienne par les nazis, Krips n'a jamais, même après la guerre, occupé un rang digne de son talent. Interprète d'élection du répertoire germanique (de Haydn à Brahms), il a eu juste le temps de terminer un enregistrement intégral des symphonies de « maturité » de Mozart. Un enregistrement salué dans le monde entier comme l'un des plus beaux monuments élevés à la



Joseph Krips

gloire de l'orchestre mozartien. Dans ces interprétations (admirablement enregistrées), Krips s'appuie sur des basses bondissantes et décapées au scalpel, fait chanter les dessus avec une liberté de phrases et des respirations qui renvoient sans cesse au monde de l'opéra. L'antithèse de Böhm, en quelque sorte, un chef plus

Messiaen en édition princeps

L'invention du disque a permis d'ajouter à l'abstraction de l'écrit la vie du son. Pour certains compositeurs - Stravinsky - l'enregistrement est même devenu une référence, plus forte encore que le texte, à laquelle l'interprète doit se plier (ce que beaucoup de musiciens contestent car Stravinsky n'était pas un chef d'orchestre de première grandeur). Mais l'intention est là : donner la prééminence au témoignage sonore. D'autres compositeurs - Ravel - ont même pensé réécrire certaines de leurs œuvres afin d'en adapter le spectre sonore à cette technique balbutiante.

D'année en année, le disque aura fini par supplanter le texte. Il est devenu la référence. Pour les amateurs qui ne découvrent plus depuis bien longtemps les symphonies de Mozart ou *Tristram et Isolde* en les déchiffrant au piano, mais aussi pour les professionnels qui abordent parfois les partitions par l'enregistrement avant de se lancer dans leur étude.

Fidèle à Olivier Messiaen depuis des années, Erato a enregistré sous sa direction artistique une grande partie de son œuvre dans des conditions techniques exceptionnelles. Les meilleurs interprètes français ont apporté leur concours : Yvonne et Jeanne Loriod, Katia et Marielle Labèque, Rachel Yakar, Maria Olan, Huguette Fernandez, Marie-Madeleine Petit, Pierre Boulez.

Marius Constant, Marcel Couraud, Guy Dupuis, Jacques Noth, les solistes et les orchestres de la radio, l'orchestre du Domaine musical, l'ensemble Ara Nova.

Tels qu'ils se présentent, ces seize disques (plus un disque d'interview) ne sont pas à prendre pour des références au sens que donnent les collectionneurs de disques à ce mot - On pourra par exemple préférer Michel Béroff à Yvonne Loriod dans les *Regards* - mais constituent un état des souhaits du compositeur à des moments donnés de son parcours artistique. Et, de ce point de vue, ils n'ont pas de prix.

A. Lo.

Un coffret de dix-sept CD Erato ECD 71580 - Avec les œuvres suivantes : *Vingt regards sur l'Enfant Jésus* ; *Des canyons aux étoiles...* ; *Sept ballades* ; *Les Couleurs de la cité céleste* ; *L'Ascension* ; *Et exspecto resurrectionem mortuorum* ; *Les Visions de l'Amen* ; *Les Offrandes oubliées* ; *Hymne au Saint-Sacrement* ; *Quatre études de rythme* ; *Huit préludes* ; *Le Catalogue d'oiseaux* ; *La Fauvette des jardins* ; *Trois Petites Liturgies de la présence divine* ; *Méditations sur le mystère de la Sainte Trinité* ; *Quatuor pour le fin du temps* ; *Chrysothrix (Méditation)* ; *Poèmes esquissés d'oiseaux* ; *Le Nativité du Seigneur* ; *Apparition de l'Eglise divine* ; *Le Banquet céleste* ; *Harawi* ; *Poèmes pour moi* ; *Chants de terre et de ciel (nouveau)*. Avec une interview du compositeur par Claude Samuel. Enregistré entre 1985 et 1988.



ERATO/JACQUES BARAT

CLASSIQUE

classique sinon métro-nomique. Par chance Philips s'est enfin souvenu que ces interprétations miraculeuses dormaient dans ses archives. Hélas ! ce sont celles de Neville Martinson qui ont été choisies pour être incluses dans la monumentale édition qui fêtera le Bicentenaire de la mort de Mozart en 1991.

Un CD Philips économique 422 478-2 - Minutage : 64'.

Alessandro Scarlatti

Stabat Mater - Salve Regina.

Véronique Dietschy (soprano), Alain Zaepfel (contre-ténor), Ensemble Gräfina.

Deux voix qui se marient à ravir, impeccablement justes et bien timbrées, un ensemble peu connu (mais combien musical et virtuose), renouveau leur réussite, fêta par une critique unanime, dans le Stabat Mater de Pergolèse.

Un CD Adès 580 146 - Minutage : 61 min.

Franz Schubert

Quatuors à cordes la Jeune Fille et la Mort et D 887.

Enregistrés en 1936 et 1938, ces deux interprétations légendaires sont dans chaque disquette. Mais le report en disque compact va les préserver pour l'éternité... et il serait bien étonnant que votre exemplaire ne soit pas usé jusqu'à la corde. A noter que pour fêter ses dix ans le catalogue « Références » offre un enregistrement inédit (et splendide) des Préludes de Debussy par Marcelle Meyer pour tout achat de trois CD publiés dans cette série historique.

Un CD économique EMI « Références » CMI 7 5796-2 - Minutage : 72 min.

Franz Schubert

Le Voyage d'hiver.

Cliff Barr (baryton), Geoffrey Parsons (piano).

Un timbre souple, capable de se plier aux exigences de l'un des cycles les plus nus. Barr retrouve l'esprit du jeune Fischer-Dieskau.

Un CD EMI CDC 7 48334 - Minutage : 76 min.

Franz Schubert

Sonates pour piano D 157, D 845.

Michel Dalberto (piano).

Quittant Erato pour Denon, Michel Dalberto s'embarque dans une aventure rarement tentée avant lui (Whitaker, Badura-Skoda, Haebler, Kempff). Servi par le son Denon, son art du bien dire, la beauté naturelle de son toucher font plus qu'exporter l'adhésion. Du grand art.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.

Franz Schubert

Sonate pour piano D 959 - Le Pâtre sur le rocher.

Rudolf Serkin (piano), Benita Valente (soprano), Harold Wright (clarinette), Myron Bloom (cor).

Un enregistrement sur lequel plane l'esprit du Festival de Marlboro fondé par les frères Busch et Serkin, au tout début des années 50, dans le Vermont, aux Etats-Unis. C'est dire à l'esprit de la musique y souffle. A noter que dans la même série les amateurs de musique de chambre n'auront que l'embarras du choix : tous les disques des Quatuors de Budapest ou Juillard.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.

Franz Schubert

Sonate pour piano D 959 - Le Pâtre sur le rocher.

Rudolf Serkin (piano), Benita Valente (soprano), Harold Wright (clarinette), Myron Bloom (cor).

Un enregistrement sur lequel plane l'esprit du Festival de Marlboro fondé par les frères Busch et Serkin, au tout début des années 50, dans le Vermont, aux Etats-Unis. C'est dire à l'esprit de la musique y souffle. A noter que dans la même série les amateurs de musique de chambre n'auront que l'embarras du choix : tous les disques des Quatuors de Budapest ou Juillard.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.

Un enregistrement sur lequel plane l'esprit du Festival de Marlboro fondé par les frères Busch et Serkin, au tout début des années 50, dans le Vermont, aux Etats-Unis. C'est dire à l'esprit de la musique y souffle. A noter que dans la même série les amateurs de musique de chambre n'auront que l'embarras du choix : tous les disques des Quatuors de Budapest ou Juillard.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.

Un enregistrement sur lequel plane l'esprit du Festival de Marlboro fondé par les frères Busch et Serkin, au tout début des années 50, dans le Vermont, aux Etats-Unis. C'est dire à l'esprit de la musique y souffle. A noter que dans la même série les amateurs de musique de chambre n'auront que l'embarras du choix : tous les disques des Quatuors de Budapest ou Juillard.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.

Un enregistrement sur lequel plane l'esprit du Festival de Marlboro fondé par les frères Busch et Serkin, au tout début des années 50, dans le Vermont, aux Etats-Unis. C'est dire à l'esprit de la musique y souffle. A noter que dans la même série les amateurs de musique de chambre n'auront que l'embarras du choix : tous les disques des Quatuors de Budapest ou Juillard.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.

Un enregistrement sur lequel plane l'esprit du Festival de Marlboro fondé par les frères Busch et Serkin, au tout début des années 50, dans le Vermont, aux Etats-Unis. C'est dire à l'esprit de la musique y souffle. A noter que dans la même série les amateurs de musique de chambre n'auront que l'embarras du choix : tous les disques des Quatuors de Budapest ou Juillard.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.

Un enregistrement sur lequel plane l'esprit du Festival de Marlboro fondé par les frères Busch et Serkin, au tout début des années 50, dans le Vermont, aux Etats-Unis. C'est dire à l'esprit de la musique y souffle. A noter que dans la même série les amateurs de musique de chambre n'auront que l'embarras du choix : tous les disques des Quatuors de Budapest ou Juillard.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.

Un enregistrement sur lequel plane l'esprit du Festival de Marlboro fondé par les frères Busch et Serkin, au tout début des années 50, dans le Vermont, aux Etats-Unis. C'est dire à l'esprit de la musique y souffle. A noter que dans la même série les amateurs de musique de chambre n'auront que l'embarras du choix : tous les disques des Quatuors de Budapest ou Juillard.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.

Un enregistrement sur lequel plane l'esprit du Festival de Marlboro fondé par les frères Busch et Serkin, au tout début des années 50, dans le Vermont, aux Etats-Unis. C'est dire à l'esprit de la musique y souffle. A noter que dans la même série les amateurs de musique de chambre n'auront que l'embarras du choix : tous les disques des Quatuors de Budapest ou Juillard.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.

Un enregistrement sur lequel plane l'esprit du Festival de Marlboro fondé par les frères Busch et Serkin, au tout début des années 50, dans le Vermont, aux Etats-Unis. C'est dire à l'esprit de la musique y souffle. A noter que dans la même série les amateurs de musique de chambre n'auront que l'embarras du choix : tous les disques des Quatuors de Budapest ou Juillard.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.

Un enregistrement sur lequel plane l'esprit du Festival de Marlboro fondé par les frères Busch et Serkin, au tout début des années 50, dans le Vermont, aux Etats-Unis. C'est dire à l'esprit de la musique y souffle. A noter que dans la même série les amateurs de musique de chambre n'auront que l'embarras du choix : tous les disques des Quatuors de Budapest ou Juillard.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.

Un enregistrement sur lequel plane l'esprit du Festival de Marlboro fondé par les frères Busch et Serkin, au tout début des années 50, dans le Vermont, aux Etats-Unis. C'est dire à l'esprit de la musique y souffle. A noter que dans la même série les amateurs de musique de chambre n'auront que l'embarras du choix : tous les disques des Quatuors de Budapest ou Juillard.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.

Un enregistrement sur lequel plane l'esprit du Festival de Marlboro fondé par les frères Busch et Serkin, au tout début des années 50, dans le Vermont, aux Etats-Unis. C'est dire à l'esprit de la musique y souffle. A noter que dans la même série les amateurs de musique de chambre n'auront que l'embarras du choix : tous les disques des Quatuors de Budapest ou Juillard.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.

Un enregistrement sur lequel plane l'esprit du Festival de Marlboro fondé par les frères Busch et Serkin, au tout début des années 50, dans le Vermont, aux Etats-Unis. C'est dire à l'esprit de la musique y souffle. A noter que dans la même série les amateurs de musique de chambre n'auront que l'embarras du choix : tous les disques des Quatuors de Budapest ou Juillard.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.

Un enregistrement sur lequel plane l'esprit du Festival de Marlboro fondé par les frères Busch et Serkin, au tout début des années 50, dans le Vermont, aux Etats-Unis. C'est dire à l'esprit de la musique y souffle. A noter que dans la même série les amateurs de musique de chambre n'auront que l'embarras du choix : tous les disques des Quatuors de Budapest ou Juillard.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.

Un enregistrement sur lequel plane l'esprit du Festival de Marlboro fondé par les frères Busch et Serkin, au tout début des années 50, dans le Vermont, aux Etats-Unis. C'est dire à l'esprit de la musique y souffle. A noter que dans la même série les amateurs de musique de chambre n'auront que l'embarras du choix : tous les disques des Quatuors de Budapest ou Juillard.

Un CD Denon CD 73787 - Minutage : 63 min.



Veronique Dietschy

d'Horszowski ou de Serkin sont à acheter. Le meilleur de la musique européenne ayant émigré aux Etats-Unis pour fuir le nazisme.

Un CD économique CBS MK 46 559 - Minutage : 64 min.

Robert Schumann

Dichterliebe - Les Deux Grenadiers - Kerner-Lieder.

José Van Dam (baryton), Dalton Baldwin (piano).

Plus simple, moins subtilement théâtral que Fischer-Dieskau, Van Dam pourra être préféré à ce dernier dans les Dichterliebe (c'est affaire de goût). Au sommet de ses moyens vocaux, de son art du chant, le baryton belge signe ici l'un de ses meilleurs disques (à préférer à l'un de ses meilleurs disques français chez EMI, les Nuits d'été de Berlioz supportant mal d'être accompagnées au piano).

Un CD Forlane UCD 16596 - Minutage : 76 min.

Robert Schumann

Sonates pour piano n° 3, 5 et 7 - Poèmes op. 32 n° 1 - Fantaisie d'album - Mazurka op. 45 n° 3.

Joseph Villa (piano).

Co pianiste à tout : la puissance de Richter, l'invention d'Argüth, la densité du son de Claudio Arrau, les sonorités de Sofronitzki. Et pour Scriabine rien n'est aussi utile.

Un CD Dante-NTI-PSG 3801 - Minutage : 58 min.

Igor Stravinsky

L'Oiseau de feu - Petrouchka.

Orchestre de la Société des concerts du Conservatoire de Paris, Pierre Monteux (direction).

Enregistrées à l'aube des années 60, ces interprétations étaient admirées par Stravinsky. Ne soyons pas plus royaliste que le roi. Excellente prise de son, précises, un peu sèches parfois.

Un CD économique Decca 421 635-2 - Minutage : 54 min.

Piotr Ilitch Tchaïkovski

Symphonie pathétique - Francesca de Rimini.

Orchestre Philharmonie, Carlo Maria Giulini, Sir John Barbirolli (direction).

L'un des premiers enregistrements de studio de Giulini. A l'époque, il n'était pas encore très connu, mais dirigeait déjà avec cette densité du son, cette profondeur qui culmineront dans ses enregistrements ultérieurs. Et bien que l'enregistrement date de 1959, cette Pathétique somme moins mieux que presque toutes les autres (concurremment, celui de Miravinski pour DG, réalisé lui aussi à Londres, mais l'année suivante, a bénéficié également d'une prise de son supérieure). En complément, Francesca de Rimini, par Barbirolli : une excellente introduction à l'art bien oublié de l'un des chefs les plus importants de l'après-guerre.

Un CD économique EMI CDZ 76 2803-2 - Minutage : 171 min 30.

Robert Schumann

Kreisleriana - Novalettas n° 1 et 2.

Youri Egorov (piano).

Inédit au catalogue français, ce disque du pianiste soviétique disparu l'an dernier est un modèle de jeu pianistique. Egorov prend le temps de rêver dans les pièces méditatives des Kreisleriana, mais sait aussi s'exporter lorsque le texte l'exige. Et écoutez comment il

fait sonner les « voix du lointain » dans la Huitième novalette. Le grand art. Jacques Loupachamp ne s'était pas trompé lorsqu'il avait comparé Egorov à Lipatti. Deux pianistes de la transparence.

Un CD économique EMI CDN 7 68637 - Minutage : 54 min.

Alexandre Scriabine

Sonates pour piano n° 3, 5 et 7 - Poèmes op. 32 n° 1 - Fantaisie d'album - Mazurka op. 45 n° 3.

Joseph Villa (piano).

Co pianiste à tout : la puissance de Richter, l'invention d'Argüth, la densité du son de Claudio Arrau, les sonorités de Sofronitzki. Et pour Scriabine rien n'est aussi utile.

Un CD Dante-NTI-PSG 3801 - Minutage : 58 min.

Igor Stravinsky

L'Oiseau de feu - Petrouchka.

Orchestre de la Société des concerts du Conservatoire de Paris, Pierre Monteux (direction).

Enregistrées à l'aube des années 60, ces interprétations étaient admirées par Stravinsky. Ne soyons pas plus royaliste que le roi. Excellente prise de son, précises, un peu sèches parfois.

Un CD économique Decca 421 635-2 - Minutage : 54 min.

Piotr Ilitch Tchaïkovski

Symphonie pathétique - Francesca de Rimini.

Orchestre Philharmonie, Carlo Maria Giulini, Sir John Barbirolli (direction).

L'un des premiers enregistrements de studio de Giulini. A l'époque, il n'était pas encore très connu, mais dirigeait déjà avec cette densité du son, cette profondeur qui culmineront dans ses enregistrements ultérieurs. Et bien que l'enregistrement date de 1959, cette Pathétique somme moins mieux que presque toutes les autres (concurremment, celui de Miravinski pour DG, réalisé lui aussi à Londres, mais l'année suivante, a bénéficié également d'une prise de son supérieure). En complément, Francesca de Rimini, par Barbirolli : une excellente introduction à l'art bien oublié de l'un des chefs les plus importants de l'après-guerre.

Un CD économique EMI CDZ 76 2803-2 - Minutage : 171 min 30.

Robert Schumann

Kreisleriana - Novalettas n° 1 et 2.

Youri Egorov (piano).

Inédit au catalogue français, ce disque du pianiste soviétique disparu l'an dernier est un modèle de jeu pianistique. Egorov prend le temps de rêver dans les pièces méditatives des Kreisleriana, mais sait aussi s'exporter lorsque le texte l'exige. Et écoutez comment il

fait sonner les « voix du lointain » dans la Huitième novalette. Le grand art. Jacques Loupachamp ne s'était pas trompé lorsqu'il avait comparé Egorov à Lipatti. Deux pianistes de la transparence.

Un CD économique EMI CDN 7 68637 - Minutage : 54 min.

Alexandre Scriabine

Sonates pour piano n° 3, 5 et 7 - Poèmes op. 32 n° 1 - Fantaisie d'album - Mazurka op. 45 n° 3.

Joseph Villa (piano).

Co pianiste à tout : la puissance de Richter, l'invention d'Argüth, la densité du son de Claudio Arrau, les sonorités de Sofronitzki. Et pour Scriabine rien n'est aussi utile.

Un CD Dante-NTI-PSG 3801 - Minutage : 58 min.

Igor Stravinsky

L'Oiseau de feu - Petrouchka.

George Gershwin

Porgy and Bess.

Willard White (Porgy), Cynthia Haymon (Bess), Carolyn Blackwell (Clara), Dances Evans (Sportin' Life), Gregg Baker (Crown), Cynthia Clay (Serenal), Chœurs de Glyndebourne, Orchestre philharmonique de Londres, Simon Rattle (direction).

A part un disque d'extraits chantés par Ella Fitzgerald et Louis Armstrong, l'opéra de Gershwin n'avait jamais connu d'enregistrement totalement convaincant. Ni Lorin Maazel (Decca) ni la troupe de l'Opéra de Houston (RCA) n'ont su marier avec un bonheur si constant les pages symphoniques et le jazz, les conventions du chant classique et la liberté de phrase exigée par les songs du compositeur. Cette version a été enregistrée dans la foulée des représentations de Glyndebourne.

Un coffret de trois CD EMI CDS 48668 - Minutage : 3h 5'.

Mikhail Glinka

Une vie pour le tsar.

Boris Christoff (Ivan Soussanine), Nicolai Gedda (Bogdan Sobirine), Teresa Stich-Randall (Antonida), Chœurs de l'Opéra de Belgrade, Orchestre de l'association des Concerts Lamoureux, Igor Markevitch (direction).

Cet opéra est à la fois une œuvre historiquement importante en ce qu'elle est l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul interprète d'Éco-

l'acte de baptême de la musique russe et un chef-d'œuvre qui a trouvé avec Markevitch son seul

MUSIQUE

DÉCOUVERTES

Beethoven
P. Cantor à cordes op. 18

Berg
Suite lyrique pour quintet à cordes

Schumann
Quintet à cordes op. 41 n° 3
Quintet Vogel.

Nationalité : est-allemande. Age moyen : vingt-cinq ans. Palmarès français : prix d'interprétation d'une œuvre contemporaine au Festival de quinquiers d'Evian, 1986. Leur formation était, à l'époque, vieille de deux ans. Elle emprunte sa dénomination au patronyme du premier violon, Tim Vogel. En résumé, premier concert parisien important d'un quatuor auquel on souhaite du bien et qui nous en promet.

Le 13. Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-22-23. De 80 F à 80 F. Concert double, le lendemain, à 12 h 30.

SÉLECTION PARIS

Mercredi 13
Schumann
Concerto pour violoncelle et orchestre.

Bruckner
Symphonie n° 3.
Michèle Maizy (violoncelle), Orchestre de Paris, Günther Herbig (direction).

Un violoncelle très doux, mais souvent expansif jusqu'à l'abandon, dans un concerto qui nécessite à la fois maîtrise et inspiration, concerto qui a vu le pire, même sous l'archet de Maizy lui-même (son enregistrement avec Bernstein). Tout, ici, dépendra donc de l'orchestre et du chef : Almand de l'Est, élève d'Abendrot, patron de l'Orchestre de Toronto, Günther Herbig a déjà su dompter mieux que personne l'Orchestre de Paris, il y a trois ans, dans l'Héroïque notamment.

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ la 14). Tél. : 45-53-59-72. De 48 F à 180 F.

Jeudi 14 décembre
Schubert
Klavierstücke op. posthume D 946.

Brahms
Sonate pour piano, op. 5.

Chopin
Nocturne op. 27.
Salle de la 1.

Schumann
Carnaval.

Paul Badura-Skoda (piano). Prover que l'exécution musicale n'appartient pas

au domaine de la performance mais qu'elle concerne l'accomplissement des facultés intellectuelles au complet : tel est le message implicite livré par un interprète comme Paul Badura-Skoda. Dont l'horizon ne se limite pas aux touches blanches et noires d'un clavier. Qui est passé par la direction d'orchestre, la recherche musicologique, l'écriture théorique. Qui touche le clavecin, le piano-forte. Et que l'on retrouve cette fois dans un programme d'« ouvertures » s'il en est, un programme qui comprend : de la Première Sonate de Brahms, qui n'apparaît pas d'emblée comme la tasse de thé de spécialiste du préromantisme, au Carnaval de Schumann, tentation pour toutes les stars du piano, sans exception. Badura-Skoda n'est pas une star. Il est beaucoup plus que cela.

Salle Gaveaux, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 250 F.

Vendredi 15
Arias et chants de Noël
Chants populaires sud-américains
Misa Criolla

José Carreras (ténor), Lorenzo Bove (piano), Cuarteto de Los Andes, Cuarteto de Los Andes, Cuarteto de Los Andes, José Luis Ochoa (direction).

Quinze minutes de rappel à Dublin, quarante minutes à

Hambourg, la *Missa Criolla*, d'Ariel Ramirez, n'a perdu aucun de ses attraits vingt-cinq ans après son premier enregistrement (vendu à trois millions d'exemplaires dont un million en France). Pour fêter le cent millième disque vendu de la nouvelle version (Philippe), José Carreras et Ariel Ramirez la donnent en concert. Chose incroyable, c'est la première fois que le compositeur argentin va diriger cette messe composée d'après des airs populaires argentins en France. Les abonnés du Monde bénéficient d'une réduction de prix sur la catégorie la plus chère (320 F au lieu de 450 F). Mais il faudra se dépêcher, cette offre est limitée à cinquante places.

Palais des Congrès, 20 h 30. Tél. : 47-58-40-45. Location FNAC, Agence, Virgin Megastore, De 180 F à 450 F.

Dimanche 17
Poulenc
Histoire de Babar le petit éléphant, pour piano et récitant, texte de Bruchet.

Saint-Saëns
Carnaval des animaux.

Francis Pavin (ténor), Christian Haid, Emmanuel Strycker (piano), Guillaume Sire, Florence Roussel (violon), Isabelle Leclercq (alto), Marc Coppy (violoncelle), Bénédicte Hui (contrebasse), Marine Pariz (basse), Roméo Gervy (clarinette), Philippe Sorel (percussions).

Noël approche, cela se vérifie à la raréfaction des concerts et à une programmation dominicale comme celle-ci. Comme il y a toujours foule aux concerts du Rond-Point, ce sera l'événement, cette fois. Les sages sont interdits, sans s'ils répondent au doux prénom de Zéphir.

Théâtre Renand-Barraut, 11 heures. Tél. : 42-58-80-70. 80 F.

Lundi 18 décembre
Beethoven
Sonates pour violon et piano n° 2, op. 12 et 5, op. 24.

Brahms
Sonate pour violon et piano n° 3, op. 108.

Augustin Dumay (violon), Marie José Pires (piano).

Initiative du Festival de l'Île-de-France, l'opération « Campus à l'oreille » a pour but de pousser jusqu'aux artistes qui n'y viendraient jamais (lire le supplément « Campus » daté du 30 novembre). Cela dans l'espoir de leur constituer une audience renouvelée. Le directeur du Festival s'appelle Pascal Dumay.

Coincidence : il a un frère qui passe légitimement pour l'un des plus surs archets français. Les étudiants auront donc droit à un régal du grand Augustin, qui s'entend bien avec Marie José Pires dans Brahms et Beethoven.

Université Paris 8-Claude, 18 heures. Tél. : 42-58-07-22. 30 F.

Moderne
Julliard's Serenade.

Berlioz
Cantate nouvelle testamentaire II.

Berlioz
12 Notations
2° Sonate pour piano.

Maurice Pollak (piano), Ensemble InterContemporain, London Voices, Raphaël Schlegel (direction), Pierre Boulez (direction).

Cette soirée devrait constituer le couronnement du programme de créations du Festival d'Automne 1989, avec le concerto pour piano que Pierre Boulez aurait dû terminer à l'intention de Maurizio Pollak. Atmosphère, mais voilà, l'autisme du Marten sans maître a annoncé qu'il se déstabilise, voici pas mal de temps déjà (le Monde du 6 novembre). Et le pianiste italien ne se déplaçant au Châtelet que pour exécuter la *Seconde Sonate* pour piano, œuvre qu'il a eu le temps d'assimiler puisqu'elle date de 1947 et qu'il en est de longue date l'un des interprètes attitrés.

La *Julliard's Serenade* de Maderna est une œuvre pour orchestre de chambre vieille de dix-huit ans. Quant au *Canticum novissimum* de Berlioz, il porte le numéro II comme un vulgaire Rambo, c'est qu'il résulte de la transcription, pour deux sopranos, une mezzo, une basse, un quatuor de saxo, un quatuor de clarinettes, d'une œuvre créée en janvier dernier par le Groupe vocal de France. La seule présence de Boulez aux commandes de l'Intercontemporain, associé à quelques musiciens invités (comme le quatuor de saxophones Rascher), suffira sans doute à transformer la soirée en événement mondain.

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 50 F à 175 F.

Mardi 19
Schumann
Brahms
Wolf

Mélodies et Lieder.

Francine Peltier (soprano), Jean-Marie Lohéac (piano).

Voir notre photo légendée.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 130 F.



DANSE
Ballot Frankfurt
William Forsythe

Praty Ugly.
Die Befragung des Robert Scott.
Enemy in the figure.
Impressing the crew.

Le plus moderne des classiques ? Le plus classique des modernes ? En tout cas, le choréographe le plus excitant du siècle. Plus que deux soirées pour voir le programme comprenant *Die Befragung* de Robert Scott et *Enemy in the figure* du maître, ainsi que *Praty Ugly* de sa disciple Amanda Müller (les 14 et 15 décembre). Et deux autres soirées pour voir l'époustouflant *Impressing the crew* (les 16 et 17).

Les 14, 15 et 16, 20 h 30 ; le 17, 18 heures. Châtelet. Théâtre musical de Paris. Tél. : 40-28-28-40. De 50 F à 175 F.

Ballot de l'Opéra de Paris
Rudolph Noureev

La Belle au bois dormant.

Reprise de la version Noureev : une grosse pâtisserie un peu lourde à l'estomac (les décors et les costumes de Nicolas Georgiadis), une chorégraphie parfois tarabiscotée, mais un festin de belle danse. Sept étoiles féminines (dont Noëlle Pontois, de retour au bercail) et

Françoise Pollet
n'a pas froid aux yeux. Cette soprano française se risque désormais dans des *Mozart*, des *Weber* et des *Meyerbeer* vieillards. Elle a même chanté l'*Elektra* de Tannhäuser ! Elle va nous séduire. A l'Auditorium des Halles elle avancera sur scène au bras de Jean-Marc Lohéac. Un plaisir que l'on ne peut pas se priver de voir au concert des chanteurs.

Les 14, 15 et 16, 20 h 30 ; le 17, 18 heures. Châtelet. Théâtre musical de Paris. Tél. : 40-28-28-40. De 50 F à 175 F.

Rock
Kassav'

Tout le monde sera venu pour zouker, tout le monde zoukera, parce que Kassav' ne tolère pas qu'on traîne des pieds et prendra les moyens nécessaires pour faire tanguer la porte de La Villette.

Les 14, 15, 16 et 19, 21 heures ; le 17, 18 heures.

Ultimo de la Fila remplit les stades en Espagne, mais aura peut-être plus de problèmes à la Cigale. On peut quand même accorder une soirée à leur rock parfumé au vrai flamenco. Ce n'est pas tout à fait de la fusion, plutôt une juxtaposition, mais ce n'est pas désagréable.

Le 18. La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-23-38-00. 80 F.

JAZZ

Stéphane Grappelli
Marc Foscat
Jean-Philippe Virey

Surtout si vous ne l'avez jamais vu (ailleurs que dans les patronages de Chancel) ; surtout si vous l'avez beaucoup vu (sur des scènes de tout acabit), Grappelli, d'urgence, dans une salle à visage humain ! Une chance trop rare, Grappelli joue du violon.

Le 14. Petit Journal Montparnasse, 21 h 30. Tél. : 43-21-58-70.

Frédéric Sylvestre
Jacques Vidal
Stéphane Huchard
Alain Dobbela
Xavier Descendre

Le groupe de Charles Vidal et Frédéric Sylvestre - basse et guitare - vient de signer un disque défilant, plein de charme et parfois réservé. Présentation sur scène : pour voir ce que deviennent les disques en direct.

Le 14. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Vincent Courtols
Quartier

Vincent Courtols est violoncelliste. Il est la coqueluche des jeunes gens. Le Sunset est un club très mode. Toutes les raisons de changer d'habitudes : il n'y a pas que le golf dans la vie.

Les 15 et 16. Sunset, 22 h 30. Tél. : 40-28-45-60.

Zhivaro

Association de musiciens proches par la sensibilité, le mode de vie, les idées ; puissance générale et invitante (nombreux hôtes cette fois) ; organisatrice d'événements et de happenings théâtraux, Zhivaro monte sa nuit annuelle. No comment.

Le 15. Dancos, 21 heures. Tél. : 46-84-72-00.

La sélection « Musiques » a été établie par : Anne Rey « Jazz » ; Francis Marmande « Rock » ; Thomas Sotinel

DIM. 31 DEC. 89 A 21 H 30 SOIRÉE EXCEPTIONNELLE

Entrez en 90 ... avec

HIGELIN

et ses invités

AU ZENITH

LE ZENITH • M ET PARKING MONT DE PANTIN • LOCATIONS : FNAC • AGENCES : VIRGIN MEGASTORE • BILLET • 3615 CODE LIBE

RESERVATIONS 42 03 02 70

FESTIVAL JEAN COCTEAU
DU 15 AU 30 DECEMBRE
OPERA COMIQUE
2 PROGRAMMES EN ALTERNANCE
LES MARIES DE LA TOUR EIFFEL
LA VOIX HUMAINE LE BOUF SUR LE TOIT LE PAUVRE MATELOT
RENSEIGNEMENTS-LOCATION : 42.60.04.99 - 42.96.12.20

Théâtre de la Bastille
DU 15 AU 17 DECEMBRE A 19 H 30
D'ANNEKEE ET DE RELACHELLAND
OPERA SOLO
JEAN-PIERRE L'ESPRIT
OPERA SOLO
JEAN-PIERRE L'ESPRIT
OPERA SOLO
JEAN-PIERRE L'ESPRIT

JEAN MICHEL JARRE
LES ANNEES LASER
UN COFFRET 10 CD

ROCK

GRANDS ANCIENS ET PETITS NOUVEAUX

Hors des ghettos, loin des clichés



L'impression qui demeure en cette fin d'année est d'avoir vécu un remake de *Hard Day's Night*, réalisé par George Romero, à moins qu'il ne s'agisse de la nuit des morts-vivants revisitée par Richard Lester. De toutes parts, des artistes que l'on avait depuis longtemps passés au compte des pertes et profits ont resurgi avec leurs meilleurs disques depuis longtemps : Paul McCartney, Neil Young, Bob Dylan, Roy Orbison... Tous soudain capables de se refaire dans l'air du temps, allant chercher l'assistance de leurs cadets (Daniel Lanois, Elvis Costello, ou l'équipe de sauvages qui a formé l'in Machine avec David Bowie) et conjurant la malédiction lancée par Pete Townshend dans *My Generation* (« Hope I die before I get old » (« J'espère être mort avant d'être vieux »)). Malédiction qui est retombée sur la tête de son auteur, dont l'album solo est l'une des déceptions — avec *Steel Wheels*, des Rolling Stones — de cette floraison de quads et quinquagénaires. Viennent ensuite ceux qui font le quotidien du rock depuis une dizaine d'années. Les superstars qui méritent vraiment ce nom (Madonna, Prince), et ceux qui le sont presque (Fine Young Cannibals, Terence Trent D'Arby). Les repères d'une génération (Cure, Pogues, Simple Minds — ces derniers absents pour cause de pompéisme), et ceux (Elvis Costello, XTC) qui construisent des univers où se retrouvent, comme de petites sectes, des admirateurs tout étonnés de s'apercevoir qu'ils sont minoritaires. Ceux qui font le rock tel qu'il va. A la base de la pyramide démographique du rock, les

choses sont plus confuses : des gamins s'amusent à piquer les recettes des aînés et leur font le pique (Texas). D'autres se font archivistes et vont chercher très loin des idées oubliées qui pourraient presque passer pour neuves (Stone Roses). Dans les marges, des originaux — par choix ou par nécessité — écrivent leur petite musique pour ceux qui voudront bien leur prêter l'oreille (*They Might Be Giants*, *Two Alice Girls*). Du côté des pistes de danse, on a sans doute plus de chance de s'étonner. On trouve encore quelques intersections entre la house, le hip-hop et le rock, qu'on a retenues ici. Mais les chemins semblent diverger de plus en plus, qu'il s'agisse des conditions de production ou de consommation. Les rappers américains proclament la mort du rock. Ce n'est pas vrai puisque le rock se joue et s'écoute dans le monde entier et que l'ouverture à l'Est lui donnera, au minimum, un nouvel espace commercial et, dans le meilleur des cas, une impulsion créative. Mais il n'est pas besoin de détester le rock pour comprendre la joie un peu mauvaise des chroniqueurs des ghettos américains. Cette musique, qui doit beaucoup à l'Afrique mais que l'on a pensée à la chaux pour la rendre acceptable, ne survit aujourd'hui qu'en s'auto-cannibalisant. Reste l'espoir de la world music. C'est vrai : la musique du tiers-monde n'a jamais été aussi accessible, présente, sur les ondes, chez les disquaires, sur les scènes. Mais son intégration à la musique telle qu'elle se produit tous les jours reste marginale.

The Neville Brothers

Yellow Moon. Le succès critique, voire mondain, de *Yellow Moon* ne doit pas faire oublier que les frères Neville étaient à peu près inconnus au début de l'année. Leurs talents restaient un secret d'autant mieux gardé que la vogue de La Nouvelle-Orléans en France s'était jusqu'ici limitée au cinéma (*Down by Law*, *The Big Easy*, *Angel Heart*...). Produit par Daniel Lanois sur un mode mystique et introversé, *Yellow Moon* est arrivé très exactement au bon moment : en mettant en évidence, naturellement, sans affectation, la généalogie africaine de la musique noire américaine, voilà pour le world music ; reprenant et transcendant les classiques du patrimoine rock noir (*A Change Is Gonna Come*, de Sam Cooke) et blanc (les deux reprises de Dylan), voilà pour l'acceptation de l'histoire du rock ; et puis en permettant enfin — grâce à l'intelligence de Lanois — à des musiciens hors pair de se sentir enfin chez eux en studio et d'y donner le meilleur d'eux-mêmes.

Polydor.

Bob Dylan



On Mercy. La dernière cure miracle du docteur Lanois. Le producteur acadien s'était pourtant attaqué à un cas jugé désespéré par la Faculté, y compris par sa maison de disques. Toujours sobre et épicé, comme pour les Neville Brothers, Lanois a réussi à trouver la perspective dans laquelle les chansons de Dylan trouvent la définition qui leur manquait ces dernières années. Avec *Man in the Long Black Coat*, conte mystique des bayous, *Everything Is Broken*, éruption de colère sans autre objet que le monde en général (le protest song à usage universel, sans doute), et *King Them Bells*, hymne ambigu, la moitié au moins de *On Mercy* trouverait sa place dans une éventuelle édition des meilleurs moments de Dylan. C'est dire la valeur de ce disque.

T.S.

Bob Dylan

On Mercy. La dernière cure miracle du docteur Lanois. Le producteur acadien s'était pourtant attaqué à un cas jugé désespéré par la Faculté, y compris par sa maison de disques. Toujours sobre et épicé, comme pour les Neville Brothers, Lanois a réussi à trouver la perspective dans laquelle les chansons de Dylan trouvent la définition qui leur manquait ces dernières années. Avec *Man in the Long Black Coat*, conte mystique des bayous, *Everything Is Broken*, éruption de colère sans autre objet que le monde en général (le protest song à usage universel, sans doute), et *King Them Bells*, hymne ambigu, la moitié au moins de *On Mercy* trouverait sa place dans une éventuelle édition des meilleurs moments de Dylan. C'est dire la valeur de ce disque.

Polydor.

Tom Petty

Full Moon Fever. C'est par dispense spéciale que ce bino-bec (même pas quadragénaire) est admis à jouer dans la cour des grands. Mais son association avec les Traveling Wilburys (George Harrison, Bob Dylan, Jeff Lynne, Roy Orbison et lui-même), le groupe, qui en 1988 a montré la voie de la régénération aux anciens, lui donne ce droit. D'autant que son rock est extrêmement traditionnel : sa reprise, presque note pour note, du *If You Go* des Byrds donne la tonalité exacte du disque : un rock mélodique et éblouissant à peine tordu par des textes un peu cyniques. Produits selon la recette Traveling Wilburys (son classique, musclé, à grand spectacle), *Full Moon Fever* est un disque tellement facile qu'on pourrait presque oublier qu'il est aussi intelligent.

WEA.

Neil Young

Freedom. Avec une succession d'albums et de tournées qui ne semblaient exister que pour prendre d'éventuels clients à contre-pied, Neil Young avait réussi à garder un semblant de crédibilité (démarche sympathique mais musique difficilement écoutable) tout en déconcertant ceux qui gardaient le souvenir de *Harvest*, disque fondateur d'un genre (le rock américain intimiste) et d'un malentendu (*Harvest* n'était qu'un moment, un détail du monde de Neil Young). *Freedom* apparaît donc comme une longue mise au point au bout de vingt ans de perambulations. Tout ce que Neil Young sait faire, il le fait sur ce disque : les parties de guitare saturées et les mélodies charnelles, les refrains militants et les poèmes paranoïaques.

Reprise/WEA.

Gérard Manset

Matrice. Pour Manset, ce n'est pas plus une résurrection que la dernière ou la prochaine fois. C'est comme ça qu'il fait de la musique, apparaissant et disparaissant selon un rythme connu de lui seul, produisant à chaque fois un disque parfait selon des critères (le respect et l'amour des mots, la rigueur que seule vient tempérer la simplicité) qu'il est seul à définir. *Matrice* est une évidence qui s'imposera à tous ceux qui voudront bien la considérer.

EMI.

John Lee Hooker

The Healer. On aurait pu le faire passer en premier, en regard à son âge (soixante-douze ans) ou à sa qualité de père du blues, dernier survivant en activité de la génération des Muddy Waters et Howlin' Wolf. Mais John Lee Hooker n'est pas du genre à brandir sa carte Vermeil à tout bout de champ. Plutôt à s'enfermer de l'élite du rock américain traditionnel (Los Lobos, George Thorogood, Robert Cray, Bonnie Raitt) et à réaliser un album de blues pur et évident comme aux premiers jours, dominé par cette voix de baryton qui passe du fantomatique au gaillard sans l'ombre d'un effort.

Silverline/BMG.

Paul McCartney

Flowers in the Dirt. C'était un peu vexant de se faire griller par George Harrison qui, en deux coups de cuiller à pot (son album solo et celui des Traveling Wilburys), avait recouvert sa gloire de Beatle. Paul McCartney avait tout prévu pour son programme de remise en forme : l'appel à la jeune génération, en la personne d'Elvis Costello qui a coécrit trois titres, la constitution d'un groupe cohérent (celui qui l'a accompagné durant sa tournée européenne), et surtout la redécouverte des chemins qu'il empruntait il y a vingt-cinq ans, du temps où il écrivait les plus belles chansons du monde. Résultat : on entend à peine les quelques niaiseries tant on est fasciné par la splendeur de *That Day Is Done* ou par la vigueur de *Figure of Eight*.

EMI.

Elvis Costello

Spiked. Il est très difficile d'admettre qu'un artiste à trop de talent. Pourtant, le relatif insuccès de *Spiked* montre que, une fois encore, Elvis Costello n'a fait qu'affirmer les hit-parades parce qu'il n'a pas voulu s'économiser. C'est vrai qu'il ne faisait depuis trois ans — une éternité pour un bavard comme lui. Pour sa rentrée, il avait décidé de faire appel à tout le monde : les Attractions, son groupe, Paul McCartney, des

cas.

Elvis Costello



Spiked.

Valeurs sûres



Gérard Manset.

musiciens de folk irlandais, les jazzmen du Dirty Dozen Brass Band. Un générique à la Steven Spielberg ! Spike donne l'image impossible à assimiler d'un créateur maître de tous les genres, qui se sent tellement capable de séduire qu'il refuse systématiquement de le faire. Avec ses seize chansons, l'album est une grosse chose à laquelle il faut faire beaucoup de place si l'on veut l'assimiler. Mais elle le méritait.

WEA.

Fine Young Cannibals

The New and the Cooked. Ce disque fut sans doute une grande déception pour le fan-club de Lévi-Strauss, qui n'y retrouva pas les thèmes chers au maître, malgré le titre. En revanche, sur les pistes de danse, on ne se lassait pas d'écouter *She Drives Me Crazy*, une chanson délicieusement agaçante avec sa partie de guitare à mettre les nerfs en boule. Le reste (les trois chansons vaguement rétro qu'on avait entendues sur la bande originale de *Thelma*, et le titre composé pour *Something Wild*, de Jonathan Demme) donne une bonne idée de la pop music telle qu'elle devrait être, avec, en plus, le fanzine envoltant de Roland Gift, héritier légitime de Smokey Robinson.

London/Berday.

XTC

Orange and Lemon. Encore des musiciens de talent qui ne sont jamais tout à fait arrivés à se mettre à la portée (pas forcément au niveau) du public. Dans *Orange and Lemon*, Andy Partridge et Colin Moulding assument enfin la comparaison dont on les a toujours accablés et réalisent leur *Sergeant Pepper* à eux. C'est toujours très intelligent, parfois un peu maniéré, un pastiche réussi plutôt qu'une copie servile ou une mise au goût du jour de la musique de l'ère psychédélique.

Virgin.

The Pogues

Peace and Love. A l'intérieur d'un registre bien défini, les Pogues font une petite déprime. Nous sommes toujours en plein punk celtique joué avec une violence que seule rend intelligible la virtuosité collective du groupe. Mais les premiers jours du succès sont passés, les Pogues sont sur la route depuis des années, Shane McGowan vit toujours aussi dangereusement et bêtement. *Peace and Love* est un disque anxieux et tendu, d'un shord pas très sympathique. Mais, une fois passées ces défenses, on retrouvera la passion, l'énergie, la grandeur en haillons qui ont fait du groupe un élément indispensable du paysage.

Pogues Machine/WEA.

The The

Mind Bomb. Attention, rock intelligent ! Matt Johnson est une conscience, quelqu'un qui

réfléchit avant d'écrire, de jouer. Pour *Mind Bomb*, il s'est associé à Johnny Marr, l'ancien guitariste des Smith, le seul de sa génération à avoir apporté quelque chose de nouveau à la pratique de son instrument. Curieusement, le fruit de leur collaboration est plus distant, moins immédiatement provocant que les précédents épisodes de la saga Johnson. Psalmodiste plus que chanté, *Mind Bomb* est par moments carrément austère. Mais qui a dit qu'on était obligé de s'amuser en écoutant du rock ?

Epic.



Robert Smith.

The Cure

Disintegration.

On le voit aux curistes et curistes qui tournent autour des bacs qui sont consacrés au groupe dans les magasins de disques, The Cure compte dans la vie de beaucoup de gens. Que ça l'amuse ou non, à chaque fois qu'il redescend de la montagne, Robert Smith est attendu par des millions de gens à travers le monde. On ne lui demande pas de nouvelles révélations, simplement de broder autour d'un thème connu : c'est dur de vivre, c'est dur d'aimer, déguisons notre mal de vivre en rock'n'roll noir et convulsif. Un peu trop long, un peu trop répétitif, *Disintegration* s'en tient quand même au programme, fidèle à une forme d'expression qui n'est pas encore tout à fait une recette, la portant à sa puissance maximale. Pour The Cure, le temps est venu de la dissolution, du changement radical ou de la fossilisation. Prolonger une adolescence plus de dix ans relèverait de l'acharnement thérapeutique.

Fiction-Polydor.

Renaissances

Lou Reed

New York. Après quelques années de méandres déconcertants pendant lesquelles le père de la décadence à quatre temps semblait incapable de faire le point, ce disque est venu comme une espèce de manifeste du rock adulte. Le son est faramineux, descriptif, des trépas d'impuissance ont été dépeints pour faire sonner les guitares exactement comme il le fallait, pour tisser cet enchevêtrement limpide et propulser la colère froide de cette chronique urbaine. L'hédoniste masochiste se découvre une conscience sociale et retrouve le feu sacré.

WEA.

Roy Orbison

Mystery Girl. Parce que Roy Orbison est mort au moment même où il renouait avec le succès public et critique, ce disque est devenu un testament alors qu'il aurait dû annoncer une nouvelle carrière. Tout était en place, la voix légendaire, haute et pure, les chansons, l'admiration respectueuse de ses cadets, Elvis Costello ou Bono et The Edge (U2). Le premier a écrit *The Crying*, les seconds la chanson titre de l'album, mais c'est Roy Orbison qui chante avec une grâce et une tristesse infinies. Le mausolée de l'année, hélas !

Virgin.

Van Morrison

Avalon Sunset. Celui qui fut il y a un quart de siècle le chanteur de Them, avant de devenir

une voix dont la rigueur et la vigueur sonnaient comme un reproche permanent pour ceux qui sombrèrent dans la facilité. Van Morrison, donc, a trouvé la paix. *Avalon Sunset* est un disque au peu terrifiant si l'on se contente de lire la liste des ingrédients : cordes saccharinées, duo avec Cliff Richard... Mais rien ne fait le poids face à la force de Van Morrison, celle de sa voix, celle de ses chansons. Ce qui autrefois était colère, doute ou ascèse s'est transformé en éloge du bonheur. Comme d'habitude, sa foi d'Irlandais emporte tout.

Polydor.

Tom Petty

Full Moon Fever.

C'est par dispense spéciale que ce bino-bec (même pas quadragénaire) est admis à jouer dans la cour des grands. Mais son association avec les Traveling Wilburys (George Harrison, Bob Dylan, Jeff Lynne, Roy Orbison et lui-même), le groupe, qui en 1988 a montré la voie de la régénération aux anciens, lui donne ce droit. D'autant que son rock est extrêmement traditionnel : sa reprise, presque note pour note, du *If You Go* des Byrds donne la tonalité exacte du disque : un rock mélodique et éblouissant à peine tordu par des textes un peu cyniques. Produits selon la recette Traveling Wilburys (son classique, musclé, à grand spectacle), *Full Moon Fever* est un disque tellement facile qu'on pourrait presque oublier qu'il est aussi intelligent.

WEA.

ROCK

Madonna

Like A Prayer.

En l'absence de M. Michael Jackson, la société Pepsi-Cola appelle à l'écran M^{me} Madonna. Et, aussi sec, lui demande d'aller se réhabiliter et d'arrêter son cirque mystico-sexuel (voir le clip de *Like A Prayer*). C'est pour ça qu'on aime Madonna malgré tout. Pas pour son talent (c'est Michael Jackson qui en a), pas parce qu'elle est sympathique, mais pour son culot. *Like A Prayer* est un album de pop music dansant, surproduit. C'est aussi une provocation permanente, un pied de nez général : aux bigots, aux puritains, aux machos et aux pimbêches. Manquent les tubes évidents (à part *Like A Prayer*), restent deux ou trois morceaux à danser de choix (dont *Express Yourself*).

W. WEA.

Madonna.



Prince

Batman.

On sait maintenant que l'on n'entend pas grand-chose du disque pendant le film. En fait, l'entreprise est une espèce de commentaire sur une œuvre. *Batman* vu par le petit homme dont les sympathies profondes vont au Joker. On oubliera le lamentable duo avec Sheena Easton pour admirer cette démarche oblique qui fait de lui un créateur en mouvement perpétuel, le chroniqueur d'un mouvement qu'il impulse lui-même. Et, comme d'habitude, on peut danser dessus.

Paisley Park/WEA.

David Byrne

Real Mom.

Le voyage latino-américain du jefé des Talking Heads, son apport à l'édification de la tour de Babel du rock. Le contraste délicieux entre les textes compressés de Byrne et l'aisance magistrale des musiciens (Willie Colon, Johnny Pacheco...) qui l'accompagnent, le bonheur audible du chanteur qui laisse libre cours à ses penchants de crooner. Ce n'est pas de lui qu'on l'attendait, mais David Byrne a réussi un disque étonnant.

Lukin Bay/WEA.

Terence Trent d'Arby

Ruthless Fish sur Flash.

Où Terence joue à sa manière ce grand classique du rock : le drame du deuxième album. Le succès quasiment versé de *The Hard Way According To...* avait entraîné l'habitude (et pas forcément injustifiée) litane de criti-

ques : il était capable de faire aussi bien qu'Otis Redding ou que Marvin Gaye, mais TIDA était-il un vrai créateur ? Question subsidiaire : qui est ce Noir qui se prend pour Mick Jagger ? Du sommet de son ego, l'artiste s'est employé à faire mieux, différemment, plus grand. On retrouve dans *Neither Fish nor Flesh* ses talents de vocaliste et son flair mélodique. Un peu trop souvent, le tout est enfoui sous un fatras pseudo-psychédélique (phrases de piano stonales, siffler continuel...) qui n'est là que pour faire sérieux. C'est quelque fois ridicule, mais l'essentiel est saisi.

Terence Trent d'Arby.



Grandes espérances



Les Négresses vertes.

Les Négresses vertes

Mish !

C'était en 1989 : on a vu un groupe de rock français capable de se hisser, sur scène, du niveau des plus grands (La Mano Negra), et l'on a entendu un disque en français qui trouve sa place dans la liste des meilleurs de l'année, sans condescendance ni favoritisme. Bien sûr, les Négresses vertes ce n'est pas tout à fait du rock. Dans leur musique, rien n'est tout à fait, tout est un peu : flamenco, musette, raf, jazz, rythme à blues. Mais aussi : drôle, poignant, insolent, dansant, intelligent, gaillard, abouli. Il leur reste du chemin à faire, heureusement : pour cristalliser les idées qui se bousculent dans leurs textes, pour écrire les quelques classiques que les chansons de *Mish !* auraient pu être. Mais ce premier album est sans doute la seule (bonne) surprise de l'année.

OTT/Polydor.

De LaSoul

Three Feet High and Rising

Le rap pour toutes les oreilles : celles des étudiants qui cherchent l'origine des schémas piliés par le producteur Prince Paul pour faire une jolie bande son aux trois rigoles ; celles des étudiants en anglais qui découvriront leur sens de l'humour, potache mais créatif ; celles des guinechiers qui s'abandonneront aux rythmes souples du rap de De LaSoul.

Tommy-Ware musical.

Boogie Down Productions

Ghetto Music: The Blueprint of Hip Hop

Le rap est la seule musique qui commente au jour le jour la vie quotidienne. Ce qui peut aboutir au discours antisémite que Public Enemy reprend à la Nation de l'islam de Louis Farrakhan ou au machisme benêt de Tone Loc, modelé sur celui des rois du ghetto, dealers et maquerelles. Mais aussi aux sermons enflammés de KRS One, le disc-jockey qui se dissimule derrière Boogie Down Productions. *The Blueprint of Hip Hop* est un manifeste militant, porté par une rythmique intense, illustré de quelques interventions musicales, un appel à la reconquête de la vie, une célébration de la jeunesse.

Jive/BMG.



Texas.

Neneh Cherry

Raw Like Sushi.

Africaino-écossaise, élevée en Grande-Bretagne, belle-fille d'un trompettiste de jazz (Don Cherry), Neneh Cherry, métisse absolue, réussit à aller chercher sur les terres de Madonna sans renoncer à une once de son intégrité. Elle utilise tous les formats, toutes les techniques de la musique à danser contemporaine pour dire quelque chose. Un prodige qu'elle renouvelle tout le long de l'album, sans effort apparent, comme en s'amusant. Pour donner de l'intelligence à vos pieds.

Circ-Virgin.

Pixies

Doolittle.

L'un des engouements de l'année. Mais, arrivé en décembre, la mayonnaise violence-terreur-rock dur-mélodies n'a toujours pas tourné. Black Francis, le faux pirate de Boston, et ses collègues fascinent encore avec leurs petits films d'horreur sonores, leurs guitares qui vrillent les tympans. Depuis toujours, l'école du rock a comporté une part de masochisme, les Pixies ont trouvé l'équilibre exact entre le plaisir et la douleur.

4AD-Virgin.

The Stone Rose

Made of Stone.

Sans doute le début le plus impressionnant de l'année. Le groupe de Manchester arrive tout armé sur la scène internationale, capable (par son talent créatif, son savoir-faire technique, son image bien définie) de se lancer à l'assaut des sommets sans passer par la case départ. *Made of Stone* est un simple merveilleux, et l'on se demande pourquoi personne n'a songé à l'écrire

plus tôt. Les Stone Roses ont décidé de faire comme si, au calendrier, 1989 était venu tout de suite après 1967. Il n'est pas question de plagiat ici, le groupe marche sur ses deux jambes, son disque est produit selon les canons en vigueur aujourd'hui. Mais l'esprit est ailleurs, loin dans le temps, ne laissant qu'une image en creux du monde d'aujourd'hui.

Silvertone-BMG.

The Wonder Stuff

Hop !

Une bande de délinquants juvéniles qui espèrent tout faire passer (l'approximation, l'insolence qui frise la grossièreté, le son pas précisément agréable) parce qu'ils sont drôles et talentueux. Naturellement - sinon, ils n'auraient pas leur place ici - The Wonder Stuff (le machin miracle) réussit son coup, sa pop lourde mais fraîche emporte le morceau.

Polydor.

They Might Be Giants

Lincoln.

La ville, le président, la voiture, la machine à laver ? Pourquoi des géants ? Autant demander à Lewis Carroll pourquoi un chat du Cheshire. La musique de They Might Be Giants, enfantine et compliquée, immédiate et décalée, est la continuation rock de la tradition de l'absurde britannique, une agression permanente et délectable contre le sens commun.

Vogus.

Two Nice Girls

Two Nice Girls.

Elles sont trois, ce qui donne une assez bonne idée de leur sens de l'humour. Elles pratiquent un rock intellectuel un peu ébère et elles viennent d'Anstis, où, d'habitude, la musique (Fabulous Thunderbirds, Lou Ann Barton, Omar and the Howlers...) tient bien au corps. En plus elles se moquent des cow-boys avec une ballade country intitulée *I Spent My Last Ten Dollars On Birth Control and Beer* (j'ai cliqué mes 10 derniers dollars en contraceptifs et en bière). Il leur arrive de tirer un peu à la ligne, le disque est loin d'être parfait, mais pour les satures de clichés (l'essence même de la condition du consommateur de rock à haute dose) il permet de reprendre son souffle.

Rough Trade-Virgin.

DES VOIX CHAUDES, UNE PRODUCTION SOIGNÉE

Sept coups de cœur brésiliens

On a eu peur. Cette musique populaire brésilienne si riche, si variée, on l'a crue un moment noyée dans une eau gazeuse, puis cuisinée à la française pour les besoins des tiroirs-caisses d'un show-biz douteux, réduite à un fatigant phénomène de société, fun et sexy. Dans les bacs des disquaires, les meilleurs ont disparu et ont été remplacés par une prolifération répétitive du même couple lascivement enlacé et occupé à danser une marque déposée. Chico Buarque est venu en juillet rétablir la vérité : *Essa música tá diferente*, écrite en 1972, n'est pas que la publicité d'un soda, comme le prétendent certaines pochettes, mais une chanson pour les brésiliens qu'il a composés et qui l'Amérique latine connaît par cœur. João Bosco, Caetano Veloso, Gilberto Gil, Moraes Moreira, ont chanté sur les scènes parisiennes des rythmes mélangés, teintés d'afro-cubain, juste pour nous montrer que le Brésil n'est pas sourd à la sonomondiale et que sa musique évoque sans cesse. Voici un échantillon, sept coups de cœur choisis pour leur qualité musicale, leur fini, leur sensibilité, leur style.

V. WEA.

João Bosco

Bosco

João, le joueur de mots, aime les syllabes qui claquent, qui s'ouvrent et se ferment au rythme de l'amour ou de la faim. Après les emprunts à l'Afrique de *Gagabiro*, Bosco, revenu à plus de sagesse verbale, a conçu des arrangements évocateurs, où l'ampleur de la baie de Guanabara, l'éternel mouvement de la mer, passent par des synthétiseurs inventifs. Toujours avec sa guitare, dont il joue remarquablement bien, Bosco intègre des rythmes d'ailleurs et fait une délicieuse lambada. Pour son treizième album, il a mis toutes les chances de son côté.

Columbia/Just'n



João Bosco

Nana Caymmi

Nana

Le miel en demi-teinte, l'énergie malicieuse, et toujours cette voix profonde qui avait permis à cette dame à la carrière de reine-mère de tenir en haleine l'audience du Théâtre de la Ville en 1986, lors de son dernier passage à Paris, par une sorte d'immobilité sensitive, en perpétuel état d'alerte, où la mélodie longtemps retenue se sort que sous le coup d'une irrésistible émotion. Fille du compositeur bahianais Dorival Caymmi, souvent accompagnée à la guitare et à la flûte par ses frères, Nana s'écoute dans la pénombre, dans le confort profond d'un coucher de soleil, dans la réverbération et la clarté lunaire. Ne pas oublier *Voz e suor*, enregistré en 1983 avec le pianiste Cesar Camargo Mariano.

EMI

Luiz Gonzaga

Ass Branca

A son enterrement, en août dernier, des centaines de musiciens, des bandes campagnardes aux stars, sont venus lui rendre hommage. Le roi du baião, l'accordéon en bandoulière, né et mort au cœur de son Nordeste mythique et déshérité, a rendu l'honneur à soixante-douze ans après avoir fait danser des générations autour des feux de la Saint-Jean, inspiré les jeunes musiciens et glorifié les misères, les croyances épiques, les petits bonheurs du triangle de la soif. Peu de disques disponibles en France (on regrette Luiz Gonzaga et Ze Dantas, de 1970, RCA), mais cette compilation répare l'erreur.

Sigh/BGM/DAM

Mitscha

Mitscha e Tom, salendo de amor

Mitscha

Mitscha a le don du contact, l'humour des bobèmes de Rio, et le vague à l'âme lusitanien. Cette voix chaude, exceptionnellement juste, a chanté avec les grands noms de la musique populaire brésilienne, mais aussi avec l'Américain Stan Getz, le Cubain Pablo Milanes. *Mitscha e Tom* rassemble des enregistrements réalisés dans les studios de RCA en 1977 et 1978 avec Tom Jobim, son vieux complice, et ses proches : son petit frère Chico Buarque de Holanda, son ex-mari João Gilberto et leur fille Bebel, Vinícius de Moraes, l'ami de la famille. Des classiques de la bossa nova et des années 70, interprétés avec un plaisir évident.

Album solo, préparé soigneusement pendant deux ans, Mitscha nous fait redécouvrir la qualité de cette interprète, peut-être trop négligée pour avoir été la sœur de et la femme de.

RCA/DAM et Continental

Marisa Monte

MM

La coqueluche du Brésil cette année. Une petite nouvelle qui a la pêche sur scène. Pour ce second album, elle a choisi la version live, remisée ensuite en studio. Une voix puissante, presque « noire ». L'embranchement intelligent de Marisa Monte a guidé le choix du répertoire : des anciens (Luiz Gonzaga, Carmen Miranda, reine de la comédie musicale à l'américaine dans les années 30), des talents originaux (Tim Maia) et des rockers contestataires (Os Titãs), et même un détournement par *Porgy and Bess*, accompagnée par les sœurs de Nouvelle Cuisine, un groupe de cinq garçons qui a renversé cette année la jeunesse du Sud à coup de cheveux gominés et de musique d'ambiance.

EMI

Caetano Veloso

Estrangeiro

Depuis son premier disque avec Gal Costa, *Domingo*, en 1967, les albums se sont succédé à la cadence d'environ un par an, poèmes d'amour, musiques afro-brésiliennes ou de carnaval, ponctué par des albums plans, ouvrant sur le fond et sur la forme. Reprenant une recherche sonore initiée il y a qua-

tre ans dans *Velo*, où le reggae, le rap et les avant-gardes nord-américaines transparaissent sans jamais entamer l'originalité du musicien nordestin. *Estrangeiro* alterne l'urgence et la tendresse. Le monde est fou, et Caetano nous le dit avec une incroyable poésie.

Il a choisi de travailler avec deux musiciens new-yorkais établis au Brésil, Arto Lindsay (proche de David Byrne, à qui il a apporté son aide dans la compilation *Beliza tropical*) et Peter Sherr. Synthétiseurs, guitares tourmentées, voix off et percussions exactes (avec Nana Vasconcelos) s'inscrivent dans une trame musicale douce comme un hamac.

Polygram



Caetano Veloso

Paulinho da Viola

Eu certo samba

Discographiquement muet depuis cinq ans, Paulinho, son cavaguinho, sa section rythmique, pratique, ici encore, l'art pur de la samba. Petit prince de l'école de samba Portela, compositeur amoureux des estaminets, attentif aux petits riens de la vie, aux émotions de la rue et heureux de pouvoir les chanter, il prend comme une grande chance l'existence des tambourins, guitares, surdos et caisses claires. Du disque, est né un spectacle avec Cristina Barque de Holanda (une autre sœur de Chico). Le meilleur de l'année, dit-on à Rio.

BMG/DAM

Sélection réalisée par Véronique Moutagne.

Sélection réalisée par Thomas Sotinel.



Aglaia Sardinha
Gilbert Laffont



VARIÉTÉS

AIRS DU TEMPS

Les chansons de nos rues

Anthologie de la chanson française enregistrée

Les disques de l'année — ça sonne solennel et péroratoire. Pourtant, il ne s'agit que d'un choix subjectif, fait de coups de cœur et d'oubliés très regrettables. Mais, après tout, la chanson elle-même est tissée de cette matière-là : la mémoire et l'annéisme. On se rappelle une phrase, une atmosphère, ou rien, ou l'air sans les paroles. Ou, bien plus encore, l'apparition miraculeuse de Trenet un soir au Châtelet, Caven qui chavire dans sa robe trop longue, le sourire de Vanier penché sur son piano, une voix qui se casse sur un micro — tous ces événements fragiles et éphémères qui arrivent sous les projecteurs. Et ce choix est d'autant plus arbitraire qu'il est opéré par quelqu'un qui préfère de loin la scène au disque, l'émotion au état d'urgence aux plus savants bricolages de studio. Si le *Pacifique* de Nougaro n'y figure pas — bien que

objectivement ce soit un album réussi — c'est que ce qui vibrait dans *Toujours* ne vibrait plus dans les *Stances à New-York*. Comme le chante Nougaro lui-même « la console du son nous console du reste ». Pas moi. Dans ce choix, quelques regrets aussi, concernant des disques encore inexistants. Si Vanier avait enregistré à temps celui de ses dernières chansons, il serait là. Arthur H. aussi, avec sa voix raupeuse et son ambiance de bistringue. Michel Musso aussi, surtout — si une maison de disques avait eu la curiosité de se pencher sur cet univers étonnant, cet humour funambule, cette musique de très grande classe. Drôle de choix, décidément : trois des meilleurs disques de l'année ne sont pas encore gravés.

M.-A. G.

Un travail de titan, mené à bien par deux passionnés, François Dacia (ex-président de RCA) et Jean Quéinnec (ex-vice-président de CBS) aidés, pour la rédaction d'un livret particulièrement vivant et documenté, par Marc Robine.

En prologue au volume 1, qui couvre les années 1920 à 1950 en cent soixante-cinq chansons, quelques pièces archéologiques bien choisies, bien parées : *Nuit peu de chère* par Aristide Bruant, *Si tu veux... Marguerite* (faux mon bonheur) par Fragon, ou *Thé sans la menthe* par Desnos, sous-titrée *Chanson idiote sur les petits formats de l'époque*, c'est un euphémisme. Ce qui a conduit André Breton, le pape du surréalisme, à censurer Druon en tant qu'inventeur du 36 degré. Parallèlement à cette veine fantaisiste, très bien illustrée aussi par Georges et son dynamisme érotisant, la tragédie : « *roule, roule, train du plaisir dans la plaine folle* » ou *l'Héroïde de la faubourg*, drame pieux sur accordéon relativement guilleret. Les *Roses blanches*, chantées par Berthe Sylva — la première idole, on cause des fantasmes pour elle, — relèvent presque du sadisme. Aux femmes la noirceur, aux hommes l'optimisme, militaire ou non — *Où ira-t-on* par Jean Vago, *Y'a d'la joie* (en 1938, quand tout va mal). Des-ert-va plus loin, avec son *Marciat nous verra*, quelques années plus tard, — ce qui ne l'a d'ailleurs pas empêché d'enregistrer aussi *le Temps des cerises*. Donc, pendant que Chevalier brame « *Ma pomme, c'est moi-même* » et *Tout rose O Corse d'amour*, Dacia chante les *Goûdards* ; Eya Gauty donne une interprétation



Mistinguett et Maurice Chevalier

Charles Trenet (1937)

(photo présentée dans l'exposition François Kollar, CNP-Palais de Tokyo, jusqu'au 12 février)

inoubliable du *Chaland qui passe*, chanson tirée de l'*Atlantide* de Jean Vago, et Marianne Oswald bouleversée avec son *Jeu de massacre*. Quant à Marie Dubas — dont Piaf a souvent dit qu'elle lui devait tout, — elle sanglote étonnamment, et sa prestation ridicule dans *Pedro* (« l'âme son petit air braché quand il va tuer un taureau ») nous ferait douter du légendaire instinct de Piaf. Fréhel et sa *Java bleue* savent déjà que l'amour ne dure pas toujours, tandis que Esther Lekain

nous berce « *tout ça n'avait pas l'amour, la belle amour, la vraie amour* » avec un entrain maniaque (ces confrontations de microchamps sont passionnantes). Et puis Mireille et Jean Noblet arrivent avec leur « *petit chemin qui sent la soie* » et nous offrent en douze les perles de cette nouvelle chanson dont Trenet sera la perle rare.



Arletty (1950)

Le long de ces trente années, les numéros les plus désarmants côtoient, avec une santé imperturbable, les plus nous bejaque « *tout ça n'avait pas l'amour, la belle amour, la vraie amour* » avec un entrain maniaque (ces confrontations de microchamps sont passionnantes). Et puis Mireille et Jean Noblet arrivent avec leur « *petit chemin qui sent la soie* » et nous offrent en douze les perles de cette nouvelle chanson dont Trenet sera la perle rare.

Compagnons de la chanson. Il y a les merveilleuses isolées — le très mignon *Complex de la truite* de Francis Blanche, ou *Ce bardot*, par Eddie Constantine, alias Lemmy Caution, voisin de palier de Barclay — et les perles introuvables, comme ce chef-d'œuvre du romantisme flamboyant qu'est *A l'enseigne de la fille sans cœur*, signé Gilles et chanté par Piaf. Deux cent trente chansons qui traitent avec elles les images d'une époque terriblement lointaine — on n'avait pas encore inventé mai 68, on écoutait la musique sur un Tappex, on buvait des cafés devant des scotopies, on roulait en Vespa, on « regardait » la famille Duranton à la TSF. Mais le plus frappant, à l'écoute de cette anthologie, c'est que le bon goût, on prétendait tel, laisse les bras devant autre chose : une nostalgie tout ébouriffée de tendresse. A l'époque, quand on entendait *Bambino* ou *l'Angevin*, on méprisait ou on adorait, on défendait mordicus, on s'insurgait. Là, on est simplement ému. Bien sûr, on est encore capable de distinguer une bonne chanson d'une franchise stupide, mais on n'a plus la même attitude. Elles font partie de notre mémoire, de notre petit patrimoine portatif — on ne sait d'ailleurs pas trop comment elles nous ont suivies jusqu'à là : au hasard, mine de rien, comme la vie elle-même et toutes ces années passées.

Volume 1 : un coffret de 7 CD ou 6 montacassettes (825 F). Volume 2 : un coffret de 10 CD (925 F) ou de 9 montacassettes (869 F). Vente exclusive par correspondance à EPM, 138, bd Voltaire, 75011, Paris. Tél. : 40-24-01-03.

Sélection réalisée par Marie-Auge Guillemau

Paquets-cadeaux

Les disques compacts font de très jolis paquets-cadeaux si on nous un ruban autour. Les maisons de disques le savent, d'où une floraison intense de compilations cette année. Certaines étaient indispensables, d'autres ne sont là que parce qu'il faut mieux revendre ce qui marche qu'essayer de vendre ce qui ne marche pas encore. Petit échantillonnage des perles 89 : Les *Copains d'abord*, best of de Georges Brassens (2 CD) ; *Nous tout simplement*, best of de Nana Mouskouri (2 CD) ; *Philippe*, Vos préférences, vingt-sept titres d'Yves Duteil (1 CD) ;

l'intégrale Trenet (un magnifique coffret de 7 CD), celle de Piaf (un coffret de 9 CD) et celle de Joé Dassin (9 CD) ; *Pathé-Marcconi* : *Tous les succès de Michel Jonasz* (1 CD) ; *WEA* : l'intégrale de Michel Sardou dans un joli tétrahèdre en éditex-ter bordeaux (12 CD) ; *Tréma* : *Ballades en balade*, quatre-vingt titres de Moustaki dans un coffret (4 CD), un *Best of Jeanne Moreau* (1 CD), un autre de Zizi Jeanmaire, dont le spectacle aux Bouffes-du-Nord fut un des plus beaux de l'année 88, un des Mireille et un de Patahou (1 CD chacun), Philips.

William Sheller

Aléou

Orchestre symphonique, chœurs, cinémascope et technicolor. Est-ce encore de la chanson ? Du Sheller, en tout cas : un sens mélodique rare, des secrets bien gardés sous des images fortes, et le goût du voyage vers la Russie, le Japon, le Moyen Age et le fin fond du bout du monde. Le tout empaqueté avec esthétique et humour dans un superbe coffret accompagné d'un livret. Sheller y relate la genèse du disque et y développe ses intentions, ce qui a le mérite d'éclairer le personnage, ce qui a le mérite de passer sa main d'oublier les bémols et sa joie de constater que *Sergueï* sonne comme du Stravinski : c'était fait pour ça. On apprend aussi que la très primitive intro du *Ténio magnétique* a été écrite au tempo des joggings du parc Mousseau, et que tout de suite après « on entend la lumière du jour grimper aux arbres ».

Le résultat, à l'écoute, ne relève pas pour autant du comique troller. L'humour est à peine visible, à la ressemblance de ce tambourin qui vient « *per-cé*, par-là comme un grain de sel sur le contretemps ». Ce qui est visible, c'est la beauté et la mélancolie, mais il n'est pas indifférent de savoir qu'on peut écrire des choses belles et mélancoliques sans en faire un drame.

Mais, si on rêve, on ne s'endort pas : les cadences gardent l'empreinte électrique et les pulsations du rock chères à Sheller.

Un CD ou un microcassette Philips.

Ingrid Caven

Caven chante Piaf

En décembre 1988, Ingrid Caven chantait Piaf au Théâtre de l'Athénée. Ce disque a été enregistré au cours de ces spectacles. Evidemment, ce n'est qu'un disque — le reflet d'un moment exceptionnel. Il manque la présence unique de Caven, son ironie toute charnelle, et cet art qu'elle a de toujours frôler l'excès en s'y débattant. Il reste la voix raupe et brumeuse, le phrasé étonnant, parfaitement encaissé aux ruptures musicales de Pier Raben — et la même joie de chanter que Piaf. Caven casse le tourbillon de Piaf, qui avait des allures optimistes même dans la douleur — mais le vertige reste. Il est ailleurs : peut-être dans le fait qu'elle chante la *Vie en rose* sans croire une minute à cette couleur rose.

Caven tourne autour de Piaf avec son regard à elle, celui d'une autre femme et d'une autre époque. Elle tourne autour de la passion avec un incroyable ravageuse. L'électrochoc est salutaire : les deux femmes se rencontrent,

les deux voix crient la même chose — ce qui importe, c'est de chanter.

Un CD Clever (distribution CBS).

Aloïse Souchon

Ultra Moderne Solitude

Toujours l'air d'être accordé au bastingage. Souchon — le regard perdu dans les brumes du difficile amour, de la vie présente qui est déjà passée, de ces déresses imprécises qu'il est bien le seul à savoir dire si clairement. Un disque sobre et élégant, triste et presque gai parfois, dont la chanson-titre, *Ultra Moderne Solitude*, matraquée dans tous les Prismic, ne devrait pas laisser sombrer dans l'oubli les petits chefs-d'œuvre que sont *Normandie Laitaria*, *Où se cache des choses*, et surtout la *Beauté d'Ava Gardner* — un sommet dans l'art d'éclairer en douceur, sans avoir l'air d'y toucher, nos vagues à l'âme les plus fines.

Epoquant la nostalgie, si douce à entendre sur une de ces mélodies limpides dont Souchon a le secret.

Un CD Virgin.

Gilbert Laffaille

Travelling

Travelling : mouvement de caméra (ou d'humour) et voyage dans les deux mondes qui ne cessent jamais d'interfuser : le vacarme de l'univers, et lui planté au milieu, en pleine absurdité. Le vacarme, c'est la télé (*Zapping-Blues*, sur des rythmes et des chœurs terriblement kitsch), la sarconsonation (*les Rigolons* par douze, énumération surréaliste et abrutissante de toutes les bébêtes imitables qui nous sont devenues indispensables), et les bonheurs de la vie fulmineusement éparpillés aux quatre coins des médiums (*Chac-chu média*). Dans cette veine-là, un digne réjouis de Bobby Lapointe, Laffaille est virtuose — un peu trop parfois : il arrive à essayer de suivre ces accumulations disparates de mots tris sur le volet, qu'on ait la sensation de vivre en apnée.

Mais, ce qui est particulièrement attachant sur ce disque, c'est l'autre versant — celui où dort toujours le vieux Paul, le grand éléphant sage de son inoubliable chanson *le Président* et *l'Éléphant*. C'est le versant pacifique : si vous vous sentez nerveux, écoutez *Noige* — Paris dans un matin gelé, les beaux quartiers et les moches, les terrains vagues et les musées, le Sacré-Cœur et les abattoirs — le grand silence et la blancheur, comme une peinture. Et puis, Laffaille a ce culte de toujours essayer de dire le bonheur, et c'est très difficile de dire le bonheur sans sombrer dans la naïveté (voir Duteil). Avec *A la vie, à la mort*, il y arrive, très simplement, autour d'un

frisson éprouvé un jour, « *tous les océans du ciel à portée de la main* », autour des « *bon-dits d'une histoire d'amour* » à la vie, à la mort, de ces petites choses qui sont comme un secret d'enfance, comme la tendresse : tout le monde en a entendu parler, tout le monde a oublié. Parfois, ça remonte et ça vous prend à la gorge — ça fait une chanson heureuse.

Un CD Moustaki.

Jacques Houngnagbé

Amour potentiel

Le disque est produit par Jonasz, qui avait déjà invité Houngnagbé au premier partie de son spectacle à la Cigale — et Jonasz ne se trompe pas souvent. Houngnagbé est un chanteur soudanais : une voix tant perchée capable des gymnastiques les plus ahurissantes, un sens du swing contagieux. S'il avait un papa, ça serait Trenet. Mais il n'a pas de papa. Il est né dans la rue, comme une petite moule dans sa coque. Il se pose sur le monde un regard aussi attendu que débauché. Il trouve que « *Dieu est amour* » mais il ne fait pas beaucoup de bisous / de lins, de snack, de patins, de pontons. Il se balade dans les ambiances les plus variées — comédie musicale, opéra, humour — avec une santé enviable, ce qui lui permet de pas d'essayer quand les mélodies le permettent (dans *Séductions*, par exemple).

Houngnagbé pêche encore par excès de richesse — ou de jeunesse. Mais, après tout, il est rare de devoir aller parce que le monde est trop belle.

Un CD WEA.

Jean Guillemin

Concert 89

Un double album a été enregistré en public à l'Espace européen, où Guillemin donnait en mai dernier son meilleur spectacle. Le meilleur parce qu'épuré, sur le plan musical : deux pianos, et les arrangements inventifs et sensuels de Michel Frozan.

Pourquoi cette soudaine sobriété ? Pour nettoyer le paysage, pour aller à

Un CD Moustaki.



LE PARCOURS SENSIBLE D'UN EGOÏSTE

Cent heures de bonheur

Les bacs des disques débordent et les clubs sont pleins. Ce qui est piquant, c'est que le discours jarmoyant (il faut défendre le jazz comme on défend la veuve et l'orphelin) et son double pervers (arguments péremptifs et exécutions sommaires), n'ont pas baissé la garde. Les deux font la paire. A chacun son commerce. Rééditions, archives ne suffisent plus. Aux clients nouveaux s'ajoutent les chalandes renouvelées par la nouveauté du compact, immense session de rattrapage. De plus, tout néo-musicien y va de ses deux disques par an. Il faut faire face. Les malins refont leur discographie. Ils n'ont pas cherché bien loin le modèle. C'est celui de l'accomplissement érudite et

raisonnée. Ils vivent leur âge d'or. Les prudents se mordent les doigts. Ils sont dans la position de petits porteurs. En gros, ils sont malheureux. A la vérité, il y a quelque héroïsme, en période pléthorique, à acheter le dernier disque de Jean-René Duchesneau, jeune pianiste poissin (il faut aider les jeunes), quand on n'a pas encore un seul enregistrement de Clifford Brown...

Le goût change. Le CD est irrésistible, il est plus fétichisable. On ne s'aperçoit plus que la qualité n'est pas forcément supérieure aux versions noires. Le diable n'y retrouve pas ses petits. Et c'est cela qui est bien.

F. M.

Henri Texier

Colonne Staps.

La force et la tendresse

Un groupe solide, éprouvé : Abercrombie, Lovano et Aldo Romano, que l'on retrouve en duo (Ten Tales, OWL 053CD), et Steve Swallow à la basse pour doubler Texier à la contrebasse. Un répertoire convivial (des compositions de chacun des invités de l'équipe). Une idée de la musique si simple, si généreuse qu'elle affole parfois les lectrices. C'est bon signe.

Label bleu - LBL 6523

Miles Davis

Miles Davis Chronicle :

The Complete Prestige

Recording 1957-1958.

Si l'on n'est pas resté...

On peut évidemment s'attacher de dernier disque de Miles (Aura, CBS 4635312). On ne doit plus rater une de ses prestations (les fameuses réjouissances, comme au Zenith en novembre, ou celles qui relèvent d'une espèce de rêve transcendantal, comme à Vienne en juillet). On n'est pas obligé de prendre son Antibiographique, comme le font les pions et les pervers, pour argent comptant (il y dit n'importe quoi). Mais la chronique complète des Prestige qui couvre une des périodes miraculeuses de l'activité de Miles Davis, autrement dit de la musique du vingtième siècle, et peut-être de la musique tout court, s'impose abso-lu-ment. On veut dire, et on ne le dit pas tous les matins : dans l'absolu.

CBS 4635312-1-2.

Philippe Petit

Impressions of Paris

avec Bill Evans et Vinton.

Philippe Petit est un guitariste délicat. Miroslav Vitous, un génie élégant de la contrebasse. Leur rencontre est un des moments éblouissants de l'année.

Clifford Brown

The Complete Emory

Recording of Clifford Brown.

Brownie for ever

L'autre trompettiste de l'époque ouverte par Gillespie, et Miles Davis, enfin un des autres (avec Fats Navarro), l'autre du jeu de Miles, comme disait Lagan, le plus étonnant génie de l'art moderne au passage fugitif, définitif sur Terre, se nomme Clifford Brown. Les amateurs le savent. Lui venant une passion muette. Le quintette que « Brownie » a fondé avec Max Roach est une des étapes décisives de la pensée de ce temps. Mots pécés. Ce coffret en donne des témoignages inédits.

CD Emory, 838 300-2, 1-10.

Sidney Bechet

1924-1933

Un trop connu méconnu

La collection « Jazz Classics BBC 700 », outre son énorme qualité historique, est une des plus soignées du point de vue de la restitution du

Bill Evans

The Complete Riverside Recordings.

Le clavier pas du tout tempéré

Pianiste secret, romantique, tragique, abîmé dans son enfer suave et reconnu les yeux fermés par tous les musiciens de sa génération, Bill Evans a domé au piano (le plus souvent en trio) un toucher, une intimité, une vibration intime qu'on ne savait pas qu'il pût avoir. Sans jamais rien abandonner de la pulsation du jazz, sa sensibilité sennelle et désarçonnée, le swing. Au passage, on s'ennuie le choix des compagnons de Bill Evans, les meilleurs drummers du temps (comment voulez-vous jouer en trio ou en big band, si vous n'êtes pas carrément au-dessus du lot ?) et les bassistes à qui on dirait qu'il a demandé d'inventer le jeu moderne (l'immeuble Scott LaFaro, pour commencer). Trois raisons suffisantes pour comprendre la nécessité de recomposer Bill Evans : la perfection de présentation du coffret (enregistrements, matériel), l'invention d'un jeu et d'un toucher inégalables, et la poésie pure.

Carrère, 838 318-1-12.



Helen Merrill

Stan Getz

Helen Merrill

Anniversary

Just Friends.

Stan Getz, Helen Merrill

et la bossa-nova.

Le dernier disque de Stan Getz, Anniversary, un enregistrement au Montmartre Club en 1967, est à la mesure des concerts actuels du saxophoniste : plénitude et souveraineté retrouvées malgré la maladie. Son apparition au tant que Sideman aux côtés de Helen Merrill (rythmique : Daniel Humair, J.-F. Jenny Clark et Joachim Kühn) ajoute à la perfection de la chanteuse. La réédition du légendaire Dynasty, avec René Thomas, Bernard Lubat et Eddy Louiss, est une des manifestations du bonheur sur terre.

Et la bossa-nova ? La bossa-nova, vous la trouverez intégralement restituée dans un petit coffret précieux, The Girl from Ipanema du catalogue Verve. Avec la plénitude au complet de la bossa-nova : Antonio Carlos Jobim, Joao et Astrud Gilberto, Charlie Byrd, Luiz Bonfá, Laurindo Almeida, etc. Getz y est au sommet d'un hymne nouchant, populaire, que lui ont apporté les tenants de la nouvelle vague (bossa-nova) brésilienne. Un des moments les plus magiques de la musique, d'allure extraordinairement simple et de réalité terriblement sophistiquée (les harmonies, les rythmes). Un vrai plaisir n'allant jamais seul : on écoute ces cinquante et une merveilles en se souvenant aimablement de quelle protestation stupide elles furent escortées : grognements des amateurs de jazz (mais ils n'ont fait que torturer le nez, par souci) et injures bêtes des détracteurs et protecteurs de la musique brésilienne (ils entrelient un rapport conjugal assez vieillot, style Aristophane, à l'objet de leur passion).

Stan Getz, Anniversary, 838 785 ; Dynasty, Verve 838 117 ; The Bossa Nova Years, Verve 838 811-2 ; Helen Merrill et Stan Getz, Just Friends, 843 007.

Laurent de Wilde

Old and Blue

L'élégance au piano

Parfois, il suffit d'un thème, House of Jade, de Wayne Shorter, particulièrement bien interprété, comme ré-

venté, avec les partenaires idéaux (Jack De Johnette, Im Coleman), pour rendre un disque attachant. Laurent de Wilde, jeune normand installé à New-York pour faire le pianiste de jazz, a réussi à adresser ce signe. Ce n'est pas rien.

OWL 023 CD.

Alain Jean-Marie

et N.H.O.P.

Latin Alley.

En toute simplicité

Un duo. Un son remarquable. Une mise en place saisissante et, d'un bout à l'autre, la musique (ce n'est pas le cas de tous les disques, n'allez pas croire) entre piano et contrebasse : entre les deux, entre deux sensibilités, entre deux cultures, entre deux instruments, là où ça passe, là où ça circule.

IDA 016 CD OMD.

Sonny Rollins

Don't Stop the Carnival.

Pour une introduction

Don't Stop the Carnival... L'intro sans accompagnement occupe les sept huitièmes de l'interprétation. C'est une introduction au jazz, à la vie, à l'amour et à la révolution.

Sonny Rollins y porte le jazz à l'état d'incandescence. Toute la modernité éperdue y explose. Le monde a failli changer de face. On a préféré, vite fait, revenir à des positions réactionnaires, cracher sur ce qu'on avait aimé, et oublier le jazz. Vu l'état de leurs cerveaux, les créatifs ont choisi de se lobotomiser eux-mêmes. C'est nettement plus sage.

Millemore 58.157.



Sonny Rollins

Anthologies

Gitanes Jazz

Autour de minuit

Pour une discographie de base

Supposons que vous soyez du genre à désirer une rencontre approfondie, sérieuse et pas trop intimidante, large mais accessible, déterminée sans être trop onéreuse - bref, possible - avec le jazz. Vous êtes nombreux. Par où commencer ? Que choisir dans l'avalanche de compacts, nouveautés, rééditions, inconnus, trop connus, etc. ? La série « Gitanes Jazz » est un moment raisonné et particulièrement soigné. Photos, textes, maquette sont à la mesure d'un choix qui rendent possible les catalogues Polygram. Affaire à faire.

Supposons que vous soyez l'amateur complet, érudit, exigeant et particulièrement méticuleux (c'est une des composantes de votre charme). Vous êtes nettement moins nombreux, mais vous pesez plus lourd (question de valence). série « Gitanes Jazz »

s'adresse tout autant à vous. Parce qu'en sélectionnant elle change les conditions d'écoute (on peut vouloir varier l'écoute sans excès de manipulations). Et parce que, comme avec un auteur général de mots croisés, comme avec Desnos pour son anthologie de la littérature érotique, comme avec un organisateur d'exposition, on peut désirer jouer. Jouer avec les goûts du sélectionneur, ses choix, ses options, son amour à lui.

Le responsable de « Gitanes Jazz » (au programme : blues, orgue, big bands, saxophone, jazz et cinéma, jazz et bossa nova, chanteuses, et les remarquables Stan Getz et Billie Holiday) se nomme Daniel Richard. C'est le commissaire le plus sage de l'aventure. C'est le poète le plus sensible de la mémoire.

Auteur de minuit, « Gitanes Jazz », CD, 841 444-452.

Sélection réalisée par Francis Marmoude

Jimmy Rowles : reconnu, méconnu



1) Ouvrir le dictionnaire du jazz (Laffont).

2) Exécuter la fête des plus grands musiciens entre 1940 et aujourd'hui.

3) Classer toutes les chanteuses sans exception (de Billie à Marilyn). Jimmy Rowles a été leur pianiste (préféré). A soixante et onze ans, il reste peu connu. Son dernier disque produit en France (par Orange Blue) est une splendeur.

Prenez Stardust (le And now the purple dusk of twilight time...), c'est une des mélodies les plus difficiles du répertoire. Mais enfin, les mélodies difficiles, ça n'a rien de probant : même les mauvais musiciens savent les jouer. Stardust, c'est une des plus délicates. Un miracle d'inspiration et de réserve, comme aime en composer Henry Carmichael (lui aussi, dans, on en reparlera : le George de Ray Charles, c'est lui). Stardust, tout le monde s'y est collé en jour, c'est un programme, passage obligé. Le premier à en restituer toute la fragilité, le premier à en jouer sans pas les notes, à en creuser les harmonies comme on braise des paupières, c'est Jimmy Rowles.

Bien plus : Jimmy Rowles dans Stardust « réussit à nous persuader que l'on serait capable d'en faire

soient, simplement parce qu'il n'a rien voulu prouver : partager, simplement partager l'étonnement de vivre dont on ne se remet pas quand on a épousé le jazz - ce lent crépuscule qui marche à reculons pour donner l'illusion de l'horreur... » (Alain Garber). Le disque (Sometimes I'm Happy, Sometimes I'm Blue) ne fait pas le détail : des sidemen triés sur le volet (Harry « Sweets » Edison, Ray Brown, Don Bailey et Stacy Rowles, la fille de Jimmy, au bugle). Garber pour le texte, William Claxton pour les photos, les paroles des chansons en annexes, un son soigné à Hollywood, ce n'est pas un compact : c'est un écrin. Avec, pour seule ambition, la perfection. Pas plus, mais pas moins.

Des disques, Jimmy Rowles en a enregistré une bonne centaine. C'est son métier. Aux côtés des plus grands musiciens. Avec toutes les chanteuses : Billie Holiday, qui l'aimait plus que tous les pianistes, Sarah Vaughan, Carmen McRae, Julie London, Peggy Lee et Marilyn Monroe, quand elle a voulu s'essayer.

C'est toute une histoire d'accompagnement les chanteuses. Il faut savoir en qui justement ne saurait faire l'objet d'un savoir : il faut savoir aimer. Et s'effacer. Et cela, Jimmy Rowles le fait mieux que personne. C'est pourquoi les fans de ce pianiste éventuellement chanteur : il est un pianiste qui chante), les fans de cet homme courtois qui n'a pas de fans, les fans de ce poète qui se ferait jeter sans procès par le meilleur public du monde (l'autoproclamation), les fans de Jimmy Rowles se nomment : Bird, Billie, Sarah, Ella, Getz, Carmen, Lester, Francis Albert (Sinfonia). Ce n'est pas un club, c'est juste un all-stars pour les étoiles.

Sometimes I'm Happy... à la splendeur des romans, et cet achèvement bouleversant qu'on voit aux ultimes œuvres qu'on expose actuellement chez Maeght. Avec des rêves : un murmur, une technique nonchalante, une connaissance exhaustive du répertoire (celle qui permet de l'oublier), l'insouciance sans mépris du grand public ; et l'absence radicale de ces plaies de l'art moderne : la rage de convaincre et le goût d'épater.

* Jimmy Rowles, Sometimes I'm Happy, Sometimes I'm Blue, OB 003.

35 Le débat sur l'énergie
Les négociations sur l'assurance chômage36 Les chiffres de la vie sociale
Le chômage en France46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

IR

BILLET

Les médecins dans le brouillard

De sinistres craquements se font entendre dans le système conventionnel qui lie médecins libéraux et Sécurité sociale. Après huit mois de vaines négociations, aucune solution consensuelle n'a pu se dégager en faveur d'un nouvel équilibre entre médecins appliquant les tarifs remboursables et ceux pratiquant des honoraires libres. Certes, les assurés sociaux n'ont pas à s'inquiéter pour leurs remboursements, mais la situation actuelle n'est pas moins celle d'une totale illégalité puisque l'ancienne convention est arrivée à échéance le 30 novembre dernier.

Aussi, lassé de voir les discussions s'enliser, M. Claude Evin, ministre de la solidarité, a décidé de taper du poing sur la table. Devant l'incapacité de la caisse nationale maladie des salariés (CNAMTS) de prendre une décision — son conseil d'administration a refusé, mardi 12 décembre, de se prononcer sur la proposition du syndicat MG-France en faveur d'une convention limitée aux médecins généralistes — le ministre délégué le 15 décembre un texte de loi. Celui-ci précisera qu'une convention pourra être conclue avec les généralistes. Il laissera la possibilité d'en négocier une autre avec les spécialistes, fort influents au sein des syndicats CSMF et FMF. Restera à convaincre la CNAMTS de se rallier à ce choix auquel les caisses d'assurance-maladie des agriculteurs et des travailleurs indépendants seraient plutôt favorables.

Pour le gouvernement — dont l'absence de propositions fermes a contribué à compliquer les choses — le maintien du sacro-saint libre choix du médecin et d'un haut niveau de remboursement méritent que la profession accepte de modérer les tarifs et de limiter le développement du secteur à honoraires libres. « Il serait temps que certains comprennent qu'ils ont devant eux un intérêt à être médecin conventionné que médecin salarié d'une société d'assurance, ce qu'ils seront bientôt si on laisse dériver les dépenses », fait-on remarquer chez M. Evin. Calui-ci s'inquiète fort de voir l'« offensive » des opposants irréductibles au système conventionnel gagner le terrain politique.

J.-M. N.

INSOLITE

Ponte géante

Par un communiqué triomphal du mardi 12 décembre, l'agence de presse helvétique CRIA a annoncé que les poules suisses, qui pondent cent quarante œufs par an en moyenne dans les années 50, ont porté leur production à deux cent soixante-treize œufs en moyenne annuelle. Cette augmentation de productivité des gallinacées helvétiques compense largement la diminution de leur effectif, passé entre 1988 et 1989 de 3,4 millions à 3 millions.

Ce progrès quantitatif est toutefois à rapprocher de la modernisation fulgurante, et parfois quelque peu monstrueuse, dont a fait l'objet l'élevage avicole au cours de ces dernières années, tant dans les pays de la Communauté qu'en Suisse.

Rares sont désormais les poules et qui picorent du pain dur et « vont chercher leur vie » dans les cours de ferme. L'heure est aux ateliers de ponte géants, allumés jour et nuit pour réchauffer la production, peuplés de volailles fragiles au bec mou et aux plumes sans couleur. A l'heure des œufs carrés, quelques choses ne tournent pas très rond dans l'élevage du futur. On ne fait certes pas d'œuflette sans casser d'œufs.

La hausse irrésistible de la devise allemande

Les investisseurs asiatiques vendent du yen et achètent du mark

Le dollar a frôlé les 5,80 francs français

« Cette nuit (heure européenne), l'Asie a vendu massivement des yens et acheté des marks : là-bas, ils jouent maintenant l'Allemagne triomphante aux dépens d'un Japon moins attirant et d'une Amérique qui fait peur. » Ce commentaire d'un opérateur éclairé des conditions dans lesquelles la petite tempête qui a balayé les marchés des changes d'Extrême-Orient dans la journée du mercredi 13 décembre a donné une nouvelle impulsion au deutschemark, aux dépens du yen et, en même temps du dollar, dont le cours a plongé jusqu'à 1,70 deutschemark, au plus bas depuis un an, et jusqu'à 5,81 francs, contre 1,75 deutschemark et 5,98 francs mardi 12 décembre.

A Paris, il faut remonter jusqu'à juin 1988 pour retrouver un dollar aussi bas. Déjà, mardi soir à New York, la devise allemande s'était vigoureusement appréciée vis-à-vis du dollar, dont le cours fléchissait brutalement de 1,76 deutschemark à 1,73 deutschemark et de 6 francs à 5,92 francs, mais c'est du Pacifique qu'est venue l'accélération de la poussée.

Sans doute, en cette fin d'année, les marchés des changes sont-ils traditionnellement étroits. Une correction à la hausse sur le dollar et à la baisse sur le deutschemark est, en principe, tout à fait possible dans les jours qui viennent ou au début de l'année prochaine, comme cela s'était passé à la fin de 1987, lorsque les banques centrales avaient laissé glisser le dollar dans le sillage de 1,36 DM, avant d'intervenir massivement et de le faire remonter sensiblement.

L'avenir du SME

Mais ce qui s'est passé en Asie, la nuit dernière, révèle le changement de mentalité des investisseurs internationaux au sein de l'année 1990. Tout d'abord, le basculement général des taux d'intérêt, avec une baisse aux Etats-Unis, une très faible hausse au Japon et une ascension rapide en Allemagne, provoque un raz de marée sur le marché des capitaux, attirés comme par un aimant par les pays qui offrent des rémunérations plus élevées dans une devise dont le cours paraît volé à la hausse : en ce sens, le yen, les cements en marks, à court ou long terme, les investisseurs gagnent sur les taux et sur les parités : un cocktail explosif qui les fait « craquer ». Un grand réajustement est donc en train de s'opérer sous nos yeux, par la grâce des taux d'intérêt, sans intervention aucune des banques centrales.

Sur le plan technique, ces mouvements financiers internationaux tablent sur un maintien de taux

stables en RFA pendant les prochains mois et même toute l'année 1990, la Banque fédérale d'Allemagne n'ayant aucune intention d'assouplir sa politique à l'approche de négociations salariales qui s'imposent dures, tout dérapage sur les salaires étant susceptible de pourrir l'inflation. Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale continue à laisser glisser les taux dans la crainte d'une récession, et au Japon, la banque centrale n'entend nullement relever les siens.

Sur un plan général, les milieux financiers internationaux sont en train de prendre conscience que le centre de gravité de l'Europe, en raison de l'économisme du mir, se déplace vers l'Est, ce qui ne peut que renforcer l'Allemagne et sa devise. Aux Etats-Unis, la baisse des taux et le ralentissement de l'économie, et au Japon la diminution de l'excédent commercial et le maintien de taux d'intérêt moins élevés qu'en RFA rendent dollar et yen moins attractifs.

Dans ces conditions, les capitaux mondiaux, qui ont déjà fui le livre sterling, commencent à quitter aussi le Japon. Ajoutons qu'un terme peut-être proche, l'ascension du mark ne pourra qu'aviver les tensions au sein du système monétaire européen, où, pour l'instant, un calme relatif règne : le franc n'est nullement entaqué, mais le mark se maintient à son cours record de 3,4190 F à un centime de son cours plafond de 3,43 F.

FRANÇOIS RENARD

A l'Assemblée nationale

Examen du projet de loi sur le logement des plus démunis

L'Assemblée nationale commence mercredi 13 décembre l'examen en première lecture du projet de loi sur le logement des plus démunis, adopté il y a un peu plus d'un mois en conseil des ministres (le Monde du 9 novembre). Rassemblant dans un texte composite obligations, incitations (fiscales, essentiellement) et simplifications administratives, le texte a pour objet « la mise en œuvre du droit au logement » en organisant l'accueil des locataires « à risques » dans le logement social : les pauvres, les populations étrangères ou françaises de couleur, les salariés « précaires », tous ceux qui composent le groupe mal connu des « exclus du logement social ». A Nanterre, la cité de transit des Marguerites, promise à la démolition, n'est qu'un exemple parmi d'autres de conditions de logement inadmissibles.

L'enfer des Marguerites

La cité de transit des Marguerites, au Petit Nanterre, ce n'était pas une merveille, à sa mise en service, en 1958 : 260 logements, répartis en six bâtiments aux noms de provinces (Ile-de-France, Alsace, Franche-Comté, Langue-doc, Bretagne et Picardie), construits par la préfecture de police pour loger — déjà! — des exclus : familles sorties de bidonvilles, de cités de transit calamiteuses, familles déshéritées et exploitées. Les mauvaises langues disent que la préfecture y a logé aussi les interdits de séjour à Paris et la population jugée indésirable dans la capitale. Les logements sont petits (65 mètres carrés pour un cinq pièces), mal équipés (un seul point d'eau par logement, pas de baignoire, pas de chauffage central), et les espaces verts sont inexistantes.

Trente années de dégradation ont fait des Marguerites une cité

insalubre, repaire de la petite délinquance et des pourvoyeurs de drogue. Forces de police, employés des services communaux ou de l'Office d'HLM ne s'y aventurent qu'à contrecoeur et sur la pointe des pieds. Faute d'entretien (depuis 1975), le cadre bâti est devenu insupportable : les chauffages individuels sont vétustes, les ventilations sont souvent obstruées, surtout l'hiver — les intoxications sont fréquentes et, en 1986, quatre personnes sont mortes, asphyxiées — les installations électriques sont dangereuses, les fenêtres se ferment pas les caves sont inondées, les cages d'escaliers sont défectueuses, les marches cassées, dans l'humidité générale, les odeurs stagne, puissantes et insupportables... C'est l'enfer.

Raser le tout

Un enfer comme souvent pavé de bonnes intentions et de tentatives de solutions. En novembre 1984, une convention entre le département des Hauts-de-Seine et l'Office communal d'HLM de Nanterre confie à ce dernier la gestion de l'ensemble. L'Office municipal fait ce qu'il peut (changement des pieds de colonnes, portes métalliques dans les caves, récupération et changement des fenêtres), mais il ne peut être question de démolir. En effet, on ne peut envisager de réhabiliter le bâtiment. L'état de dégradation est tel qu'il faudrait des fortunes pour les rendre tout juste habitables sans pour autant obtenir un résultat satisfaisant. Il faut raser le tout, et reconstruire. Deux des immeubles (Bretagne et Picardie) ont été démolis en 1988. 33 des 190 logements des quatre bâtiments restants sont murés, dans l'espoir de parvenir à résorber cette poche d'insalubrité.

Le grand problème, c'est de reloger les cent huit familles qui habitent encore là, et de les reloger très vite, car l'hiver est là et on pèle de froid, aux Marguerites. Jusqu'ici, cent-dix-neuf familles ont été relogées, essentiellement par l'Office municipal de la ville, qui gère environ la moitié des 16 000 logements sociaux de Nanterre. Aujourd'hui, M. Jacqueline Frayssé-Cazalis, sénateur (PC) et maire de Nanterre, appelle au secours et a obtenu du ministre du logement la promesse que le préfet réunirait au plus vite les organismes locaux de logement social (Office départemental, sociétés anonymes d'HLM) pour reloger ces familles dans les trois mois qui viennent. Ce sera le printemps.

Il faut dire que les trois quarts de ces familles sont d'origine maghrébine, auxquelles il faut ajouter 15 % de Portugais et quelques familles françaises. Ils ont beaucoup d'enfants (la moitié moins de dix-huit ans), et la taille moyenne de ces familles est de cinq personnes. L'enthousiasme pour les accueillir est tout à fait limité. Pourtant, on l'a assez dit et écrit, donner un logement décent aux enfants est le plus sûr moyen de lutter à la fois contre l'échec scolaire, le chômage, la délinquance. Et le relogement rapide de ces quelques familles permettrait de détruire cette vermine qu'est devenue la cité des Marguerites, et de récupérer un terrain pour construire du vrai logement social. On en manque tellement en région parisienne!

Le projet de loi dont la discussion commence à l'Assemblée nationale permettra-t-il de résoudre le problème des Marguerites? On l'attendra-t-il attendre encore plusieurs hivers?

JOSÉE DOYÈRE

Le rapport du Haut Conseil du secteur public

- « Par principe, aucun moyen financier » ne doit être exclu pour les sociétés nationalisées
- Les Européens doivent « clarifier » le rôle des entreprises publiques

Le « ni-ni » et l'Europe. Sans détour, le rapport du Haut Conseil du secteur public (1), qui devait être adopté et remis par son président, M. Michel Charzat, député PS de Paris, à M. Bérégovoy, ministre des finances, mercredi 13 décembre, aborde les deux questions-clés de l'avenir des firmes nationalisées.

La doctrine du réajustement nationalisation fixée par M. Mitterrand est-elle paralyzante? Quel seraient les avantages et les inconvénients des privatisations d'une partie du capital? Pour l'Europe, demande le Haut Conseil, n'est-il pas temps de clarifier à Bruxelles le rôle des entreprises publiques, trop souvent suspectes, a priori, de fausser le jeu du marché?

Ces questions ne sont pas actuellement tranchées par le rapport du Haut Conseil, mais elles sont posées ouvertement. Le rapport commence par faire le point des évolutions depuis 1986 et souligne que les privatisations menées de 1986 à 1988 ont anéanti le secteur public de douze groupes. Le secteur public reste cependant en France très vaste, avec 57 établissements publics, comptant 525 000 salariés et 51 sociétés anonymes de 337 000 salariés. Avec toutes les filiales, cela représente un ensemble de 2 000 entreprises et de 1,4 million de salariés. Parallèlement aux privatisations, une « respiration » non négligeable s'est produite, avec des ventes de filiales au secteur privé concernant 20 000 personnes et des achats concernant 5 000 personnes.

Concernant la suite du rapport au sein du secteur concurrentiel de l'industrie et de la finance, le Haut Conseil souligne que la période a été marquée par la poursuite du redressement de firmes qui ont réalisé des profits « spectaculaires ».

La question du développement des firmes nationalisées et du financement par l'Etat est alors abordée. Le rapport présente la thèse des partisans du ministre de l'Industrie, qui réclament de fortes dotations budgétaires. Premier argument de M. Fauroux : l'Europe. « A l'horizon 1993, l'ère de la constitution des champions nationaux dans le secteur concurrentiel s'achèvera. Il faudrait donc préparer d'ores et déjà les entreprises publiques à devenir des champions euro-

peens et, donc, à ne pas léziner sur les moyens financiers.

Faut-il aller plus loin et accepter des privatisations partielles? Redécouper de 100 % à 51 % par augmentation de capital permettrait d'apporter aux firmes jusqu'à 129 milliards de francs. Autre argument favorable : l'Etat, s'il renonce à jouer un rôle de sauveur des entreprises.

Les arguments contraires sont avancés par les partisans de M. Bérégovoy. Le Haut Conseil les expose en notant que tout actionnaire privé, fût-il minoritaire, prive l'Etat de la totale liberté qu'il a lorsqu'il détient 100 % du capital des firmes. En outre, le redressement de l'industrie française n'est pas achevé : « Aucune raison économique majeure ne peut donc conduire à une modification de la situation existante ». Enfin, rien ne presse.

Les différences et nombreuses sources de financement extérieures, comme les certificats d'investissement, les titres divers, les filiales

et les échanges de titres entre firmes publiques, ont permis de faire face aux besoins. Entre juin 1988 et novembre 1989, les firmes ont reçu, sous toutes les formes, 69,3 milliards de francs. L'Etat a donc trouvé les moyens de remplir son devoir d'actionnaire.

Dans ses recommandations, le Haut Conseil donne raison à M. Bérégovoy. Il reste quelques marges de manœuvre « pendant quelques années ». Mais il ajoute que, « par principe, aucun moyen financier » ne doit être exclu de l'ensemble, y compris la vente de parts minoritaires au privé. Cela ne constituerait d'ailleurs pas une privatisation, puisque l'Etat, conservant la majorité du capital, ces firmes resteraient, aux yeux de la loi, publiques.

La dernière partie du rapport concerne l'Europe. Le Haut Conseil y relève que l'Acte unique imposera au secteur public « une dépendance accrue à l'égard des impératifs de performances ». Sa gestion risque d'en

être benalisée. Dès lors, « il devient plus que jamais indispensable que la mission des entreprises publiques concurrentielles soit à la fois correctement explicitée et stabilisée ». Cela demande de « clarifier » leur situation avec Bruxelles. « Le silence instauré de l'Acte unique dans ce domaine est relativement inquiétant. Car il laisse planer un doute ». « Le contrôle de la Commission pourrait se concentrer, de manière discriminatoire et pénalisante, sur les seules entreprises publiques, considérées comme suspectes par nature ». Pour dissiper « cette gêne », il faut, recommande le Haut Conseil, obtenir un cadre juridique et normatif communautaire qui prenne en compte la place et le rôle des entreprises publiques.

ERIC LE BOUCHER

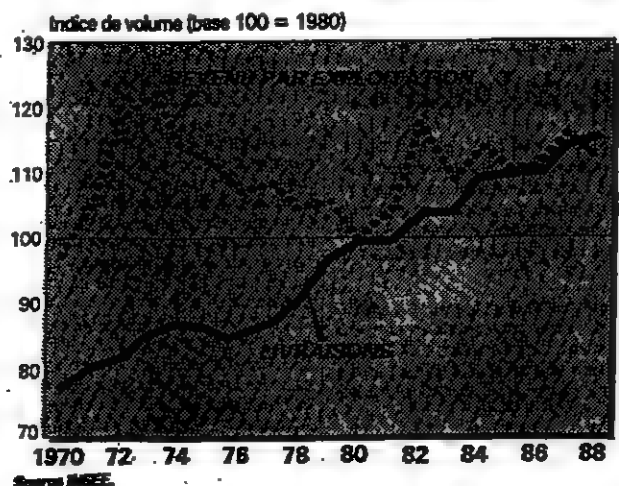
(1) Le Haut Conseil du secteur public est un organisme créé en 1982 par la loi de nationalisation. Il comprend vingt-cinq membres, dont cinq députés, cinq sénateurs, cinq représentants des ministères, cinq syndicalistes et cinq personnalités. Il produit un rapport tous les deux ans.

Quinze années de stagnation du revenu agricole

Entre 1970 et 1988, le revenu brut agricole par exploitation a progressé en France de 0,8 % en moyenne annuelle, soit une augmentation globale de 15 %.

Pendant la même période, les livraisons de produits agricoles se sont accrues de 50 %. Quant aux prix des denrées, comparés à l'ensemble des prix, ils ont connu au cours des trente dernières années une baisse constante : de l'ordre de 10 % entre 1960 et 1970, de 20 % entre 1970 et 1980, davantage encore depuis le début de la décennie 80, comme on le voit sur le graphique de 8 % des prix du blé, chaque année depuis 1984.

Tirée d'une double étude du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et de la statistique et des études économiques, Economie et Statistique, parue en novembre, ces chiffres montrent d'abord qu'à compter de 1974, le revenu agricole n'a pas progressé en francs constants, alors qu'il



s'améliorait sans discontinuer auparavant, surtout entre 1970 et 1973. La hausse des prix des consommations intermédiaires (carburant, engrais) conjuguée au repli des cours agricoles, dû à la crise des excédents, a contribué à cette régression.

Si l'agriculture est restée un secteur dynamique et rémunérateur, elle le doit tant à sa modernisation technique qu'à l'augmentation des volumes produits et de la part des subventions dans le revenu des exploitants.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Le débat sur l'énergie à l'Assemblée nationale

Surtout ne rien changer !

Surtout ne rien changer ! Jadis objet de débats passionnés, la politique énergétique française comme son option nucléaire sont devenues un lieu de consensus presque parfait. Les vingt-six députés qui, toutes tendances confondues, ont voté mardi 12 décembre, dans l'hémicycle, le premier « grand débat énergétique » organisé au Parlement depuis huit ans ne se sont pas embrassés à la fin. Mais c'était tout juste. Une sérénité telle que M. Robert Galley, ancien ministre gaulliste, rappelant les bagarres de jadis et « la foule hurlante de ces élus socialistes qui demandaient l'arrêt de tout programme nucléaire », ne pouvait s'empêcher d'ironiser sur leur « conversion tardive au nucléaire ».

Tous l'ont souligné : personne ne remet plus fondamentalement en cause les grands choix de la politique énergétique suivie depuis plus de quinze ans par le pays : recherche de l'indépendance grâce au développement du nucléaire, économies d'énergie et diversification des approvisionnements. Personne plus — sauf, pour la forme, le Parti communiste — ne conteste les inflexions, pourtant importantes, apportées à cette politique depuis le retournement du marché éner-

gique au début de la décennie : abandon du charbon, gel progressif du programme d'équipement nucléaire, exportations d'électricité, déréglementation pétrolière, etc.

Le consensus règne aussi sur les quelques correctifs jugés nécessaires au vu d'une situation internationale certes exceptionnellement favorable mais que tous s'accordent à estimer précaire. Rien ne serait plus dangereux que de penser en avoir fini à jamais avec la crise. On peut voir réapparaître les déséquilibres qui ont conduit aux deux chocs des années 70, a souligné M. François-Michel Gonnat, député UDF de l'Oise, approuvé par la quasi-totalité des participants, y compris les deux ministres, MM. Fauroux, ministre de l'Industrie, et Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement.

« Ouvrir ses armoiries »

Même la question centrale du débat — la création d'une Haute Autorité nucléaire indépendante pour contrôler la sûreté des installations — n'a guère fait de vagues. Proposée par Mme Huguette Bonchard, rapporteur de la commission d'information parlementaire,

taire ayant préparé le débat, soutenue, mollement, par quelques élus socialistes et communistes, et combattue par les députés du RPR et de l'UDF, cette création était la fine mise tranquillement de côté par M. Fauroux, au profit d'une suggestion intermédiaire de compromis qui semblait satisfaire tout le monde.

Principale conclusion de ce débat décidément sans surprises : le gouvernement s'est donc engagé à « ouvrir ses armoiries » au Parlement, qui rendra chaque année un rapport public sur la sûreté nucléaire — comme celui de la Cour des comptes. La tâche en reviendra à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, dont le président, M. Jean-Yves Le Déaut, député socialiste de Meurthe-et-Moselle, s'exprimait pour la première fois à la tribune en séance publique.

Autres points de consensus acceptés par le gouvernement : d'une part, la nécessité de relancer économiquement les économies d'énergie, notamment dans le transport et le secteur résidentiel et tertiaire, afin d'enrayer le dérapage actuel lié à la baisse des prix et au relâchement des comportements.

D'autre part, le souci d'éviter les débordements du chauffage électrique, selon l'expression du ministre de l'Industrie, qui a reconnu que le développement excessif de ce mode de chauffage « présente des inconvénients économiques et sociaux », suivait en cela les interventions de nombreux députés de toutes tendances.

Pour en finir, tout le monde est convenu de se revoir à intervalles réguliers, jugeant la périodicité des débats (sur tous les huit ans) nettement insuffisante. « S'il est un domaine où le Parlement doit avoir son mot à dire, c'est bien celui de l'énergie ; or, jusqu'à présent, on l'a trop souvent mis devant le fait accompli », assurait M. Le Deaut. Nous n'en sommes qu'au début [...]. Ce débat n'est qu'une entrée en matière.

Seule fausse note : l'intervention tardive d'un député socialiste, M. Marie-Noëlle Lienemann — qui regrette dans un communiqué que « le groupe socialiste ait refusé de lui donner la parole pour faire au moins s'élever une voix défavorable à l'ode « pro nucléaire » qui a été dominante lors du débat ».

VÉRONIQUE MAURUS

SOCIAL

Les négociations sur l'assurance-chômage

Un excédent providentiel de 2,7 milliards permettra d'améliorer l'indemnisation

Après sa première vraie séance du 9 décembre, la négociation des partenaires sociaux sur l'UNEDIC a planté le décor pour entrer dans le vif du sujet. Une nouvelle rencontre est prévue pour le 21 décembre alors que l'actuelle convention prend théoriquement fin avec l'année.

Le transfert opéré en faveur du régime de retraite complémentaire des salariés (ARRCO) ne laissait que 3,9 milliards de francs disponibles pour apporter d'éventuelles améliorations au système d'indemnisation des chômeurs et diminuer les cotisations (le Monde du 2 décembre). Opportunément, une nouvelle note des experts de l'UNEDIC, remise aux négociateurs en début de séance, permettait de trouver 2,7 milliards supplémentaires pour les deux prochaines années et davantage encore pour 1992, grâce à la révision des analyses de prospective économique.

Cela a permis au CNPF de faire des propositions qui correspondent parfaitement à son scénario stratégique (le Monde du 12 décembre). La durée d'application de la prochaine convention serait de trois ans et demeurait inchangée pendant la première année, pour éviter de couvrir des risques financiers.

A compter du 1^{er} janvier 1991, et pour un montant estimé à 1 milliard de francs, il sera alors possible d'entreprendre une série de réformes : aligner l'indemnisation du chômage dans les départements d'outre-mer sur celle de la métropole (45 millions de francs), améliorer les conditions d'exercice des activités réduites, notamment pour les chômeurs âgés, accentuer les efforts en faveur des plus de cinquante ans, revaloriser de 7,5 % le minimum accordé aux bénéficiaires d'une allocation de formation-recasement (AFR) et relever de 5 % l'allocation des chômeurs en fin de droits.

Dans la suite logique, et toujours pour la même date, le CNPF revendiquait une baisse des cotisations salariales de 0,12 %, à par-

tir entre les employeurs et les salariés. Cette économie globale de 1,6 milliard de francs viendrait compenser l'augmentation de cotisation à l'ARRCO, également prévue pour le 1^{er} janvier 1991 et qui devrait être de 0,12 %.

Enfin, le cas des chômeurs venus de l'emploi précaire est soustrait à la conclusion du dossier du travail temporaire soit par la loi, soit par la négociation interprofessionnelle, proposée par M. Jean-Louis Girat, président de la commission sociale du CNPF.

A. Le.

En 1987

Le nombre d'accidents du travail a de nouveau baissé

Selon les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), qui viennent d'être publiées, le nombre des accidents du travail a encore baissé en 1987. Pour 19 305 883 salariés, au total, les accidents avec arrêt temporaire de travail sont passés de 68 735 en 1986 à 66 511 en 1987. Près de 22 millions de journées de travail ont été perdues en 1987 pour incapacité temporaire. En moyenne, un médecin prescrit un arrêt de 33,2 jours, le coût brut moyen étant de 9 432 F pour la Sécurité sociale.

D'une année sur l'autre, le nombre des accidents ayant entraîné une incapacité permanente a diminué, avec 68 760 en 1986 et 64 898 en 1987. Mais le nombre des accidents mortels a en revanche augmenté, passant de 1 026 décès en 1986 à 1 044 en 1987. La région Île-de-France vient en tête pour le nombre d'accidents du travail. Ce sont les salariés du bâtiment et des travaux publics qui, proportionnellement, en ont subi le plus, en comparaison des autres secteurs d'activité.

Un accord de 24 milliards de francs

Volvo et l'Etat suédois créent un groupe pharmaceutique et agroalimentaire

STOCKHOLM
de notre correspondante

Vingt-quatre milliards de couronnes, soit autant de francs français, telle est la valeur de l'accord conclu, mardi 12 décembre, entre Volvo et Procordia, holding industrielle et financière de l'Etat suédois, qui devrait permettre à la Suède de restructurer et de concentrer ses forces dans les domaines de l'industrie pharmaceutique, de la biotechnologie et de l'agroalimentaire, afin de mieux affronter la concurrence internationale et, pour commencer, celle du grand marché européen. Volvo vend ainsi à Procordia ses parts (29 % du capital et 46 % des voix) de Pharmacia ainsi que son groupe agroalimentaire Provender et reçoit en échange 42 % des parts de l'Etat dans Procordia. Celui-ci en gardera également 42 %.

Une structure solide

Le groupe aura un chiffre d'affaires de quelque trente-sept milliards de couronnes pour quarante-sept mille employés (dont douze mille cinq cents à l'étranger). Il comptera parmi les vingt industries pharmaceutiques et biotechniques les plus importantes d'Europe occidentale et sera le numéro un norvégien de l'agroalimentaire. M. Per G. Gyllenhammar, le grand patron de Volvo, qui a dû accepter, contrairement à son habitude, de ne pas prendre la majorité des parts d'une société dans laquelle il entre, affirmait pourtant mardi soir à Stockholm : « Ce n'est pas le pouvoir que nous recherchons, mais à créer un groupe avec une structure solide, en particulier dans l'industrie

pharmaceutique ». Son partenaire, M. Sören Gyll, qui conservera la tête de Procordia, estime, de son côté : « C'est une bonne constellation puisque nous avons chacun des intérêts industriels à long terme ». Quant au ministre de l'Industrie, M. Ivar Nordberg, il est satisfait de cette solution suédoise qui permet à l'Etat de conserver une influence importante dans l'industrie pharmaceutique nationale.

FRANÇOISE NIETO

La part de la CEE restant stable

Hausse des quotas américains à l'importation d'acier

Le gouvernement américain a légèrement desserré, mardi 12 décembre, le niveau des quotas imposés aux importations d'acier sur le sol des Etats-Unis. De 18,4 % du marché américain jusqu'au 1^{er} octobre 1989, il est porté à 19,1 % pour 1990 et 20,1 % pour 1991, a indiqué M. Carl Hill, représentant spécial du Président Bush pour le commerce. Ces chiffres concernent la Communauté européenne ainsi que seize autres pays (dont le Japon, la Corée du Sud, le Brésil et le Mexique). Le

quota de la CEE « reste à peu près le même » avec 7 % du marché. Celui du Japon baisse de 6,2 % à 5,3 % en 1991. A l'inverse, celui de la Corée du Sud monte de 1,92 % à 2,62 %, celui du Brésil à 1,8 % contre 1,35 % et le Mexique s'élève à 0,96 % (contre 0,49 %). En outre, le gouvernement américain a conclu une série d'accords bilatéraux avec les principaux pays adhérents de l'Organisation mondiale du commerce prévoyant notamment l'interdiction de nouvelles subventions des gouvernements aux producteurs. — (AFP.)

A. D.

Dunlop va fabriquer les articles de sport de Lacoste

La Chemise Lacoste et le groupe Dunlop ont annoncé, le mardi 12 décembre, la signature d'un contrat mondial pour le développement et la distribution d'une ligne de produits à l'insigne du crocodile pour le tennis et le golf, à l'exclusion des vêtements. Négocié dans le plus grand secret, cet accord, qui n'est pas limité dans le temps, concrétise l'alliance entre une griffe célèbre contrôlée par le groupe textile Devalay et la puissance industrielle et technologique de Dunlop racheté en 1984 par le japonais Sumitomo.

Les lieux de production de ces produits qui devraient être commercialisés en Europe et aux Etats-Unis à partir du début de 1991 n'ont pas été précisés, à l'exception des balles de tennis. Celles-ci seront fabriquées dans l'usine de Dunlop Sport à Montluçon (Allier).

Sanofi, premier pharmacien français au Japon

La firme pharmaceutique Sanofi (groupe Elf) vient de racheter 74 % du capital de Plantorgon, un petit laboratoire allemand de médecine, avait racheté la société portugaise Farmolier (chiffre d'affaires de 20 millions de francs) deux liges de produits en Grèce (10 millions), une participation dans la firme marocaine Sopharma (136 millions), les laboratoires mexicains Bigaux (80 millions). Laboratoires (73 millions), un spécialiste du médicament vendra sans ordonnance. Le groupe avait également conclu des alliances en Espagne avec le groupe Prodes et en Turquie avec le laboratoire Dogu Ilac (150 millions) et constitué au Japon un joint-venture avec Delfi dans lequel il est majoritaire

(51 %) et qui exploitera son produit antituberculeux Tigid. Bref, au total, grâce à cette croissance externe à petits pas, le chiffre d'affaires consolidé de Sanofi augmente de 1,7 milliard, dont 1,2 milliard provenant de l'alliance japonaise.

Midial vend son chocolat à l'américain Grace Deza. Après s'être séparé de Bannania et Poulain, le groupe français cède sa filiale chocolatière Soboca, qui réalise 250 millions de francs de chiffre d'affaires et traite 15 000 tonnes de produits chaque année. Soboca est le premier fabricant de bonbons pour petits pains au chocolat pour les boulangeries. Le groupe Grace Deza, acquéreur de cette affaire, se place avec Cacao Barry, filiale du français Sucres et Délices, parmi les premiers transformateurs mondiaux de fèves de cacao.

PUBLICITÉ

Polémique entre IPSOS et « Stratégies »

Qui est vraiment « l'homme de l'année » ?

Une vive polémique a opposé, mardi 12 décembre, l'institut de sondages IPSOS et l'hebdomadaire professionnel Stratégies à propos de la nomination de « l'homme de l'année ». Selon l'échantillon de deux cents publicitaires et annonceurs interrogés entre le 23 et le 26 octobre par IPSOS, c'est Maurice Lévy, président du directeur de Publicis, qui recueillait la majorité des suffrages des deux professions (34 %) en réponse à la première question : « Quelles sont les personnalités qui ont le plus marqué les années 1980 ? ». Il en allait de même pour la seconde question, portant, elle, sur les années 1990.

Stratégies n'en a pas tenu compte et a élu « l'homme de l'année » le président de l'agence Boulet-Dru-Dupuy-Petit, Jean-Claude Boulet. Selon Henri J. Nijdam, directeur de Stratégies, cette désignation de Jean-Claude Boulet a des raisons « purement rédactionnelles » : « Dans le panel des publicitaires, Jean-Claude Boulet arrivait en tête. Stratégies

étant le journal des publicitaires, nous avons donc volontairement dissocié les résultats des publicitaires et des annonceurs. Ce choix est entériné par les journalistes de Stratégies, qui ont aussi voté pour Jean-Claude Boulet ».

Cette décision n'est pas du goût d'IPSOS. Tout en retirant le nom de leur institut, les dirigeants d'IPSOS ont demandé par référendum la saisie du numéro de Stratégies, ce qui leur a été refusé.

A. Stratégies, la rédaction admet bien avoir été sondée mais note que la décision de ne prendre en compte que le panel des publicitaires aboutissant à la désignation de Jean-Claude Boulet est « celle de la direction et de la rédaction en chef ». Et on évoque la concurrence intense entre les journaux spécialisés dans les médias. Didier Truchot et Jean-Marie Lech, responsables d'IPSOS, sont en effet actionnaires de Décisions Média, l'un des concurrents de Stratégies.

TRANSPORTS

Des brigades de sécurité dans les trains de banlieue

« Dans la lutte contre l'insécurité, chacun doit prendre ses responsabilités ». Ces propos de M. Jacques Fournier, PDG de la SNCF, illustrent le vœu de collaboration entre l'Etat et la compagnie de service public pour faire face à la délinquance, en particulier dans les trains de la banlieue parisienne.

L'effort de l'Etat consiste en la mise en place progressive d'une brigade de sécurité des chemins de fer (BSCEF), dont les locaux de la gare du Nord ont été inaugurés mardi 12 décembre par le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe. En 1990, 500 fonctionnaires de la police de l'air et des frontières (PAF) assureront la sécurité dans les trains de banlieue, alors que 236 d'entre eux sont déjà en fonction sur le réseau parisien depuis le 1^{er} novembre.

La SNCF pour sa part prévoit l'installation d'un dispositif « anti-délinquance ». La création de 500 nouveaux postes dans ses services de surveillance générale permettra la mise en place d'une quarantaine de « gares d'appui », véritables centrales

d'information et de contrôle. Des bornes d'appel de secours seront installées sur tous les quais et un système de télé-surveillance va être expérimenté, début 1990, dans les gares d'Aulnay (Seine-Saint-Denis) et de Juvisy (Essonne).

Un budget de 250 millions de francs en trois ans sera consacré à l'ensemble de ces mesures.

ERRATUM : dossier « Innovations ». Notre dossier annuel consacré au bilan des technologies de pointe publié avec le journal daté du vendredi 24 novembre comportait une erreur que l'entreprise SEB nous prie de rectifier. Dans le palmarès sur les entreprises les plus innovatrices classées par le montant de leurs dépenses de recherche-développement, le chiffre des effectifs de recherche de cette entreprise était erroné. SEB emploie 343 personnes dans ses laboratoires, et non 34.

ÉTRANGER

Les six pays de l'AELE veulent accélérer leur rapprochement avec la CEE

Les six de l'AELE (Association européenne de libre-échange) ont répondu, mardi 12 décembre, au terme d'un conseil ministériel de deux jours, aux Douze de la Communauté économique européenne en exprimant le souhait de voir s'ouvrir début 1990 et se conclure dans l'année les négociations pour un accord instituant l'Espace économique européen (EEE), qui regrouperait les dix-huit pays de l'Europe occidentale.

Dans cette perspective, les Nordiques (Suède, Norvège, Finlande, Islande) et les Alpains (Suisse et Autriche) ont décidé de renforcer les structures et les ressources internes de l'AELE. Car ce qui se dessine, c'est un accord de bloc à bloc, permettant « la réalisation la plus complète possible de la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes dans l'ensemble de l'EEE, ainsi qu'une extension de la coopération dans les politiques horizontales couvrant l'éducation, l'environnement, la recherche et le développement et la dimension sociale ». Les Six souhaitent « des organes communs de décision et de gestion » et acceptent d'intégrer comme base juridique com-

mune l'acquis communautaire », assorti tout de même d'exceptions justifiées.

Les événements d'Europe de l'Est sont manifestement un catalyseur. La Suisse, qui jouait jusqu'à tout récemment le jeu des accords bilatéraux avec la CEE, adopte une attitude plus « communautaire ». Les Six applaudissent les réformes en cours à l'Est, mais ne veulent pas apparaître comme un « sos » entre l'Europe orientale et la CEE. Ce n'est sans doute pas un hasard s'ils ont choisi d'annoncer la création d'un fonds AELE de développement de 100 millions de dollars en faveur... de la Yougoslavie, pays avec lequel ils sont en contact depuis longtemps. Avec la Hongrie et les autres pays de l'Est, les relations ne font que s'échauffer.

Un arrêt de la Cour de justice européenne

L'Italie devra alléger les formalités pour ses visiteurs européens

La Cour de justice européenne de Luxembourg a, dans un arrêt rendu le mardi 12 décembre, renforcé le droit des ressortissants européens de circuler d'un Etat à l'autre, en interdisant aux pouvoirs publics de leur imposer des contraintes administratives trop lourdes. Elle a donné tort à l'Italie qui exige de tout étranger qu'il déclare sa présence dans les trois jours, sous peine d'amende ou d'emprisonnement. Ce délai est « excessivement contraignant », et la sanction (jusqu'à 400 000 lires - 1850 F - ou trois mois de prison) est « disproportionnée », a estimé la Cour, saisie d'une plainte d'un citoyen ouest-allemand.

La Cour reconnaît aux Etats le droit de demander à connaître la présence d'étrangers sur leur sol, même s'ils viennent d'un autre Etat de la CEE. Mais une telle obligation ne doit pas « porter atteinte aux règles relatives à la libre circulation des personnes », souligne la Cour dans un communiqué.

AFFAIRES

Les sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlementsLes sociétés de Bourse
gestion les règlements

AFFAIRES

EMPLOI-FORMATION

Les sociétés de Bourse remettent en question les règles du jeu social

L'explosion des marchés financiers et la réorganisation complète de la profession boursière ont amené l'Association française des sociétés de Bourse (AFSB) à remettre en question les règles du jeu social et à dénoncer la convention collective, fin juillet dernier. Alors qu'un nouvel accord doit être impérativement trouvé avant le 27 octobre 1990, les points sont rompus entre l'AFSB et les syndicats.

Ouvertes depuis la fin du mois de juillet, les négociations ont été interrompues par les syndicats le 24 octobre dernier, à la suite du différend qui oppose M. Michel Isabelle, secrétaire général du syndicat FO des sociétés de Bourse, à son employeur, la société Meunier. Refusant de signer la nouvelle carte professionnelle créée par la loi du 22 janvier 1988, M. Isabelle est accusé d'avoir rompu son contrat de travail.

En revanche, les syndicats et l'inspection du travail considèrent qu'il s'agit d'un licenciement de fait. « Si le salarié n'exerce pas pendant trois mois la fonction pour laquelle il a obtenu cette carte, celle-ci lui est retirée. Cette disposition ouvre la voie à toutes sortes de chantages de la part du patron », affirme M. Isabelle, dont la proposition de parapher sa carte en y faisant figurer des réserves a été refusée. A la direction de la société Meunier, on se contente d'indiquer que M. Isabelle « ne fait plus partie du personnel ». M. Jean-Pierre Pinatton, principal négociateur de l'AFSB, souligne pour sa part que l'association « ne dispose d'aucun pouvoir disciplinaire » et reproche aux syndicats d'avoir « pris la négociation en otage ».

Cette controverse, qui agite fort le Landerneau du palais Brongniart, paralyse des discussions dont l'enjeu principal paraît bien la réforme du mode de rémunération des 5 500 salariés que compte la profession. A commencer par le système des fameuses « gratifications », calculées en fonction du résultat de la société et qui viennent s'ajouter au salaire. Les employeurs ont déjà tenté d'égratigner ce principe, en proposant de les échanger contre des rétrocessions des traitements de base.

En 1987, un employé d'une société de Bourse percevait en moyenne 105 570 F sous forme de salaire fixe et 106 417 F de rémunération variable, soit 17 665 F brut par mois, selon les statistiques de l'AFSB. Pour un cadre, le salaire fixe atteignait un peu plus de 150 000 F alors que les gratifications se chiffraient à 224 000 F. Selon le patronat de la Bourse, « les rémunérations fixes sont, d'elles seules, comparables aux

rémunérations globales des professions voisines, banques, assurances, établissements financiers ».

Néanmoins, ces « grats » — qui s'ajoutent aux quatorze mois et demi de salaire conventionnel — paraissent perdre quelque peu de leur superbe : de 7,5 mois en 1984, elles sont passées à 9,6 mois en 1985, 11,9 mois en 1986 et 16,2 mois en 1987, mais elles sont revenues à 9 mois en 1988, et les estimations pour 1989 ne laissent pas entrevoir d'amélioration significative.

Ces moyennes dissimulent toutefois de très fortes disparités entre sociétés de Bourse d'autant que, depuis le krach boursier de 1987, la situation de certaines de ces firmes s'est fortement dégradée. De plus, « le système de rémunération est complètement éclaté. Aujourd'hui, c'est la tour de Babel », constate M. Pinatton. Il a donc soumis aux syndicats des propositions qui doivent, selon lui, procurer davantage de souplesse aux entreprises.

M. Pinatton recommande ainsi de revoir et de simplifier la grille des classifications, mais aussi d'instaurer un modèle « à trois étapes ». A un salaire conventionnel s'ajouterait un autre élément de salaire fixe négocié dans l'entreprise et, enfin, un niveau variable de gratification défini lui aussi avec l'employeur et permettant d'« adapter » la rémunération aux différents métiers qui, à l'heure actuelle, sont tous à la même essence. Dans cette optique, les fonctions proprement boursières ne pourraient être que privilégiées. L'AFSB souhaite également revenir sur le principe des quatorze mois de salaire annuel.

Blocage préjudiciable

« Il s'agit d'une volonté délibérée de changer la face de la corporation », assure M. Jean-Claude Voisin, secrétaire de la CFDT-Bourse, principal syndicat de la profession. « Avant, poursuivit-il, les patrons jouaient le jeu. Désormais, ils créent des filiales pour réduire les profits à distribuer. De plus, leurs intérêts divergent : il y a ceux qui ont été rachetés par les banques et les autres. » Quant aux projets de l'AFSB concernant le temps de travail, les congés ou les procédures de licenciement, ils laissent aussi les représentants du personnel.

A mesure que se rapproche l'échéance d'octobre 1990, le blocage des négociations risque fort d'être préjudiciable aux syndicats. A l'AFSB, on relève, non sans malice, que « certains dirigeants se disent que, finalement, ils pourraient très bien se passer de convention collective ». Ils profiteraient ainsi de la baisse générale d'influence des organisations syndicales.

Cette perte de vitesse peut s'apprécier au regard de l'évolution de la participation lors des trois scrutins organisés par l'intersyndicale en moins d'un an. Elle est passée de 3 300 votants en juin 1988 à 2 400 en mai dernier.

Antérieurement, une journée de grève bloquait l'ensemble des transactions à la Bourse, les valeurs étant toutes cotées à la cote. Depuis 1986, leur transfert progressif sur le marché en continu a vidé le palais Brongniart de ses intervenants. Les échanges se font par le biais de terminaux informatiques installés dans les différentes sociétés. Un arrêt de travail découragerait donc la Bourse, mais pas suivi de la même manière par tous et affecte rarement les cotations en continu.

Appareillage

D'un point de vue purement géographique, une tendance à quitter le quartier de la rue Vivienne pour de nouveaux locaux amplifie le phénomène de désertion de la Bourse. Les syndicats ont ainsi de plus en plus de mal à motiver une population déséquilibrée et de plus en plus hétérogène.

A ces problèmes de motivation s'ajoute enfin la disparition d'un lien de réunion. Jusqu'alors le palais de la Bourse permettait d'accueillir au rez-de-chaussée plus de la moitié du personnel. La disparition des valeurs du règlement manuel au profit du marché des options a totalement modifié l'aménagement du parterre, en cloisonnant ce vaste lieu de rassemblement. Avec la suppression au début du mois de novembre de la passerelle qui dominait l'ensemble, les dirigeants syndicaux ont perdu la tribune de haut de laquelle ils tenaient leurs assemblées générales.

Parallèlement, on peut aussi se demander si la suspension des discussions n'est pas de nature à porter ombrage à la profession et à ce qui reste de son appareil d'unité. En effet, avec la réforme des marchés financiers, la structure même des anciennes charges d'agents de change s'est modifiée, et l'homogénéité de ces « maisons » s'est totalement estompée.

La plupart des quarante-cinq établissements parisiens ont ouvert leur capital et sont passés sous le contrôle de banques françaises ou étrangères. Il n'y a plus de mode de fonctionnement unique, chacun disposant de ses propres normes. Ainsi l'établissement d'une convention collective, notamment en définissant des métiers boursiers spécifiques, serait-elle de nature à conserver une identité à la profession face à l'économie des banques.

DOMINIQUE GALLOIS
et JEAN-MICHEL NORMAND

Plus de dix mille francs-comtois travaillent en Suisse

Le patronat de Franche-Comté s'inquiète de l'hémorragie de travailleurs frontaliers

BESANCON
de notre correspondant

Deux mille cinq cents travailleurs frontaliers de Franche-Comté se sont réunis le 9 décembre à Besançon devant l'immeuble du conseil régional. Les manifestants répondaient à l'appel de l'Association des frontaliers de France, regroupant 60 % des quelque dix mille personnes domiciliées en Franche-Comté et travaillant en Suisse, où les avantages du change aidant, ils perçoivent des revenus deux à trois fois supérieurs au salaire qui pourrait leur être proposé de ce côté-ci de la frontière.

Si le phénomène n'est pas nouveau, il irrite le patronat du Haut-Doubs, confronté à des difficultés de recrutement. L'horticulture, la mécanique, le bâtiment, l'industrie forestière, certains commerces et même les professions libérales se plaignent de ne plus trouver suffisamment de personnel qualifié. Les remèdes sont connus : il s'agit, soit de pratiquer des salaires comparables aux salaires helvétiques, soit de réduire les avantages que les

travailleurs frontaliers tirent de leur situation.

La première formule demeure du domaine de l'utopie, encore que Roger Tocho, président de l'Association nationale des frontaliers de France, proche de FO, fasse volontiers remarquer que certaines entreprises possédant des établissements à Paris et dans le Haut-Doubs paient mieux leur personnel perché que leurs salariés locaux.

Quid qu'il en soit, la suggestion exprimée récemment par le patronat franc-comtois, concernant un réexamen des conventions franco-suisse fixant les dispositions fiscales appliquées aux travailleurs frontaliers, a pu faire croire qu'on s'acheminait plutôt vers la seconde solution, d'où la manifestation de samedi dernier par laquelle les travailleurs frontaliers entendaient préserver leur statut actuel, en demandant à être associés à la préparation des conventions internationales, dont l'échéance de 1993 impose probablement la remise en ordre.

Avec la Suisse, la « toilette » des règlements n'est sans, à coup sûr, pas

facile à faire. Les dispositions fiscales, les règles de couverture sociale varient en effet d'un canton à l'autre. Les frontaliers travaillant dans les cantons limitrophes de Franche-Comté déclarent leurs revenus au fisc français. Un système complexe de ristournes d'un pays à l'autre est supposé établir une équitable répartition de l'impôt entre les collectivités concernées.

« C'est de cela, et seulement de cela, que nous entendons parler, assurent les représentants du patronat franc-comtois. Nous n'admettons pas la disparition des travailleurs frontaliers, mais nous demandons qu'une part plus importante de leurs impôts soit consacrée à des investissements dans le Haut-Doubs ».

De fait, dissuader les habitants du Haut-Doubs d'aller travailler au Locle, à La Chaux-de-Fonds, à Neuchâtel ou à Lausanne risquerait de priver une partie de la Franche-Comté de consommateurs, tout en augmentant le nombre des demandeurs d'emploi.

CLAUDE FABERT

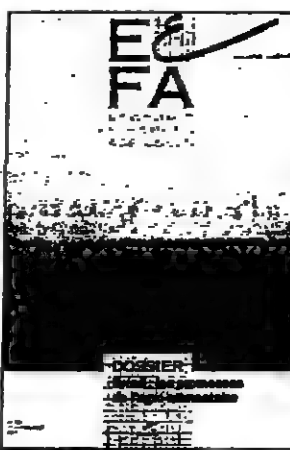
AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE MONDE BOUGE UNE GRANDE BANQUE VOUS LIVRE SES ANALYSES

BRESIL : LES PROMESSES DE L'AGRO-ALIMENTAIRE

Un dossier réalisé par Economie et Finances agricoles, la revue du Crédit Agricole.

- Un pays essentiel dans les échanges agro-alimentaires mondiaux, partenaire et concurrent de la France.
- Une puissance agro-industrielle qui recèle des fragilités.



Document d'actualité, réalisé sur place par des journalistes, économistes, chercheurs à partir de documents inédits, de points de vue d'entreprises, d'entretien avec des responsables publics et privés.

60 pages, 13 articles, des illustrations cartographiques.

Prix : 30 F.
Envoyer votre chèque à : EFA
Service des publications CNCA
75710 PARIS 15 BONVIL.

Prix de l'abonnement 1 an
(10 numéros) : 280 F.
Étudiants : 200 F.

Oblisécurité SICAV COURT TERME MONÉTAIRE

gestion CDC TRESOR, filiale de la Caisse des dépôts et consignations

Après examen des comptes de l'exercice clos le 31 août 1989, l'assemblée générale ordinaire réunie le 6 décembre 1989, a décidé de fixer le dividende net de l'exercice 1988-1989 de la SICAV à 729,25 francs sans crédit d'impôt. Ce dividende se décompose comme suit :

- revenus d'obligations françaises non indexées à concurrence d'un montant de 466,91 francs sans crédit d'impôt.
- revenus de créances négociables à concurrence d'un montant de 262,17 francs.
- autres revenus à concurrence d'un montant de 0,17 franc.

Ce dividende a été détaché le 12 décembre 1989 et mis en paiement le 13 décembre 1989.

Par ailleurs, le conseil d'administration d'OBLISÉCURITÉ SICAV a décidé que la SICAV capitaliserait ses revenus à partir de l'exercice 1989-1990, conformément à la loi du 2 août 1989 et sous réserve de l'approbation de la prochaine assemblée générale extraordinaire.

RÉSEAUX PLACEURS
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (AGENCE)
plus de 4 000 guichets à votre service

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 42 08 10 30
démeco

EDWY PLENEL
MOURIR A OUEVA
ALAIN ROLLAT

Le Monde 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bouve-Méry, fondateur.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2337
Renseignements sur les microfilms et index du Monde en (1) 42-47-80-81

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Chaque semaine d'abonnement nous envoie : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PRIX PAYÉ : PARIS BP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez noter l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

**Vous apporterez
une direction de qualité
à cette industrie de
haute technologie**

Nous sommes Mobile Data International, une division de Motorola Inc., dominant l'industrie mondiale des communications digitales. Situé à Vancouver, Canada, notre liste de clients inclut des grands noms, comme Federal Express, IBM, Stockholm Taxi, Helsinki Telephone, Los Angeles Fire Department.

La perspicacité, l'innovation, le travail d'équipe et notre réputation d'excellence absolue contribuent à notre succès. Dans le but de prendre l'expansion et d'élargir nos horizons en Europe, nous recherchons un

DIRECTEUR/DIRECTRICE EUROPÉEN

de calibre supérieur. Situé à Wiesbaden, Allemagne, vous verrez au bon fonctionnement des opérations, et dirigerez notre expansion en Europe Continentale. Bien que vous puissiez certainement compter sur notre soutien, la responsabilité sera en grande partie la vôtre.

Innovateur, énergique et ambitieux, vous êtes un homme/femme mené par la réussite et le succès, vous exprimant avec facilité en Anglais, Français et Allemand (Italien et Espagnol seraient en atout). Vous êtes un communicateur efficace, organisateur et négociateur... qui ne recule pas devant le défi et les transactions d'envergure majeure.

Idealement, vous travaillez présentement dans le domaine des data/communications. En effet, vous êtes connus comme étant professionnel, et menant les projets à terme.

Si vous possédez ces qualités, et vous recherchez un emploi au sein d'une compagnie où vous pourriez laisser votre marque... Joignez-vous à nous. Vous découvrirez que le défi, les opportunités et les récompenses abondent.

Veuillez nous faire parvenir votre Curriculum Vitae en toute confiance, accompagné d'une page couverture écrite à la main.

MOTOROLA
Direction Personnelle
Hagenauer Straße 22
D-6200 Wiesbaden
RFA



Le 1er ouvrage de référence dans le domaine des Ressources Humaines Européennes.

GUIDE EXCEL
PARUTION: DÉCEMBRE 89

EXCEL

Le Monde
CAMPUS

LE 1^{er} GUIDE EUROPÉEN DU RECRUTEMENT ET DES FORMATIONS D'EXCELLENCE

Renseignements et souscriptions: HCE 6, Rue Monsigny 75002 PARIS. Tél: 42 86 08 22

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung



CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Le Monde
INTERNATIONAL

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 I 11



**LA GECAMINES-EXPLOITATION,
ENTREPRISE PUBLIQUE ZAÏROISE A VOCATION INDUSTRIELLE,
CHARGÉE DE L'EXPLOITATION DES GISEMENTS MINIERES**

recrute pour son siège social de LUBUMBASHI (Rép. du Zaïre)

DES CANDIDATS AU POSTE DE DIRECTEUR ADJOINT

au sein d'une grande unité chargée des approvisionnements et des transports.

PROFIL:

FORMATION:

- Ingénieur Civil (électro-mécanicien; métallurgiste ou chimiste)
- Formation complémentaire en économie, finance ou informatique souhaitée.
- Connaissance parfaite du français et de l'anglais exigée.

AGE: 35 à 50 ans.

EXPERIENCE:

- Au moins 10 ans (dans L'Outre-Mer si possible)

TRAITS DE CARACTÈRE:

- Bon sens et capacité d'organisation;
- Diplomate et négociateur;
- Capable de travailler sous pression;
- Bon gestionnaire.

Les candidatures avec photo et CV, sont à adresser au plus tard le 10 janvier 1990 à:

GECAMINES-EXPLOITATION
Direction des Services Administratifs
30-32 Boulevard du Souverain
1170 BRUXELLES (BELGIQUE)

Une discrétion totale est garantie aux postulants.

valinox
groupe valloireux

Ingénieur d'affaires export

POUR SA DIVISION "ÉNERGIE NUCLEAIRE"

Sur un marché mondial, il participe à l'évolution des produits sur le plan technique, en relation avec clients et prescripteurs.

Il pilote les actions marketing - analyse des marchés et de la concurrence - et définit avec la Direction Générale les axes de développement.

Il assure la vente des produits sur les marchés export.

Pour ce faire, le candidat doit être bien rodé à la négociation, dans des pays de cultures très diverses.

Le poste s'adresse à un candidat de haut niveau, de nationalité européenne ou américaine, parfaitement bilingue français/anglais.

Ingénieur de formation, il aura, à environ 32 ans, une expérience confirmée dans le domaine de l'industrie nucléaire, de la chaudronnerie ou de la construction de chaudières.

Basé à Boulogne (92) au siège du Groupe VALLOUREC, le candidat devra prévoir une grande disponibilité pour de nombreux déplacements à l'étranger.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite) sous la référence 862 M à:

Claudine GALLET
Ressources Humaines
3, rue Cornille
75008 PARIS

Société Ingénierie portuaire

recherche pour contrat 3 ans, Afrique francophone

EXPERTS HAUT NIVEAU

- 3 ingénieurs informaticiens
- Analyse/programmation-conception/gestion réseau micro-ordinateurs
- Technicien entretien matériel informatique
- Directeur gestion/organisation réseau transport fluvial
- 2 techniciens supérieurs réparation navale
- a) chaudronnier-soudeur
- b) électromécanicien
- Ingénieur électromécanicien spécialiste formation technico-pédagogique
- Technicien supérieur électromécanicien spécialiste formation technico-pédagogique
- Spécialiste formations techniques management

Salaires motivants, avantages expatriation
Adressez CV sous n° 8700, Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

appartements ventes

1^{er} arrdt

PALAIS ROYAL

Beau studio, cuisine, bain.
Bon état, idéal pied-à-terre.
Prix : 580 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

2^e arrdt

E-MARCEL R. TROUETTE

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

LES HALLES

Studios et 2 pièces de
540 000 F à 790 000 F.
45-26-42-47/40-26-27-74.

3^e arrdt

MARIAIS, M. Arts-et-Métiers

EXCEP. STUDIO 1 PCE
Kitch., sal., 4 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 339 000 F.
Crédit total, 48-04-08-80.

M^e RÉPUBLIQUE

Décl. R. rénov. état, état n.
cft. 579 000 F. crédit poss.
48-04-08-80.

4^e arrdt

MARIAIS

Entée place des Vosges
Gd 3 pces, sal., 1/2 s. et
c. rénov. 4 580 000 F.
AGN, 43-07-14-00.

CABRE FABULEUX

App. de 100 m² à 57-PAUL-LE-MARQUIS
studio, bain, 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 3 000 000 F.
45-26-42-47/40-26-27-74.

5^e arrdt

RUE CENSER

dans l'arr. de stand, bd
espace 50 m² et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
CPI 28, R. D'ARGENTUEIL,
75001 PARIS 42-60-45-74.

MARCHE MOUFFETARD

App. de 100 m², concorde,
encours, 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
Tél. 46-24-77-54.

6^e arrdt

LUXEMBOURG

Imm. ancien, P. 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 520 000 F.
Tél. 43-26-18-38.

JARDIN DES PLANTES

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

MONTMARTRE 5 P.

150 m², 5 pces, 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

DURCOZ

Dans bel imm.
cuisine, bain, 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

URVILLE

Près J. LUXEM.
Atelier, verrière, 3 ch.
Cuisine, Mezzanine, Jardin
privé. P. 5 000 000 F.

SERGE KAYSER

43-29-60-60
RECH. APPARTEMENTS
ORIGINAUX

7^e arrdt

ST-FRANÇOIS-XAVIER

dans immeuble privé, imm.
rénov., studio, cuisine, bain.
Cuisine, verrière. Bon poss.
en location, idéal pied-à-terre.
Prix : 1 200 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

14^e arrdt

AVENUE R. COTY 4 P.

90 m², prof. prof. prof.
P. 2 420 000 F.
LITTE, 45-44-44-45.

PARC MONTMARTRE

55 m², 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

GATTE CHARMANT 2 P.

1 400 000 F. 45-26-42-47/40-26-27-74.

DEBERTY-ROCHEREAU

Dans bel imm.
cuisine, bain, 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

PLAISANCE

Dans bel imm.
cuisine, bain, 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

PLAISANCE

Dans bel imm.
cuisine, bain, 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

RUE PIGALLE

2 pces, cuisine, 1 ch.
à rénover. P. 480 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

R. ST-LAZARE

Imm. rénov., 2 pces, 1 ch.
à rénover. P. 480 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

M^e RÉPUBLIQUE

Décl. R. rénov. état, état n.
cft. 579 000 F. crédit poss.
48-04-08-80.

10^e arrdt

RUE VOLTA

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

11^e arrdt

PHILIPPE-AUGUSTE

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

M^e CHARONNE

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

RÉPUBLIQUE

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

M^e PÈRE-LACHAISE

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

12^e arrdt

AV. DAUMESNIL

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

NATIONAL BEAU 2 PCEs

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

DAUMESNIL

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

M^e MICHEL-BEZOT

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

PRÈS NATION

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

PL. DAUMESNIL, PRÈS

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

13^e arrdt

PRÈS NATION

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

14^e arrdt

AVENUE R. COTY 4 P.

90 m², prof. prof. prof.
P. 2 420 000 F.
LITTE, 45-44-44-45.

PARC MONTMARTRE

55 m², 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

GATTE CHARMANT 2 P.

1 400 000 F. 45-26-42-47/40-26-27-74.

DEBERTY-ROCHEREAU

Dans bel imm.
cuisine, bain, 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

PLAISANCE

Dans bel imm.
cuisine, bain, 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

PLAISANCE

Dans bel imm.
cuisine, bain, 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

RUE PIGALLE

2 pces, cuisine, 1 ch.
à rénover. P. 480 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

R. ST-LAZARE

Imm. rénov., 2 pces, 1 ch.
à rénover. P. 480 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

M^e RÉPUBLIQUE

Décl. R. rénov. état, état n.
cft. 579 000 F. crédit poss.
48-04-08-80.

10^e arrdt

RUE VOLTA

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

11^e arrdt

PHILIPPE-AUGUSTE

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

M^e CHARONNE

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

RÉPUBLIQUE

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

M^e PÈRE-LACHAISE

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

12^e arrdt

AV. DAUMESNIL

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

NATIONAL BEAU 2 PCEs

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

DAUMESNIL

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

M^e MICHEL-BEZOT

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

PRÈS NATION

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

PL. DAUMESNIL, PRÈS

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

13^e arrdt

PRÈS NATION

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

14^e arrdt

AVENUE R. COTY 4 P.

90 m², prof. prof. prof.
P. 2 420 000 F.
LITTE, 45-44-44-45.

PARC MONTMARTRE

55 m², 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

GATTE CHARMANT 2 P.

1 400 000 F. 45-26-42-47/40-26-27-74.

DEBERTY-ROCHEREAU

Dans bel imm.
cuisine, bain, 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

PLAISANCE

Dans bel imm.
cuisine, bain, 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

PLAISANCE

Dans bel imm.
cuisine, bain, 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

RUE PIGALLE

2 pces, cuisine, 1 ch.
à rénover. P. 480 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

R. ST-LAZARE

Imm. rénov., 2 pces, 1 ch.
à rénover. P. 480 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

M^e RÉPUBLIQUE

Décl. R. rénov. état, état n.
cft. 579 000 F. crédit poss.
48-04-08-80.

10^e arrdt

RUE VOLTA

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

11^e arrdt

PHILIPPE-AUGUSTE

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

M^e CHARONNE

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

RÉPUBLIQUE

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

M^e PÈRE-LACHAISE

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

12^e arrdt

AV. DAUMESNIL

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

NATIONAL BEAU 2 PCEs

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

DAUMESNIL

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

M^e MICHEL-BEZOT

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

PRÈS NATION

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

PL. DAUMESNIL, PRÈS

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

13^e arrdt

PRÈS NATION

Imm. p. de L. 4 PCEs + gd
studio attenant. Parc, poss.
en location. 2 800 000 F.
Franc, Faure, 45-48-22-70.

14^e arrdt

AVENUE R. COTY 4 P.

90 m², prof. prof. prof.
P. 2 420 000 F.
LITTE, 45-44-44-45.

PARC MONTMARTRE

55 m², 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500 000 F.
Tél. 45-26-42-47/40-26-27-74.

GATTE CHARMANT 2 P.

1 400 000 F. 45-26-42-47/40-26-27-74.

DEBERTY-ROCHEREAU

Dans bel imm.
cuisine, bain, 2 ch. et 1/2 s.
à rénover. P. 1 500

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

villas	pavillons	terrains	maisons de campagne	propriétés
CAP D'ANTIBES , part. vend. VILLA 175 m ² sur 1 000 m ² arborée, 4 300 000 F. 93-81-14-88 sp. 17 h	Les Clèves-sur-Saône , 2/250 m ² , solide construction, 2 ch., 100 m ² de terrain, 1 700 000 F. 1A 20-45-29-00	ENTREMONT (74) Proximité La Chapelle et Le Grand-Bornand, terrain de 1 800 m ² et 2 000 m ² . Tél. : (01) 80-03-03-78 (16) 50-97-08-34	Chambouron (47) 30 km de Villeneuve-la-Comtesse, 12 confort. État neuf, sur 5 000 m ² boisés, 180 m ² hab., 5 a. principal, 3 a. d'eau, 2 vo. 100 m ² garage, sous-sol, cuisine, 1 600 000 F. Tél. : (01) 42-60-23-98	1000 108 33, RUE DE LA MAISONNERIE SPERON (22230) (16) 37-43-73-73 Rue pour se déplacer PARIS ET BANLIEUE PAYS, TERREAINS ETANGS, FORÊTS, ETC. PAIEMENT COMPTANT chez votre notaire
Proxm. Pont-de-Gard (30) vds VILLA F. 5, 110 m ² , garage, terrasse, terrain arboré, 500 000 F. 86-37-28-83 après 18 h	Pavillon , 180 m ² hab., sur 2 rivières sur 540 m ² jard. décoré, états Argenteuil (Seine-et-Oise), 7 p., dont 2 ch., 2 ch. de 55 m ² avec cheminée, 2 garages. Heure bus : 30-44-75-74. Prix : 1 700 000 F.	FRESNES 94 Terrain à BATIR Surf. 473 m ² , grande 18 m. Prix : 1 100 000 F. Cib. Ration. 46-86-77-86.	A REPERE FEMME Inclure la façade + intégrité. Tél. : (16) 77-84-67-88	

AGENDA IMMOBILIER

25 APPARTEMENTS TRÈS SOIGNÉS
AU RUD DU TELEPHORQUE DE L'AGUILLE DU MIDI

LE MORGANE

A CHAMONIX MONT-BLANC
1035-4907



RENNES
Schmidhauser
GENÈVE
ANNEMASSE

Hamilton Osborne King
32 MOLESWORTH ST. DUBLIN 2 01-760251
765501 - 1 SOUTH MALL, CORK 021 2737371

KILLARNEY Irlande
Complexe résidentiel d'exception sur les bords, 3 km de la ville de Killarney. Idéal pour complexe hôtelier/touristique. 3 300 m² sur 8 hectares de terrain. Vente par O.P.A. le 25 octobre 1990. Co-venteurs : Sam Corp and Co. Ltd, 1, Meade Street - KIL LARNEY. Tél. : 19-44-353-44-31274.

FÊTEZ NOËL 1990 DANS VOTRE VILLA
SUR UN TERRAIN DE GOLF DANS LE VAR.

Tous près de Bormes-les-Mimosas, dans un cadre exceptionnel, se trouve un magnifique terrain de golf, entouré de splendides villas. Avec ou sans piscine. Avec 3 ou 4 chambres à coucher. 3 vue sur mer. Un placement immobilier qui, vu le succès du golf même, offre plus d'un bout.

Pourquoi ne pas vous offrir ce prestigieux cadeau de Noël ? Pour de plus amples renseignements, prenez contact avec : A TOUCH OF GOLF Les Villas de Bormes 2 La Vallée des Bormes 83230 Bormes-les-Mimosas Tél. : 94 71 12 95

RARE — CÔTE D'AZUR
LES DERNIÈRES TERRES À BATIR
VUE MER — DOMAINE PRIVÉ
et gardienné toute l'année

CAP BENAT - Face aux îles d'Hyères
3 300 m² - COS 010 - 1 467 000 F TTC
2 789 m² - COS 010 - 1 430 500 F TTC

Visitez sur rendez-vous / Documentation sur demande
POSIDONIA Im. : Département vente
Domaine privé du Cap Benat - 83230 BORMES-LES-MIMOSAS
Tél. : (16) 94-71-27-28, téléc. : 94-64-85-05

Le Monde

IMMOBILIER

AGENDA IMMOBILIER

mercredi + jeudi + vendredi
+ samedi (RADIO-TÉLÉVISION)

PUBLICITÉ :

RENSEIGNEMENTS + RÉSERVATIONS :

45-55-91-82, poste : 43-24

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

fonds
de commerce

locaux
commerciaux

Locations

SIÈGE SOCIAL

Bureaux équipés et services,
démarches R.C.-R.M.,
BOURSES SERVICES
CH-ÉLYSÉES 47-23-86-47.
NATION 43-41-51-51.

CIDES

DES ADRESSES DE PRESTIGE
POUR VOTRE SIÈGE OU
VOTRE ANTEENNE A PARIS

VOTRE SIÈGE SOCIAL
A L'ÉTOILE

DANS NOS CENTRES
D'AFFAIRES

* AV. CHAMPS-ÉLYSÉES

* AV. VICTOR-HUGO

* R. DE PONTMARE

* ÉTOILE-ÉNA, 10°

* PASSY-TROCADERO

CIDES, 47-23-82-10

CONCERNATION
BUREAU TELE. TEX.
AGECO, 42-94-95-28.

10° PORTE DAUPHINE
2 200 m² env. de bureaux,
2 bâtiments, parking,
3 000 FHT/m² env.
3615 BURCOM

Tél. : 43-87-86-28.

2° BASTILLE 140 m² env.
de bureaux, 671 FHT/m² env.
Reprise 850 000 F.
3615 BURCOM

Tél. : 43-87-86-28

LOCATIONS

80 m², c. de 4-Septembre 2°
95 m², bd de la Mésopotamie 2°
110 m², av. F. Roosevelt 2°
120 m², bd Badguelles 17°
220 m², Jaber 2°
235 m², c. de 4-Septembre 2°

240 m², rue Bonaparte 2°
277 m², rue Orléans 2°
300 m², rue de Valenciennes 2°
335 m², rue Pigalle 2°
385 m², rue La Boétie 2°
405 m², c. de Valenciennes 2°
425 m², c. de Valenciennes 2°
440 m², c. de Valenciennes 2°
450 m², c. de Valenciennes 2°
460 m², c. de Valenciennes 2°
470 m², c. de Valenciennes 2°
480 m², c. de Valenciennes 2°
490 m², c. de Valenciennes 2°
500 m², c. de Valenciennes 2°
510 m², c. de Valenciennes 2°
520 m², c. de Valenciennes 2°
530 m², c. de Valenciennes 2°
540 m², c. de Valenciennes 2°
550 m², c. de Valenciennes 2°
560 m², c. de Valenciennes 2°
570 m², c. de Valenciennes 2°
580 m², c. de Valenciennes 2°
590 m², c. de Valenciennes 2°
600 m², c. de Valenciennes 2°
610 m², c. de Valenciennes 2°
620 m², c. de Valenciennes 2°
630 m², c. de Valenciennes 2°
640 m², c. de Valenciennes 2°
650 m², c. de Valenciennes 2°
660 m², c. de Valenciennes 2°
670 m², c. de Valenciennes 2°
680 m², c. de Valenciennes 2°
690 m², c. de Valenciennes 2°
700 m², c. de Valenciennes 2°
710 m², c. de Valenciennes 2°
720 m², c. de Valenciennes 2°
730 m², c. de Valenciennes 2°
740 m², c. de Valenciennes 2°
750 m², c. de Valenciennes 2°
760 m², c. de Valenciennes 2°
770 m², c. de Valenciennes 2°
780 m², c. de Valenciennes 2°
790 m², c. de Valenciennes 2°
800 m², c. de Valenciennes 2°
810 m², c. de Valenciennes 2°
820 m², c. de Valenciennes 2°
830 m², c. de Valenciennes 2°
840 m², c. de Valenciennes 2°
850 m², c. de Valenciennes 2°
860 m², c. de Valenciennes 2°
870 m², c. de Valenciennes 2°
880 m², c. de Valenciennes 2°
890 m², c. de Valenciennes 2°
900 m², c. de Valenciennes 2°
910 m², c. de Valenciennes 2°
920 m², c. de Valenciennes 2°
930 m², c. de Valenciennes 2°
940 m², c. de Valenciennes 2°
950 m², c. de Valenciennes 2°
960 m², c. de Valenciennes 2°
970 m², c. de Valenciennes 2°
980 m², c. de Valenciennes 2°
990 m², c. de Valenciennes 2°
1000 m², c. de Valenciennes 2°
1010 m², c. de Valenciennes 2°
1020 m², c. de Valenciennes 2°
1030 m², c. de Valenciennes 2°
1040 m², c. de Valenciennes 2°
1050 m², c. de Valenciennes 2°
1060 m², c. de Valenciennes 2°
1070 m², c. de Valenciennes 2°
1080 m², c. de Valenciennes 2°
1090 m², c. de Valenciennes 2°
1100 m², c. de Valenciennes 2°
1110 m², c. de Valenciennes 2°
1120 m², c. de Valenciennes 2°
1130 m², c. de Valenciennes 2°
1140 m², c. de Valenciennes 2°
1150 m², c. de Valenciennes 2°
1160 m², c. de Valenciennes 2°
1170 m², c. de Valenciennes 2°
1180 m², c. de Valenciennes 2°
1190 m², c. de Valenciennes 2°
1200 m², c. de Valenciennes 2°
1210 m², c. de Valenciennes 2°
1220 m², c. de Valenciennes 2°
1230 m², c. de Valenciennes 2°
1240 m², c. de Valenciennes 2°
1250 m², c. de Valenciennes 2°
1260 m², c. de Valenciennes 2°
1270 m², c. de Valenciennes 2°
1280 m², c. de Valenciennes 2°
1290 m², c. de Valenciennes 2°
1300 m², c. de Valenciennes 2°
1310 m², c. de Valenciennes 2°
1320 m², c. de Valenciennes 2°
1330 m², c. de Valenciennes 2°
1340 m², c. de Valenciennes 2°
1350 m², c. de Valenciennes 2°
1360 m², c. de Valenciennes 2°
1370 m², c. de Valenciennes 2°
1380 m², c. de Valenciennes 2°
1390 m², c. de Valenciennes 2°
1400 m², c. de Valenciennes 2°
1410 m², c. de Valenciennes 2°
1420 m², c. de Valenciennes 2°
1430 m², c. de Valenciennes 2°
1440 m², c. de Valenciennes 2°
1450 m², c. de Valenciennes 2°
1460 m², c. de Valenciennes 2°
1470 m², c. de Valenciennes 2°
1480 m², c. de Valenciennes 2°
1490 m², c. de Valenciennes 2°
1500 m², c. de Valenciennes 2°
1510 m², c. de Valenciennes 2°
1520 m², c. de Valenciennes 2°
1530 m², c. de Valenciennes 2°
1540 m², c. de Valenciennes 2°
1550 m², c. de Valenciennes 2°
1560 m², c. de Valenciennes 2°
1570 m², c. de Valenciennes 2°
1580 m², c. de Valenciennes 2°
1590 m², c. de Valenciennes 2°
1600 m², c. de Valenciennes 2°
1610 m², c. de Valenciennes 2°
1620 m², c. de Valenciennes 2°
1630 m², c. de Valenciennes 2°
1640 m², c. de Valenciennes 2°
1650 m², c. de Valenciennes 2°
1660 m², c. de Valenciennes 2°
1670 m², c. de Valenciennes 2°
1680 m², c. de Valenciennes 2°
1690 m², c. de Valenciennes 2°
1700 m², c. de Valenciennes 2°
1710 m², c. de Valenciennes 2°
1720 m², c. de Valenciennes 2°
1730 m², c. de Valenciennes 2°
1740 m², c. de Valenciennes 2°
1750 m², c. de Valenciennes 2°
1760 m², c. de Valenciennes 2°
1770 m², c. de Valenciennes 2°
1780 m², c. de Valenciennes 2°
1790 m², c. de Valenciennes 2°
1800 m², c. de Valenciennes 2°
1810 m², c. de Valenciennes 2°
1820 m², c. de Valenciennes 2°
1830 m², c. de Valenciennes 2°
1840 m², c. de Valenciennes 2°
1850 m², c. de Valenciennes 2°
1860 m², c. de Valenciennes 2°
1870 m², c. de Valenciennes 2°
1880 m², c. de Valenciennes 2°
1890 m², c. de Valenciennes 2°
1900 m², c. de Valenciennes 2°
1910 m², c. de Valenciennes 2°
1920 m², c. de Valenciennes 2°
1930 m², c. de Valenciennes 2°
1940 m², c. de Valenciennes 2°
1950 m², c. de Valenciennes 2°
1960 m², c. de Valenciennes 2°
1970 m², c. de Valenciennes 2°
1980 m², c. de Valenciennes 2°
1990 m², c. de Valenciennes 2°
2000 m², c. de Valenciennes 2°
2010 m², c. de Valenciennes 2°
2020 m², c. de Valenciennes 2°
2030 m², c. de Valenciennes 2°
2040 m², c. de Valenciennes 2°
2050 m², c. de Valenciennes 2°
2060 m², c. de Valenciennes 2°
2070 m², c. de Valenciennes 2°
2080 m², c. de Valenciennes 2°
2090 m², c. de Valenciennes 2°
2100 m², c. de Valenciennes 2°
2110 m², c. de Valenciennes 2°
2120 m², c. de Valenciennes 2°
2130 m², c. de Valenciennes 2°
2140 m², c. de Valenciennes 2°
2150 m², c. de Valenciennes 2°
2160 m², c. de Valenciennes 2°
2170 m², c. de Valenciennes 2°
2180 m², c. de Valenciennes 2°
2190 m², c. de Valenciennes 2°
2200 m², c. de Valenciennes 2°
2210 m², c. de Valenciennes 2°
2220 m², c. de Valenciennes 2°
2230 m², c. de Valenciennes 2°
2240 m², c. de Valenciennes 2°
2250 m², c. de Valenciennes 2°
2260 m², c. de Valenciennes 2°
2270 m², c. de Valenciennes 2°
2280 m², c. de Valenciennes 2°
2290 m², c. de Valenciennes 2°
2300 m², c. de Valenciennes 2°
2310 m², c. de Valenciennes 2°
2320 m², c. de Valenciennes 2°
2330 m², c. de Valenciennes 2°
2340 m², c. de Valenciennes 2°
2350 m², c. de Valenciennes 2°
2360 m², c. de Valenciennes 2°
2370 m², c. de Valenciennes 2°
2380 m², c. de Valenciennes 2°
2390 m², c. de Valenciennes 2°
2400 m², c. de Valenciennes 2°
2410 m², c. de Valenciennes 2°
2420 m², c. de Valenciennes 2°
2430 m², c. de Valenciennes 2°
2440 m², c. de Valenciennes 2°
2450 m², c. de Valenciennes 2°
2460 m², c. de Valenciennes 2°
2470 m², c. de Valenciennes 2°
2480 m², c. de Valenciennes 2°
2490 m², c. de Valenciennes 2°
2500 m², c. de Valenciennes 2°
2510 m², c. de Valenciennes 2°
2520 m², c. de Valenciennes 2°
2530 m², c. de Valenciennes 2°
2540 m², c. de Valenciennes 2°
2550 m², c. de Valenciennes 2°
2560 m², c. de Valenciennes 2°
2570 m², c. de Valenciennes 2°
2580 m², c. de Valenciennes 2°
2590 m², c. de Valenciennes 2°
2600 m², c. de Valenciennes 2°
2610 m², c. de Valenciennes 2°
2620 m², c. de Valenciennes 2°
2630 m², c. de Valenciennes 2°
2640 m², c. de Valenciennes 2°
2650 m², c. de Valenciennes 2°
2660 m², c. de Valenciennes 2°
2670 m², c. de Valenciennes 2°
2680 m², c. de Valenciennes 2°
2690 m², c. de Valenciennes 2°
2700 m², c. de Valenciennes 2°
2710 m², c. de Valenciennes 2°
2720 m², c. de Valenciennes 2°
2730 m², c. de Valenciennes 2°
2740 m², c. de Valenciennes 2°
2750 m², c. de Valenciennes 2°
2760 m², c. de Valenciennes 2°
2770 m², c. de Valenciennes 2°
2780 m², c. de Valenciennes 2°
2790 m², c. de Valenciennes 2°
2800 m², c. de Valenciennes 2°
2810 m², c. de Valenciennes 2°
2820 m², c. de Valenciennes 2°
2830 m², c. de Valenciennes 2°
2840 m², c. de Valenciennes 2°
2850 m², c. de Valenciennes 2°
2860 m², c. de Valenciennes 2°
2870 m², c. de Valenciennes 2°
2880 m², c. de Valenciennes 2°
2890 m², c. de Valenciennes 2°
2900 m², c. de Valenciennes 2°
2910 m², c. de Valenciennes 2°
2920 m², c. de Valenciennes 2°
2930 m², c. de Valenciennes 2°
2940 m², c. de Valenciennes 2°
2950 m², c. de Valenciennes 2°
2960 m², c. de Valenciennes 2°
2970 m², c. de Valenciennes 2°
2980 m², c. de Valenciennes 2°
2990 m², c. de Valenciennes 2°
3000 m², c. de Valenciennes 2°
3010 m², c. de Valenciennes 2°
3020 m², c. de Valenciennes 2°
3030 m², c. de Valenciennes 2°
3040 m², c. de Valenciennes 2°
3050 m², c. de Valenciennes 2°
3060 m², c. de Valenciennes 2°
3070 m², c. de Valenciennes 2°
3080 m², c. de Valenciennes 2°
3090 m², c. de Valenciennes 2°
3100 m², c. de Valenciennes 2°
3110 m², c. de Valenciennes 2°
3120 m², c. de Valenciennes 2°
3130 m², c. de Valenciennes 2°
3140 m², c. de Valenciennes 2°
3150 m², c. de Valenciennes 2°
3160 m², c. de Valenciennes 2°
3170 m², c. de Valenciennes 2°
3180 m², c. de Valenciennes 2°
3190 m², c. de Valenciennes 2°
3200 m², c. de Valenciennes 2°
3210 m², c. de Valenciennes 2°
3220 m², c. de Valenciennes 2°
3230 m², c. de Valenciennes 2°
3240 m², c. de Valenciennes 2°
3250 m², c. de Valenciennes 2°
3260 m², c. de Valenciennes 2°
3270 m², c. de Valenciennes 2°
3280 m², c. de Valenciennes 2°
3290 m², c. de Valenciennes 2°
3300 m², c. de Valenciennes 2°
3310 m², c. de Valenciennes 2°
3320 m², c. de Valenciennes 2°
3330 m², c. de Valenciennes 2°
3340 m², c. de Valenciennes 2°
3350 m², c. de Valenciennes 2°
3360 m², c. de Valenciennes 2°
3370 m², c. de Valenciennes 2°
3380 m², c. de Valenciennes 2°
3390 m², c. de Valenciennes 2°
3400 m², c. de Valenciennes 2°
3410 m², c. de Valenciennes 2°
3420 m², c. de Valenciennes 2°
3430 m², c. de Valenciennes 2°
3440 m², c. de Valenciennes 2°
3450 m², c. de Valenciennes 2°
3460 m², c. de Valenciennes 2°
3470 m², c. de Valenciennes 2°
3480 m², c. de Valenciennes 2°
3490 m², c. de Valenciennes 2°
3500 m², c. de Valenciennes 2°
3510 m², c. de Valenciennes 2°
3520 m², c. de Valenciennes 2°
3530 m², c. de Valenciennes 2°
3540 m², c. de Valenciennes 2°
3550 m², c. de Valenciennes 2°
3560 m², c. de Valenciennes 2°
3570 m², c. de Valenciennes 2°
3580 m², c. de Valenciennes 2°
3590 m², c. de Valenciennes 2°
3600 m², c. de Valenciennes 2°
3610 m², c. de Valenciennes 2°
3620 m², c. de Valenciennes 2°
3630 m², c. de Valenciennes 2°
3640 m², c. de Valenciennes 2°
3650 m², c. de Valenciennes 2°
3660 m², c. de Valenciennes 2°
3670 m², c. de Valenciennes 2°
3680 m², c. de Valenciennes 2°
3690 m², c. de Valenciennes 2°
3700 m², c. de Valenciennes 2°
3710 m², c. de Valenciennes 2°
3720 m², c. de Valenciennes 2°
3730 m², c. de Valenciennes 2°
3740 m², c. de Valenciennes 2°
3750 m², c. de Valenciennes 2°
3760 m², c. de Valenciennes 2°
3770 m², c. de Valenciennes 2°
3780 m², c. de Valenciennes 2°
3790 m², c. de Valenciennes 2°
3800 m², c. de Valenciennes 2°
3810 m², c. de Valenciennes 2°
3820 m², c. de Valenciennes 2°
3830 m², c. de Valenciennes 2°
3840 m², c. de Valenciennes 2°
3850 m², c. de Valenciennes 2°
3860 m², c. de Valenciennes 2°
3870 m², c. de Valenciennes 2°
3880 m², c. de Valenciennes 2°
3890 m², c. de Valenciennes 2°
3900 m², c. de Valenciennes 2°
3910 m², c. de Valenciennes 2°
3920 m², c. de Valenciennes 2°
3930 m², c. de Valenciennes 2°
3940 m², c. de Valenciennes 2°
3950 m², c. de Valenciennes 2°
3960 m², c. de Valenciennes 2°
3970 m², c. de Valenciennes 2°
3980 m², c. de Valenciennes 2°
3990 m², c. de Valenciennes 2°
4000 m², c. de Valenciennes 2°
4010 m², c. de Valenciennes 2°
4020 m², c. de Valenciennes 2°
4030 m², c. de Valenciennes 2°
4040 m², c. de Valenciennes 2°
4050 m², c. de Valenciennes 2°
4060 m², c. de Valenciennes 2°
4070 m², c. de Valenciennes 2°
4080 m², c. de Valenciennes 2°
4090 m², c. de Valenciennes 2°
4100 m², c. de Valenciennes 2°
4110 m², c. de Valenciennes 2°
4120 m², c. de Valenciennes 2°
4130 m², c. de Valenciennes 2°
4140 m², c. de Valenciennes 2°
4150 m², c. de Valenciennes 2°
4160 m², c. de Valenciennes 2°
4170 m², c. de Valenciennes 2°
4180 m², c. de Valenciennes 2°
4190 m², c. de Valenciennes 2°
4200 m², c. de Valenciennes 2°
4210 m², c. de Valenciennes 2°
4220 m², c. de Valenciennes 2°
4230 m², c. de Valenciennes 2°
4240 m², c. de Valenciennes 2°
4250 m², c. de Valenciennes 2°
4260 m², c. de Valenciennes 2°
4270 m², c. de Valenciennes 2°
4280 m², c. de Valenciennes 2°
4290 m², c. de Valenciennes 2°
4300 m², c. de Valenciennes 2°
4310 m², c. de Valenciennes 2°
4320 m², c. de Valenciennes 2°
4330 m², c. de Valenciennes 2°
4340 m², c. de Valenciennes 2°
4350 m², c. de Valenciennes 2°
4360 m², c. de Valenciennes 2°
4370 m², c. de Valenciennes 2°
4380 m², c. de Valenciennes 2°
4390 m², c. de Valenciennes 2°
4400 m², c. de Valenciennes 2°
4410 m², c. de Valenciennes 2°
4420 m², c. de Valenciennes 2°
4430 m², c. de Valenciennes 2°
4440 m², c. de Valenciennes 2°
4450 m², c. de Valenciennes 2°
4460 m², c. de Valenciennes 2°
4470 m², c. de Valenciennes 2°
4480 m², c. de Valenciennes 2°
4490 m², c. de Valenciennes 2°
4500 m², c. de Valenciennes 2°
4510 m², c. de Valenciennes 2°
4520 m², c. de Valenciennes 2°
4530 m², c. de Valenciennes 2°
4540 m², c. de Valenciennes 2°
4550 m², c. de Valenciennes 2°
4560 m², c. de Valenciennes 2°
4570 m², c. de Valenciennes 2°
4580 m², c. de Valenciennes 2°
4590 m², c. de Valenciennes 2°
4600 m², c. de Valenciennes 2°
4610 m², c. de Valenciennes 2°
4620 m², c. de Valenciennes 2°
4630 m², c. de Valenciennes 2°
4640 m², c. de Valenciennes 2°
4650 m², c. de Valenciennes 2°
4660 m², c. de Valenciennes 2°
4670 m², c. de Valenciennes 2°
4680 m², c. de Valenciennes 2°
4690 m², c. de Valenciennes 2°
4700 m², c. de Valenciennes 2°
4710 m², c. de Valenciennes 2°
4720 m², c. de Valenciennes 2°
4730 m², c. de Valenciennes 2°
4740 m², c. de Valenciennes 2°
4750 m², c. de Valenciennes 2°
4760 m², c. de Valenciennes 2°
4770 m², c. de Valenciennes 2°
4780 m², c. de Valenciennes 2°
4790 m², c. de Valenciennes 2°
4800 m², c. de Valenciennes 2°
4810 m², c. de Valenciennes 2°
4820 m², c. de Valenciennes 2°
4830 m², c. de Valenciennes 2°
4840 m², c. de Valenciennes 2°
4850 m², c. de Valenciennes 2°
4860 m², c. de Valenciennes 2°
4870 m², c. de Valenciennes 2°
4880 m², c. de Valenciennes 2°
4890 m², c. de Valenciennes 2°
4900 m², c. de Valenciennes 2°
4910 m², c. de Valenciennes 2°
4920 m², c. de Valenciennes 2°
4930 m², c. de Valenciennes 2°
4940 m², c. de Valenciennes 2°
4950 m², c. de Valenciennes 2°
4960 m², c. de Valenciennes 2°
4970 m², c. de Valenciennes 2°
4980 m², c. de Valenciennes 2°
4990 m², c. de Valenciennes 2°
5000 m², c. de Valenciennes 2°
5010 m², c. de Valenciennes 2°
5020 m², c. de Valenciennes 2°
5030 m², c. de Valenciennes 2°
5040 m², c. de Valenciennes 2°
5050 m², c. de Valenciennes 2°
5060 m², c. de Valenciennes 2°
5070 m², c. de Valenciennes 2°
5080 m², c. de Valenciennes 2°
5090 m², c. de Valenciennes 2°
5100 m², c. de Valenciennes 2°
5110 m², c. de Valenciennes 2°
5120 m², c. de Valenciennes 2°
5130 m², c. de Valenciennes 2°
5140 m², c. de Valenciennes 2°
5150 m², c. de Valenciennes 2°
5160 m², c. de Valenciennes 2°
5170 m², c. de Valenciennes 2°
5180 m², c. de Valenciennes 2°
5190 m², c. de Valenciennes 2°
5200 m², c. de Valenciennes 2°
5210 m², c. de Valenciennes 2°
5220 m², c. de Valenciennes 2

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			16^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE		
2^e ARRONDISSEMENT			4 pièces + balcon 150 m ² , 3 ^e étage	27, avenue Kléber CIGIMO - 48-24-50-00	15.875 + 1.455	3 pièces, terrasse 68 m ² , r.-de-ch.	Boulogne 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-19-97	5.300 + 720
2 pièces 61 m ² , 6 ^e étage	5, rue Volney GCI - 40-16-28-71	5.871 + 1.050	2 pièces 85 m ² , 2 ^e étage	94, rue Raynouard SAGGEL - 42-66-61-05	5.250 + 1.148	5 pièces, parking 116 m ² , 4 ^e étage	Clichy 5/7, rue Foucault SAGGEL - 42-66-61-05	5.800 + 1.420
4 pièces + balcon 95 m ² , 4 ^e étage	8, rue d'Uzès CIGIMO - 48-24-50-00	8.390 + 1.050	2 pièces, ss. asc. 40 m ² , 4 ^e étage	37, av. R. Poincaré SAGGEL - 47-42-44-44	3.320 + 287	4 pièces, parking 78 m ² , 4 ^e étage	Clichy 5/7, rue Foucault SAGGEL - 42-66-61-05	4.500 + 942
3^e ARRONDISSEMENT			Studio 29 m ² , 5 ^e étage	10, passage des Eaux SAGGEL - 47-42-44-44	2.200 + 652	3 pièces, parking 78 m ² , 2 ^e étage	Garches 11, rue des Quatre-Vents SAGGEL - 46-08-80-36	4.195 + 1.185
3 pièces, parking 64 m ² , 2 ^e étage	9, rue des Arquebuses SAGGEL - 47-42-44-44	7.530 + 473	Studio neuf 32 m ² , 7 ^e étage	4, rue Félien-David SOLVEG - 40-67-08-99	4.550 + 413	3/4 pièces, parking 90 m ² + balcon	Garches 13, rue des Suisses CIGIMO - 48-24-50-00	6.125 + 660
4^e ARRONDISSEMENT			17^e ARRONDISSEMENT			4 pièces, parking 100 m ² , balcon 3 ^e étage	Issy-les-Moulineaux 23, rue Foucher-Lapellée LOC INTER - 47-45-19-97	6.990 + 1.164
3 pièces, parking 116 m ² , 2 ^e étage	16, quai des Célestins SOLVEG - 40-67-06-99	10.176 + 1.648	5 pièces 110 m ² , 1 ^e étage	107, av. Michel-Bizot CIGIMO - 48-24-50-00	7.130 + 1.100	Studio 44 m ² , 2 ^e étage	Neuilly 47/49, rue Peronnet AGF - 42-44-00-44	4.300 + 530
7^e ARRONDISSEMENT			4/5 pièces 128 m ² , 6 ^e étage	1, squ. de Tocqueville SAGGEL - 47-42-44-44	11.300 + 2.071	2 pièces, parking 48 m ² , 5 ^e étage	Puteaux 57/58, Quai De Dion-Bouton SOLVEG - 43-63-06-39	3.805 + 535
3 pièces, parking 62 m ² , r.-de-ch.	80-82, rue Saint-Dominique SAGGEL - 47-42-44-44	5.400 + 887	19^e ARRONDISSEMENT			3 pièces, parking 78 m ² , 6 ^e étage	Puteaux 12, square Léon-Blum AGF - 47-74-95-74	4.723 + 1.150
5 pièces 191, rue de l'Université SAGGEL - 47-42-44-44		10.500 + 725	4 pièces, neuf 81 m ² , parking 35 m ² terrasse 10 m ² balcon	Angle rue Marlin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	7.920 + 823	5 pièces, parking 178 m ² , r.-de-ch.	Saint-Cloud 32, rue du Calvaire SGI/CNP - 46-02-39-61	12.500 + 2.441
8^e ARRONDISSEMENT			2 pièces, neuf 50 m ² , parking	Angle rue Marlin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	4.230 + 463	2 pièces 50 m ² , 1 ^e étage	Saint-Cloud 2, square Ste-Clothilde AGF - 49-11-11-81	3.880 + 350
5 pièces 97 m ² , 7 ^e étage	66, bd Meisnerbes GCI - 40-16-28-69	11.800 + 1.315	3 pièces, neuf 66 m ² + parking balcon 8 m ²	Angle rue Marlin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	5.270 + 590	93 - SEINE-SAINT-DENIS		
Studio 40 m ² , 3 ^e étage	28, av. Montaigne SAGGEL - 47-42-44-44	5.320 + 899	3 pièces, neuf dpt. 81 m ² , 10 m ² balc 30 m ² terr. park.	Angle rue Marlin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	7.750 + 816	2 pièces 44 m ² , 4 ^e étage	Montreuil 70, rue de Logny GCI - 40-16-28-71	3.380 + 284
9^e ARRONDISSEMENT			6 pièces, neuf dpt. 128 m ² , park. 23 m ² terr.	Angle rue Marlin/Goubert SEFIMEG - 45-65-37-02	10.210 + 1.150	5 pièces, parking 97 m ² + balcon 1 ^e étage	Noisy-le-Grand 21, all. du Clos-Cegneur LOC INTER - 47-45-19-97	3.640 + 1.309
5 pièces 211 m ² , 3 ^e étage	5, rue Jules-Lefebvre SAGGEL - 47-42-44-44	25.300 + 2.882	78 - YVELINES			94 - VAL-DE-MARNE		
11^e ARRONDISSEMENT			Maison, 6 pièces 130 m ² , garage	Guyancourt Allée des Genêts SAGGEL - 46-08-80-36	6.500 + 360	3 pièces, parking 69 m ² , r.-de-ch., neuf terr. 38 m ²	Nogent-sur-Marne 58, rue F.-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	6.600 + 815
Studio, meublé 28 m ² , r.-de-ch.	74, rue Améiot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	2.915 CC/SEM.	3 pièces, parking 68 m ² , 7 ^e étage	Poissy 7, av. des Ursulines SGI/CNP - 30-74-32-14	2.708 + 975	4 pièces, parking 84 m ² , 1 ^e étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGGEL - 42-66-61-05	5.200 + 782
Studio, meublé 38 m ² , r.-de-ch.	74, rue Améiot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	3.610 CC/SEM.	4 pièces, parking 101 m ² , 22 m ² balcon	Rocquencourt 5, rue des Erables SGI/CNP - 39-55-57-21	5.124 + 1.288	4 pièces, parking 67 m ² , 2 ^e étage	Nogent-sur-Marne 68, rue F.-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	7.800 + 1.065
2 pièces, meublé 42 m ² , 5 ^e étage	74, rue Améiot HOME PLAZZA - 40-21-20-00	5.295 CC/SEM.	3 pièces, parking 74 m ² , 2 ^e étage	Saint-Germain-en-Laye 2 bis, r. de la Rochebeaucourt AGF - 39-73-09-34	5.185 + 640	3 pièces, neuf 69 m ² , 2 ^e étage parking	Nogent-sur-Marne 58, rue F.-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99	6.300 + 850
12^e ARRONDISSEMENT			4 pièces, parking 88 m ² , r.-de-ch.	Saint-Germain-en-Laye 40, rue des Ursulines AGF - 39-73-09-34	6.230 + 910	3 pièces, parking 68 m ² , 3 ^e étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGGEL - 42-66-61-05	4.022 + 738
4 pièces, parking 74 m ² , 2 ^e étage	7, rue Skil-Brahim LOC INTER - 47-45-19-97	5.800 + 784	4 pièces, parking 84 m ² , 2 ^e étage	Versailles 96, av. de Paris SAGGEL - 46-08-80-36	5.165 + 899	3 pièces, parking 70 m ² , 5 ^e étage terrasse	Saint-Mandé 8, rue Feytaud LOC INTER - 47-45-19-97	6.440 + 750
2 pièces, parking 53 m ² , 6 ^e étage	108, rue de Charanton SAGGEL - 47-42-44-44	3.950 + 481	Maison, 4 pièces 93 m ² , parking	Villepreux 10, av. de la Maladrerie SGI/CNP - 30-44-01-13	5.500 + 313	5 pièces, parking 113 m ² , r.-de-ch.	Saint-Maurice 8, rue des Sureau SAGGEL - 42-66-61-05	7.200 + 738
3 pièces, parking 69 m ² , 2 ^e étage	32, rue de Picpus SOLVEG - 40-67-06-99	5.937 + 1.033	4 pièces, parking 105 m ² , balcon 4 ^e étage	Viroflay 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-24-50-00	8.500 + 1.050	2 pièces, parking 58 m ² , 1 ^e étage	Saint-Maurice 8, rue des Sureau SAGGEL - 42-66-61-05	3.841 + 409
2 pièces 58 m ² , 6 ^e étage	66-68, cours de Vincennes AGF - 43-40-08-87	3.760 + 660	91 - ESSONNE			3 pièces, parking 67 m ² , 7 ^e étage	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	5.797 + 730
14^e ARRONDISSEMENT			4 pièces, parking 78 m ² , 1 ^e étage	Gif-sur-Yvette Rée. Les Grandes-Courdes 12, rue du Val-Vert GCI - 40-16-28-69	3.384 + 750	4 pièces, parking 84 m ² , 3 ^e étage	Vincennes 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-19-97	7.656 + 940
3 pièces, parking 68 m ² , r.-de-ch.	199, av. du Maine LOC INTER - 47-45-19-97	6.554 + 500	95 - VAL-D'OISE					
15^e ARRONDISSEMENT								
Studio 35 m ² , 7 ^e étage	14, rue Edmond-Roger SAGGEL - 47-42-44-44	2.850 + 500						
3/4 pièces, parking 92 m ² , 4 ^e étage, neuf	69, rue Fondary SOLVEG - 40-67-06-99	10.100 + 1.050						
4 pièces, parking 81 m ² , 5 ^e étage	5, bd Garibaldi AGF - 45-67-97-11	7.940 + 1.300						
5 pièces 106 m ² , 2 ^e étage	5, rue A.-Cabanal AGF - 47-34-26-90	9.200 + 1.170						

EN RAISON DES FÊTES DE FIN D'ANNÉE, LA RUBRIQUE « LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS » EST INTERROMPUE DU 20 DÉCEMBRE 1989 AU 3 JANVIER 1990 INCLUS.

NOGENT-SUR-MARNE



Résidence du Port

Dans ces immeubles de qualité construits en 1984, la variété des plans est très grande et de nombreux appartements donnent sur le port de plaisance. Quelques appartements (3 pièces et 4 pièces) sont actuellement disponibles.



**saggel
vendôme**
GROUPE UAP

Agence AUBER (M^{me} MAILHE)
30, rue des Mathurins
75008 Paris
Tél : 42.66.61.05

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



ANT
FOURNIS
LES JAMBES

NUM 89
30 DÉCEMBRE

RELIBRAIRIE

Jppico 1350

PARIS - ILE-DE-FRANCE

Un ensemble de loisirs et des studios de tournage

Une société américaine envisage de créer une « cité du cinéma » à Melun-Sénart

Le ministre de l'équipement, M. Michel Delebarre, vient de charger M. Michel Dresch, secrétaire général du Groupe central des villes nouvelles, de négocier « en principal » avec le groupe américain MCA, filiale des studios Universal d'Hollywood, l'installation à Combe-la-Ville — une commune de la ville nouvelle de Melun-Sénart — d'un parc-studio.

Dans une lettre adressée à M. Lew R. Wasserman, président de MCA, M. Michel Delebarre précise comme suit dans quelles conditions doivent être engagées ces négociations. « Votre société, écrit-il, étudie depuis plusieurs mois l'opportunité de l'implantation en France d'un projet d'élément central consistant en un parc de studios de production de films et d'images pour la télévision. Ce projet serait localisé en Ile-de-France, en partie sur le territoire de Combe-la-Ville, elle-même incluse dans la ville nouvelle de Melun-Sénart et en partie sur le territoire de la commune d'Evry-Grégy [...]. Le développement de ce secteur suppose l'adaptation d'un certain nombre de documents d'urbanisme. L'Etat est prêt à engager, avec les collectivités territoriales concernées, les procédures nécessaires à ces adaptations. »

« J'ai bien noté, continue le ministre, que, selon vos estimations, l'investissement global serait de 6 milliards de francs en première phase, et susciterait la création de 9 000 emplois. Le gouvernement français est prêt à engager avec votre société des discussions plus poussées en vue de sa réalisation. Les terrains nécessaires, selon les dernières études, ne devraient pas dépasser les 250 hectares. Il y aurait à examiner les modalités d'insertion du projet dans le dispositif national de la production de films et d'images vidéo et télévision. »

MCA avait d'abord examiné huit sites possibles en Europe, mais il semble qu'elle n'a retenu pour finir que les alentours de Lagny et Melun-Sénart, avec une préférence pour ce dernier site. Londres offre bien l'avantage de la langue, mais les terrains y sont très chers, et les touristes moins nombreux que sur le continent. En revanche, Melun-Sénart offre des terrains à prix avantageux, desservis par un réseau d'autoroutes, dont la Francilienne, par une future gare TGV et par la prochaine ligne D du RER. Il serait même envisagé si l'affaire était conclue de créer une liaison spéciale entre le Parc-studio et la future gare RER de Lagny-Moisy, sans doute par un métro de type VAL.

Autre élément qui peut faire pencher la balance en faveur de l'Ile-de-France : la présence

d'Enro-Disneyland à une vingtaine de kilomètres de Melun-Sénart, ce qui pourrait permettre un couplage intéressant. MCA édifie par exemple près du site Disney d'Orlando, en Floride, un parc-studio analogue à celui qu'elle souhaite installer en Europe. Si l'on ajoute la présence dans le même secteur de la SFP, de l'INA et du lycée Louis-Lumière, c'est un véritable ensemble audiovisuel de dimension européenne qui pourrait ainsi prendre place dans l'est de l'Ile-de-France.

Pas de placage artificiel

Un tel projet — une réponse de MCA serait, selon certains, attendue avant Noël — intéresse évidemment au premier chef le maire de Combe-la-Ville, le député PS Alain Vivien, ainsi que le président du Syndicat de l'agglomération nouvelle (le SAN) de Melun-Sénart, Jean-Jacques Fournier. M. Alain Vivien a eu l'occasion au début du mois de préciser dans quel contexte se situait une telle réalisation qui ne devrait pas être « placée » sur la ville mais servir à la fois à la création d'œuvres originales et permettre à un très large public d'avoir accès aux studios de tournage tout en bénéficiant d'activités de loisir de bon niveau.

Combe-la-Ville ne limite pas d'ailleurs ses ambitions à ces seuls projets. M. Alain Vivien en a détaillé quelques-uns au cours d'une réunion organisée au début

du mois avec le préfet de Seine-et-Marne.

Il prévoit ainsi d'aménager les bords de l'Yerres, de construire un hôtel de ville à la mesure des nouveaux besoins de la commune, de compléter les équipements publics existants, de créer une zone d'aménagement « forte » près de la Francilienne. Sur 30 à 40 hectares, trois mille emplois pourraient y être créés à terme, quinze cents « tout de suite ». Cette opération pourrait être lancée par l'Etablissement public d'aménagement (EPAMS) vers l'automne 1990.

Est envisagée aussi la reconstruction du centre-ville avec revitalisation et réhabilitation des immeubles anciens accompagnant des constructions neuves, la mise en valeur de la vallée de l'Yerres. Dans un avenir proche, la municipalité voudrait aussi créer un musée des années folles, rattachant avec le passé combe-la-villain.

Ces projets doivent, bien entendu, être rapprochés de ceux qui sont étudiés ou en cours de réalisation sur l'ensemble de la ville nouvelle comme le Green Parc, ce « golf d'affaires » de trois parcours entouré de bureaux ou, autre projet américain, le vaste ensemble nautique (un lac de 45 hectares, 25 hectares d'attractions...) que souhaiterait édifier la société Marine World. Melun-Sénart, dernière ville nouvelle de la région parisienne cherchée, c'est normal, à gagner les premières places.

GILLES ARZAL

Paris : les poids lourds dans la capitale

Les services de la préfecture de police étudient actuellement en liaison avec la direction de la voirie de la mairie de Paris une simplification de la réglementation de la circulation des véhicules utilitaires et de livraison dans la capitale. C'est ce qu'a indiqué le préfet de police en réponse à une question écrite d'Alain Baril, conseiller municipal RPR. « Cette réglementation est sans doute trop complexe », a-t-il déclaré après l'avoir décrite dans ses grandes lignes.

1. La traversée de Paris par les véhicules affectés au transport des marchandises est interdite en permanence. Seul est autorisé le passage sur le boulevard périphérique et les boulevards des marchands.

2. La circulation, le stationnement et l'arrêt des véhicules affectés au transport des marchandises sont réglementés par un arrêté préfectoral du 15 septembre 1971. Celui-ci opère des distinctions selon l'encadrement de ces véhicules, calculé à partir de leur surface au sol (cette dernière est indiquée sur chaque véhicule au moyen d'une plaque de tôle).

C'est ainsi que dans la zone dite verte qui comprend en gros le centre et l'ouest de la capitale, la circulation, le stationnement et l'arrêt de ces véhicules sont interdits en semaine, sauf les dimanches et jours fériés, toute la journée lorsqu'ils sont particulièrement importants, et l'après-midi seulement lorsqu'ils sont de taille moyenne. En outre, la circulation et le stationnement des véhicules utilitaires sont interdits sur l'avenue des Champs-Élysées entre 14 heures et 20 h 30.

L'entrée dans la zone verte est matérialisée par des panneaux spécifiques mis en place aux abords de la zone.

En dehors de celle-ci, seuls l'arrêt et le stationnement sont interdits : de 9 heures à 20 h 30 pour les véhicules dont la surface au sol est supérieure à 22,50 m² ; de 18 heures à 20 h 30 pour les véhicules dont la surface au sol est comprise entre 10 et 22,50 m².

Des dérogations peuvent toutefois être délivrées par la préfecture de police.

CORRESPONDANCE

Un cadeau pour Berlin

Après la publication de la lettre de Jean-Philippe Guéguen qui proposait dans le Monde du 23 novembre que l'on donne le nom de Berlin à une rue de la capitale, deux lecteurs nous font connaître leur réaction.

« Je ne crois pas qu'une ville ni un homme soit honoré par un nom de rue. Un nom de rue est un nom d'identification. C'est tout. Douai a une rue mais pas Grenoble. Qui est désolé ? »

Berlin avait une rue, dont le nom a été changé en rue de Liège pendant la guerre de 14, comme l'avenue de Tokyo a été changée en avenue de New-York en 1944. Les Japonais en sont-ils mortifiés ? J'en doute.

J'espère, de toute façon, que nous aurons d'autres cadeaux à faire à Berlin, plus satisfaisants pour les Berlinois. Mais que l'on laisse nos rues et nos places en paix.

BERNARD MARREY
Paris-9

« Je propose de débaptiser plutôt des rues qui restent dans les mémoires et seraient plus significatives : ainsi, la rue Lauriston pourrait prendre le nom d'une pimpante cité allemande. Et que faire pour le Marais, dont les noms des rues sont si vieux ? Les appeler rue de Bergen-Belsen ? Rue de Dachau ? Je propose, quant à moi, rue d'Auschwitz pour la rue des Rosiers ! »

Ainsi, les plaques portant les noms de Berlin, Bonn ou d'autres villes allemandes voisinent avec celles qui indiquent, ici et là, qu'on y a fusillé nazi ou nazi.

Bien ! Qu'on appelle donc Clichy-Berlin, mais, s'il vous plaît, que l'on attende que les générations décimées aient disparu. Cela ne sera pas si long ! »

M=PAGE
Paris-3

Dans les Yvelines

Une commission de concertation sur les déchets industriels

Une des plus grosses usines de traitement des déchets industriels, SARP-Industries, a mis en place à Limay (dans les Yvelines) une commission de concertation avec les élus locaux et deux associations de protection de l'environnement.

La nécessité pour cette usine, qui traite environ 200 000 tonnes de matériaux par an, de jouer la carte de la concertation et de la transparence s'est imposée dans un département actuellement confronté à de sérieux problèmes d'environnement, qu'il s'agisse de déchets d'automotrices ou de l'élimination des ordures ménagères.

La première réunion de cette commission a eu lieu le 24 novembre à la satisfaction du maire de Limay, M. Maurice Quettier (PC). « Nous avions proposé de créer une commission depuis longtemps. Il se raconte n'importe quoi sur

l'usine de traitement de Limay, y compris au sein des associations écologiques. Il était temps de remédier à cette ignorance, source de méfiance. »

L'objet de cette commission peu formalisée est de rendre transparentes et accessibles les activités de notre centre de dépollution industrielle, continue de son côté la direction de SARP-Industries, qui s'est lancée dans cette politique de transparence à l'occasion du triste péripète, il y a un an, du Zanoobla, chargé de déchets industriels italiens ; ce cargo avait été plusieurs mois de port en port à travers le monde, sans pouvoir débarrasser dans des conditions satisfaisantes de ses fûts polluants. « Nous avions proposé de traiter la majeure partie de ses fûts, qui contenaient des rejets industriels

identiques à ceux qui nous parviennent chaque jour des entreprises d'Ile-de-France. Mais ces fûts, à cause de la campagne de presse qu'ils ont déclenchée, étaient devenus pestiférés. Un « rail de communication » de notre côté a provoqué un tollé de protestations dans la région et nous avons immédiatement abandonné ce projet », raconte M. Jean-Alain Julien, directeur commercial.

An cours de cette première réunion, SARP-Industries a proposé de communiquer régulièrement un compte rendu d'activité de l'usine, les résultats d'analyse de ses effluents et les projets de nouvelles techniques de traitement. Une suite des laboratoires et des unités de traitement ont été programmées le 20 janvier. « Chacun pourra constater sur place que nous

n'accueillons ici ni déchets industriels ni fûts de dixième. Les gens ont peur parce qu'ils font un amalgame entre les déchets industriels et des catastrophes majeures telles que Seveso, Bhopal ou Tchernobyl. Ces accidents se sont toujours produits dans des centres de production en activité et ils n'ont jamais concerné les déchets. Mais notre industrie donne bonne conscience à la société de consommation, qui consomme sur elle ses inquiétudes et ses fantasmes », conclut M. Contard, PDG de SARP-Industries, convaincu que la dépollution est une activité industrielle comme les autres. « Mais, plus que les autres, nous sommes obligés d'expliquer et de montrer ce que nous faisons afin de cohabiter au mieux avec notre environnement. »

PASCALLE SAUVAGE

POINT DE VUE

Il faut décentraliser l'opération Seine propre

par Didier Julia

La centralisation de toutes les opérations d'assainissement de l'Ile-de-France dans deux immenses stations d'épuration, Achères et Valenton, conçues il y a une quinzaine d'années, a répondu à une situation d'urgence dans le noyau dur de l'agglomération parisienne. Toute extension du programme actuel serait une erreur. Il faut maintenant rapprocher le traitement des eaux usées des communes utilisatrices, et cela, indépendamment des aspects économiques de l'environnement. De ce point de vue, un virage à 90° doit être donné à l'opération Seine propre.

La commission de l'aménagement rural de la région vient d'approuver l'affectation de 120 000 F pour un audit sur les conditions de programmation des réalisations des principaux ouvrages d'assainissement en région Ile-de-France. Cet audit sera mené conjointement par un ingénieur des ponts et chaussées et par un professeur ou une personnalité qualifiée en matière d'environnement.

L'objectif est clair : pour éviter qu'à terme l'extension de l'urbanisation n'entraîne une pollution totalement incontrôlable, il est impératif d'inflechir l'opération Seine propre qui était une opération centralisée d'assainissement vers une conception décentralisée de protection de l'environnement.

Centraliser les opérations d'épuration donne en effet un meilleur rendement technique, mais entraîne des effets secondaires que personne ne peut méconnaître. Ces effets sont de trois sortes : il existe d'abord ce que les spécialistes appellent « un coefficient de dilution » de 20 %, cela veut dire que 20 % des eaux restent non traitées et sont rejetées directement en Seine. Lorsque Achères sera terminée et accueillera les rejets de plus de 4 millions d'habitants, c'est l'équivalent des eaux non traitées de la ville de Marseille qui sera rejeté en Seine. Cette perspective, il faut le répéter,

Deuxième effet : la construction de Valenton a incité toutes les communes de l'Essonne concernées à faire l'impasse sur le réseau séparatif, comptant toutes sur l'existence de Valenton pour reporter le problème des eaux et de l'assainissement sur une immense station en aval. Il devient dès lors impossible de maîtriser les pollutions induites par les crues d'orage, et les syndicats de communes demandent à la région de participer à la mise en place d'émissaires pour onéreux pour rejeter directement les eaux d'égout dans la Seine (6 m³/seconde à Cranes en cas de débâcle pour un prix de plus de 50 millions).

Comment en est-on arrivé là ? Probablement à cause d'une raison

annexe et non négligeable : pour les administrations chargées de la conception des ouvrages, la pose de tuyaux et maintenant la construction de véritables tunnels coûtent si chers et constituent une telle source de revenus au titre des rémunérations annexes qu'ils ne peuvent envisager de se reconvenir à des techniques plus naturelles mais infiniment moins rentables pour elles.

Troisième effet : les grandes stations centralisées les rejets de notre Seine. Les conseils régionaux viennent de voter un premier financement à Achères. Une solution définitive n'est pas envisageable en raison de son coût.

Le but est de revenir à d'autres schémas d'une façon progressive. Au-delà d'un schéma d'assainissement, il faut un schéma général d'environnement dans un esprit de « zéro pollution ». On est obligé bien sûr d'achever le nouvel émissaire Seine-Achères, mais la réalisation nouvelle de la station de Neuville pour Cergy-Pontoise marque un terme à l'extension indéfinie d'Achères. Il sera demandé pour la station de Neuville de garder les champs d'épandage destinés à l'usage agricole, d'engranger à l'avenir les forêts et les balustrades dans des affluents et la rétrocession de ces terrains à l'urbanisation. Il en est de même des terrains d'Achères-Triel ou Pierrelaye qui peuvent servir de filtre. La création de lagunes de

finition devra être systématiquement envisagée et ces terrains tous réservés d'urbanisation ou d'exploitation du sable devra être bloquée (les sables se contentant de l'exploitation d'ailleurs la plus rentable des aggrégats). Il faudra également prévoir le blocage de toute velléité d'urbanisation et de tout « bourrage » sur les plateaux de Sacy et Roissy où se posent d'énormes problèmes d'assainissement.

Les retombées d'un inflexionnement de l'opération Seine propre apparaissent déjà considérables, voire révolutionnaires, pour l'aménagement de la région Ile-de-France. Il ne peut plus être question notamment d'intégrer le schéma régional des eaux, préparé par les administrations dans le futur SDAU Ile-de-France. Il faut aussi faire rentrer dans les esprits que toutes les nouvelles opérations d'urbanisme, les opérations d'infrastructure comme les drains agricoles et forestiers, doivent prendre directement en charge les opérations de rétention-décantation des eaux pluviales. A cette fin, et dans la perspective d'une alternance politique, il faudra revoir toute la loi sur l'eau.

Didier Julia est député RPR de Seine-et-Marne et vice-président du conseil régional d'Ile-de-France chargé des contrats régionaux et des contrats ruraux, de l'aménagement rural et de l'environnement.

Saint-Quentin-en-Yvelines : comment accueillir les nomades ?

Les maires des sept communes de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines ont entrepris une campagne de sensibilisation auprès des sénateurs et des députés afin d'obtenir une meilleure répartition de l'accueil des gens du voyage au plan national. Depuis quelques mois, la situation devient critique dans les zones d'habitat nouvelle de la région parisienne. A Saint-Quentin-en-Yvelines, d'importantes forces de police ont été mobilisées à plusieurs reprises afin d'obtenir des nomades qu'ils quittent des parkings de grandes surfaces où ils s'étaient réfugiés, les aires d'accueil prévues pour les recevoir étant insuffisantes.

Dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, nous faisons des efforts considérables, comparativement aux autres collectivités, pour que les nomades aient droit de cité tout en respectant les droits des sédentaires. Mais nous ne pouvons résoudre à nous seuls un problème d'envergure régionale et nationale », déclare M. Roland Nadaus, maire (PS) de Guyancourt et président du Syndicat d'agglomération nouvelle.

Profondément divisés sur des nombreux dossiers, les maires ont été unanimes, du PC à l'UDF, à lancer cet appel aux élus nationaux et au gouvernement, estimant que « seule une action à la fois régionale et nationale, tant dans l'implantation des aires de stationnement que dans la réforme de la législation, peut permettre une solution ». Ces communes, en créant plusieurs aires d'accueil, estiment avoir donné l'exemple et refusent de supporter plus longtemps une situation qui met souvent en péril la sécurité publique, l'hygiène, le développement économique et la cohésion sociale. Ces dernières semaines, les interventions de la police réclamées par les sédentaires ont rencontré une forte résistance du côté des nomades, qui ont freiné la circulation sur la RN 10 à Elnoncourt, en signe de protestation.

P. S.

Créteil : un nouveau quartier au sud

La Société d'économie mixte d'aménagement et d'équipement de Créteil (SEMAEC) vient de présenter au Salon international de l'architecture organisé à la Grande Halle de La Villette le projet d'aménagement de « La Source » et la démarche « Jeunes architectes » qui l'accompagne.

La Source est la dernière phase d'urbanisation de Créteil (les quartiers sud), qui avait été confiée, en 1985, à l'architecte Fernand Pouillon. Après sa disparition, en 1986, le projet a été repris par son équipe et par Jean-Paul Viguière.

En 1988, les architectes d'opération ont été désignés et la première tranche de travaux va commencer prochainement (1 000 logements, 4 500 mètres carrés de commerce, un canal, des cascades et des bassins...). Au total, la ZAC concédée à la SEMAEC représente 26,7 hectares. La commune et sa SEM ont fait participer de jeunes architectes à ce projet en les intégrant aux équipes confirmées.

PLANTU DES FOURMIS DANS LES JAMBES



L'ALBUM 89
164 PAGES - 230 DESSINS

Une collection
LA DÉCOUVERTE - LE MONDE
EN VENTE EN LIBRAIRIE

MARCHÉS FINANCIERS

Le Monde • Jeudi 14 décembre 1989 47

BOURSE DU 12 DECEMBRE

Cours relevés à 17 h 30

VALEURS					Règlement mensuel					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Compt.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	Compt.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	Compt.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	Compt.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	Compt.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3780	C.R.E. 25 *	3780	3780	0	3780	C.R.E. 25 *	3780	3780	0	3780	C.R.E. 25 *	3780	3780	0	3780	C.R.E. 25 *	3780	3780	0	3780	C.R.E. 25 *	3780	3780	0

Comptant (sélection)					SICAV (sélection)					12/12												
VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prélev. Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prélev. Inc.	Rachet net						
Obligations					Étrangères																	
Esp. 8,00 % 77					4 894		A.A.A.					1 055 71	1 127 82	France-Indes					1 169 53	1 161 81	176 78	176 25
S.O. 8,00 % 78/83					4 108		Action					240 29	236 78	France-Indes					461 88	460 82	708 84	688 25
10,00 % 78/94					2 828		Action France					608 53	594 98	France-Indes					462 80	457 82	759 20	757 81
13,25 % 82/90					9 970		Action électorale					685 68	685 70	France-Indes					461 88	460 78	768 80	768 80
10,00 % 82/90					11 760		A.S.F. 8000					685 29	685 47	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780		A.S.F. 8000					721 98	704 37	France-Indes					125 121	121 08	1 034 17	1 037 23
14,00 % 81/83					14 780																	

Cote des changes					Marché libre de l'or				
MARCHÉ OFFICIEL	COURS	préc.	COURS	préc.	MARCHÉ OFFICIEL	COURS	préc.	COURS	préc.
Extr. (100 \$)	9 046	9 046	9 046	9 046	Or fin (100 g)	800 000	800 000	800 000	800 000

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - f : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

France : « Sur nos institutions », par Vauban 2

L'évolution dans les pays de l'Est 6

La tension aux Comores

La France accentue sa pression militaire pour hâter le départ des mercenaires 4

Les débats

sur la construction européenne

À l'Assemblée nationale et au Parlement de Strasbourg 8 et 9

Le Sénat et l'amnistie

Le Sénat a repoussé le projet de loi visant à amnistier totalement les infractions survenues en Nouvelle-Calédonie 10

La réunion du comité central du PCF

M. Krasucki souhaite que le débat se développe à l'intérieur du parti 11

SECTION B

Budget de Paris

Le conseil de Paris a approuvé le projet de budget des impôts locaux 14

Procès d'un poseur de bombes

Accusé d'avoir commis deux attentats à Paris en 1984 et 1985 (un mort, dix-sept blessés), un Tunisien de vingt-sept ans, Habib Mearner, est jugé par la cour d'assises spéciale de Paris 18

Tour du monde à la voile

Les treize navigateurs de la course autour du monde en solitaire ont appris à lutter contre le sommeil en le découpant en tranches 18

Associations

Un forum sous le signe de l'Europe et de la jeunesse à la Grande Halle de La Villette 19 à 22

SECTION C

ARTS • SPECTACLES

Les grands disques de l'année

Cent cinquante enregistrements retenus parmi vingt mille titres

déposés en 1989. Une année de production passée au crible par les spécialistes du Monde qui ont fait entre les grands anciens et les petits nouveaux de la musique classique, du rock du jazz et de la chanson, un choix subjectif mais qu'ils souhaitent partager 25 à 38

SECTION D

L'enfer des Marguerites

Examen à l'Assemblée nationale du projet de loi sur le logement des plus démunis. La cité de transit des Marguerites, à Nanterre, est un exemple de conditions de logement inadmissibles 37

Assurance-chômage

Un excédent de 2,7 milliards de francs permettra d'améliorer l'indemnisation 38

Affaires

● Les sociétés de Bourse remettent en question les règles du jeu social.

● La patronat de Franche-Comté s'inquiète de l'hémorragie de travailleurs frontaliers 39

La levée du contrôle des changes

A partir du 1^{er} janvier, les particuliers pourront détenir des comptes en devises en France et des comptes à l'étranger 46

Fusion bancaire

Un nouveau géant financier est né au Danemark 46

Ile-de-France

Les Américains envisagent de construire une « cité du cinéma » à Melun-Sénart 46

Services

Abonnements 39
Annonces classées 40 à 44
Automobile 23
Cartes 23
Marchés financiers 46 et 47
Météorologie 24
Mots croisés 23
Radio-télévision 24

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 13 décembre 1989
a été tiré à 545 478 exemplaires.

Par crainte de nouveaux attentats

La police française en état d'alerte

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a annoncé mardi 12 décembre, un renforcement de la surveillance policière à Paris pendant les fêtes de fin d'année. « La police nous services confondus, va redoubler de vigilance dans tous les points à risque de Paris, magasins et lieux publics », a-t-il déclaré. Dans le même temps, la police de l'air et des frontières (PAF) a reçu des consignes de vigilance afin qu'elle intensifie les contrôles dans les aéroports et les gares. La préfecture de police va mobiliser deux cents gardiens et inspecteurs pour la surveillance des grands magasins.

Ces mesures préventives ont pour but de fonder la conviction des services de renseignement que de nouvelles menaces terroristes pèsent actuellement sur la France. Cette conviction s'appuie notamment sur une découverte récente des policiers espagnols, dont le Point du 11 décembre a révélé les détails. Le 22 novembre, à Valence, dans les sous d'un petit cabotier, le Cadix-777, ceux-ci ont trouvé deux cents kilos d'explosif C4 mêlés à dix-neuf tonnes de conserves de fruits en provenance de Sakka. Or le C4 fut notamment utilisé lors des attentats parisiens de 1986.

De plus, l'opération espagnole avait pour origine la surveillance d'un militant libéral du Hezbollah pro-iranien, Ali Mohamed Sheik, qui était en contact avec les milieux intégristes islamiques parisiens. Enfin, arrêté avec sept autres personnes, Sheik a été trouvé en possession de plusieurs passeports, permis de conduire et cartes d'identité d'origine française. Selon la direction de la surveillance du territoire (DST), qui a minutieusement étudié l'affaire de Valence, un autre des interpellés, Abbas Ali Hussein, aurait fait des études à Grenoble en 1986 et parierait un excellent français.

A cette piste toute récente s'ajoute le décryptage par les ser-

Accusé de non-agression contre Bahrein et l'Irak. — Bahrein et l'Irak ont signé, mardi 12 décembre, un accord engageant chaque pays à « ne pas s'ingérer dans les affaires de l'autre et à ne pas recourir à la force » contre lui.

Un accord similaire avait été signé entre l'Irak et l'Arabie saoudite en mars dernier, à l'occasion de la visite à Bagdad du roi Fahd. — (AFP)

URSS

Par une décision du Soviet suprême

Une entité autonome va être créée pour les Allemands de la Volga

Selon un envoyé spécial à Moscou de la Frankfurter Allgemeine Zeitung, qui publie cette information dans son numéro du 13 décembre, le Soviet suprême de l'URSS a décidé, dans une résolution votée le 28 novembre dernier mais non publiée, de reconnaître une entité géographique autonome pour les Allemands de la Volga. Aucun calendrier n'est fixé pour la mise en œuvre de cette décision, mais les Allemands soviétiques pourraient, selon le journal, se voir accorder

leur autonomie à la fin de l'an prochain ou au début de 1991.

Staline avait supprimé d'un trait et plume, après l'attaque hitlérienne en 1941, la « République soviétique autonome des Allemands de la Volga », dont tous les habitants allemands avaient été déportés vers le Kazakhstan, l'Altaï et les Républiques d'Asie centrale. Ces déportations ont été condamnées, comme toutes les autres, depuis les débuts de la perestroïka, mais la reconstitution de la République autonome, dont le territoire a été réparti entre les régions russes de Saratov et de Volgograd, se heurte à l'opposition des populations russes locales. Selon le chef du parti à Volgograd, il n'y a plus que vingt-sept mille Allemands dans cette ville et dix-neuf mille à Saratov, tandis que la ville de Engels, capitale de l'ancienne République autonome allemande, est peuplée en grande majorité de Russes.

En outre, la libéralisation de l'émigration vers la République fédérale a pour effet de diminuer la population allemande de l'URSS, estimée actuellement à deux millions de personnes. Une association constituée en 1988 sous le nom de Renouveau n'est donc pour tâche de défendre leurs intérêts.

M. T.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 13 décembre

Légère progression

Mardi matin, la hausse des valeurs françaises se poursuivait de manière modérée et l'indice CAC 40 s'appréciait de 0,23 %. Parmi les plus fortes hausses on notait la SCOA (+2,8 %), Legrand (+2,5 %), Fives-Lille (+2,3 %) et Arjomani (+2,2 %). En baisse figuraient Penhoët (-3,7 %) et Institut Mérieux (-3,2 %) et Chargeurs (-2,8 %).

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Halte ! Europe !

LS l'ont mis en cage, mon Mimi, dites donc, hier au Panthéon. Une cage de verre. Par là que le pape dans sa bulle. Vous vous rendez compte un peu ! On avait encore jamais vu ça, nous, ici. J'ai l'impression qu'ils fustigent, en haut lieu, les ont reçu des menaces, c'est sûr : Gare à vos sbettis ! Si Nacache en crève de sa grève de la faim, croyez-moi, elles vont faire un beau pétard, nos fêtes de fin d'année !

D'où ces mesures de sécurité dans les aéroports, les gares, sur les autoroutes, aux portes des grands magasins et des cinémas. Les Français comprendront qu'il a dit, Pierre le Joxe, Ouais, ouais, t'inquiète, on comprend très bien. S'agit pas de rigoler. Sauf sur un point. On va rouvrir les frontières au moment précis où elles devaient s'ouvrir toutes grandes et nous permettre de nous balader sans montrer cette blanche d'Amsterdam à Bonn et de Bruxelles à Rome, avouez que c'est assez farce ! Moi, remarquez, j'y ai jamais cru, j'ai même peré un magnum de champagne qu'il serait pas ratifié, vendredi prochain, ce fameux accord de... comment il s'appelle déjà... de Schengen,

oui, c'est ça, rapport aux terroristes et aux clandestins.

Il fanfaronnait l'autre soir, le Mimi, à la télé, fallait voir ! Regardez-moi, moi c'est l'Europe, l'Europe des Douze, l'Europe de la libre circulation des biens et des personnes, l'Europe de l'édu... Tu parles !

Dès qu'on arrive sur l'obstacle, elle s'appelle Magie, l'Europe, elle n'écoute, elle se recroqueville, elle se barricade, chacun chez soi, schneil papiers, on n'entre pas ! Hé ! là, vous les Allemands, vos Turcs, si vous continuez à nous les refiler, votre réunification, vous pouvez toujours vous l'accrocher. Et vous, les Luxembourgeois, votre secret bancaire à la noix, feriez mieux de le lever, sinon la suppression du contrôle des changes, c'est pas pour la Saint-Sylvestre, c'est pour la Saint-Singlin. Et les Hollandais, votre fameux british, qui se rebâtent : Et notre souveraineté nationale ! Et les Belges qui roussissent ! Moins de douaniers à nos frontières ça signifie plus de fiscalité dans nos rues, merci bien, mais non merci !

Faire maison commune, peut-être, oui, plus tard... En attendant, chambre à part !

Mort de Pierre Le Baillif vice-président du Théâtre des Champs-Élysées

M. Pierre Le Baillif, vice-président de la société d'exploitation du Théâtre des Champs-Élysées est mort le 12 décembre des suites d'une longue maladie. Il était âgé de trente-deux ans.

C'est Pierre Le Baillif que le Théâtre des Champs-Élysées doit d'avoir retrouvé son aspect d'autant. Responsable de l'action culturelle et du mécénat de la Caisse des dépôts et consignations, c'est lui qui avait mis avec son action particulière le chantier de rénovation du théâtre, propriété de la Caisse. Il s'apprêtait à opérer le même travail avec le théâtre de Victor-Columbière dont l'organisme financier assure actuellement la restauration.

Né en 1957 à Arcachon, diplômé des sciences politiques, c'est par la vie associative et l'écologie que Pierre Le Baillif est en premier contact avec la Caisse des dépôts où il fait entrer en

1983. Il fut notamment directeur de la fondation « Espace pour demain » et vice-président du Comité d'action pour le soutien avant de devenir responsable du service de l'économie sociale et de la vie associative de la Caisse. Son intérêt pour la culture en général et pour la musique en particulier l'avait amené à se préoccuper tout particulièrement de l'avenir du Théâtre des Champs-Élysées. Il voulait lui faire retrouver sa vocation de « théâtre de musique ». Il avait lancé une collection de disques compacts, les disques Montaigne, qui devaient reproduire les enregistrements sonores des grands moments musicaux du Théâtre des Champs-Élysées. Responsable de la politique du mécénat de la Caisse depuis 1983, il lui avait fait acquiescer un certain nombre d'œuvres plastiques, dont le grand Lichtenstein qui orne le hall de son siège social.

HORS SERIE
SCIENCE & VIE
BIEN NAÎTRE

Bien naître aujourd'hui, cela commence par assurer le bien-être du fœtus. La grande aventure de la naissance est de mieux en mieux assistée par la science. La génétique et la biologie évoluent de façon spectaculaire. Mais aussi, l'échographie, qui permet d'apprécier le développement du fœtus, de vérifier le fonctionnement de ses organes ou de guider les délicats prélèvements à l'intérieur de l'œuf. Ce numéro hors série de Science & Vie fait le point sur les évolutions d'une nouvelle science : la médecine fœtale.

UN NUMÉRO HORS SÉRIE DE SCIENCE & VIE

Sup de Co Marseille
LA REUSSITE EST RAREMENT UNE AFFAIRE DE HASARD...

30 ACCORDS INTERNATIONAUX

Un visa pour le monde

UNE REGION AMBITIEUSE

Un rôle stratégique au cœur de l'Europe du Sud

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE MARSEILLE
ECOLE INTERNATIONALE DES AFFAIRES DE MARSEILLE LUMINY
DOMAINE DE LUMINY - CASE 921 - 13288 MARSEILLE CEDEX 9 - TEL. 0126.92.00.00 - TR. 0126.92.00.00 - FAX 0126.92.00.00
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE